

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT

EN FAIT ET EN DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1935, à 13 h. 30

PAR

Olivier BRICHET

Président : M. GIDEL, professeur

Suffragants { MM. J. BARTHÉLÉMY, professeur
SCELLE, professeur

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT

EN FAIT ET EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT

EN FAIT ET EN DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1935, à 13 h. 30

PAR

Olivier BRICHET

Président : M. GIDEL, professeur

Suffragants { *MM. J. BARTHÉLÉMY, professeur*
SCELLE, professeur

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



BIBLIOGRAPHIE

Sans vouloir épuiser toute la matière, nous indiquons les principaux ouvrages qui nous ont particulièrement servi pour l'élaboration de notre travail.

1° OUVRAGES CONCERNANT LA PREMIÈRE PARTIE ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT EN FAIT

A. — Ouvrages généraux.

- ARON (R.) et DANDIEU (A.). — *La Révolution nécessaire*. 1 vol. in-16°, Paris, Grasset, 1933.
- AVENEL (vicomte Georges d'). — *Découvertes d'histoire sociale (1200-1910)*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1910 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- BARTHÉLÉMY (J.). — *La crise de la démocratie contemporaine*. 1 vol. in-8°, Paris, Syrey, 1931 (Bibliothèque constitutionnelle et parlementaire contemporaine).
- BLANQUI (A.). — *Critique sociale*. 1 vol. in-18, Paris, 1885.
- BOUCHÉ-LECLERCQ (A.). — *L'Intolérance religieuse et la politique*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1911 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- CAVAIGNAC (E.). — *Histoire du Monde*. Publiée sous la direction d'E. Cavaignac, vol. in-8°, Paris, De Boccard.
- COLSON (C.). — *Organisme économique et désordre social*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1912 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- FERRARI (J.). — *Histoire de la Raison d'État*. 1 vol. in-8°, Paris, Lévy, 1860.
- GLOTZ (G.). — *Histoire Générale*. Publiée sous la direction de Glotz. 1 vol. in-8°, Paris, Presses Universitaires.
- HALPHEN (L) et SAGNAC (Ph.). — *Peuples et Civilisations. Histoire Générale*, publiée sous la direction de Halphen (L). et Sagnac (Ph.). 1 vol. in-8°, Paris, Alcan.

- HANOTAUX (G.). — *La Démocratie et le Travail*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1910 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- LAVISSE et RAMBAUD. — *Histoire Générale du IV^e siècle à nos jours*. Publiée sous la direction de Lavissee et Rambaud. 12 vol. in-8°. Paris, Colin.
- LE BON (D^r G.). — *Bases scientifiques d'une Philosophie de l'Histoire*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1931.
- *Les Opinions et les Croÿances : genèse-évolution*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1911 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- *La vie des vérités*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1914 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- *Hier et demain. Pensées brèves*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1918 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- *Psychologie des temps nouveaux*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1920.
- *Le Déséquilibre du Monde*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1923 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- *L'Évolution actuelle du monde. Illusions et réalités*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1927.
- *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*. 2^e édit., 1 vol. in-12. Paris, Alcan, 1895 (Bibliothèque de Philosophie contemporaine).
- *Psychologie des Foules*. 37^e édit., 1 vol. in-12, Paris, Alcan, 1930 (Bibliothèque de Philosophie contemporaine).
- MACHIAVEL. — *Le Prince*. Traduction Guiraudet, avec quelques maximes extraites des œuvres de Machiavel, une introduction, des notes et la Bibliographie Française du Prince par L. Derôme. 1 vol. in-16, Paris, Garnier Frères.
- MALAPARTE (C.). — *Technique du Coup d'État*. Traduit de l'italien par Juliette Bertrand, 15^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Grasset, 1931 (Les Ecrits).
- MICHELS (R.). — *Les partis politiques : Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Traduit par le D^r Janvielevitch, 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1914.
- RASSAK (J.). — *Psychologie de l'Opinion et de la Propagande Politique*. 1 vol. in-12, Paris, Rivière, 1927 (Etudes de Psychologie sociale).
- SFORZA (comte). — *Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre*. 8^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Gallimard, (Les contemporains vus de près).
- *Les Bâtisseurs de l'Europe moderne*. 1 vol. in-16, Paris, Gallimard, 1931.

- SOREL (G.). — *Réflexions sur la violence*. 7^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales, 1930, (Études sur le devenir social. IV).
- TARDE. — *Les Transformations du Droit, étude sociologique*. 1 vol. in-12, Paris, Alcan. 1893 (Bibliothèque de Philosophie contemporaine).
- *Les lois sociales : Esquisse d'une sociologie*, 8^e édit., 1 vol. in-18, Paris, Alcan, 1921.
- TROTSKY (L.). — *Les Problèmes de la guerre civile*. 1 broch. in-16°, Paris, Librairie du Travail, 1926 (Faits et documents, n° 5).

B. — Ouvrages spéciaux.

1^o Antiquité et Histoire Romaine.

- ALBERTINI (E.). — *L'Empire Romain*. 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1929 (Peuples et Civilisations).
- AMPÈRE (J.-J.). — *L'Empire Romain à Rome*. Nouv. édit., 2 vol in-8°, Paris, Lévy. 1881.
- APPIEN. — *Guerres civiles*.
- BLOCH (G.). — *La République Romaine. Conflits politiques et sociaux*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1913 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- *L'Empire Romain. Évolution et Décadence*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1922.
- BOISSIER (G.). — *Cicéron et ses amis : Étude sur la société romaine du temps de César*. 8^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1888.
- *Conjuration de Catilina*. 3^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Hachette 1913.
- *L'opposition sous les Césars*. 2^e édit., 1 vol. in-16, Paris, 1885.
- BOUCHÉ-LECLERCQ. — *Manuel des Institutions Romaines*. 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1886.
- CAGNAT (R.). — *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*. 2 vol. in-4°, Paris, Imprimerie Nationale, 1912.
- CARPINO (J.). — *Sylla ou la monarchie manquée*. 1 vol. in-16, Paris, L'Artisan du Livre, 1931.
- *Point de vue sur l'impérialisme romain*. 1 vol. in-16, Paris, Le Divan, 1934.
- CAVAIGNAC (E.). — *Histoire de l'Antiquité*. 4 vol. in-8°, Paris, Fontemoing, 1913-1919.
- *La Paix Romaine*. 1 vol. in-8°, Paris, de Boccard, 1928. (Histoire du Monde, tome V¹).

- CÉSAR. — *Guerre Civile*.
- CHVMPAGNY (Comte de), — *Études sur l'Empire Romain. Les Césars*. 5^e édit., 4 vol. in-18, Paris, Bray et Retraux, 1876.
- CICÉRON. — *Les Catilinaires*.
— *Pro Flacco*.
— *Pro Murena*.
— *Philippiques*.
- CHAPOT. (V.). — *Le Monde Romain*. 1 vol. in-16, Paris, La Renaissance du Livre, 1927 (L'Évolution de l'Humanité, n° 22).
- CROISSET (A.). — *Les Démocraties antiques*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion, 1918 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- DEVAUX (P.). — *Études politiques sur les principaux événements de l'histoire romaine*. — 2 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1880.
- DIEHL (Ch.). — *Byzance. Grandeur et Décadence*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1919.
— *Histoire de l'Empire Byzantin*. 1 vol. in-8°, Paris, Picard.
- DURUY (V.). — *Histoire des Romains depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invasion des barbares*. Nouvelle édit., 7 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1789-1885.
- FERGUSON (A.). — *Histoire des Progrès et de la chute de la République Romaine*. Trad. par Demeunier et Gibelin, 7 vol. in-12, Paris, Lyon, 1791.
- FERRERO (G.). — *Grandeur et Décadence de Rome*. traduit de l'Italien par Urbain Menzin, 6 vol. in-16, Paris, Plon, 1906-1909.
- FORQUET DE DORNE. — *Les Césars africains et syriens et l'anarchie militaire*. 1 vol. in-8°, Angers, Siraudeau, 1906.
- FUSTEL DE COULANGES. — *La Cité Antique*. 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1927.
- GIBBON. — *Histoire de la Décadence et de la chute de l'Empire Romain*. 2 vol. in 4°, Paris, Desrez, 1837.
- GUIRAUD (P.). — *Le différent entre César et le Sénat (59-49 av. J.-C)*. Thèse de Lettres. 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1878.
- HALPHEN (L.). — *Les Barbares des grandes invasions aux conquêtes turques du XI^e s.* 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1926.
- HOMO (L.). — *L'Italie primitive et les débuts de l'impérialisme romain*. 1 vol. in-8°, Paris, La Renaissance du Livre, 1925 (Évolution de l'Humanité, 1^{re} section. IV. Rome et la civilisation romaine. I).
— *Les Institutions politiques romaines : de la Cité à l'État*. 1 vol. in-8°, Paris. La Renaissance du Livre, 1927 (Évolution de l'Humanité, XVIII).
— *Le Haut-Empire*. 1 vol. in-8°, Paris, les Presses Universitaires de France, 1933. (Histoire générale publiée sous la

direction de Glotz : histoire ancienne ; 3^e partie : histoire romaine III).

KRANER (F.). — *L'armée romaine au temps de Cèsar*. trad. sous la direction d'E. Benoist par Baldy et Larroumet. 1 vol. in-16, Paris, Kliencsiek 1884.

LANGE (L.). — *Histoire intérieure de Rome jusqu'à la bataille d'Actium*. tirée des Romische Alterthümer par A. Berthelot et L. Didier, 2 vol. in-8°, Paris, Lerroux, 1885-1888.

LOT (F.). — *La Fin du Monde Antique et les débuts du moyen âge*. 1 vol. in-8°, Paris, Renaissance du Livre, 1927 (Evolution de l'Humanité, t. XXXI).

MERMEIX. — *Histoire Romaine*. 1 vol. in-16, Paris, Fayard, 1930, (Les grandes études historiques).

MISPOULET (J.-B.). — *Institutions politiques des Romains*. 2 vol. in-8°, Paris, Pedone-Lauriel, 1882-83.

MOMMSEN (Th.). — *Histoire romaine*. Nouvelle édition traduite par de Guerle, 7 vol. in-18, Paris, Marpon et Flammarion, 1882.

MONTESQUIEU. — *Grandeur et Décadence des Romains*.

NAPOLÉON III. — *Histoire de Jules Cèsar*. — 2 vol. in-8° et un atlas Paris, Plon, 1865-1866.

PIGANIOL (A.). — *La Conquête Romaine*. 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1927, (Peuples et civilisations).

PLUTARQUE. — *Les Romains illustres*.

RENAN (E.). — *Marc-Aurèle et la fin du monde antique*. 7^e édit. 1 vol. in-8°, Paris, Calmann-Lévy, 1895. (Histoire des origines du Christianisme VII).

ROMIEU (A.). — *L'Ere des Césars*. 2^e édition. 1 vol. in-18, Paris, Ledoyen, 1850.

SALLUSTE. — *Conjuration de Catilina*.

STOFFEL (colonel). — *Histoire de Cèsar : guerre civile*. 3 vol. (2 in-4° et 1 in-folio), Paris, Imprimerie Nationale, 1887.

TACITE. — *Histoires*.

VERTOT (abbé de). — *Histoire des révolutions arrivées dans le gouvernement de la République Romaine*. 2 vol. in-12, Lyon-Perisse, 1806.

ZEILLER (J.). — *L'Empire Romain et l'Église*. 1 vol. in-8°, Paris, de Boccard, 1928 (Histoire du Monde publiée sous la direction d'E. Cavaignac, tome V).

2^e France.

ARNAUD (R.). — *Le Coup d'État du 2 décembre*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1926 (Récits d'autrefois).

AUBRY (Oct.). — *Napoléon III*. 2 vol. in-16, Paris, Taillandier, 1932.

- AULARD (F.-A.) — *Etudes et Leçons sur la Révolution Française*. 9 séries in-18. Paris, Alcan, 1893-1924.
- AUMALE (Duc d'). — *Histoire des princes de Condé pendant les XVI^e et XVII^e siècles*. 7 vol. in 8°, Paris, Calmann-Lévy, 1869-1895.
- BAINVILLE (J.). — *Le 18 Brumaire*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1925 (Récits d'autrefois).
— *Histoire de France*. 68^e édit., 1 vol. in-16, Paris, Fayard, 1924 (Les grandes Etudes historiques).
- BARANTE (A. de). — *Histoire de la Convention nationale*. 6 vol. in-8°, Paris, 1851-1853.
- BARRAS. — *Mémoires publiées par G. Duruy*, 4 vol. in 8°, Paris, Hachette, 1895-1896.
- BARTHÉLEMY (F.). — *Mémoires publiés par J. de Dampierre*, 1 vol. in-8°, Paris, Plon et Nourrit, 1914.
- BARTHOU (L.). — *Le Neuf thermidor*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1926 (Récits d'autrefois).
- BATIFFOL (L.). — *Le Siècle de la Renaissance*. 3^e édit., 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1913 (Histoire de France racontée à tous, publiée sous la direction de Funck-Brentano).
- BENOIST (Ch.). — *La Monarchie Française*. 2 vol. in-16, Paris, Dunod, 1935 (Les Constructeurs).
- BESSAUD-MASSNET (P.). — *L'Attaque de Grenelle. Les communistes en 1796*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1926 (Récits d'autrefois).
- BIRÉ (Ed.). — *La Légende des Girondins*. 1 vol. in-18, Paris, Valméc, Bruxelles, Albanel, 1881.
- BORDIER (H.). — *La Saint-Barthélemy et la critique moderne*. 1 vol. in 4°, Genève, Georg., Paris, Firsbacher et Champion, 1879.
- CROZE (J. de). — *Les Guise, les Valois et Philippe II*. 2 vol., Paris, 1866.
- DAUDET (E.). — *La Conjuration de Pichegru et les complots royalistes du Midi et de l'Est, 1795-1797*. 1 vol. in-8°, Paris, Plon, 1901.
- DESJARDINS (A.). — *Charles IX. Deux années de règne, 1570-1572*. 1 vol. in-8°, Douai, Crépin, 1873.
- DEVILLE (G.). — *Thermidor et Directoire (1794-1799)*. 1 vol. in-8°, Paris, Rouff. 1904 (Histoire socialiste, V).
- DODU (G.). — *Le Parlementarisme et les parlementaires sous la Révolution (1789-1799) : Origines du régime représentatif en France*. 1 vol. in-8°, Paris, Plon, 1911.
- FORNERON (H.). — *Les ducs de Guise et leur époque*. 2 vol. in-8°, Paris, 1877.

- FUSTEL DE COULANGES. — *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*. 5 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1891-1900.
- GAULOT (P.). — *Le 13 vendémiaire de l'An IV* (article dans la Revue Hebdomadaire n° du 5, octobre 1895. Tome XLI, n° 176).
- GAXOTTE (P.). — *La Révolution Française*. 94^e édit. 1 vol. in-16, Paris, Fayard, 1933.
- GORCE (P. de la). — *Napoléon III et sa politique*. 1 vol. in-16, Paris, Plon, 1933.
- *Histoire de la seconde République Française*. 2 vol. in-8°, Paris, 1887.
- *Histoire du Second Empire*. 7 vol. in-8°, Paris, Plon, 1894-1905.
- GUADET (J.). — *Les Girondins : leur vie privée, leur vie publique, leur proscription et leur mort*. 1 vol. in-16, Paris, Perrin, 1889.
- GUÉRIOT (P.). — *Napoléon III*. tome I, 1 vol. in-8°, Paris, Payot, 1933.
- HAMEL (E.). — *Histoire de la Seconde République*. 1 vol. in-8°, Paris, Furne, 1891 (Histoire de France, t. VI).
- JAURÈS (J.). — *La Convention*. 2 vol. in-4°, Paris, Rouff (Histoire socialiste : III et IV).
- LA FERRIÈRE (H. de). — *La Saint-Barthélemy, la veille, le jour, le lendemain*. 1 vol. in-8°, Paris. Calmann-Lévy, 1892.
- LAFFON-LADÉBAT. — *Journal*. Publié avec une introduction et des notes par Fréd. Masson dans la Revue Hebdomadaire, n^{os} de décembre 1907.
- LAREVELLIÈRES-LÉPEAUX. — *Mémoires... publiées par son fils... suivies de pièces justificatives et de correspondances inédites*, 3 vol. in-8°, Paris, Plon, 1896.
- LARUE (Chevalier de). — *Histoire du dix-huit fructidor ou Mémoires contenant la vérité sur les divers événements qui se rattachent à cette conjuration, etc...* 2 vol., Paris, Demonville, 1821.
- LE BON (D^r G.). — *La Révolution française et la psychologie des révolutions*. 1 vol. in-12, Paris, Flammarion, 1912.
- LENÔTRE (G.). — *La proscription des Girondins*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1927 (Récits d'autrefois).
- LOISELEUR (G.). — *Trois énigmes historiques : La Saint-Barthélemy, l'affaire des Poisons et le Masque de Fer*, 1 vol. in-18, Paris, Plon, 1883.
- MADELIN (L.). — *La France du Directoire*. 1 vol. in-16, Paris, Plon, 1934 (Figures et Souvenirs).
- *La Révolution*. 6^e édit., 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1918 (Histoire de France racontée à tous).
- *Fouché (1759-1820)*, 2 vol. in-8°, Paris, Plon, 1901.

- MARIÉJOL (J. H.). — *Catherine de Médicis (1519-1589)*. 2^e édit., 1 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1920.
- MARC (K.). — *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Traduit de l'allemand par Ollivier, 1 vol. in-8°, Paris. Editions sociales internationales 1928 (Bibliothèque marxiste, n° 5).
- *La Guerre civile en France (La Commune de Paris)*. Traduction de Ch. Longuet, 1 vol. in-16, Paris, Librairie de l'Humanité, 1925.
- MATHIEZ (A.). — *La France sous le Directoire*. Cours de la Faculté des Lettres de Paris, 1928-1929. Edité par les « Cours de Facultés », Paris, 3 fasc., in-6°, 1928-1929.
- MELLIÉ (E.). — *Les sections de Paris pendant la Révolution Française (21 mai 1790, 19 vendémiaire An IV) : Organisation, fonctionnement*. 1 vol. in-8°, Paris, Société de l'Histoire de la Révolution (17), 1898.
- MERKI (Ch.). — *L'Amiral de Coligny, la maison de Chatillon et la révolte protestante, 1519-1572*. 1 vol. in-8°, Paris, Plon, 1909.
- MEYNIER (A.). — *Les Coups d'État du Directoire*. 3 vol. in-8°, Paris, Presses Universitaires, 1928.
- NETON (A.). — *Sieyès (1748-1836) d'après des documents inédits*. 1 vol. in-8°, Paris, Perrin, 1900.
- PERROUD (Cl.). — *La Proscription des Girondins (1793-1795)*, 1 vol. in-16, Toulouse, Rivat, et Paris, Alcan, 1917.
- PIERRE (V.). — *Le 18 Fructidor : Documents pour la plupart inédits, recueillis et publiés pour la Société d'Histoire contemporaine*. 1 vol. in-8°, Paris, Picard, 1893.
- RECLUS (M.). — *Le Seize Mai*. 1 vol, in-16, Paris, Hachette, 1931 (Récits d'autrefois).
- RENARD (G.). — *La République de 1848*. 1 vol. in-8°, Rouff, 1906, (Histoire socialiste, IX).
- REYNAUD (P.). — *Les Trois Glorieuses, 27, 28, 29 juillet 1830*. 1 vol. in-16, Paris, Hachette, 1927 (Récits d'autrefois).
- ROMIER (L.). — *La Conjuraison d'Amboise. L'aurore sanglante de la liberté de conscience. Le règne et la mort de François II*. 1 vol. in-16, Paris, Perrin, 1923.
- *Les origines politiques des guerres de religion*. 2 vol, in-8, Paris, Perrin, 1913-1914.
- SIEGFRIED (A.). — *Tableau des partis en France*. 1 vol. in-12, Paris, Grasset, 1930 (Les Ecrits).
- *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*. 1 vol. in-8, Paris, Colin, 1913.
- SOREL (A.). — *Bonaparte et Hoche en 1797*. 1 vol. in-8°, Paris, Plon, 1896.

- SPULLER (E.). — *Histoire parlementaire de la Deuxième République, suivie d'une petite histoire du I^{er} Empire*. 1 vol. in-18, Paris, Alcan, 1891.
- TAINE (H.). — *Les Origines de la France contemporaine*. 13^e édit., 7 vol. in-8°, Paris, Hachette, 1885-1893.
- THIBAUDET (A.). — *Les Idées politiques de la France*. 1 vol. in-12, Paris, Steck, 1932.
- *La République des Professeurs*. — 1 vol. in-16, Paris, Grasset, 1927 (Les Ecrits).
- THIRRIA (H.). — *Napoléon III avant l'Empire*. 2 vol. in-8°, Paris, Plon, 1895-1896.
- VAISSIÈRE (P. de). — *Conjuration de Cinq-Mars*. 1 vol. in-12, Paris, Hachette, 1928 (Récits d'autrefois).
- VANDAL (A.). — *L'avènement de Bonaparte*. — 2 vol. in-8°, Paris, Plon, 1903-1907.
- *Le 18 Brumaire*. Conférence publiée dans la Revue Hebdomadaire, n° du 15 février 1908.
- VIOLLET (P.). — *Droit Public : Histoire des institutions politiques et administratives de la France*. 3 vol. in-8°, Paris, Larose et Forcel, 1890-1903.
- WEILL (G.). — *Théories sur le pouvoir royal en France sous les guerres de religion*. 1 vol. in-8°, Thèse de Lettres, Paris, 1892.

3^o Allemagne.

- BAUMONT (M.). — et BERTELOT (M.). — *L'Allemagne, lendemains de guerre et de révolution*. 1 vol. in-16, Paris, Colin, 1922.
- BERNHARD (G.). — *Le suicide de la République allemande*. Traduit de l'allemand par A. Pierre, 1 vol. in-16, Paris, Rieder, 1933.
- HEIDEN (C.). — *Histoire du National-socialisme, 1919-1934*. Traduit de l'allemand par A. Pierhal, 1 vol. in-16, Paris, Delamain, 1934.
- HITLER (A.). — *Mon combat*. Traduction intégrale de Mein Kampf par J. Gaudefroy, Demormogues et Calmettes, 1 vol. in-8°, Paris. Nouvelles éditions Latines, 1934.
- HOVER (C. B.). — *Allemagne. III^e Empire*. Traduit de l'anglais, par G. Blumberg, 1 vol. in-12, Paris, Gallimard, 1934.
- LAURENT (R.). — *Le National-socialisme vers le III^e Reich*. 1 vol. in 8°, Paris, Hachette, 1932.
- MANN (A.). — *La Haine. Histoire contemporaine d'Allemagne*. 1 vol. Paris., N. R. F., 1933.
- MÖLLER van den BRÜCK. — *Le troisième Reich*. Traduit de l'al-

- lemand, par J.-L. Lenault, 1 vol. in-16. Paris. A. Redier, 1933.
- MUSAT (P.). — *De Marx à Hitler*. 1 vol. in-8. Paris. Alcan. 1933.
- PERNOT (M.). — *L'Allemagne de Hitler*. 1 vol. in-16. Paris. Alcan. 1933.
- SCHEID (O.). — *Les mémoires de Hitler et le programme national-socialiste*, 3^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Perrin. 1933.
- SIEBURG (F.). — *Défense du national-socialisme allemand*. Trad. par P. Klossovski. 1 vol. in 16. Paris. Grasset. 1933.
- STOWE (L.). — *Hitler, est-ce la guerre ?* 7^e édit. 1 vol. in-16. Paris. U. R. F. 1934.
- VERMEIL (Ed.). — *L'Allemagne contemporaine (1919-1924). Sa structure et son évolution politiques, économiques et sociales*. 1 vol. in-16. Paris. Alcan. 1925.
- VOLKMANN (E.). — *La Révolution allemande*. 4^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Plon. 1933.

4^e Amérique Latine.

- BRYCE (J.). — *Les Républiques sud-américaines : les pays, les nations, les races*. Trad. de l'anglais par Caudillon gend'Armes. 2 vol. in-8. Paris. Rivière. 1915.
- GARCIA-CALDERÓN (F.). — *Les Démocraties latines de l'Amérique*. 1 vol. in-16. Paris. Flammarion 1914 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- KEYSERLING (comte Hermann de). — *Méditations sud-américaines*. Traduit de l'allemand par A. Béguin. 1 vol. in-8^o. Paris. Stock. 1932.
- SIEGFRIED (A.). — *Amérique Latine*. 1 vol. in-16. Paris. Colin. 1934 (Choses d'Amérique).
- VALLENILLA LANZ (L.). — *Césarisme démocratique en Amérique*. Traduit par M. André. 1 vol. in-8. Paris. Exprintier. 1927.

5^e Angleterre.

- BOUTMY (E.). — *Le développement de la Constitution et de la société politique en Angleterre*. 1 vol. in-12 Paris. 1887.
- *Essai d'une psychologie du peuple anglais au XIX^e siècle*. 1 vol. in-12. Paris. Colin. 1901.
- DRINKWATER (G.). — *La vie de Cromwell*. Traduit par R. Gaucheron. 11^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Gallimard. 1929.
- GUYOT (Ed.). — *L'Angleterre. Sa politique intérieure*. 4^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Delagrave. 1917.
- HALLAM. — *Histoire constitutionnelle d'Angleterre depuis l'avène-*

- ment de Henri VII jusqu'à la mort de George II. 5 vol. in-8°. Paris. Guibert et Fournier. 1828-1829.
- MACAULAY (Th. B.). — *The history of England from the accession of James the Second*. 10 vol. in-16. Leipzig. 1849-1861.
- POWEL (F.) et TOUT (T. F.). — *Histoire d'Angleterre des origines à nos jours*. Traduit par Ed. Guyot. 1 vol. in-8°. Paris. Payot. 1932.
- PRENTOUT (H.). — *Histoire d'Angleterre depuis les origines jusqu'en 1919*. 1 vol. in-12. Paris. Hachette. 1920.
- SIEGFRIED (A.). — *L'Angleterre d'aujourd'hui. Son évolution économique et politique*. 1 vol. in-12. Paris. Crès (Le Musée Social). 1924.
- *La Crise britannique au XX^e siècle*. 1 vol. in-16. Paris. Colin. 1931.

6° Etats-Unis.

- BOUTMY. — *Essai sur les Etats-Unis d'Amérique. La nation, la patrie, l'Etat, la religion*. 3^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Colin. 1911.
- ROZ (F.). — *Histoire des Etats-Unis*. 22^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Fagard. 1933.
- *Les Etats-Unis d'Amérique*. 1 vol. in-16. Paris. Alcan 1927.
- *L'évolution des idées et des mœurs américaines*. 1 vol. in-16. Paris. Flammarion. 1931. (Bibliothèque de Philosophie scientifique.)
- *L'Amérique nouvelle*. 1 vol. in-16. Paris. Flammarion.
- *De Roosevelt à Hoover 1910-1930*. 1 vol. in-16. Paris. Plon 1931.
- *L'Energie américaine (évolution des Etats-Unis)* 1 vol. in-12. Paris. Flammarion. 1917.
- SIEGFRIED (A.). — *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. 10^e édit. 1 vol. in-8°. Paris. Colin. 1931 (Bibliothèque du Musée social).

7° Italie.

- ANIANTE. — *Mussolini*. Traduit de l'italien par Juliette Bertrand. 11^e édit. 1 vol. in-16. Paris. Grasset. 1932.
- BEYENS (baron). — *Quatre ans à Rome (1921-1926) Fin du Pontificat de Benoit XV. Pie XI. Les débuts du fascisme*. 1 vol. in-16. Paris. Plon. 1934.
- BORGHI (A.). — *Mussolini en chemise*. 1 vol. in-16. Paris. Rieder. 1932.
- BOURGIN (G.). — *La Formation de l'Unité italienne*. 1 vol. in-16. Paris. Colin. 1929.

- CAMBO (F.). — *Autour du fascisme italien*. 1 vol. in-16. Paris. Plon. 1925.
- GORGOLINI (P.). — *La Révolution fasciste, avec le texte intégral des principaux discours de Mussolini*. Traduit par E. Marsais. 1 vol. in-16. Paris. Nouvelle librairie nationale. 1924.
- LOMBARD (P.). — *Ce qu'il faut connaître du fascisme* (origines et tendances). 1 vol. in-12. Paris. Boivin. 1927.
- LUCHAIRE (J.). — *Les sociétés italiennes du XIII^e au XV^e siècle*. 1 vol. in-16. Paris. Colin. 1933.
- *Les démocraties italiennes*. 1 vol. in-12. Paris. Flammarion. 1920 (Bibliothèque de Philosophie scientifique).
- MUSSOLINI. — *Le Fascisme. Doctrine et Institutions*. 1 vol. in-16, Paris, Denoël et Steele, 1933.
- PUJO (B.). — *Dix ans de Fascisme. Une étude objective*. 1 vol. in-16, Paris, Pichon et Durand-Augias, 1932.
- REALE (E.). — *L'Italie*. 1 vol. in-16, Paris, Delagrave, 1934. (Bibliothèque d'histoire et de politique. Documents de politique contemporaine.)
- RUX (G.). — *L'Italie fasciste*. 1 vol. in-16, Paris, Stock, 1932.
- STURZO (don L.). — *La Liberté en Italie*. 1 vol. in-8°, Paris, La Démocratie, 1929.
- TRENTIN (S.). — *Antidémocratie*. 1 vol. in-16, Paris, Librairie Valois, 1930 (Suite politique italienne, IV).

8^e Russie.

- ANET (C.). — *Révolution Russe, 1917-1918*. 4 vol. in-16, Paris, Payot, 1917-1919.
- ANTONELLI (E.). — *Russie bolcheviste*. 1 vol. in-18, Paris, Grasset, 1919.
- CHESSIN (S. de). — *Au pays de la démence rouge. La Révolution Russe 1917-1918*, 17^e éd., 1 vol. in-16, Paris, Plon, 1919.
- KROUPSKAIA (U.). — *Souvenirs sur Lénine*. 1 vol. in-16, Paris, Bureau d'éditions, 1930.
- LÉNINE. — *Pages choisies*. Introduction et notes par P. Pascal, 3 vol. in-8°, Paris, 1926-1929.
- *L'État et la Révolution*. Nouvelle édition refondue, 1 vol. in-16, Paris, Librairie de l'Humanité, 1925.
- *La maladie infantile du communisme. (Le communisme de gauche.) Essai de vulgarisation de la stratégie et de la tactique marxistes*. 1 vol. in-8°, Paris. Editions sociales internationales, 1930. (Bibliothèque marxiste, n° 12.)
- MALAPARTE (C.). — *Le bonhomme Lénine*. Traduit de l'italien par Juliette Bertrand. 1 vol. in-16, Paris, Grasset, 1932.

- NAUDEAU (L.). — *Les dessous du chaos russe*. 1 vol. in-16 carré, Paris, Hachette, 1921 (Bibliothèque de la Guerre).
- NOLDE (Boris). — *L'Ancien Régime et la Révolution russes*. 1 vol. in-16, Paris, Colin, 1928.
- PLATONOV (S.). — *Histoire de la Russie, des origines à 1918*. 1 vol. in-8°, Paris, Payot, 1929.
- STALINE. — *Révolution d'octobre*. 1 vol. in-8°, Paris, Éditions sociales internationales. (Bibliothèque marxiste.)
- TROTSKY (L.). — *Histoire de la Révolution Russe*. Traduction par M. Parijanine, 4 vol. in-8°, Paris, Rieder, 1933-1934.
- ZINOVIEV. — *Histoire du parti communiste russe*. 1 vol. in-16, Paris, Librairie de l'Humanité, 1926. (Bibliothèque communiste.)

9° Autres pays.

- ALBA. — *L'Espagne et la Dictature. Bilan. Prévision. Organisation de l'avenir*. 1 vol. in-16, Paris, Valois, 1930.
- ALTAMIRA Y CREVEA. — *Histoire d'Espagne*. 1 vol. in-16, Paris, Colin, 1931.
- ANCEL (J.). — *Peuples et Nations des Balkans*. 1 vol. in-16, Paris, Colin, 1926.
- GEFFROY (A.). — *Histoire des États Scandinaves (Suède, Norvège, Danemark)*. 1 vol. in-12, Paris, Hachette, 1851. (Histoire Universelle publiée sous la direction de V. Duruy.)
- HAUMANT (E.). — *Formation de la Yougoslavie*. 1 vol. in-8°, Paris, Bossard, 1930.
- KLINGSLAND (S.). — *Pilsudski*. 1 vol. in-16, Paris, Kra, 1929.
- MIKUSCH (D. von). — *Ghazi Mustapha Kémal*. 1 vol. in-16, Paris, Gallimard, 1931, (Les Contemporains vus de près).
- PAUMES (E.). — *Arpad blessé ou la Hongrie nouvelle*. 1 vol. in-16, Paris, d'Hartoz, 1932.
- THARAUD (Jérôme et Jean). — *La Fin des Habsbourg*. 1 vol. in-16, Paris, Flammarion.

II° — *Ouvrages concernant la Seconde Partie :
Étude du Coup d'État en Droit.*

- BARTHÉLÉMY (J.) et DUEZ (P.). — *Traité élémentaire de Droit Constitutionnel*. 1 vol. in-8°. Paris. Dalloz. 1933.
- BEUDANT (Ch.). — *Cours de Droit Civil français*, publié par son fils, R. Beudant. 7 vol. in-8°. Paris. Rousseau (1896 à 1908).
- COLIN (A.) et CAPITANT (H.). — *Cours de Droit Civil français*. Nouvelle édit. 3 vol. in-8°. Paris. Dalloz.
- DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation*,

- de doctrine et de jurisprudence.* 44 vol. dont le dernier remonte à 1864, avec un supplément en 19 tomes parus de 1887 à 1897.
- DARESTE (François, Rodolphe et Pierre). — *Les Constitutions modernes.* 4^e édit., par Joseph Delpech et Julien Laferrière. Paris. Syrey. 6 vol. in-8°. 1928 à 1932.
- DESCAMPS et RENAULT. *Recueil international des traités du XX^e siècle.* 7 vol.
- DUGUIT (L.). — *Traité de Droit Constitutionnel.* 2^e édit. 5 vol. in-8°. Paris. 1921-1925.
- DUGUIT et MONNIER. — *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789.* 4^e édit. 1 vol. in-16°. Paris. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence. 1925.
- FAUCHILLE (P.). — *Traité de Droit International Public.* 4 vol. in-8°. Paris. Rousseau. 1921-1925.
- FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général alphabétique du Droit Français* publié de 1886 à 1906 sous la direction de Fuzier-Herman par Carpentier et Frèrejouant du Saint, en 36 volumes, plus une table chronologique. Supplément publié depuis 1911.
- GEMMA (S.). — *Les gouvernements de fait.* Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de la Haye. 1924. Tome III. pp. 297 à 413.
- HAURIOU. — *Traité de Droit Constitutionnel.* nouvelle édit. publiée par son fils Maurice Hauriou. 1 vol. in-8°. Syrey.
- KLÜBER (J. L.). — *Droit des gens modernes de l'Europe.* 1 vol. in-12. Paris. 1861.
- Le FUR et CHKLAVER. — *Textes de Droit International public.* 2^e édit. 1934. 1 vol. in-8°.
- NOËL-HENRY. — *Les gouvernements de fait devant le juge.* Thèse de Doctorat en Droit. Paris. 1 vol. in-8°. Paris. Guillon. 1927.
- ROUGIER. — *Les Guerres civiles et le Droit des gens.* Thèse de Doctorat en Droit. Lyon. 1 vol. in-8°. Paris. 1902.
- VIDAL et MAGNOL. — *Traité de Droit Pénal.* 1 vol in-8°. Paris. 1935.
-

ABRÉVIATIONS

- MALAPARTE : *Malaparte. Technique du Coup d'État.*
SFORZA : *Sforza. Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre.*
NOEL-HENRY : *Noël-Henry. Les Gouvernements de fait devant le juge.*
J. D. I. : *Journal du Droit International privé.*
R. D. I. : *Revue de Droit International et de Législation comparée.*
R. D. I. P. : *Revue générale de Droit International public.*
R. I. P. : *Revue de Droit International privé.*
U. S. R. : *United. States Reports* (Recueil des jugements rendus par la Cour Suprême américaine et dans lequel ont été incorporés les « Reports » de Black, Crauch, Dallas, Howard, Peters, Wallace, Wheston).
S. : Recueil Syrey de jurisprudence.
D. : Recueil Dalloz de jurisprudence.
-

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT

EN FAIT ET EN DROIT

INTRODUCTION

Le Coup d'État peut être étudié à trois points de vue : théorique, pratique et juridique.

L'ÉTUDE THÉORIQUE du Coup d'État consiste dans l'examen de sa légitimité : est-il ou n'est-il pas, dans certaines circonstances, l'exercice d'un droit naturel ?

Ce point ne sera pas traité ici.

Il n'offre d'abord aucun intérêt pratique. Il est sans utilité, pour la vie courante, de discuter sur cette question. Ce n'est pas en déclarant exercer un droit que l'on fera réussir un Coup d'État et, inversement, ce n'est pas en déniaut ce droit que l'on évitera le Coup d'État ni qu'on l'empêchera de triompher. Il est beaucoup plus profitable d'indiquer, aux uns, les règles techniques qu'il leur faut observer pour faire triompher un Coup d'État et, aux autres, les moyens propres à le prévenir ou à le faire échouer¹.

Par ailleurs, l'étude théorique du Coup d'État ne répond pas à l'idée fondamentale de cet ouvrage qui a pour préoccupation principale d'éviter soigneusement toute discus-

1. Pour ceux qui s'intéressent cependant au problème de la légitimité du Coup d'État, nous les renvoyons aux nombreux ouvrages sur le droit à l'insurrection, notamment à celui de M. Genmanu : « La résistance à l'oppression et le droit à l'insurrection » (Thèse de Doctorat en droit, Paris, 1933).

sion plus ou moins politique et dont le seul but est d'étudier les faits tels qu'ils se présentent.

A côté de ce point de vue théorique nous rencontrons le POINT DE VUE PRATIQUE : c'est l'examen du fait dans toutes ses manifestations politiques et sociales. Envisagée sous cet angle, l'étude du Coup d'État est extrêmement attachante. Elle comporte de nombreuses questions : nature du Coup d'État, ses caractères et ses aspects, ses causes et son but, le milieu dans lequel il apparaît de préférence, sa technique, ses conséquences politiques et sociales, les moyens d'y résister.

Enfin le Coup d'État peut être examiné à un troisième point de vue ; le POINT DE VUE JURIDIQUE. Là aussi la matière est essentiellement vivante : c'est l'étude de la réaction du Droit devant le fait, des répercussions, de l'un sur l'autre. Quelle est l'influence du Coup d'État sur la législation nationale ? Dans quelle mesure s'impose-t-il à elle ? Et, par ailleurs, un Coup d'État, phénomène purement interne à première vue, ne va-il pas cependant avoir des répercussions profondes et indirectes sur les rapports d'un État avec ses voisins, sur les règles juridiques internationales ? Autant de problèmes qui, pour être résolus, ne demandent aucune discussion plus ou moins métaphysique mais exigent seulement une étude attentive et impartiale de la vie publique et du Droit, et, par là-même, n'en présentent que plus d'intérêt et plus d'utilité.

Cette étude réaliste et vivante du Coup d'État que nous allons entreprendre comportera donc deux parties. Dans la première, nous examinerons le Fait du Coup d'État. Dans la seconde, nous verrons l'influence de ce Fait sur le Droit interne et international.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT EN FAIT

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE COUP D'ÉTAT

Dans ce premier chapitre nous allons nous efforcer successivement de définir le Coup d'État, d'en déterminer la nature et d'en fixer les caractéristiques.

SECTION I. — Définition du Coup d'État.

Au début de cette étude, il importe avant tout de déterminer exactement ce dont on veut parler.

Qu'est-ce que le Coup d'État ?

Sa définition ne peut être qu'empirique. Il est en effet un fait : le langage courant réserve pour certains mouvements séditieux l'appellation de Coup d'État ; pour d'autres, il utilise les expressions : émeute, révolution, guerre civile. La plupart du temps, cette différenciation s'exerce assez sûrement, sans hésitations. Il faut donc en conclure que cette conception n'est pas une œuvre fantaisiste de l'esprit, mais qu'elle est appuyée sur une base réelle, qu'elle a par conséquent ses raisons d'être. Il est donc possible de distinguer le Coup d'État de l'émeute, de la révolution, de la guerre civile, et d'en rechercher une défini-

tion particulière, originale. Mais pareille tentative doit avoir pour point de départ l'observation stricte des faits : il est indispensable d'étudier d'abord les événements qu'il est convenu d'appeler Coups d'État afin de pouvoir ensuite en donner une définition qui puisse s'adapter à tous les mouvements séditeux ainsi dénommés.

De nombreuses définitions ont déjà été proposées. Aucune ne nous a paru satisfaisante parce qu'aucune ne correspond exactement à la réalité. Nous en examinerons quelques-unes, et, après les avoir commentées et critiquées, nous nous efforcerons d'en présenter une nouvelle qui nous paraisse mieux correspondre à la matière de notre étude.

§ 1. — DÉFINITIONS INEXACTES DU COUP D'ÉTAT

Il nous est impossible d'examiner ici toutes les définitions qui ont été données du Coup d'État. Elles sont innombrables et pour la plupart se ressemblent à peu de chose près. Il nous suffit donc de choisir parmi elles les deux plus caractéristiques et de les commenter attentivement.

La première émane d'Albert Vandal. Selon lui, le Coup d'État est « l'acte violent d'une partie des pouvoirs publics contre l'autre¹ ». Cette définition, sans être fausse à proprement parler, entraîne cependant deux observations.

Elle est d'abord incomplète. Sans doute il y a des Coups d'État qui sont exécutés « par une partie des pouvoirs publics contre l'autre. » Dans ce genre, nous rencontrons

1. A. Vandal. « Le dix-huit brumaire ». Conférence publiée par la *Revue hebdomadaire*, n° du 15 février 1908.

pour la France le Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V, celui du 18 Brumaire de l'An VIII et celui du 2 décembre 1851 : tous les trois furent effectués par le Pouvoir exécutif contre le Pouvoir législatif. L'année 1934 a vu fleurir à l'étranger des événements du même genre : Coup d'État du 12 mars en Esthonie, du 16 mai en Lettonie, du 18 mai en Bulgarie. Notons également en France un Coup d'État assez original et plutôt rare : celui du 22 Floréal de l'An VI, dirigé par le Directoire et les Conseils contre le corps électoral, et grâce auquel des candidats, nettement battus aux élections pour les Cinq-Cents, furent cependant, en vertu d'une loi spéciale, déclarés élus à la place de leurs adversaires. Mais — et c'est là le point faible de la définition de Vandal — il n'y a pas, en fait de Coups d'État, que ceux exécutés « par une partie des pouvoirs publics contre l'autre. » Nous voyons aussi des simples particuliers se soulever contre l'autorité établie et, à l'aide d'une armée ou d'un parti, s'efforcer de le renverser. Tel est le cas de Lénine et de Trotsky en octobre 1917, de Mussolini en octobre 1922, de Primo de Rivera en septembre 1923, d'Hitler en novembre de la même année, de Pilsudski en mai 1926, du parti nazi autrichien à Vienne, en juillet 1934 et de beaucoup d'autres encore.

La définition de Vandal est en outre équivoque. Elle parle d'un « acte violent ». Que faut-il entendre par là ? Il semble bien que l'illustre historien ait voulu dire : *l'action matérielle*, rude et brusquée. Et cela appelle encore quelques réserves. La plupart du temps, il est vrai, le Coup d'État consiste dans un « acte violent », au sens que lui donne Albert Vandal. Mais l'on a vu pourtant des Coups d'État se perpétrer sous forme, non d'une action, mais d'une décision ; décision évidemment illégale et énergique.

Nous pouvons citer comme exemple le Coup d'État du 22 Floréal de l'An VI dont il a été question plus haut, et celui du 18 Brumaire de l'An VIII, première présentation¹.

Passons à une seconde définition, celle de Littré. Le célèbre philologue a senti la difficulté de l'opération et il a cru s'en tirer en donnant du Coup d'État un ensemble de notions. Il le décrit ainsi : « Mesure violente à laquelle un gouvernement a recours... Entreprise violente par laquelle un personnage s'empare du pouvoir... ou mesure par laquelle un gouvernement change violemment et en dehors des lois la Constitution² ... »

Si nous examinons chacune de ces idées, nous nous apercevons qu'elles sont fausses : un Coup d'État n'est pas seulement l'œuvre du gouvernement, nous l'avons vu ; il n'a pas en outre pour fin nécessaire la conquête du pouvoir, mais il peut aussi tendre à le conserver ou à s'y renforcer³. Si par ailleurs nous envisageons les explications de Littré dans leur ensemble, nous constatons immédiatement qu'il ne nous donne pas de définition : il n'y a, entre ces phrases coupées, aucune idée maîtresse, aucun lien.

Ainsi donc, ni un historien comme Vandal, ni un philologue comme Littré, n'ont pu donner du Coup d'État une définition satisfaisante. Cela tient, à n'en pas douter, à ce

1. On sait en effet que le Coup d'État du 18 brumaire de l'An VIII — dont l'exécution maladroite fait si peu honneur à Bonaparte — est un Coup d'État « dévié ». Dans la pensée originelle de ses auteurs, il devait être « parlementaire », c'est-à-dire se faire par le seul moyen d'une décision obtenue par surprise des Conseils eux-mêmes. Mais le peu d'entrain des Assemblées à opérer le « suicide » auquel on les conviait, et, surtout, la pitoyable gaucherie de Bonaparte firent échouer le procédé « parlementaire » et le vote favorable ne fut pas obtenu. Pour sauver une situation quasi-désespérée, il fallut recourir au procédé militaire : la Garde des Conseils, adroitement abusée par Lucien Bonaparte, chassa alors des salles des séances la partie hostile du Corps Législatif. Les Brumairiens obtinrent ainsi une sorte de « Parlement croupion » qui leur donna sans difficulté carte blanche.

2. Dictionnaire de la Langue française. Art. Coup.

3. V. plus loin : Aspects du Coup d'État, chap. III, § 2.

qu'ils n'ont pas suffisamment observé les faits dans tous leurs détails. Leur étude est longue et complexe. Il est assez naturel qu'il y ait parfois quelque découragement à la poursuivre.

Essayons cependant de donner une définition qui puisse nous éclairer pour tout le reste de notre étude.

§ 2. — DÉFINITION DU COUP D'ÉTAT

De l'examen des faits, nous avons tiré cette définition du Coup d'État qu'on peut espérer juste, bien qu'en pareille matière les éléments d'observation soient très variés et souvent assez imprécis.

LE COUP D'ÉTAT EST UN ACTE D'AUTORITÉ CONSISTANT DANS UNE ATTEINTE RÉFLÉCHIE, ILLÉGALE ET BRUSQUE, AUX RÈGLES D'ORGANISATION, DE FONCTIONNEMENT OU DE COMPÉTENCE DES AUTORITÉS CONSTITUÉES, ATTEINTE DIRIGÉE, SELON UN PLAN PRÉCONÇU ET POUR DES RAISONS DIVERSES, PAR UN HOMME OU PAR UN GROUPE D'HOMMES RÉUNIS EN UN PARTI OU UN CORPS; DANS LE BUT SOIT DE S'EMPARER DU POUVOIR, SOIT D'Y DÉFENDRE OU D'Y RENFORCER SA POSITION, SOIT D'ENTRAÎNER UNE SIMPLE MODIFICATION DE L'ORIENTATION POLITIQUE DU PAYS¹.

SECTION II. — Nature du Coup d'État.

Comment qualifier le Coup d'État tel que nous venons de le définir ? Il importe ici de le faire d'autant plus nettement que, dans le langage courant, certaines confusions

1. Il nous a été impossible de faire plus courte pareille définition du Coup d'État. Sa longueur tient à la multiplicité et à la variété des faits; elle nous a paru inévitable pour obtenir une notion suffisamment compréhensive.

tendent souvent à s'introduire et à fausser toutes les notions.

La nature intrinsèque du Coup d'État est très claire : c'est, non pas un régime politique destiné à durer, mais un simple moyen pour passer d'une forme de gouvernement à une autre¹. Il résulte de cette idée la conséquence suivante : le Coup d'État, n'étant qu'un procédé, est par là-même distinct des causes et du but pour lesquels on l'emploie. Il peut être utilisé pour des raisons politiques, sociales, religieuses, ethniques : des rois, des démagogues, des généraux, des assemblées l'ont pratiqué, et même des évêques². Il peut avoir pour résultat l'établissement de n'importe quelle forme de gouvernement : il a donné le jour à la monarchie absolue, à la dictature d'un tyran³, à la république, à l'anarchie ou au collectivisme. Par sa nature intrinsèque il n'est donc qu'un *procédé*.

Cependant, devant l'observation de certains faits, il est nécessaire d'apporter des tempéraments pratiques à cette notion et de la rendre moins catégorique.

Tout d'abord, le Coup d'État, *sans constituer par lui-même un système politique*, peut, *en fait* et dans certaines circonstances, être considéré comme faisant *partie intégrante du régime politique* dans un pays. Il est certaines nations en effet où les Coups d'État se manifestent à l'état endémique. De temps à autres, à intervalles rapprochés, le personnel gouvernemental est renversé par ce procédé ou, inversement, l'utilise pour se maintenir au pouvoir. Ce

1. Aussi, lorsqu'on entend parfois parler du « régime du Coup d'État du 2 décembre » faut-il comprendre « régime résultant du Coup d'État du 2 décembre », et non pas « régime sous le Coup d'État du 2 décembre ».

2. Dans l'Empire Byzantin. V. sur ce point les ouvrages de Charles Diehl : *Byzance. Grandeur et Décadence* et *L'Empire Byzantin*.

3. Au sens grec du mot : homme hissé par le peuple au fait suprême du pouvoir.

phénomène se renouvelle si fréquemment, malgré toutes les barrières de papier dressées contre lui — constitutions, traités internationaux, lois — qu'il finit par être considéré *en fait* comme le mode normal de solution des conflits politiques, mode d'autant plus normal que ceux-là mêmes qui le condamnent avec le plus de violence, l'emploient finalement comme les autres — en s'excusant bien entendu, — et que, par ailleurs, les conséquences individuelles de ces coups de force¹ ont de moins en moins d'importance pour la vie du pays, se réduisant au fond à une simple question de maintien ou de changement du personnel politique. Dans les pays ainsi contaminés, le procédé du Coup d'État s'introduit donc peu à peu dans les mœurs et devient *en fait partie intégrante du système politique*. A ce point de vue, on peut en effet parler du « régime des Coups d'État. » Quelques pays l'ont connu jadis : l'Empire Romain avec ses généraux ; il y a un siècle et demi la France avec le Directoire. A l'époque actuelle, on peut le remarquer dans de nombreux États de l'Amérique Latine. Après une période d'accalmie qui avait fait naître beaucoup d'espairs et d'illusions, le cycle s'est reformé, les mêmes phénomènes se renouvellent. C'est l'une des questions cruciales de ces pays. Il s'écoulera certainement de nombreuses années avant que celle-ci ne soit réglée².

Un second tempérament pratique doit encore être apporté à la notion intrinsèque de la nature du Coup d'État, telle que nous l'avons déterminée plus haut. S'il est vrai, en théorie, que ce procédé puisse être utilisé quelles

1. Nous disons : conséquences individuelles, car il y a aussi des conséquences collectives, résultant de l'ensemble de ces Coups d'État qui sont très importantes. V. 1^{re} partie, chap. vi. § 2.

2. V. Garcia-Caldéron. « Les transformations politiques dans les Démocraties de l'Amérique Latine pendant le premier tiers du xx^e siècle », *Annuaire France-Amérique*, 1929-1930.

que soient les causes ou les fins qui le font employer, l'expérience démontre que, seules, certaines raisons lui donnent la plupart du temps naissance et que, seuls, certains buts lui permettent de produire un résultat effectif et durable.

Seules certaines raisons lui donnent ordinairement naissance. En effet le Coup d'État est un acte d'autorité. Qui dit autorité dit ordre. Et l'on est ainsi amené à constater qu'il est surtout utilisé contre un état de choses que certaines personnes considèrent comme du désordre. Contre un régime autoritaire, ayant le souci de l'organisation jusqu'à supprimer toute liberté et créer une uniformité rigide, le Coup d'État est rarement employé : c'est ordinairement le mouvement insurrectionnel populaire — émeute ou révolution — qui est pratiqué. En effet une foule ne peut faire qu'une chose : démolir en peu de temps. Comme il n'y a que l'ordre qui puisse être rapidement détruit — on ne détruit pas d'un seul coup le désordre, on l'efface peu à peu, — le mouvement insurrectionnel populaire se conçoit donc naturellement lorsque le peuple est mécontent de l'excès d'ordre. Mais contre le désordre, c'est le Coup d'État qui est plutôt employé. Pour rétablir l'ordre, il faut en effet de l'intelligence, de la patience, du calme, c'est-à-dire autant de choses totalement étrangères à la foule, représentation vivante de la cohue et de l'indiscipline. Au contraire, le Coup d'État, procédé méthodique, utilisé, après une longue et soigneuse préparation, par un chef dans un but déterminé, apparaît comme le remède normal pour lutter contre le désordre. Ainsi donc c'est plus souvent la confusion que l'excès d'ordre politique qui, dans la vie, donne naissance à un Coup d'État¹.

1. Il n'est donc pas étonnant que les manifestants du 6 février 1934, à Paris, estiment n'avoir pas atteint complètement leur but. Que prétendaient-ils ? Qu'il

En second lieu, le Coup d'État ne peut produire de résultats vraiment effectifs et durables que s'il est employé pour certaines fins seulement. Nous verrons plus loin¹ la contradiction de ce procédé avec un régime politique libéral. Un pareil gouvernement, s'il a pour origine un Coup d'État, est condamné à se transformer en régime autoritaire et fort ; sinon, il disparaît. Aussi un libéral averti et bon teint ne fait-il généralement pas un Coup d'État : il provoque une émeute.

SECTION III. — Caractéristiques du Coup d'État.

La meilleure façon de faire apparaître clairement les caractéristique du Coup d'État consiste encore à le comparer, d'une part, avec le mouvement insurrectionnel populaire, d'autre part avec la guerre civile.

§ 1. — COUP D'ÉTAT

ET MOUVEMENT INSURRECTIONNEL POPULAIRE

Nous entendons par mouvement insurrectionnel populaire l'émeute ou la révolution ; il n'y a entre les deux qu'une différence de degré. Comparons-le avec le Coup d'État.

1^o Le mouvement insurrectionnel populaire est un mouvement de foules. Il n'en est pas de même pour le Coup

y avait du désordre politique dont tout le pays souffrait. Et que voient ils, comme remède ? L'émeute, c'est-à-dire un phénomène essentiellement désordonné purement sensitif et irrationnel, sans plan et sans but précis comme tout mouvement de foules. Il était impossible dans ces conditions que le résultat recherché fut atteint. Il eut fallu pour cela un Coup d'Etat, c'est-à-dire un mouvement insurrectionnel exécuté par une troupe disciplinée de partisans sous la direction d'un Chef, abstraction faite de tout concours populaire toujours dangereux dans ce cas. Il ne se produisit pas. Et pourtant, que les circonstances lui eussent été favorables !

1. 1^{re} partie, chap. VI, § 1.

d'État. En effet, ce procédé demande une malléabilité parfaite des simples exécutants dans la main du chef. Pour cela les partisans doivent être choisis, groupés et organisés avec ordre et méthode ; ils doivent, en outre, se plier avec discipline à toutes les directives qui leur sont données ; ils agissent avec intelligence et précision. C'est dire par là-même que la foule est un très mauvais artisan du Coup d'État, car elle est une masse essentiellement inorganique et déséquilibrée¹.

2° Le mouvement insurrectionnel est spontané, sensitif, irraisonné. Dans ses manifestations, il entre une grande part d'inconnu ; le hasard joue le principal rôle, il n'y a pas de plan préconçu. Le Coup d'État est, au contraire, l'acte raisonné par excellence. La préparation en est longue et méthodique ; un plan est étudié et mis au point sérieusement dans ses moindres détails ; le but est nettement fixé ; la part du hasard doit être réduite au minimum.

3° On peut constater que le mouvement insurrectionnel populaire est très souvent l'œuvre d'une coalition de partis, souvent très opposés. Il importe à l'inverse que le Coup d'État soit l'œuvre d'un seul parti, ou tout au moins de plusieurs partis *à tendances à peu près semblables*, afin que l'unité de direction et l'homogénéité de tendances — conditions indispensables de succès — soient mieux assurées.

4° Le mouvement insurrectionnel populaire peut durer plusieurs jours. Le Coup d'État doit être au contraire une action rapide : c'est un coup qui frappe. Son efficacité réside notamment dans sa soudaineté et son imprévu ; l'adversaire doit être surpris et rapidement mis hors de combat. A ce point de vue on peut critiquer les Coups d'État en

1. V. 1^{re} partie, chap. III, § I, causes du Coup d'État.

France de la famille Bonaparte : en l'An VIII, le général commit la faute de diviser son mouvement en deux journées; en 1851, le Président ne réprima pas assez vite les velléités de résistance populaire dans Paris; pour l'oncle et pour le neveu l'opération faillit mal tourner. Le Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V est au contraire un modèle du genre à ce point de vue : la question fut réglée en une nuit, aucune opposition ne se manifesta.

5^e Le mouvement insurrectionnel populaire est l'œuvre du peuple, élément privé; il est toujours dirigé contre les pouvoirs publics. Par contre le Coup d'État peut être l'œuvre du Gouvernement ou du Parlement; il peut être effectué contre des éléments privés¹.

§ 2. — LE COUP D'ÉTAT ET LA GUERRE CIVILE

La guerre civile est une lutte prolongée, armée et par suite sanglante, qui se déroule à l'intérieur d'un État et qui oppose soit des forces privées à l'autorité publique, soit même des forces privées entre elles, pour des raisons politiques, sociales, ethniques ou religieuses.

Il existe entre le Coup d'État et la guerre civile une grande ressemblance : l'un et l'autre sont dirigés et menés par un organe directeur central, selon un plan préconçu et pour des fins nettement déterminées. Ce sont en résumé des mouvements *organisés*.

Mais l'on peut remarquer aussi entre eux de fortes différences.

1^o La guerre civile, est, comme son nom l'indique, une véritable *guerre*, c'est-à-dire une succession prolongée

1. V. 1^{re} partie, chap. II, § 2.

d'actions violentes qui s'exécutent sur une portion assez vaste du territoire national. Le Coup d'État, au contraire, n'est qu'un *coup* rapide, et qui est porté sur un terrain très restreint, généralement une ville. Un intérêt juridique très important est attaché à cette dissemblance : la reconnaissance de belligérance pourra être accordée à ceux qui participent à une guerre civile ; le Coup d'État, au contraire, ne constitue pas une situation suffisamment étendue dans le temps pour provoquer une pareille décision.

2° La guerre civile peut se faire entre des éléments privés. Inversement, le Coup d'État, qui a toujours trait à la possession du pouvoir politique, met fatalement en cause l'autorité établie, soit comme assaillante, soit comme opposante.

3° La guerre civile peut avoir pour but l'indépendance d'une partie du territoire et sa constitution en État libre. Inversement, le Coup d'État qui a toujours trait à la possession du pouvoir politique, n'a jamais de visées sécessionnistes. Il est même plutôt à tendances centralisatrices.

En France, l'une des principales guerres civiles fut constituée par ce que l'on appelle les guerres de religion, qui avaient pour causes des querelles religieuses entre catholiques et protestants. Aux États-Unis, la Guerre de Sécession fut une guerre civile entraînée surtout par des dissensions économiques entre États du Nord et États du Sud, les uns protectionnistes et les autres libres-échangistes.

Il arrive très souvent que le Coup d'État et la guerre civile soient liés ensemble. Tantôt les luttes politiques commencent par la guerre civile et finissent par un Coup d'État : ainsi le fascisme, de 1920 à 1922, mena contre le parti socialiste une guerre civile acharnée et termina ses

opérations en vue de la conquête de l'État par l'occupation de quelques grandes villes provinciales et par la fameuse marche sur Rome. D'autres fois, la guerre civile suit le Coup d'État : tantôt celui-ci est manqué et les rebelles, pour réussir malgré tout, ont alors recours à la guerre civile, telle l'insurrection vénizéliste en Grèce, au début du mois de mars 1935 ; tantôt le Coup d'État réussit et le Gouvernement, qui grâce à lui s'établit au pouvoir, est obligé de combattre pendant un certain temps des éléments privés qui mènent contre lui une résistance organisée, violente et armée, ainsi que le fit en 1917-1918 le général Wrangel contre l'autorité bolcheviste installée au pouvoir en Russie.

CHAPITRE II

ASPECTS DU COUP D'ÉTAT

Le Coup d'État se présente sous des aspects nombreux et variés. Cela tient assurément à ce qu'il a été utilisé toujours et partout, pour les causes les plus diverses, sous une forme plus ou moins accentuée et développée.

Pour examiner tous ses aspects, on peut se placer à plusieurs points de vue : au point de vue des mobiles, du but, de la direction, des éléments, de la technique.

§ 1. — VARIÉTÉS DU COUP D'ÉTAT AU POINT DE VUE DES MOBILES QUI LE FONT EXÉCUTER

Envisagé à ce point de vue, le Coup d'État se présente presque toujours sous deux formes : le Coup d'État social et le Coup d'État politique.

LE COUP D'ÉTAT SOCIAL est celui qui est guidé par des considérations d'intérêts de classe. Il peut être *aristocratique* : tel fut le cas, à Athènes, de la victoire des Trente Tyrans et des Quatre Cents ; à Rome, le corps sénatorial renversa le système établi par César qui menaçait gravement sa situation prépondérante ; au cours du XIX^e siècle, certains monarques d'Europe s'efforcèrent d'arrêter par ce procédé le développement des institutions libérales nais-

santes que des mouvements populaires les avaient un moment contraints de créer. — Le Coup d'État peut être aussi social parce qu'*oligarchique*. Nous en trouvons des exemples en France à l'époque du Directoire : les « révolutionnaires nantis » installés au pouvoir défendirent leur situation privilégiée par les opérations du 18 Fructidor An V contre les royalistes et du 22 Floréal An VI contre les jacobins. L'Empire Romain vit des coups de force exécutés contre le Palais dans l'intérêt de la seule Garde Prétorienne. — Le Coup d'État peut être enfin social parce que *démocratique*. Si ceux de Catilina et de Gracchus Babeuf sont peu intéressants, par contre la conquête du pouvoir par le parti bolcheviste russe, en octobre 1917, est sans conteste l'un des événements les plus marquants de l'histoire du ^{xx}^e siècle, et, peut-être, de l'Histoire mondiale.

LE COUP D'ÉTAT POLITIQUE, de son côté, est celui qui n'est dirigé par aucune considération d'intérêts de classe, mais uniquement par des considérations de politique pure. Les exemples abondent : Coup d'État du 2 juin 1793 en France, de Mussolini en octobre 1922, d'Hitler et de Primo de Rivera en 1923, de Pilsudski en 1926 ; les Coups d'État de l'année 1934 en Autriche, Lettonie, Esthonie et Bulgarie, etc...

Cette division, en Coup d'État politique et Coup d'État social n'est pas, il faut le dire, nettement tranchée dans tous les cas. Certains Coups d'État sont en quelque sorte « mixtes » ; les deux sortes de mobiles interviennent ensemble. Il est hors de doute par exemple que l'opération du 18 Fructidor de l'An V, sous le Directoire en France, ne fut pas seulement guidée par les préoccupations égoïstes des Thermidoriens, mais qu'elle eut aussi pour but secondaire de défendre la forme républicaine du gouvernement contre

la menace royaliste qui s'avérait de plus en plus imminente et dangereuse. Ce fut cette considération seule qui décida l'Armée à se mêler au conflit et à faire pencher la balance du côté du parti au pouvoir¹.

La question des mobiles mise à part, le Coup d'État politique et le Coup d'État social ne présentent à première vue aucune différence entre eux. Cependant, l'observation des faits nous permet de faire une constatation assez curieuse : le Coup d'État social est de moins en moins fréquent à l'heure actuelle ; c'est le Coup d'État politique qui se manifeste surtout. Notons par exemple les principaux mouvements de ce genre depuis 1920 : ceux de Mussolini en 1922, de Pilsudski en 1926, du Roi Alexandre de Yougoslavie en 1929 ; dans l'année 1934, ceux du Président Paëts en Esthonie (12 mars), du Président Kviesis en Lettonie (16 mai) du Roi Boris en Bulgarie (18 mai) et du parti nazi à Vienne (25 juillet). Tous sont des Coups d'État principalement politiques. Comment expliquer ce fait ? La raison peut en être trouvée, croyons-nous, dans le perfectionnement de la civilisation politique contemporaine. Aujourd'hui, dans les États vraiment modernes, la démocratie est installée au pouvoir, ou tout au moins c'est principalement sur les masses que les gouvernements cherchent à s'appuyer. Les classes moyennes et populaires — exception faite des minorités d'extrême gauche — n'ont donc plus rien à revendiquer contre les classes hautes déchues de leur ancienne suprématie. Aussi les revendica-

1. Nous employons l'expression « parti » parce qu'elle est la plus communément adoptée. Mais si nous voulions serrer de plus près la réalité, il vaudrait mieux parler, pour l'époque du directoire de « tendance ». Le souci d'individualisme, alors très vif à l'époque, s'opposait à l'inféodation d'un représentant à un groupe politique. Dans la salle des séances, jamais un député n'avait la même place.

tions sociales n'ont-elles plus aujourd'hui toute l'importance qu'elles avaient à la fin du XVIII^e siècle et au cours du XIX^e. Si actives que soient aujourd'hui les forces d'extrême gauche, elles n'en représentent pas moins dans les États modernes, une faible minorité en face du reste de la nation, et le triomphe de leurs prétentions apparaît très lointain, sinon problématique. Les intérêts de classe ayant ainsi perdu beaucoup de leur importance dans la vie publique, les discussions se portent actuellement de préférence sur les questions de politique pure : forme du gouvernement, exercice des droits du peuple, réforme ou suppression du parlementarisme, etc... Aussi n'est-il pas étonnant que le Coup d'État vraiment moderne soit surtout politique et qu'il y ait actuellement de moins en moins de Coups d'État sociaux.

§ 2. — VARIÉTÉS DU COUP D'ÉTAT AU POINT DE VUE DE SON BUT

Envisagé au point de vue du but qu'il poursuit, le Coup d'État présente deux aspects : il peut être défensif ou offensif. Examinons successivement ces deux points.

EN QUOI CONSISTE TOUT D'ABORD CE COUP D'ÉTAT DÉFENSIF ?

Le Coup d'État défensif est celui qui est exécuté par une autorité installée au pouvoir pour défendre sa position contre tout adversaire, politique ou non. Pareille opération s'avère extrêmement rare : en France, nous ne constatons que deux Coups d'État défensifs, celui du 18 Fructidor de l'An V et celui du 22 Floréal de l'An VI. Il nous faut chercher ici l'explication de ce phénomène.

Plaçons-nous d'abord dans l'hypothèse d'un *Coup d'État défensif exécuté par une Assemblée Législative seule*. Nous n'en trouvons pas d'exemple dans l'Histoire et ceci peut s'expliquer par les deux raisons suivantes :

Tout d'abord une Chambre politique est incapable de pareille chose. Elle est faite, en effet, pour délibérer dans le calme, avec quelque lenteur, afin que toutes les opinions puissent être présentées et discutées. Mais — et c'est là le défaut de ses qualités — elle est inapte à l'action qui exige une direction unique et de la promptitude dans les décisions, et qui est toujours la manifestation d'une tournure d'esprit plutôt partielle. Sieyès disait très justement : « Délibérer est le fait de plusieurs, agir est le fait d'un seul. » Ainsi peut-on comprendre qu'une Assemblée soit impuissante à faire un Coup d'État défensif.

Il y a aussi une autre raison qu'il faut bien constater : une Assemblée a toujours tendance à s'illusionner sur ses propres forces, et à croire que son autorité et les principes qui président à son existence peuvent suffire à écarter loin d'elle les fortes haines et les grandes convoitises. Et si, par hasard, elle commence à se sentir vraiment en danger, ce n'est pas dans l'action qu'elle va chercher le remède, ce n'est pas le Coup d'État défensif qui sera son bouclier : c'est la discussion. Une Assemblée critiquée, menacée, cernée par une foule hostile, et même parfois « lâchée », sinon attaquée, par le Gouvernement, se réunit et délibère. Cela peut paraître paradoxal. Et cependant reportons-nous au printemps de l'année 1793, en France, peu de temps avant le Coup d'État du 2 juin qui consacrera le triomphe de la Montagne sur la Gironde. Quelle est l'attitude de cette dernière ? La Gironde a perdu tous les bastions du pouvoir. Le Conseil exécutif lui échappe. Aucun des ministres nou-

veaux n'est du parti... Le Ministère de la Guerre est devenu une forteresse de sans-culottes, et les commissaires de la Convention aux armées sont tous des Montagnards. Dans les départements, la direction de l'esprit public n'est plus aux Girondins depuis que les réactionnaires ont repris l'offensive, et la direction du mouvement de défense contre la réaction est aux représentants en mission, qui sont Montagnards. Montagnards aussi les deux comités d'action de l'Assemblée : le Comité de Sûreté Générale et le Comité de Salut Public. A Paris, le contact ne s'est jamais établi entre les députés girondins et la population même la plus modérée. Les députés sont restés provinciaux et qui pis est départementaux... Ils croyaient être chez eux à l'Assemblée. Elle était pour eux la citadelle. Ils en étaient les maîtres. Leur erreur capitale a été de croire qu'en sauvagardant leur majorité à la Convention, ils finiraient par avoir le dessus. Légalement, ils étaient dans le vrai, et, pratiquement, ils pouvaient croire la tactique bonne. Leur majorité n'a jamais été plus nombreuse qu'à la veille même de leur défaite. Les progrès ont été si grands que, dans les deux derniers mois, le centre a pratiquement disparu... Mais, en renonçant à l'action au dehors, en concentrant à la Convention même tout ce qui leur restait de force, les Girondins se sont faits les artisans de leur propre ruine. Une fois expulsés de la Convention comme de leur réduit suprême ; ils n'étaient plus que gibier de guillotine¹ ».

On pourrait cependant faire remarquer que le Coup d'État défensif du 22 Floréal de l'An VI fut perpétré principalement par le pouvoir législatif. Mais il faut noter, en

1. *Histoire de France Contemporaine*, publiée sous la direction de Lavisse, t. II, par G. Pariset, livre II, chap. I.

premier lieu, que celui-ci se sentait soutenu, épaulé par le Directoire Exécutif. En outre, ce Coup d'État revêt une nature très particulière que l'on ne retrouve pas ailleurs : il consiste dans une décision. Les élections de l'An VI venaient de donner la majorité à une forte majorité jacobine, hostile aux Conseils. Ceux-ci avaient depuis longtemps prévu cette éventualité et, à l'avance, ils avaient voté une loi extraordinaire qui donnait aux représentants sortants l'examen de la validité des nouvelles élections¹. Un candidat sortant, battu, devenait ainsi le juge de son concurrent plus heureux. En vertu de ce texte, les Conseils thermidoriens vérifièrent donc la validité des récentes opérations électorales et, naturellement, s'arrangèrent si bien pour invalider les élections jacobines que la nouvelle majorité, très dangereuse, fondit comme la neige au soleil. La légalité extérieure était encore respectée. Mais là où elle ne le fut plus, ce fut lorsque les Assemblées, par la loi du 22 Floréal de l'An VI, proclamèrent élus d'autres candidats, de nuance thermidorienne, que les électeurs avaient formellement rejetés. La loi du 12 Pluviose de l'An VI, votée avec le moins de bruit possible, n'avait cependant pas osé aller jusque là. C'est en cela que consiste véritablement le Coup d'État défensif du 22 Floréal de l'An VI. Les motifs invoqués par les Conseils sont vraiment saugrenus ; ils valent la peine d'être cités : « Considérant... que ce serait outrager la dignité du peuple français que de regarder comme son ouvrage des élections visiblement préparées pour détruire sa souveraineté et pour y substituer soit la tyrannie démagogique, soit le despotisme d'un seul, résultat de celle-ci en dernière analyse... que le Corps Législatif se doit à lui

1. Loi du 12 Pluviose de l'An VI.

même et à la République de déclarer à la nation quels sont les choix à l'égard desquels ses mandataires constitués en Assemblées électorales ont opéré en sens contraire du mandat qu'elle leur avait confié... Considérant qu'il est essentiel de ne composer les autorités constituées que de citoyens purs et vertueux... » Tel est le seul Coup d'État défensif dont fut capable une Assemblée législative en France. Inutile de dire que s'il réussit, ce fut uniquement parce que le peuple ne s'occupait plus du tout de politique et que, dégoûté de ses représentants et de ses institutions, il ne pensait qu'à pouvoir chaque jour joindre les deux bouts. Les circonstances spéciales qui ont permis cette manœuvre, nous forcent à ne la considérer que comme une anomalie monstrueuse de notre histoire politique.

Ainsi donc une Assemblée législative est impuissante à faire par elle-même un Coup d'État défensif et c'est là une première raison de la rareté d'une pareille opération ¹.

Plaçons-nous maintenant dans une seconde hypothèse : celle d'un Coup d'État défensif exécuté par le seul Pouvoir exécutif. Le cas est beaucoup plus vraisemblable : le Pouvoir exécutif n'a rien par sa nature qui puisse l'empêcher d'en opérer un ; ce serait même plutôt le contraire. Et cependant, là encore, nous ne rencontrons qu'un seul exemple, celui du 18 Fructidor de l'An V. Il nous faut chercher de nouvelles raisons pour expliquer la rareté de pareille manifestation.

Le Gouvernement a d'abord peu d'occasions ou peu de motifs de se défendre contre le Parlement au moyen d'un Coup d'État. Ce dernier a rarement tendance à empiéter sur les attributions spécifiquement gouvernementales : il

1. Il en est de même, du reste, pour le Coup d'État offensif.

se rend facilement compte lui-même qu'en fait d'action il est peu préparé et il préfère en laisser la responsabilité et le souci aux ministres. Quand il s'agit de décisions, il est la plupart du temps souverain : il est alors difficile au Pouvoir exécutif de se considérer comme attaqué sur son domaine, lorsque le dogme de la suprématie de la loi a cours. Si la Constitution a nettement délimité les attributions législatives, elle a d'ordinaire organisé en même temps le contrôle de la constitutionnalité des lois auquel, dans ce cas, l'on doit recourir. Si, par ailleurs, le Parlement, sans chercher à empiéter sur le domaine exécutif, se montre de moins en moins satisfait du Gouvernement au pouvoir et menace de le renverser, il est dangereux pour ce dernier de se défendre contre la logique du système parlementaire. S'il tente un Coup d'État défensif pour rester au pouvoir, il y a de grandes chances sans doute pour qu'il réussisse, mais la crainte des manifestations populaires hostiles qui suivraient est suffisante pour l'arrêter sur cette voie. Ainsi donc le Gouvernement a peu de raisons d'effectuer contre le Parlement un Coup d'État défensif.

Enfin, contre des manifestations insurrectionnelles populaires ou contre un parti politique qui menace de le renverser par les voies extra-légales, le Pouvoir exécutif n'a nul besoin d'utiliser le Coup d'État défensif. N'a-t-il pas en son pouvoir tous les moyens réguliers qu'on lui a précisément confié pour défendre l'ordre établi ? La Police et l'Armée, agissant conformément aux lois, ont encore une grande efficacité. Le Gouvernement n'a qu'à les utiliser. L'opinion publique ne comprendrait pas qu'il recourut à d'autres procédés plus ou moins avouables.

Nous voyons donc pourquoi les Coups d'État défensifs sont si peu fréquents : le Pouvoir législatif en est incapable

ou n'en a pas l'idée ; le Pouvoir exécutif en a rarement des motifs suffisamment plausibles pour endormir la susceptibilité de l'ombrageuse opinion publique. Aussi, lorsque nous voyons un tel Coup d'État se produire, nous pouvons en conclure, presque sans nous tromper, que, dans le pays et à l'époque où il se manifeste, l'opinion publique ne compte pas ou ne joue plus aucun rôle.

Le second aspect du Coup d'État, envisagé au point de vue du but qu'il poursuit, est le *Coup d'État offensif*. En quoi consiste-t-il ?

LE COUP D'ÉTAT OFFENSIF, au contraire du précédent, est extrêmement fréquent : il est le cas normal. Il est accompli contre un ou plusieurs pouvoirs politiques par des adversaires, publics ou privés, dans le dessein, soit de conquérir l'autorité suprême, soit d'y renforcer sa position, soit d'entraîner simplement une modification politique ou sociale dans le pays, sans recherche directe du pouvoir. En le comparant avec le Coup d'État défensif, nous arrivons à cette conclusion : le Coup d'État offensif est toujours dirigé par un élément public ou privé contre un élément public ; le Coup d'État défensif, inversement, est toujours effectué par un élément public contre tout adversaire, c'est-à-dire contre un élément soit public, soit privé. En résumé, toute la question gravite autour du pouvoir : il n'y a à se défendre au pouvoir que ceux qui s'y trouvent ; il n'y a à le rechercher que ceux qui ne l'ont pas en tout ou en partie.

L'étude du Coup d'État offensif appelle de nombreuses observations, soit lorsqu'il est tenté directement contre le Pouvoir législatif, soit lorsqu'il est tenté directement contre le Pouvoir exécutif.

Examinons d'abord le Coup d'État offensif dirigé directement contre le Pouvoir législatif.

A première vue on peut très bien le concevoir exécuté par un élément privé comme par un élément public. En fait, cependant, on remarque que, neuf fois sur dix, c'est le Gouvernement qui seul porte ainsi le coup au Parlement ; ce n'est presque jamais un élément privé. Cela tient sans doute à ce que le but naturel de simples conjurés particuliers est la conquête de la partie du pouvoir la plus puissante, la plus efficace et la plus profitable, c'est-à-dire le Pouvoir exécutif. Quelle serait en effet l'utilité d'un Coup d'État dirigé contre le Parlement s'il restait comme adversaire le Gouvernement avec son armée, sa police, ses services publics ? La délibération hostile serait étouffée, mais non pas l'action rivale. Seul par contre le Gouvernement a intérêt à faire un Coup d'État offensif contre le Parlement, mais cela, *simplement pour renforcer et accroître une autorité qu'il a déjà*. Si le Coup d'État du 2 juin 1793 contre la Convention fut l'œuvre, non du Comité exécutif, mais de la Commune de Paris (particularité très originale, du reste), c'est qu'il avait pour fin immédiate, non pas précisément la conquête du pouvoir, mais plutôt une simple modification de l'orientation politique dans la conduite des affaires intérieures et extérieures.

Notons enfin que le Coup d'État offensif contre une Assemblée est une opération extrêmement facile pour le Gouvernement. Elle apparaît sous l'aspect d'une vulgaire « opération de gendarmerie un peu forte, » selon l'expression de Melchior de Vogüé. Nous retrouverons cette question dans l'étude de la technique du Coup d'État ¹.

1. V. 1^{re} partie, chap. v.

Le Coup d'État offensif dirigé contre le Gouvernement appelle à son tour quelques remarques. En théorie, cette opération pourrait être menée, elle aussi, par un élément public — c'est-à-dire le Parlement — comme par un élément privé. Or, l'examen de la pratique nous fait découvrir qu'à l'inverse du précédent, seul un élément privé peut constituer une menace pour le Pouvoir exécutif. Nous avons vu plus haut, en effet, qu'une Assemblée est par elle-même totalement incapable d'action. Il est inutile de revenir ici sur ce point. Il n'y a donc qu'un élément privé qui puisse exécuter et qui, en fait, exécute un Coup d'État offensif contre le Gouvernement. Nous avons déjà remarqué également que c'était presque toujours son unique souci.

Une entreprise de ce genre fait vraiment figure d'attaque, de combat ; elle ne ressemble pas, elle, à « une opération de gendarmerie un peu forte. » Longtemps, du reste, les militaires ont été presque les seuls à la faire car, seuls, ils avaient à leur disposition des éléments perfectionnés : troupes régulières, organisées et disciplinées ; armes modèles. Longtemps les civils n'ont pas su s'organiser en un parti rigide et mécanisé. Cela tenait sans doute au faible développement de l'opinion publique. Le Coup d'État revêtait alors l'allure d'une *véritable conquête militaire*. Aujourd'hui, par contre, nous observons des phénomènes tout à fait opposés dans les États vraiment modernes. La démocratie est arrivée au pouvoir ; l'opinion publique est beaucoup plus éduquée. C'est des masses civiles seules que surgissent aujourd'hui les amateurs de coups de force contre le Gouvernement et c'est chez elles qu'ils recherchent leurs troupes de combat dont ils forment un parti conçu du reste sur le mode militaire. Vis-à-vis de l'armée,

leur principal souci est de la tenir aussi étrangère que possible à leurs querelles avec le pouvoir ; ils lui demandent avant tout d'adopter une attitude de neutralité bienveillante. L'apparence de conquête militaire que revêtait autrefois le Coup d'État offensif, subsiste encore, mais elle est maintenant accompagnée d'une série d'opérations qui ont tout du *sabotage technique* : occupation des postes, des gares, stations de T. S. F., centrales électriques, usines à gaz, ponts, aérodromes... Citons en guise d'exemple : les Coups d'État du parti bolcheviste russe en octobre 1917, de Mussolini, d'Hitler à Munich en 1923, du parti nazi autrichien à Vienne en juillet 1934. En résumé, dans un État véritablement moderne, le Coup d'État offensif militaire dirigé contre le Gouvernement tend à disparaître.

Avant de terminer cet examen des Coups d'État offensif et défensif, nous mentionnerons la nature particulière des Coups d'État sous la République Romaine. C'était des entreprises contre la *Cité*, contre l'*Urbs*, et non pas contre tel ou tel organe politique spécialement déterminé. L'*Urbs* était sacrée ; elle était le centre de la puissance publique ; elle était du reste déclarée inviolable. Dans un Coup d'État offensif on s'efforçait donc de s'en emparer, soit par une attaque lancée de l'extérieur (Sylla, César), soit par un soulèvement intérieur, soit par les deux moyens à la fois (Catilina). Mais du jour où l'Empire fut établi, Rome perdit son caractère prépondérant. Le pouvoir fut dans les mains de l'Empereur, véritable Bazileus oriental, et c'est dès lors spécialement contre lui que se firent les Coups de force.

§ 3. — ASPECTS DU COUP D'ÉTAT ENVISAGÉ
AU POINT DE VUE DE LA DIRECTION

Du point de vue de la direction, on peut distinguer le Coup d'État d'individu et le Coup d'État de groupe.

Parmi les Coups d'État d'individu, les uns sont dirigés par un chef unique qui agit sans avoir aucune idée politique à faire triompher et qui ne voit que son seul intérêt personnel à satisfaire, par exemple : le Coup d'État de Sylla, certains Coups d'État militaires sous l'Empire Romain. D'autres sont commandés par une ou plusieurs personnes, préoccupées de considérations politiques mais dont l'action n'est pas *officiellement* épaulée par un parti organisé : Coup d'État du 18 Brumaire de l'An VIII, du 2 décembre 1851, du roi Alexandre de Yougoslavie, de Gustave III de Suède en 1772, des royautés antilibérales de Prusse, d'Autriche et d'Italie au milieu du xix^e siècle.

Les Coups d'État de groupe purs sont rares : tels ceux du 18 Fructidor de l'An V et du 22 Floréal de l'An VI.

Enfin, nous rencontrons les Coups d'État « mixtes » dont la direction se compose d'un chef et d'un parti déclaré. Tantôt — et c'est le cas le plus fréquent — le chef prédomine, tels Mussolini, Hitler, Lénine. Tantôt le chef n'est qu'un accessoire aux ordres du parti : ce fut la situation de Brutus dans la conjuration ourdie contre César et de certains généraux sous l'Empire romain que leurs soldats obligeaient à marcher contre le pouvoir et à se faire nommer empereurs.

On peut constater que plus les États se modernisent et se perfectionnent politiquement, et plus les Coups d'État sont faits pour des idées, par un parti fortement organisé

sous la direction d'un chef réel. Le développement de l'opinion publique — conséquence de l'application généralisée des idées démocratiques — s'arrangerait mal en effet d'un mouvement insurrectionnel qui serait effectué par une individualité isolée ou un groupe fermé, dans leur seul intérêt. Toutefois, certains Coups d'État modernes sont faits par un homme sans l'assistance d'un parti, parce que cet homme entend se mettre précisément au-dessus des luttes stériles de parti, dans le seul intérêt national : c'est le cas de Bonaparte et du roi Alexandre de Yougoslavie. Il faut enfin remarquer que les Coups d'État dirigés par des groupes purs ou par des hommes de paille aux ordres de leur parti ne tendent pas généralement à donner un nouvel élan à la vie nationale, mais que ce sont plutôt des mouvements de réaction et de défense : ce fut le cas pour Brutus, le 18 Fructidor An V et le 22 Floréal An VI.

§ 4. — ASPECTS DU COUP D'ÉTAT ENVISAGÉ AU POINT DE VUE DE SES ÉLÉMENTS

Le Coup d'État, lorsqu'il consiste dans une action, est l'œuvre de deux éléments : la direction¹ et les troupes d'exécution. La nature de ces éléments est variable. A ce sujet, on peut distinguer le Coup d'État militaire, le Coup d'État civil et le Coup d'État mixte.

Le Coup d'État militaire à l'état pur² est opéré sous le commandement d'un officier par des troupes régulières. Ce chef est généralement un gradé supérieur : c'est en effet un personnage d'importance, conscient de sa force parce qu'ayant sous ses ordres de nombreuses troupes, et, par

1. Ou, selon l'expression de Trotsky, la « conspiration ».

2. La langue espagnole lui a réservé un nom « pronunciamiento ».

là-même, assez enclin à profiter de sa situation prépondérante. Quant aux hommes, ils forment l'armée régulière : ils constituent donc un gros atout dans le jeu, car ils sont bien organisés, disciplinés, instruits, et surtout pourvus d'un matériel perfectionné dont ils savent parfaitement se servir : fusils, mitrailleuses, tanks, avions, navires de guerre, etc...

LES CAUSES pour lesquelles s'opèrent un Coup d'État militaire doivent être examinées séparément selon qu'il s'agit du chef ou de ses hommes

Il est rare qu'un commandant militaire exécute un « pronunciamiento » pour des questions de politique entre partis, car il y est peu mêlé ordinairement. Il y est plutôt entraîné par le spectacle du désordre civil et de la faiblesse du pouvoir. Devant cette situation, il éprouve, en général, trois sentiments : tout d'abord son goût professionnel pour l'ordre et pour la discipline est froissé — c'est une question de tempérament ; puis son penchant naturel au commandement, produit d'une longue carrière, voit dans la confusion politique un domaine où s'exercer largement, un terrain propre aux actions d'éclat qui vous exaltent un homme — et c'est une question d'ambition ou d'orgueil ; enfin, pour certains, particulièrement les chefs mercenaires, les « condottieri », la perspective du gain matériel est la principale cause du geste de révolte — c'est alors une question de lucre.

Quant aux troupes, les mobiles qui les poussent à servir un Coup d'État, sont beaucoup moins précis et plus variés. Pour les déceler, il convient d'examiner deux hypothèses : s'agit-il d'une armée de métier ou d'une armée nationale ?

Les *soldats de métier*, notamment lorsqu'ils n'ont pas le droit de vote, ont des préoccupations avant tout profes-

sionnelles et sont tout imprégnés de l'esprit de discipline, non de l'esprit de légalité ou esprit civique. En raison de fait, ils seront les instruments du Coup d'État *par idée d'obéissance* pour leur chef, en tant que tel, peu importe qu'ils marchent contre des émeutiers ou contre des autorités constituées. Dans certaines circonstances toutefois, ils agiront *plus spontanément* lorsque le sentiment national n'aura pas complètement disparu en eux ou lorsque leurs intérêts professionnels seront en cause. Si, par contre, ils ont le droit de vote, il est vraieemblable qu'ils agiront surtout pour des raisons de politique pure.

Quand il s'agit d'une armée nationale, la question est toute autre. La durée du service est généralement assez courte; les hommes participent à la vie publique du pays, ou, s'ils sont privés du droit de vote, ce n'est que temporaire. L'esprit de discipline est moins développé; c'est l'esprit de légalité qui tend à l'emporter. En outre, les chefs sont moins bien connus de leurs hommes, les intérêts professionnels sont quasi-inexistants. Aussi peut-on conclure qu'un Coup d'État militaire se fera rarement avec une armée nationale. C'est là sans doute la principale raison pour laquelle les « putschistes » modernes ont le souci de ne pas mêler l'armée régulière à leur mouvement; ils lui demandent simplement de garder une neutralité bienveillante.

LE BUT du Coup d'État militaire à l'état pur est généralement simple et extrême : c'est la dictature militaire qui s'établit.

Quel JUGEMENT peut-on porter sur une opération de ce genre ? A notre avis, il doit être plutôt sévère : le Coup d'État militaire, même simplement tenté et manqué, est souvent une preuve éclatante de la décadence politique

d'un pays. Quel est en effet le rôle de l'armée ? Elle n'est qu'un service public et celui-ci est destiné, en principe, sauf en des circonstances exceptionnelles, à ne défendre que l'État, non le gouvernement. C'est dire qu'il doit agir contre l'ennemi extérieur commun à tous les nationaux et ne pas intervenir dans les luttes politiques intérieures. C'est à la police qu'il appartient de protéger les autorités établies. Cette attitude indépendante et impartiale est tout à l'honneur de l'armée : celle-ci est vraiment nationale ; elle protège tous ses compatriotes sans distinction d'opinions. Aussi, si désintéressées et généreuses que soient les intentions d'un militaire exécutant un Coup d'État, il faut estimer qu'en faisant ce geste de partisan il perd de son prestige et rompt avec une tradition superbe : il s'abaisse véritablement. Et inversement, le citoyen qui renonce délibérément à sa liberté d'esprit, à sa qualité civique pour être embrigadé sous une discipline rigide et obéir à des ordres qu'il n'aura pas le droit de discuter et de juger, consacre sa propre déchéance. L'esprit civique et l'esprit militaire sont deux choses très belles en elles-mêmes. Mais l'observation nous montre que leur confusion est à la fois un signe et une cause de la décadence de la dignité humaine.

Par opposition au Coup d'État spécifiquement militaire, nous rencontrons ensuite *le Coup d'État purement civil*. Le second se définit par le contraire du premier ; il est exécuté par un chef civil avec des forces purement civiles. Ses caractéristiques sont de même totalement différentes. L'aspect principal du Coup d'État militaire est sa simplicité : simplicité dans les éléments, simplicité dans les causes et dans le but, simplicité dans la technique et dans les résultats. Tout est une question d'uniformité, tout se ramène *au problème de l'ordre pur et simple*. A l'inverse, la

caractéristique essentielle du Coup d'État purement civil est la complexité, car il se rattache à la question de *l'équilibre politique, de la lutte de partis ou de classes au sujet des rapports entre les citoyens et l'État*. La matière est donc beaucoup plus difficile. Cette complexité se manifeste partout : dans les causes (politiques, sociales, religieuses, ethniques), dans les fins (royauté, démocratie, tyrannie, théocratie), dans la direction (individu, parti, corps), dans les instruments (autorités publiques, syndicats et associations, troupes de parti), dans le milieu (il n'est pas nécessaire qu'il y ait du désordre, il suffit de la simple suprématie d'un parti ou d'une classe), dans la technique (de la simple décision jusqu'à la vaste opération à main armée). Comme types de Coups d'État purement civils, indiquons ceux de Catilina, du 22 Floréal en France, de Mussolini, d'Hitler, du parti nazi autrichien à Vienne en juillet 1934

Enfin, il y a le Coup d'État mixte qui participe à la fois du Coup d'État militaire et du Coup d'État civil. Il présente de nombreux aspects dont voici quelques-uns : chef civil et forces civiles et militaires (en France : 2 juin 1793, 18 Fructidor de l'An V, 2 décembre 1851 ; en Russie, Coup d'État bolcheviste d'octobre 1917), chef civil et forces militaires (Coup d'État manqué de Venizelos en Grèce, 1^{er} mars 1935), chefs civils et militaires et forces civiles ou militaires (18 Brumaire de l'An VIII), etc... Quant aux causes, au but, à la technique et aux conséquences, les Coups d'État mixtes tiennent à la fois des deux autres sortes de Coup d'État : c'est dire leur infinie variété.

Ce qui est intéressant, c'est de se demander les raisons de cette union. Pourquoi d'abord un militaire s'unit-il avec un civil pour faire un Coup d'État ? S'il est un associé

dans le complot, comme Bonaparte, c'est qu'il éprouve peut-être le besoin de rester dans les apparences de la légalité : la présence à ses côtés d'une autorité publique satisfait cette préoccupation. Et surtout un militaire, connaissant peu de choses de la vie politique dans laquelle il se trouve engagé, risque d'être trompé, s'il n'a pas pour le guider dans ce labyrinthe un homme expérimenté. Il est toujours bon pour un général séditionnaire d'avoir des appuis civils. Si le militaire n'est qu'un subordonné dans la conjuration, son rôle peut s'expliquer par l'ambition¹ ou aussi, très souvent, par sentiment patriotique, par souci de l'intérêt national². — Pourquoi maintenant le civil cherche-t-il l'appui d'un chef militaire ? La réponse est aisée : parce qu'il obtient ainsi l'appui de l'armée, ce qui constitue une belle carte dans son jeu.

En terminant, remarquons que jamais un chef civil ne commande directement à des forces militaires et qu'il en est de même pour un chef militaire vis-à-vis de forces civiles. La différence d'esprit est en effet trop grande entre les deux éléments ; il faut s'associer un intermédiaire : un général pour le chef d'un parti civil, chef de parti civil pour un général. Enfin nous renvoyons à ce que nous avons dit plus haut³ sur le rôle de moins en moins grand de l'armée

1. On constate, en effet, que les militaires ne participent généralement à un Coup d'Etat civil que s'il est l'œuvre d'une autorité publique et non celle d'un vulgaire élément privé. L'un des cas les plus typiques est celui de Saint-Arnaud, ministre de la Guerre français à l'époque du 2 décembre 1851. Quant au concours militaire dont M. Venizelos a profité lors de son Coup d'Etat exécuté en Grèce, en mars 1935, bien qu'il fut à ce moment là un simple particulier, il s'explique par la place considérable que le « Grand Crétois » avait prise dans la vie politique de son pays, en qualité de chef de Gouvernement, au début de la jeune République.

2. Ce fut le cas de Hoche et d'Augereau pour le Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V.

3. V. p. 34.

dans le Coup d'État : celui-ci tend de plus en plus à être strictement civil.

§ 5. — ASPECTS DU COUP D'ÉTAT ENVISAGÉ AU POINT
DE VUE DE LA TECHNIQUE.

Envisagé à ce point de vue, le Coup d'État se présente sous deux formes : le Coup d'État politique et le Coup d'État technique proprement dit.

DANS LE COUP D'ÉTAT POLITIQUE, toute la tactique consiste à se rendre maître du lieu où se trouve l'adversaire, et des principaux bâtiments publics tels que les palais nationaux, les ministères et les casernes. L'objectif principal est de réduire l'ennemi à l'impuissance en *s'emparant de sa personne et de ses partisans*. Ainsi, dans un Coup d'État contre le Parlement, les conjurés occuperont le lieu de réunion de l'Assemblée et s'efforceront de mettre la main sur les parlementaires, tout au moins sur les principaux.

Au contraire, DANS LE COUP D'ÉTAT TECHNIQUE proprement dit, on se préoccupe moins de l'adversaire lui-même que de ses *moyens d'activité*. On cherche à le paralyser, non pas en s'emparant de sa personne, mais *en se rendant maître avant tout des centres nerveux de l'activité publique* ; Hôtel des Postes, stations de T. S. F., gares, services publics de transport métropolitain, aérodomes, ponts, usines à gaz, centrales électriques, usines d'eau, dépôts d'armes, halles, usines provinciales de « houille blanche » fournissant le courant à la capitale, etc... — Le but recherché est de paralyser l'adversaire dont l'activité s'exercera désormais dans le vide. Comment, par exemple, le ministre de la Guerre pourrait-il, pour résister à une action séditeuse dirigée contre le pouvoir, faire appel aux troupes des garnisons de pro-

vince si le téléphone ne fonctionnait pas, si la station radiophonique était réduite au silence, si les trains étaient arrêtés ? Comment pourrait-il les installer dans la capitale si les vivres manquaient faute de transports, si l'eau, le gaz, l'électricité étaient coupés ? La situation ainsi créée par des opérations techniques serait véritablement critique.

La place du Coup d'État technique dans l'Histoire est toute récente. Il est, en effet, la conséquence directe du progrès industriel et commercial des *xix^e* et *xx^e* siècles auquel l'État s'est adapté. Celui-ci a vu son organisation et son fonctionnement se perfectionner matériellement. La conquête de l'État par la force est donc influencée par des problèmes tout nouveaux : un « putsch » ne doit donc plus désormais viser seulement à la tête mais aussi aux membres. Il ne faut pas cependant exagérer le rôle de la partie technique dans un Coup d'État et s'imaginer que bientôt elle suffira à le constituer par elle-même. Un coup de force séditionnel doit toujours avoir pour objectif l'emprise sur la personne de l'adversaire ; mais cet objectif désormais n'est plus le seul.

L'apparition de l'élément technique dans la tactique du Coup d'État transforme complètement la question. Les conjurés doivent se préoccuper de la formation d'équipes techniques, de leur entraînement et de leur action combinée avec la partie politique de la tactique. Le rôle de l'armée et de la police diminuent ; l'adversaire attaqué doit tenir compte des mêmes facteurs et des mêmes problèmes dans sa défense.

Les principaux Coups d'État politiques sont ceux du 18 Fructidore de l'An V, du 18 Brumaire de l'An VIII, du 2 décembre 1851 en France. Le modèle du Coup d'État

politique et technique est celui de Trotsky en octobre 1917 ; Mussolini commençait à l'imiter en octobre 1922, mais son mouvement fut « légalisé » par le roi lui-même et le Coup d'État resta inachevé.

CHAPITRE III

CAUSES ET BUT DU COUP D'ÉTAT

SECTION I. — Causes du Coup d'État.

L'étude des causes du Coup d'État doit porter sur deux points : la cause que nous nommerons OFFICIELLE et les causes RÉELLES.

§ 1. — LA CAUSE OFFICIELLE DU COUP D'ÉTAT

L'étude des différents Coups d'État de l'Histoire nous permet de faire une constatation assez curieuse : pour beaucoup, les dirigeants invoquent comme justification de leur action extraordinaire un certain motif et il apparaît ensuite à l'étude attentive que ce motif n'est pas ou presque pas fondé mais qu'il sert en réalité à couvrir une opération effectuée pour de tout autres raisons. C'est ce qu'il est possible d'appeler la CAUSE OFFICIELLE du Coup d'État.

Ainsi la cause officielle la plus classique est celle du complot. En voici des exemples :

Coup d'État du 18 Fructidor an V.	Prétendu complot royaliste.
Coup d'État du 22 Floréal an VI	Prétendue collusion entre le parti royaliste et le parti jacobin.
Coup d'État du 18 Brumaire an VIII (phase parlementaire).	Prétendu complot jacobin.
Coup d'État du 2 décembre 1851	Prétendu complot au sein de l'As- semblée.
Coup d'État de Gustave III en Suède en 1772.	Prétendue collusion entre des députés et certains pays étrangers.

Ce tableau nous permet également de faire une seconde constatation : seules des autorités constituées faisant un Coup d'État emploient cette cause officielle. Quelle en est la raison ?

Il est parfaitement concevable que de simples « putschistes » particuliers ne l'utilisent pas. Pour eux qui n'ont aucun rôle dans la vie publique, sauf l'exercice du droit de voter, l'illégalité qu'ils commettent est si flagrante, qu'il leur est inutile de la cacher. En le faisant même, ils sembleraient, aux yeux du public qui ne se laisserait jamais abuser, honteux de leur acte, comme s'ils voulaient en voiler la monstruosité. Ne vaut-il pas mieux qu'ils agissent franchement, à ciel ouvert pour ainsi dire, car cela leur donnerait une allure martiale, courageuse, dont le caractère décidé magnétiserait la foule des indécis ? Du reste, le public comprend mieux ainsi les choses : il trouve relativement normal au fond que de simples citoyens s'insurgent contre l'exercice d'une autorité auquel précisément ils ne participent pas, ce qui les empêche d'ententer rapidement la modification légale. L'emploi de la cause officielle ne présente donc aucune utilité pour de simples putschistes particuliers ; elle ne peut que leur nuire alors que leur franchise a des chances de leur servir.

Ce stratagème peut être au contraire très commode pour des pouvoirs publics opérant un Coup d'État. Les raisons sont exactement à l'inverse des précédentes : Une autorité constituée, en effet, est, de par sa nature même, constamment mêlée à la vie politique ; ses actes revêtent toujours une importance particulière. Elle apparaît ainsi tellement puissante que le peuple n'est pas éloigné de la croire légalement omnipotente ; il fait très difficilement la discrimination entre une manifestation régulière et une mani-

festation irrégulière de la puissance publique. Il est donc plus facile pour l'autorité que pour un simple particulier de faire considérer une illégalité comme l'exercice d'un droit. Prenons un exemple frappant : le Coup d'État 18 Brumaire. Sa première phase — la phase parlementaire — débute par une irrégularité flagrante : le Conseil des Anciens est convoqué au petit jour du 18 Brumaire et les conjurés, profitant de la demi-somnolence où se trouvent encore ces bons vieillards en raison de l'heure matinale, en profitent pour lui faire voter, en même temps que le transfert des Conseils à Saint-Cloud, la nomination de Bonaparte comme commandant en chef de la garnison de Paris. Cette décision, noyée dans le reste de la discussion, était hors de la compétence des Anciens. Mais personne ne s'en aperçut et ne songea à protester. La deuxième phase du Coup d'État — la phase militaire — comporte un autre stratagème du même goût : le président du Conseil des Cinq-Cents, Lucien Bonaparte lui-même, quitte son fauteuil et va prendre la tête de la Garde des Assemblées pour la conduire dans la salle des séances et lui faire expulser les représentants. L'illégalité est flagrante mais nul ne la découvre sur le moment même. Lucien n'avait-il pas déclaré qu'en sa qualité de président il avait la police de l'Assemblée et pouvait faire appel à la Garde pour rétablir l'ordre dans la salle ? Or celle-ci était complètement en délire : des députés faisaient obstruction et allaient même jusqu'à frapper « de leurs poignards » le général commandant la garnison de Paris qui se proposait justement de les défendre. Tout le monde crut à la fable ¹.

Ainsi donc une autorité publique faisant un Coup d'État

1. Cette légende des poignards a été définitivement détruite par M. F. A. Aulard dans ses « Études et Leçons sur la Révolution française ».

peut, dans certaines circonstances, donner avec des chances de succès une cause officielle qui supprime aux yeux du public le caractère illégal de son acte ou tout au moins l'atténue tellement que les gens ne se donnent pas la peine d'aller jusqu'au fond des choses. En outre, cette autorité a un grand intérêt à amenuiser son irrégularité. L'opinion est peut être en effet beaucoup moins indulgente pour les Coups d'État des autorités constituées que pour ceux de simples particuliers. Car cette autorité a théoriquement pour principal rôle d'assurer l'observation des lois. Elle doit donc montrer l'exemple et il est beaucoup plus choquant de la voir, la première, violer le droit qu'elle a édicté elle-même. La cause officielle a précisément pour utilité d'atténuer ou d'effacer cette mauvaise impression.

Cette cause officielle est la plupart du temps celle du complot : idée simple qui fait toujours impression sur les masses au moment même et pour laquelle il est facile, sinon de trouver réellement, du moins d'inventer des preuves plus ou moins élastiques. Cette idée du complot est assez conforme à la mentalité des autorités publiques : elles sont facilement entraînées à reprocher à leurs adversaires de trahir l'esprit du régime.

Cette farce classique a été ainsi jugée par M. Madelin : « C'est le truc du monsieur qui vient de chiper des bijoux à une vitrine et se met à courir en criant : au voleur. Du moins les gens les moins passionnés ont-ils cette fâcheuse impression ¹. » Cette cause officielle présente un gros danger pour le Coup d'État lui-même : s'il y a des partisans, ceux-ci agissent le plus souvent d'après elle, la seule qu'ils connaissent. Ils peuvent être alors entraînés à com-

1. *Écho de Paris*, n° du 14 mars 1934, p. 1, article sur « Les Coups d'État ».

mettre des actes nuisibles et contraires aux véritables intentions des auteurs du Coup d'État. Il y a alors différence involontaire de point de vue, de conception, entre les dirigeants et les agents d'exécution du coup de main.

§ 2. — CAUSES RÉELLES DU COUP D'ÉTAT

Les causes réelles ou effectives du Coup d'État sont susceptibles d'être étagées en quatre degrés :

1^o Causes en raison desquelles on veut une modification politique ;

2^o Causes en raisons desquelles on choisit, pour opérer ce mouvement, le plan insurrectionnel ;

3^o Causes en raison desquelles on adopte comme mesure insurrectionnelle le Coup d'État ;

4^o Causes pour lesquelles on exécute le Coup d'État ou causes immédiates.

Seules les causes du troisième degré peuvent nous intéresser ici. Les causes des 1^{er} et 2^e degrés sont des causes trop générales pour notre sujet qu'elles débordent ; les causes du 4^e degré sont des causes de circonstances. La question est donc celle-ci : pourquoi emploie-t-on le Coup d'État au lieu du mouvement insurrectionnel populaire ou de la guerre civile ?

1^o *Causes pour lesquelles on utilise le procédé du Coup d'État au lieu du mouvement insurrectionnel populaire.*

Ces causes tiennent en premier lieu à la nature de l'émeute (ou révolution). Nous avons vu plus haut¹ que l'émeute est le symbole du désordre ; elle est donc contre indiquée

1. V. chap. 1, section 2.

pour obtenir le rétablissement de l'ordre. Au contraire, le Coup d'État est par nature une action dirigée avec maîtrise et discipline, selon un plan précis. Il convient donc mieux pour faire cesser la confusion politique. Nous ne reviendrons pas ici sur les explications suffisantes que nous avons déjà données au premier chapitre.

Les autres causes tiennent à *l'élément de l'émeute* : le peuple. Le Coup d'État est préférable, soit parce que le peuple est nettement opposé au but politique envisagé, soit parce qu'il est indécis ou amorphe, soit parce qu'il est incapable, quoique bien disposé, d'atteindre le résultat recherché.

Il peut arriver dans certains cas que le peuple soit nettement opposé à la transformation politique envisagée. Il y a donc peu de chances pour que celle-ci puisse être réalisée par l'émeute. Les conjurés doivent alors recourir au Coup d'État. Cette hypothèse se présente ordinairement lorsque le mouvement est dirigé directement ou indirectement contre la classe populaire : il est alors naturel que le concours de celle-ci fasse défaut. Ce fut le cas du Coup d'État du 22 Floréal An VI qui modifiait les élections, et des Coups d'État exécutés par certains princes au milieu du ^{xix}^e siècle (Prusse, Autriche et Italie), qui dissolvèrent des Assemblées réunies pour donner une Constitution libérale à leur pays. Pour que de pareils actes réussissent, il faut vraiment que le peuple soit bien faible politiquement (22 Floréal An VI) ou que son adversaire soit bien fort : les princes de Prusse, d'Autriche et d'Italie, outre le prestige d'une situation traditionnelle, avaient encore à leur service, non seulement leurs propres armées bien organisées, mais aussi celles de la Sainte Alliance.

Dans d'autres cas, on constate que l'émeute est impos-

sible parce que la masse populaire, sans être précisément hostile au mouvement politique projeté, reste cependant indécise et amorphe. Il faut donc que les conjurés, pour atteindre leur but, recourent au Coup d'État. Quelles sont donc les raisons de cette mentalité du peuple ? Ce dernier parfois, sans avoir perdu complètement le sens civique, est dégoûté de la politique : telle était la situation au moment du 18 Fructidor An V, du 22 Floréal An VI et du 18 Brumaire An VIII. Or — fait curieux — nous constatons que le peuple éprouve toujours un pareil sentiment à la suite d'un régime libéral et démocratique n'ayant pas réussi. Au fond ce phénomène s'explique parfaitement. Tant que le malaise général se produit sous une tyrannie ou sous une monarchie absolue, régimes anti-libéraux et autoritaires, les citoyens peuvent s'imaginer que les choses iraient beaucoup mieux si on leur demandait plus souvent leur avis, si on les laissait participer dans une mesure plus ou moins grande au gouvernement du pays. Au milieu de la confusion qui sévit dans l'État, ils conservent la vision d'un idéal. D'où la boutade fameuse : « Que la République était belle sous l'Empire. » Mais si l'indisposition politique résulte de l'application du régime démocratique, c'est-à-dire de celui où le peuple fait, directement ou indirectement, la loi, les citoyens sont déroutés : ils ont voulu chercher en eux-mêmes la source de leur bonheur et ils ne l'ont pas trouvée. Ils ont alors conscience de leur incapacité, pour ne pas dire de leur bêtise. S'ils entrevoient un remède à la situation, c'est en dehors d'eux et cela n'est pas fait pour accroître leur orgueil. Ne possédant plus d'idéal, ils sont rapidement gagnés par le dégoût de la politique ; indécis, amorphes, ils ne croient pas à l'efficacité des « journées révolutionnaires. » Seul alors le Coup d'État est pos-

sible. Telle était la situation en France sous le Directoire. — La même situation peut se rencontrer lorsque le peuple n'a pas ou n'a plus le sens civique, ce qui est pire que le dégoût de la politique, car ce dégoût suppose par lui-même le fait d'une appréciation, donc une faculté de jugement. Ici l'intelligence de la situation fait complètement défaut aux « citoyens ». Cet état peut résulter, si le peuple *n'a pas* le sens politique, de ce qu'il est soit de formation récente, soit de civilisation primitive. *S'il n'a plus* le sens politique, cela tient à ce qu'il vit dans l'oisiveté ou à ce que l'élément national du pays est submergé par l'élément métèque. Ce fut la situation du Bas-Empire romain qu'on retrouve aujourd'hui dans quelques États de l'Amérique Latine. — Donc, dans certaines circonstances, seul le Coup d'État est possible, l'indécision ou la nonchalance du peuple ne permettent pas l'émeute.

Enfin, il peut se faire que l'émeute soit théoriquement possible par suite des dispositions favorables du peuple, mais que pratiquement elle ne soit pas souhaitable parce que ne pouvant aboutir au résultat en vue. Le Coup d'État doit être alors employé. Il en est ainsi pour trois raisons : 1^o parce que le mouvement politique projeté doit être autant que possible exécuté dans le calme, *sic* : Coup d'État du 18 Brumaire de l'An VIII et du Roi de Yougoslavie en janvier 1929 ; 2^o parce que le mouvement doit être fait avec une rapidité extrême, *sic* : Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V et du 22 Floréal An VI ; 3^o parce que ce mouvement doit comporter des opérations techniques délicates dont seuls des spécialistes sont capables, *sic* : Coup d'État bolcheviste de 1917 en Russie et Coup d'État nazi à Vienne en juillet 1934. En résumé, ces actions insurrectionnelles ne supportent pas les mouvements de foules qui

sont des opérations massives et grossières, lentes, difficilement dirigeables et surtout irraisonnées et sans plan bien défini. Des troupes organisées militairement — régulières ou irrégulières — correspondent mieux au résultat recherché ; leur utilisation se fait par un Coup d'État.

2^o Causes pour lesquelles on utilise le procédé du Coup d'État au lieu de la guerre civile.

La guerre civile est constituée par un ensemble d'opérations longues, difficiles et meurtrières. Il est donc concevable que le Coup d'État lui soit préféré : c'est une action qui demande une moindre importance de troupes ; il est rapide, généralement peu sanglant et, surtout, il est possible par ce procédé d'éviter le contact avec les troupes régulières, chose toujours dangereuse.

SECTION II. — But du Coup d'État.

Cette question ne présente pas d'importance pour notre sujet. En effet le Coup d'État — offensif ou défensif — n'est qu'un *simple procédé*. Le problème de son but se ramène à la nature du système politique qu'il a pour résultat d'établir ou de conserver. Or, nous avons vu qu'il peut servir pour toutes sortes de régimes. Étudier ses fins reviendrait par conséquent à étudier les différents modes de gouvernement. Cela déborde le cadre de notre étude. Nous nous bornerons à dire que, pratiquement, le Coup d'État ne peut donner de résultats effectifs et durables que s'il entraîne l'établissement d'un régime autoritaire et fort. Nous verrons cette question plus loin¹.

1. V. chap. iv, § 1.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE MILIEU POLITIQUES ET SOCIALES DANS LESQUELLES SE MANIFESTENT PUBLIQUEMENT LES COUPS D'ÉTAT.

Si nous poursuivons attentivement l'étude des différents Coups d'État, nous sommes amenés à constater que dans certains pays ils se manifestent fréquemment, à intervalles très rapprochés, alors que dans d'autres pays ils sont pour ainsi dire inconnus. Donnons des exemples : dans certains États de l'Amérique latine — notamment le Vénézuéla, le Mexique, Cuba, Haïti, Saint-Domingue, Panama, etc... — le désordre sous formes de révolutions, d'émeutes et de Coups d'État, est installé pour ainsi dire à demeure ; aux États-Unis au contraire, en Belgique, en Angleterre et dans quelques autres pays, les mouvements insurrectionnels sont inexistant, ou, s'il y en a eu quelques-uns, sont très anciens. Les faits sont là. Il faut donc en conclure que certaines conditions de milieu politiques et sociales sont des facteurs de troubles politiques, alors que d'autres inversement sont des éléments d'ordre. L'objet de ce chapitre est précisément de rechercher quelles sont ces causes générales de stabilité ou de confusion de la vie publique. Sans doute elles ne sont pas spéciales aux Coups d'État : elles favorisent ou empêchent également les mouvements insurrectionnels populaires et les guerres civiles.

Mais elles se rapportent toutefois assez étroitement à notre sujet ; ce serait une faute de les passer sous silence.

Nous allons successivement étudier quatre questions : la race, la formation du peuple, l'équilibre des classes sociales et l'organisation politique.

SECTION I. — La Race.

L'étude de la race portera sur deux points ; son équilibre ethnique et la tournure générale de son esprit.

§ 1. — L'ÉQUILIBRE ETHNIQUE DE LA RACE

Aucune race n'est pure physiquement ; elle est toujours le produit de plusieurs éléments ethniques antérieurs. Il importe alors que le mélange soit réussi, c'est-à-dire qu'il n'amène pas l'apparition d'une nouvelle race déséquilibrée, désaxée, ou que, n'ayant pu s'opérer complètement, il ne donne pas un milieu humain hétérogène. Le sociologue bien connu, le Docteur Le Bon, pose trois conditions pour que l'amalgame soit heureux¹ : 1° Il faut que les différents éléments à mêler soient d'importances numériques à peu près égales ; 2° Il faut que les caractéristiques de l'une et de l'autre race ne soient pas trop dissemblables ; 3° Il faut enfin que pendant un assez long temps ces différents éléments soient soumis à l'action du même milieu physique. Dans la mesure où ces trois conditions seront réalisées, le milieu humain sera plus ou moins homogène. Or, l'observation nous montre que l'hétérogénéité ethnique d'un pays est une circonstance propice aux luttes civiles, aux Coups

1. Le Bon. « Lois psychologiques de l'évolution des peuples ». Éd. 1900. Éd. 1900, p. 144.

d'État. Inversement, plus l'unité est obtenue, moins il y a de discordes violentes. Pour le prouver, nous allons nous occuper de deux régions du monde : l'Amérique Latine, c'est-à-dire l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale, et l'Amérique du Nord ou, plus précisément, les États-Unis. Entre ces deux blocs le contraste est frappant ; il vaut la peine d'être montré.

La question ethnique en Amérique Latine.

L'Amérique Latine est l'un des plus grands creusets du monde où se soient mélangées les races les plus diverses. Il nous faut examiner successivement comment celles-ci se sont comportées ensemble et quelles ont été les conséquences de cette fusion.

1^o Comment les différentes races se sont-elles unies ?

Pour examiner avec soin ce problème, il faut nous reporter aux trois conditions posées par le D^r Le Bon pour un bon mélange des races, et voir leur réalisation en Amérique Latine.

L'égalité numérique des différents éléments ethniques est la première idée que propose le sociologue français ; leurs importances respectives doivent être à peu près semblables ; l'une ne doit pas écraser de sa force les autres. Or, dans quelques États de l'Amérique Latine, cette première condition n'est pas réalisée : la race indienne domine encore beaucoup dans l'Équateur (70 p. 100), au Pérou (70 p. 100), en Bolivie (50 p. 100), dans les régions intérieures du Brésil, de l'Argentine et du Chili. Il en est de même pour le Mexique, en Amérique Centrale. Parfois aussi, c'est l'élément noir qui se remarque : tel est le cas du Vénézuéla, du Panama, de Cuba, Saint-Domingue, Haïti, Honduras et de quelques États du Brésil. L'égalité ethnique

est donc loin d'exister partout : on la trouverait de préférence sur les côtes de l'Atlantique où les immigrants s'établissent de préférence, l'Uruguay et les régions maritimes de l'Argentine et du Brésil.

Est-il possible au moins de dire, ainsi que le veut le second terme du Dr Le Bon, que ces différentes races ne présentent pas de trop grandes différences de caractère entre elles ? Cela paraît douteux. Le tempérament de l'ancienne race conquérante, la race ibérique, subsiste encore profondément chez ses représentants. Il est marqué par un individualisme excessif, entraînant avec lui la susceptibilité, l'ambition et l'orgueil, l'indépendance, le goût des personnalités fortes, l'exaltation de l'individu, le libre arbitre, le peu de penchant pour les disciplines et les écoles. Il est ennemi des vastes unités et peut être qualifié d'esprit local. Enfin on y retrouve un peu de ce fanatisme africain qui se satisfait de sensations excessives et de solutions extrêmes et qui parfois prédomine sur tous les autres traits. Par opposition le tempérament indien est un mélange de rudesse, d'opiniâtreté, de barbarie et de mutisme ; il comporte la soumission absolue au cacique, au chef de famille, de clan ou de religion. Enfin l'élément nègre n'est pas susceptible, lui non plus, d'être considéré comme un bon apport : il est caractérisé par l'apathie, la bêtise et la sensualité. — En résumé, la seconde condition émise par le Dr Le Bon pour un bon mélange des races — la faible différence de caractère de chacun des éléments — fait défaut en Amérique Latine.

Nous n'y retrouvons pas non plus la troisième condition de notre auteur : l'action d'un même milieu physique sur les différents éléments ethniques durant un certain temps. Les blancs, les immigrants notamment, restent surtout

sur les côtes, cependant que les indiens ou les métis se réfugient dans les montagnes ou dans les plaines immenses de l'intérieur.

Nous pouvons donc conclure que le mélange des races ne s'est pas opéré d'une façon heureuse en Amérique Latine : il n'y a ni égalité numérique, ni ressemblance ou analogie de caractères, ni unité d'influence géographique. Cette hétérogénéité ethnique entraîne, comme nous allons le voir, des conséquences politiques lamentables.

2° Conséquences du mauvais mélange des races en Amérique Latine.

Elles se résument en quelques mots : hostilité des différentes races entre elles¹ et anarchie politique agrémentée de révolutions et de Coups d'État innombrables. Ces Coups d'État en eux-mêmes ne sont pas intéressants : leur seule curiosité réside en leur fréquence et en leur multiplicité. Il s'en faut cependant que tous les États de l'Amérique Latine soient ainsi bouleversés ; le mal est plus ou moins profond pour chacun d'eux. Sur ce point, le tableau suivant donnera quelques précisions :

RÉPUBLIQUES OU LES BLANCS DOMINENT : État politique et social assez satisfaisant.

Exemples : Salvador et Costa-Rica.

RÉPUBLIQUES OU L'ÉLÉMENT MÉTIS DOMINE : Le résultat du mélange ethnique peut être convenable à condition qu'il y ait plusieurs métissages successifs, que les immigrants européens soient nombreux et de tempérament laborieux (Basques, Portugais) et aussi — mais accessoirement — que le pays soit appelé à une économie industrielle ou commerciale prospère. Le résultat — lent et difficile à obtenir — peut représenter un progrès dans l'évolution intellectuelle, politique et sociale du pays.

1. Actuellement cette hostilité se manifeste surtout par un mouvement indien, l'« indianisme ». Il consiste dans le culte des anciennes populations du pays : il prône l'étude de leur civilisation politique, sociale, artistique, religieuse, et le but de cette tendance est d'organiser l'Amérique du Sud actuelle sur la base de l'ancien esprit indigène. Elle est nettement dirigée contre l'élément blanc, la race ibérique en particulier.

Exemples : URUGUAY : Beaucoup d'immigrants et grand commerce maritime.

CHILI : Nombreux Basques mêlés à une excellente race d'Indiens. Les deux se complètent à merveille.

COLOMBIE : Progrès sensibles mais insuffisance d'émigrants encore.

ARGENTINE : 17 p. 100 des émigrants européens.

BRÉSIL : 88,3 p. 100 des émigrants portugais mais comprend trop de noirs dans le Nord.

RÉPUBLIQUES OU L'ÉLÉMENT INDIEN DOMINE : Les résultats sont franchement mauvais.

Exemples : Équateur (70 p. 100), Pérou (70 p. 100), Bolivie (50 p. 100), Mexique (beaucoup de dictateurs ; peu de progrès politique), Nicaragua, Guatémala et quelques provinces de l'Argentine.

RÉPUBLIQUES OU L'ÉLÉMENT NOIR EST AU MOINS ASSEZ IMPORTANT, SOIT A L'ÉTAT PUR, SOIT A L'ÉTAT DE MULATRES OU DE ZAMBOS¹ : Les résultats sont exécrables².

Exemples : Vénézuëla, Cuba, Haïti, Panama, Saint-Domingue, Honduras et quelques États du Brésil.

Cette étude de la situation de l'Amérique Latine est donc très concluante : un mauvais mélange de races ou l'absence d'un mélange fini est une circonstance favorable à l'anarchie politique intérieure, sous forme notamment de Coups d'État.

L'examen des États-Unis va nous conduire à la même conclusion, mais sous un énoncé positif : un mélange de races bien fait, donnant un produit ethnique homogène, est un facteur d'ordre et de stabilité politique et sociale.

La Question ethnique aux États-Unis.

Les États-Unis constituent un État qui s'est en somme exclusivement peuplé d'immigrants. Ceux-ci étant de races diverses, comment la question a-t-elle été résolue ? A ce sujet, l'histoire américaine peut se diviser en deux

1. Mélange de noir et d'indien.

2. Là où l'élément noir a été éliminé ou est en voie de disparition, on constate un progrès politique : Chili, Uruguay, Argentine.

périodes : dans la première, le problème ne présente aucune difficulté et les esprits ne s'en préoccupent pas ; dans la seconde, au contraire, de graves complications surgissent et des méthodes radicales sont alors employées pour les résoudre.

Les éléments qui forment la première population des États-Unis sont assez homogènes. Ce sont d'abord, au XVIII^e siècle, dans la Nouvelle Angleterre, les types coloniaux, entièrement anglo-saxons. Les caractères sont sans doute apparemment variables : au Nord, le puritain instruit, rigide, austère, radicalement démocrate ; au Sud l'anglican traditionnaliste, oisif, élégant, de culture plutôt superficielle. Mais le fond de la nature, basé sur l'identité de race, reste le même : son trait principal est le calme, la maîtrise de soi-même. Au cours du XIX^e siècle et jusque vers 1880, les immigrants arrivent en foule. Mais là encore ce mouvement ne pose pas de problème ethnique. « Avant 1880, écrit un historien américain, plus des quatre cinquièmes des immigrants venaient du Canada et des pays du Nord de l'Europe¹ ; ils apportaient un sang, une langue, une religion, des coutumes, des idées politiques étroitement rattachées aux nôtres. Point de recrues plus désirables et mieux accueillies, surtout pour le développement des grands terrains agricoles de l'Ouest. Ils s'assimilaient rapidement à la population américaine, acquéraient l'amour de ses institutions libres, et déjà ceux de la deuxième génération étaient les plus Américains des Américains² ».

Le problème change d'aspect à partir de 1880 : «... l'Al-

1. Allemagne, Irlande, Grande-Bretagne, Suède.

2. David Saville Muzzey, *Histoire des États-Unis d'Amérique*. Trad. par A. de Lapradelle (Larousse), p. 642-643.

lemand, l'Irlandais, le Suédois, font place au Hongrois, au Polonais, au Russe, à l'Italien, à l'homme de l'Europe orientale et méridionale. Chaque année, il en arrive plus d'un million, c'est-à-dire plus que la totalité des nouveaux colons débarqués sur ces rivages depuis l'établissement de la première colonie à Jamestown jusqu'à la Révolution américaine¹. » Outre que ces nouveaux venus modifient dangereusement la vie économique des États-Unis, notamment en ce qui concerne la question du salaire qu'ils contribuent à faire baisser, ils apportent des caractères ethniques très différents des précédents et beaucoup moins malléables. La question se complique encore par suite de l'accroissement continu des races de couleur. L'Indien doit toutefois être mis hors de cause : il est peu répandu et a été refoulé vers les terres éloignées du Centre ; son assimilation s'avère du reste possible, grâce notamment à des écoles spéciales (Hampton et Carlisle) et à ce fait qu'il n'y a aucun préjugé sur le mariage entre Indien et Blanc. Mais il y a le Noir et le Jaune. Les nègres, très prolifiques, sont de plus en plus nombreux. Par malheur, le « Reconstruction Act » de 1867 leur reconnaît le droit de suffrage. Les résultats sont déplorables, particulièrement dans le Sud où cet élément est très développé : « il est presque impossible de décrire les maux économiques et l'humiliation que ces gouvernements de *Reconstruction* causèrent au Sud². » Enfin il y a le Jaune. « Le dernier recensement décennal accuse aux États-Unis la présence de plus de 60.000 Chinois et 100.000 Japonais. C'est une proportion encore très faible dans l'énorme masse de la population. Mais les immigrants d'Extrême Orient sont très laborieux, très sobres.

1. *Id.*

2. D. S. Muzzey. *Op. cit.*, p. 502, en note.

Ils sont des concurrents redoutables pour la main-d'œuvre nationale¹. » Si on laisse le nègre et l'asiatique se développer — Dieu sait si cela est facile ! — l'homogénéité ethnique américaine en souffrira.

Pour résoudre la question des races, les États-Unis trouvent un moyen radical : empêcher le mélange d'éléments trop différents en arrêtant, dans la mesure du possible, l'accroissement des facteurs douteux (il faut remarquer du reste que ce problème ethnique se complique de préoccupations économiques, non des moins importantes). Vis-à-vis des immigrants européens, ils en ont restreint l'entrée sur le territoire (système des quotas). A l'égard des nègres, ils se sont efforcés de les rejeter de l'action politique où le Reconstruction Act les avait imprudemment introduits (moyens d'intimidation pratiqués par des sociétés politiques secrètes, telles que le Ku-Klux-Klan; clause du « grand-père » utilisée dans les États du Sud et restreignant le droit de vote à ceux dont les grands-pères ont voté). Enfin diverses lois sont venues interdire pratiquement l'entrée de nouveaux Chinois et Japonais sur la côte américaine du Pacifique.

Signalons enfin qu'en sus de l'équilibre numérique des races qui ont formé la véritable population américaine, et leurs analogies de tempérament, un autre facteur d'union est le milieu physique et économique : la grande loi du travail intense a énormément contribué à l'apparition d'une nouvelle mentalité, commune à tous, et dont le caractère principal est le réalisme.

Ainsi donc jusqu'ici, le milieu ethnique spécifiquement américain est resté très homogène. Tous les éléments

1. Firmin Roz. *Les États-Unis d'Amérique* (Alcan 1927), pp. 21-22.

impurs ou compromettants ont été écartés ou relégués au second plan, dans l'isolement. Cette qualité de la nouvelle race est certainement un des principaux facteurs de la stabilité politique du pays.

§ 2. — LA TOURNURE GÉNÉRALE D'ESPRIT DE LA RACE

L'équilibre ethnique d'une race, son homogénéité, ne sont pas les seuls facteurs de stabilité politique dans un pays. Son produit spirituel, c'est-à-dire la tournure générale d'esprit chez ses représentants, intervient également dans une très grande mesure : Chaque race a son caractère propre. Il nous faut donc examiner quelle peut être l'influence de cet élément sur les changements de gouvernement. Dans ce but, nous examinerons parmi les aspects représentatifs de l'esprit d'une race trois formes : la forme réaliste concrète, la forme abstraite raisonnée, la forme abstraite mystique.

Certains peuples sont entièrement consacrés à l'action. Cela tient à plusieurs causes : pour les uns, le sol, par sa richesse industrielle et agricole, a tout de suite accaparé les habitants, les conviant à son exploitation par la facilité du travail, les encourageant à aller toujours plus avant par la qualité et l'importance des résultats obtenus ; pour d'autres, la situation isolée du pays, ou la spécialité excessive de ses produits, ont obligé les indigènes à se remuer et à nouer des relations commerciales nombreuses avec les autres contrées afin de trouver auprès d'elles les biens et les avantages de toute nature qui leur faisaient défaut. Des deux côtés, nous rencontrons un peuple essentiellement actif, commerçant, industriel, banquier, etc..., qui vit uniquement au milieu des réalités tangibles. Il acquiert

ainsi un esprit dont le caractère fondamental est d'être concret. De nombreuses conséquences en découlent. Tout d'abord cette race n'éprouve que peu d'attrait pour le culte des idées pures, générales, pour les discussions théoriques et pour leurs manifestations : les textes. Elle n'a pas comme d'autres cette sorte de respect religieux et craintif pour ce qui est « imprimé » ; elle ne dit pas comme les paysans français : « c'est la loi », entendue au sens de règle écrite. Par contre, ce peuple déclarera facilement : « c'est l'habitude ». En effet, son goût pour le réel, le tangible l'attire vers l'expression fidèle de la vie organisée : la coutume, ensemble de façons de penser et d'agir adaptées directement aux faits. Dans le pays où cette race est établie, les changements politiques et sociaux ne se feront pas brusquement, mais peu à peu, par une lente et insensible évolution. Comment en effet se perd la tradition ? comme elle s'est acquise, c'est-à-dire par un ensemble de petits faits successifs contraires à l'état précédent. Peu à peu, on ne pense plus, on n'agit plus comme on le faisait précédemment et l'on n'acquiert une pleine conscience du mouvement qu'au moment où il est entièrement effectué. C'est donc dire que dans le pays où l'esprit de la race est essentiellement réaliste et concret, les Coups d'État, modifications violentes de la vie politique, seront inconnus ou très rares. Les meilleurs exemples qui puissent être donnés pour illustrer cette idée, sont ceux des États-Unis, de l'Angleterre et de la Belgique.

Nous trouvons en second lieu l'esprit abstrait raisonné. Certaines races, sans être forcément paresseuses, peuvent être moins actives, moins laborieuses, moins énergiques. Par contre, elles sont intellectuellement mieux formées, plus souples. Cela tient souvent au pays où elles sont instal-

lées : la nature physique, sans être exhébérante et particulièrement riche, n'est pas cependant médiocre ; elle est surtout bien équilibrée, harmonieusement proportionnée. L'esprit est moins étroitement fixé à la réalité ; il n'est pas sans cesse attiré ou préoccupé par elle. Il est plus vaste que le tempérament purement concret : il fait des généralités, déduit, induit, conclut. Il a le goût des idées doctrinales, des principes abstraits ; il a un peu le fétichisme des textes écrits ; en un mot, il raisonne. Mais il raisonne — il faut bien le noter — sur des bases réelles ; il ne perd pas le sens de la vie, il l'approfondit simplement. Dans un pays où cet esprit règne, les discussions politiques sont très fréquentes et les citoyens leur donnent une grande importance. Elles occasionnent des troubles, car elles ont trait la plupart du temps aux textes. Les esprits s'imaginent — parfois trop facilement — que pour changer une situation de fait, il suffit de modifier un article de loi. Ceci ne peut se faire que par une décision unique, nettement précisable dans le temps. Aussi des Coups d'États peuvent-ils se produire parfois. Ces discussions portent d'ordinaire sur des principes, des doctrines. Mais parfois elles se « minimisent » par une déformation pour ainsi dire professionnelle de l'esprit et elles portent alors sur des questions de personnes. Dans les deux cas, les Coups d'État se manifestent, mais plus fréquents s'il s'agit de personnes, car celles-ci changent plus souvent que les grandes tendances politiques. Ainsi, en France, les Coups d'États ont été plutôt accomplis pour des questions de doctrines politiques et leur nombre est moins important que ceux de l'Espagne ou de l'Amérique Latine où il s'agit, au contraire, de procès de personnes.

Enfin nous pouvons noter l'esprit abstrait mystique. Ce dernier, à la différence de l'esprit abstrait raisonné, perd

tout sens du réel dans son travail. Il s'attache, en effet, comme à une religion à quelques idées peu nombreuses, généralement assez vagues, parce que leurs aspects généraux, souvent troublants et suggestifs, le séduisent. Il n'éprouve aucun besoin d'en faire l'analyse critique ; il s'y fixe aveuglément de même qu'en sens inverse l'esprit concret ne s'éloigne pas un instant de la réalité tangible. Et, ainsi que ce dernier ne change de manière de voir que peu à peu, sous l'influence de nouveaux faits, l'esprit abstrait mystique n'abandonne ses idées forces que lentement, sous la pression de nouvelles tendances. Si ce changement progressif n'est contrecarré par aucun obstacle dans son développement, l'évolution se fait sans heurt. Mais s'il rencontre des résistances, il devient violent, fanatique, et finit par opérer un bouleversement général et complet. Or, il y a toujours de grandes chances pour que cette opposition apparaisse. En effet, alors que la réalité est une, qu'elle est la même pour tout le monde et que, par conséquent, dans un pays où prédomine l'esprit concret, elle ne rencontre pas d'entrave absolue pour être admise par la plupart des gens, au contraire les idées-force sont essentiellement multiples : elles varient selon les caractères et les intérêts des personnes. Si l'une d'elles apparaît, elle en trouve immédiatement devant elle une autre déjà établie et basée sur certaines tendances toujours existantes. Une pareille rencontre se produit rarement, car les mystiques ne changent pas tous les jours ; elles durent assez longtemps. Mais lorsque le choc a lieu, il s'opère d'une façon foudroyante. Tel est le cas de la Russie avec son Coup d'État bolcheviste d'octobre 1917 et ses suites.

Pour résumer la question de l'influence de l'esprit général de la race sur la fréquence des mouvements insurrec-

tionnels, notamment des Coups d'État, nous pouvons dresser le tableau suivant :

- 1^o Esprit réaliste : Transformations excessivement lentes et insensibles.
Pas de chocs politiques graves.
- 2^o Esprit abstrait raisonné : Transformations politiques plus sensibles, plus rapides, mais plutôt superficielles.
Chocs politiques plus ou moins nombreux et à effets plus ou moins limités selon qu'ils ont trait à des personnes ou à des idées.
- 3^o Esprit abstrait mystique : Des transformations peu nombreuses, mais très profondes.
Chocs politiques rares, mais foudroyants.

SECTION II. — La formation du peuple.

La formation intellectuelle, politique ou religieuse que peut avoir reçue un peuple, exerce également une très grande influence sur son tempérament politique; selon sa nature, elle est susceptible d'entraver ou de favoriser toute tentative insurrectionnelle telle qu'un Coup d'État. Examinons-la sous ces trois aspects.

§ 1. — INFLUENCES DE LA FORMATION INTELLECTUELLE

L'éducation intellectuelle n'exerce pas une action principale et immédiate sur la vie politique d'un peuple, c'est-à-dire, dans l'espèce dont nous nous occupons, qu'elle n'est pas susceptible par elle-même de donner des chances ou de faire obstacle à la réalisation d'une action séditieuse. Son influence n'est *qu'accessoire et indirecte* : elle vient seulement renforcer la tournure générale d'esprit de la race. Cela s'explique aisément : l'éducation intellectuelle n'est autre que l'éducation de l'esprit. Mais cela ne signifie pas qu'il soit pratiquement possible de façonner toutes les intelligences sur le même modèle : certains peuples sont

relativement bêtes et il est impossible d'y changer quoi que ce soit; d'autres ont leur génie propre, incrusté profondément en eux, que l'on ne peut faire disparaître. L'éducation par la force des choses s'adapte donc à chacun. Elle y est en fait d'autant plus obligée que ce sont les peuples eux-mêmes qui choisissent leur genre d'instruction; ils conçoivent naturellement celui qui correspond le mieux à leur tempérament et n'en imaginent ou n'en goûtent pas d'autres. Ainsi donc l'éducation intellectuelle dégage et renforce la tournure générale d'esprit de la race. Si celle-ci favorise les mouvements politiques violents, l'éducation fortifie cette disposition. Il en est de même inversement

Ainsi un peuple doué de ce que nous avons appelé l'esprit abstrait mystique aura une formation intellectuelle peu développée : il saura à peine lire et écrire. Par contre, son folklore sera particulièrement riche en légendes qui satisfairont son imagination naïve, et en maximes morales qui échaufferont son idéalisme. Toutes ses tendances, notamment ses tendances politiques, vivifiées par cette formation sentimentale, plusieurs fois séculaire souvent, n'en seront que plus passionnées.

Prenons au contraire une race à l'esprit réaliste. Elle se donnera une éducation intellectuelle. Mais celle-ci aura un but essentiellement pratique auquel elle sera strictement limitée : permettre à l'homme qui la recevra de réussir le mieux possible dans la vie courante. Ainsi, dans une école des États-Unis, le professeur traite la question de l'intérêt de l'argent : pour cela, il installera ses élèves derrière des pseudo guichets et, à l'aide de titres ou de lettres de change, leur montrera comment des coupons sont payés ou comment des traites sont escomptées. Cette culture n'est donc *qu'un moyen*. Tout ce qui n'a pas trait au résultat pratique

recherché est passé sous silence ; les discussions spéculatives sont soigneusement écartées. La tournure réaliste de l'esprit du peuple en est ainsi fortifiée ; les assises politiques de l'État ont donc moins que jamais à craindre de théories politiques idéalistes et révolutionnaires.

Enfin nous avons vu plus haut que dans certains pays règne un esprit abstrait raisonné. Celui-ci prend la vie réelle comme base fondamentale, mais il sait se détacher d'elle pour l'analyser, en comprendre le sens profond, l'apprécier en des discussions théoriques, souvent sévères, dont il aime ensuite à consigner les résultats en des textes précis. Le trait caractéristique de ce génie — qui a ses déformations comme les autres — *est le culte de l'idée pour elle-même*. L'éducation dans ce cas *n'est plus un moyen mais une fin en soi* : elle a l'avantage de faire de vous un « honnête homme », au sens où l'entendait le ^{xvii}e siècle, c'est-à-dire une personne intelligente, cultivée, de fréquentation agréable et sachant s'intéresser à tous les sujets s'il le faut, même les moins utiles pour la vie courante. Ainsi, prenons l'exemple précédent d'un professeur traitant devant ses étudiants la question de l'intérêt de l'argent, mais appliquons-le à la France : dans ce pays, le maître, du haut de sa chaire, débutera par le problème de la légitimité et il développera les théories des scolastiques et de saint Thomas, cependant que ses auditeurs prendront des notes ; ensuite seulement il abordera les questions courantes mais qu'il expliquera toujours par des commentaires purement verbaux. Ce que l'on appelle, dans de nombreuses Facultés de France, « travaux pratiques » n'est rien autre chose que des exercices de discussion orale ou écrite faits par les étudiants eux-mêmes. Nous pouvons donc conclure que cette éducation-but favorise chez ceux qui la reçoivent,

leur penchant inné pour le culte des idées, des discussions, parfois trop théoriques, pour le souci du texte. Cette tournure d'esprit, fortifiée par une culture intellectuelle appropriée, influe encore davantage sur la vie politique du peuple : les luttes deviennent fréquentes et dégénèrent de temps en temps en émeutes ou en Coups d'État. Mais, par ailleurs, ayant également consolidé la base réaliste de l'esprit, l'éducation contribue à réduire l'importance de ces mouvements et à militer leurs répercussions à des modifications seulement partielles de l'ordre politique existant.

§ 2. — INFLUENCE DE LA FORMATION POLITIQUE

De même qu'il y a une éducation intellectuelle, de même il existe une éducation politique, celle-ci n'étant du reste qu'un aspect de celle-là appliqué à un ordre de questions très particulières : la vie collective d'un grand nombre d'individus en société organisée sous le nom d'État. L'éducation politique des citoyens consiste donc à leur faire apprécier le sens profond de cet immense groupement, les principes généraux de son bon fonctionnement et les meilleures façons d'y participer avec profit. Cette culture n'est pas inhérente à un peuple : l'expérience seule la lui fait peu à peu acquérir. Un grand danger la menace alors : celui de se donner une forme de gouvernement pour laquelle il n'est pas encore bien préparé et dont il est incapable d'assurer la marche normale. Lorsqu'un désaccord apparaît ainsi entre le régime politique établi et l'éducation politique des citoyens, de graves troubles se produisent, sous forme de Coups d'État, d'émeutes et de guerre civiles.

Les Républiques de l'Amérique Latine nous en fournis-

sent des exemples frappants. Jusqu'au ^{xix}^e siècle, elles ne furent que des colonies de l'Espagne ou du Portugal. Ces deux États exerçaient alors sur elles une domination tyrannique qui ne leur laissait pas la moindre liberté politique : le *self-government* était pour ces contrées d'outre-mer une chose totalement inconnue ; les colons étaient des sujets, non des citoyens. Les guerres d'indépendance vinrent mettre fin à cette suprématie ibérique. De nouveaux États se constituèrent, dont l'ensemble est aujourd'hui appelé Amérique Latine, en raison de sa civilisation venue de l'Europe occidentale et méditerranéenne. Mais les divers « Libérateurs » commirent la lourde faute de promulguer pour ces Républiques des Constitutions essentiellement démocratiques, régimes de maniement délicat qui, pour être convenablement appliqués, demandent une longue expérience politique antérieure. Or, cette expérience faisait totalement défaut aux ex-colons que la métropole avait toujours maintenus sous des liens de sujétion très étroits. Le déséquilibre entre le régime établi et l'éducation politique des nouveaux citoyens fut une cause première de leurs désordres publics et son influence se fait encore sentir aujourd'hui.

L'histoire des États-Unis nous offre le phénomène inverse. Les premiers colons, avec l'assentiment de la métropole, surent très vite s'organiser sur les nouvelles terres en petites communautés libres qui se gouvernèrent elles-mêmes, notamment dans le Nord où les puritains démocrates et égalitaires dominaient. Ils acquirent ainsi peu à peu par l'expérience une éducation politique suffisante. Et, lorsque l'indépendance fut reconnue, la constitution républicaine et démocratique que se donnèrent les vainqueurs en 1787, trouva un milieu où elle put être comprise et s'appliquer normalement sans trop de heurts.

§ 3. — INFLUENCE DE LA FORMATION RELIGIEUSE

Il peut paraître à première vue paradoxal que la religion soit susceptible d'exercer une influence sur la stabilité de la vie politique dans un pays; cependant cette influence est certaine. La nature de la conception que se fait un homme de l'au-delà, contribue certainement à lui façonner une certaine tournure d'esprit dont les conséquences apparaissent particulièrement nettes lorsqu'il s'intéresse à des questions métaphysiques. Mais, de plus, cette mentalité déborde le cadre spiritualiste dans lequel elle avait d'abord pris naissance, et tend à s'appliquer à des questions d'un autre ordre, telles que les questions politiques. Considérons par exemple l'Angleterre : la religion dominante est le protestantisme sous diverses formes. Celui-ci n'a pas un caractère dogmatique : son principal souci n'est pas d'enseigner aux hommes des articles de foi auxquels ils doivent se soumettre sans restriction, de les leur faire approfondir et comprendre. Mais il a pour but de placer simplement les hommes dans une *atmosphère religieuse*, essentiellement empirique. L'Anglais « n'a pas le loisir de poursuivre de vains fantômes : ils sont trop loin de la terre, trop étrangers à la vie d'ici-bas, à ses conditions, à ses nécessités. Le naturalisme, la métaphysique, tenus à distance ou limités à ce qu'il en faut pour faire fond derrière le mouvement perpétuel du microscope humain, en voilà assez pour les réduire à la religion, et pour réduire la religion au rôle de conseillère avisée, recommandable surtout pour son sens pratique... Pour l'Anglais, toute force a sa source dans la vie morale intérieure ; tout dépend d'une inspiration et d'une impulsion générales qui se sont préparées dans cette

obscur enceinte...¹ » De même aux États-Unis, la religion protestante donne aux hommes la seule *inspiration morale*, inspiration qui constitue le secours apporté à l'action. « L'individu cherche spontanément où s'encadrer, et improvise le cadre si on ne le lui présente pas, plus pressé en fin de compte d'utiliser l'association que d'en discuter les principes². » La tournure d'esprit essentiellement réaliste et pratique d'un peuple se trouve donc confirmée par la religion protestante qui évite les discussions doctrinales ardues, les disciplines rigides, pour ne donner aux hommes que des règles morales de conduite dans la vie courante. La stabilité et la continuité de la politique en sont les conséquences les plus marquantes.

Il n'en est pas de même pour la religion catholique. Celle-ci présente un caractère rigide, elle est très dogmatique et formaliste. Elle a ses dogmes, ses mystères, ses sacrements, ses articles de foi auxquels est due une soumission absolue. Sa liturgie développée et précise est toujours soigneusement observée. Une telle croyance contribue certainement à donner au peuple qui l'adopte, une tournure d'esprit intransigeante, décisive et portée aux discussions théoriques profondes. La mentalité française a certainement été influencée par la religion romaine. Ainsi certains exégètes actuels de Waldeck-Rousseau, Karl Marx ou Lénine, rappellent curieusement saint Thomas. Il en est de même pour la mentalité ibérique. Cette dernière revêt même une nature franchement intolérante et fanatique : est-ce une conséquence du caractère plus violent et plus âpre qu'en France des luttes religieuses (résistance à l'in-

1. Émile Boutmy. *Essai d'une psychologie du peuple anglais au XIX^e siècle* (Colin), pp. 30-34.

2. Firmin Roz. *L'énergie américaine*, livre III, chap. II.

vasion arabe, Inquisition) ? Le tempérament doctrinal et tranchant favorise, nous l'avons déjà vu, les passions politiques et les mouvements insurrectionnels. La religion catholique *qui le renforce*, bien que tout imprégnée de douceur et de charité, contribuerait-elle involontairement, par suite de l'imperfection naturelle des hommes, à multiplier les Coups d'État ? Nous sommes tentés de le croire.

SECTION III. — L'équilibre des classes sociales.

La population d'un État est divisée en différentes classes sociales. Les rapports mutuels de ces classes peuvent se faire selon deux modes : sur le pied de l'équilibre ou sur le pied de l'inégalité politique et sociale. La double suprématie de l'une d'elles sur les autres est naturellement la cause de luttes qui parfois tournent au tragique en s'accompagnant de révolution ou de Coups d'État. Aujourd'hui, dans les pays vraiment modernes, l'équilibre politique et économique est maintenu entre ces différentes classes que l'on peut pratiquement réduire à deux : celle des riches et celle des pauvres ¹. Nous avons vu plus haut ² qu'actuellement les Coups d'État sociaux se faisaient de plus en plus rares. Il peut être intéressant d'étudier comment se réalise en fait cet équilibre politique et économique, par quels moyens il se maintient.

Au point de vue politique, l'équilibre des différentes classes est assuré par le régime démocratique, organisé par le Droit : tous les citoyens, par le procédé du suffrage universel, élisent des représentants qui font des lois et contrôlent l'action gouvernementale ; les prérogatives sont les

1. Nous n'entendons pas évidemment le mot « pauvre » dans son sens extrême.

2. 1^{re} partie, chap. II, § 1.

mêmes pour tous, sans distinction de naissance ou de fortune.

Au point de vue économique, l'équilibre social peut être obtenu dans différents systèmes, variables selon les pays, qui ne sont pas une création directe de la loi, mais le produit naturel de certaines tendances, de certains besoins, et que le Droit vient parfois dégrossir et étayer après coup. En France, par exemple, où s'affirme, parfois violemment, un *individualisme négatif et théorique*, préoccupé surtout d'assurer l'indépendance et la liberté de la personne à l'encontre de toutes les tyrannies, l'équilibre économique des classes sociales a été obtenu par l'affranchissement et le surcroît de puissance de la classe moyenne au moyen de la *petite propriété* : en face du capitaliste important, se dresse le bourgeois avec son épargne ; au gros industriel s'oppose l'artisan, installé dans son atelier modeste et assisté d'un ou deux aides ; la force du grand propriétaire agraire est contrebalancée par la petite propriété paysanne allant de 1 à 20 hectares¹. « Par sa formation sociale, la France, même après un siècle d'évolution industrielle, demeure essentiellement une nation de paysans, d'artisans, de bourgeois². » Cette situation permet de penser qu'une révolution prolétarienne n'est pas encore près de réussir dans ce pays. « Le communisme français n'est pas un fait actuel », a déclaré un jour Radek. — Dans le pays anglo saxon où domine au contraire un *individualisme positif et pratique*, préoccupé surtout d'assurer la satisfaction matérielle de l'individu, l'équilibre économique des classes a été obtenu au moyen de la *coopération sociale* : en face de la puissante

1. Tout au moins dans l'Ouest.

2. A Siegfried. « Tableau des partis en France », p. 13.

oligarchie financière, industrielle et commerciale, se dresse la force des syndicats ouvriers et de toutes leurs filiales. En Angleterre, aux États-Unis, l'individu soucieux, non pas tellement de son indépendance personnelle que de son bonheur matériel, n'a pas hésité, pour se l'assurer, à perdre une part plus ou moins grande de sa liberté en se groupant avec ses semblables en des associations fortement constituées.

Par opposition à ces divers États où l'équilibre des classes sociales paraît réalisé selon des systèmes différents, nous pouvons constater que l'absence d'une forte classe moyenne en Amérique Latine et la suprématie extrême des gros industriels et des grands propriétaires en Russie d'ancien régime ont été parmi les causes prépondérantes des troubles politiques dans ces pays.

SECTION IV. — L'organisation politique.

L'organisation de l'État est enfin le dernier facteur qui puisse exercer une influence bonne ou mauvaise sur la vie politique du pays. La bonne qualité de la Constitution en elle-même, et son adaptation aussi parfaite que possible au milieu qu'elle régit, sont des conditions indispensables de la stabilité politique. Il est malheureusement très difficile de les réaliser entièrement.

Le problème consiste d'abord à édifier le mieux possible le système gouvernemental dont le but est d'assurer la représentation de l'État dans l'exercice de ses prérogatives de personnalité et de souveraineté. Ceci suppose que le mécanisme de l'autorité chargée d'exercer ces droits doit fonctionner avec *régularité et souplesse*. Toute Constitution doit s'orienter dans ce sens. Aussi lui faut-il éviter d'abord

ces dispositions trop strictes, susceptibles d'apporter de la rigidité dans l'action et, par suite, d'entraîner des chocs violents au moindre frottement suspect qui se produise. Ainsi les règles qui disposent de la transmission du pouvoir exécutif ne doivent pas être exagérément sévères et prononcer trop d'exclusions ; sinon elles acculent immédiatement au Coup d'État des hommes politiques qu'un besoin d'activité ou une ambition extrême dévore et ils sont particulièrement nombreux sous un régime démocratique et parlementaire — qui fait entrevoir à tous la perspective des honneurs publics. Il est, par exemple, indéniable que l'article 45 de la Constitution française du 4 novembre 1848, en interdisant la réélection du Président à la fin de son premier mandat, a été l'un des mobiles du Coup d'État du 2 décembre 1851. La même disposition, multipliée à profusion dans les républiques de l'Amérique Latine, n'a pas empêché le pouvoir personnel et contribue encore aux nombreux coups de force qui s'y produisent régulièrement ¹. D'autres règles doivent aussi être évitées parce qu'elles sont susceptibles de créer dans le pays une agitation dangereuse et favorable aux mouvements séditieux. Ainsi la même Constitution de 1848 était faite de telle façon que le mois de mai 1852 devait voir se renouveler à la fois les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du Président ; toute la vie politique intérieure était en suspend au cours de cette période. Enfin, de même que l'excès de dispositions constitu-

1. France. Constitution du 4 novembre 1848, art. 45 : « Le Président de la République est élu pour quatre ans, et n'est rééligible qu'après un intervalle de quatre années. Ne peuvent, non plus, être élus après lui, dans le même intervalle, ni le Vice-Président, ni aucun des parents ou alliés du Président jusqu'au sixième degré inclusivement. » — V. également : Autriche (1920), Grèce (1927) ; Lettonie (1922), Portugal (1911 et 1928). Tchécoslovaquie (1920, loi n° 2), Argentine (1853), Bolivie (1880), Brésil (1891), Chili (1925), Colombie (1886), Cuba (1901), et les autres constitutions sud-américaines et centro-américaines.

tionnelles est dangereux, de même l'absence de règles suffisamment précises constituent dans l'organisation politique des « trous » que seuls peuvent combler des solutions de fait, ordinairement Coups d'État et révolutions. Un premier exemple nous est fourni par l'Empire romain : c'est un fait que l'absence de dispositions sur la transmission de l'autorité impériale a permis tous les procédés de conquête du pouvoir, aussi bien le coup de force militaire que la conjuration de palais ou l'adoption. Plus près de nous, les Constitutions françaises de l'An III et de 1848, en ne prévoyant aucun mode de solution des conflits entre les pouvoirs, ont contribué aux Coups d'État des 18 Fructidor An V, 18 Brumaire de l'An VIII et 2 décembre 1851.

Mais il ne suffit pas qu'une constitution soit en elle-même une perfection pour que les troubles politiques soient évités. Il faut encore qu'elle s'adapte autant que possible à la nature du milieu qu'elle doit régir, et c'est là un second problème dont la solution est plus ou moins délicate selon les pays. Prenons d'abord l'hypothèse d'un État qui se constitue presque d'un seul coup : des immigrants arrivent rapidement et en assez grand nombre sur une terre pour ainsi dire inhabitée ; ils s'y installent à demeure et, après un certain nombre d'années plus ou moins restreint, veulent se donner une organisation politique. La tâche sera relativement aisée : le milieu humain est assez uniforme, sans grandes variétés et oppositions de classes ; le passé historique n'est pas encore assez long et assez marquant pour laisser subsister, au moment envisagé, des traces susceptibles de s'opposer à des innovations importantes. La Constitution n'aura donc pas à faire la balance entre deux forces contraires ; il lui suffira de se mouler tout de suite sur le milieu présent. Le travail sera assez facile, en tout

cas décisif. Si, dès le début, l'adaptation est bonne, la vie politique a des chances de rester longtemps calme. Mais la difficulté grandit lorsqu'il s'agit d'un vieil État. Là, il y a des traditions; on retrouve aussi des traces d'anciennes luttes : luttes ethniques, luttes religieuses, luttes sociales, luttes politiques. Leur souvenir hante encore profondément les esprits, inspire souvent des mesures qui, pour l'époque, sont sans signification, mais qui s'expliquent uniquement par la crainte ou le désir de voir revenir le système passé. Là, plus qu'ailleurs, on parle de « réactionnaires » ou de « révolutionnaires ». Deux tendances sont continuellement en lutte. Il est, par suite, concevable que l'adaptation de l'organisation politique à ce milieu mouvant soit très difficile : cette dernière ne se crée pas alors d'un seul coup, mais elle doit être l'œuvre du temps, tenir sans cesse compte de l'évolution dans un sens ou dans un autre, s'y plier sans exagération, se modifier sans cesse, mais par petites fois. La faute réside alors dans la résistance à ce mouvement inévitable d'oscillation. Il est impossible pratiquement de faire obstacle à une pression profonde et continue des faits. Car alors ils triomphent tôt ou tard et leur victoire n'en est que plus violente et plus radicale. L'Histoire n'a peut-être pas connu jusqu'ici de transformations immédiates plus subites et plus complètes que celles entraînées par le Coup d'État bolcheviste d'octobre 1917 en Russie. En France, c'est le Coup d'État du 2 juin 1793 qui a donné à la Révolution son impulsion définitive et originale. Et l'on peut citer, à propos de l'Angleterre, cette phrase de Macaulay : « It is because we had a preserving revolution in the seventeenth century that we have not had a destroying revolution in the nineteenth' ». »

1. Macaulay. The History of England from the accession of James II. t. II.

CHAPITRE V

DE L'EXÉCUTION ET DE LA RÉDUCTION TECHNIQUE DU COUP D'ÉTAT

L'étude suivante a pour objet la technique de l'exécution et de la réduction du Coup d'État. Qui dit technique, dit ensemble de règles et de procédés d'un art ou d'un métier. Peut-on employer une pareille expression à propos d'un phénomène qui est seulement l'expression de la force brutale et une violation de la loi ? Certains en ont douté : « En pareille matière, il est difficile de poser des principes et de formuler des méthodes, » dit Vandal ¹. Cependant l'on peut faire remarquer que la guerre, tout en étant une manifestation de la pire violence matérielle, obéit à des règles de stratégie et de tactique. D'autre part, l'Histoire nous apprend que, parmi les nombreux Coups d'État, les uns ont échoué tandis que d'autres ont réussi. Il faut donc en conclure qu'en raison de certaines circonstances, la force pure est tantôt efficace, tantôt inopérante. Des principes, des règles, des méthodes peuvent donc être tirés de l'observation des faits. Certains auteurs l'ont déjà tenté avant nous pour quelques points particuliers ². Nous allons à notre tour essayer de tracer une technique générale de l'exécu-

1. A. Vandal. Le dix-huit brumaire. Conférence publiée par la *Revue Hebdomadaire*, n° du 15 février 1908.

2. V. Malaparte. « Technique du Coup d'État » (Grasset). Trotsky : « Les problèmes de la guerre civile » (Librairie du travail).

tion et de la réduction du Coup d'État en relevant et en coordonnant toutes les indications caractéristiques que nous fournira une étude attentive de la pratique.

Il nous faut ici indiquer immédiatement une constatation dont l'importance domine ensuite tous les problèmes que nous rencontrerons au cours de ce chapitre : *la question technique est aujourd'hui prépondérante lorsqu'il s'agit d'exécuter ou de réprimer un Coup d'État*. En effet, dans la matière qui nous occupe, toutes les notions se ramènent, directement ou indirectement, à l'État, à sa nature ou à ses aspects. Or, nous avons remarqué plus haut ¹ que, dans les pays vraiment modernes, ce dernier avait été complètement transformé par le progrès industriel. Il ne marche plus seulement grâce aux hommes, mais fonctionne aussi avec le secours des machines : le Chef suprême s'éclaire à l'électricité, se transporte en automobile et donne des rendez-vous par téléphone ; son palais est protégé contre le feu par des postes d'incendie où aboutissent des conduites d'eau courante. Les différentes administrations possèdent des lampes de vingt ou quarante bougies, des becs de gaz incandescent, des machines à écrire, des sonneries électriques, le téléphone, le télégraphe, des tables d'écoute. Les services publics utilisent également sans arrêt les découvertes scientifiques des *xix^e* et *xx^e* siècles. Les représentants de l'autorité ne la représentent jamais aussi bien que lorsqu'ils ont sur eux des munitions et des vivres. Et comment pourraient-ils se les procurer si les chemins de fer n'apportaient dans la capitale du bétail, des primeurs, des vins ou liqueurs variés, des douilles, des amorces et de la poudre ; si les chefs

¹ 1^{re} partie, chap. II, § 5.

ne pouvaient, grâce au téléphone ou au télégraphe, demander à la hâte ces soutiens indispensables du courage de leurs hommes ? Ainsi la gare, l'aérodrome, la station radiophonique, les réservoirs d'essence et de pétrole, la centrale électrique, l'usine à gaz et l'usine d'eau, l'hôtel des Postes, les garages, les halles, les stations de « houille blanche », et d'autres endroits sont-ils pour l'État des centres nerveux aussi importants, sinon plus, que le Palais du Gouvernement, la Chambre des représentants, les Ministères et les casernes. Les points techniques sont actuellement *la principale préoccupation* de ceux qui désirent arriver au pouvoir par la force. Ils doivent l'être également de ceux qui sont chargés de défendre l'ordre établi. *La question technique domine donc le problème du Coup d'État.*

Cette situation nouvelle entraîne des conséquences importantes. Un Coup d'État ne revêt plus comme autrefois l'allure d'une conquête militaire : les factieux ne marchent plus, comme jadis Sylla, César, Galba, Vitellius ou Vespasien, sur l'Urbs, accompagnés d'une bande d'hommes, insignes en tête — ou s'ils le font, c'est en guise d'épilogue à un triomphe déjà assuré ¹. En outre, il ne s'agit plus seulement d'occuper le lieu où se trouve personnellement l'adversaire et de s'emparer de sa personne. Tout cela constitue encore un ensemble d'opérations assez simples. Aujourd'hui, la conspiration ², qui se rend également maîtresse des centres techniques, a dans ce but sous la main des équipes de spécialistes : cheminots, électriciens, mécaniciens, speakers de T. S. F., contrôleurs des halles, téléphonistes et télégraphistes, etc... ³. Mais cette façon d'opérer demande une

1. V. Mussolini et la Marche sur Rome.

2. Au sens où l'entend Trotsky, c'est-à-dire la direction du Coup d'État.

3. Le rôle d'un speaker de station radiophonique est beaucoup plus important.

préparation très difficile et délicate : il ne suffit plus de recruter une bande d'hommes quelconques et de les armer ; il faut encore choisir avec soin des partisans de toute sûreté, les instruire et les entraîner sans relâche. Cela demande de la peine et du temps. Autre conséquence : puisqu'il s'agit d'opérations de la plus grande précision, il faut écarter le concours plus ou moins actif de la foule qui risque de brouiller tout le jeu, de donner du flottement. Nous estimons qu'actuellement, en France, un corps de 500 spécialistes techniques, bien formés et judicieusement répartis dans Paris, ferait, pour la conquête de l'État, dix fois plus de travail utile qu'une foule inconsistante et exaltée de 50.000 personnes. Le problème se pose de la même façon pour ceux qui veulent résister à un Coup d'État dirigé contre le régime établi ; « l'art de défendre l'État est régi par les mêmes principes qui régissent l'art de le conquérir ¹ ; » les mesures de police défensives sont désormais insuffisantes ; l'autorité doit aussi se préoccuper de garder la pleine et entière maîtrise des centres techniques à l'aide d'équipes régulières ou irrégulières.

Enfin, il faut noter que le Coup d'État est une action excessivement rapide qui remet en question tout le régime politique. Le sort de celui-ci se joue en quelques heures, un ou deux jours au plus. Il en résulte plusieurs conséquences dont doivent se préoccuper aussi bien ceux qui exécutent

qu'on ne le croit. Le 25 juillet 1934, les nazis autrichiens tentèrent à Vienne un coup de force sur deux points : le Palais du Gouvernement — le Ballplatz — et le poste de T. S. F. — la Ravag. Dans ce dernier établissement, ils obligèrent sous la menace des armes le speaker à lancer un message qui, pratiquement, était un signal de soulèvement pour les conjurés de province. Le speaker, terrorisé, obéit. Mais s'il avait eu tant soit peu de sang-froid, il aurait, avant de parler, devant le micro, coupé discrètement le contact. Son appel aurait été dès lors inopérant et une guerre civile de plusieurs jours aurait peut être été évitée ou, tout au moins, aurait certainement été moins violente qu'elle ne le fut en fait.

1. Malaparte, p. 294.

le mouvement que ceux qui s'y opposent. Tout d'abord il faut ne pas perdre de temps et ne rien laisser au hasard : toute l'action agressive ou défensive doit être menée selon un plan précis et complet ; *aucune part ne doit être faite à l'inconnu*. Par ailleurs, il faut se rappeler que *les moindres petits détails ont leur importance* : l'accomplissement ou la réduction d'un Coup d'État exige une tension de l'esprit et un effort dans l'action sans faiblesse et sans interruption. Il nous suffira, pour le prouver, de rappeler le fait suivant : Le 19 Brumaire, Bonaparte houspillé par les Cinq Cents, décide de recourir à la force armée pour triompher. Il rentre alors dans la cour d'honneur pour haranguer les grenadiers et les officiers rassemblés, autour desquels se presse une foule haletante et curieuse. « Soldats, dit-il, vous n'abandonnerez pas votre général ? — Non, non, » répondent des voix. Mais beaucoup de gens qui n'ont pas entendu la question et qui entendent la réponse, frappés du caractère négatif de celle-ci, croient que la troupe refuse de marcher et leur cœur se trouble. Quelqu'un s'approche du général et lui dit : « Changez la formule ». « Soldats, reprend Bonaparte, vous suivrez votre général ? — Oui, oui, » répondent les voix. Et devant cette formule affirmative, l'impulsion s'accroît. Dans cette crise douteuse, dans cette incertitude aiguë, il a suffi d'un changement de formule pour préparer l'ébranlement décisif. Cela rappelle, dans un autre genre d'idées, l'accolade de La Fayette et de Louis-Philippe qui assura le triomphe définitif de ce dernier. Le peuple a toujours beaucoup aimé les grands gestes faits sur un balcon.

SECTION I. — Technique de l'exécution du Coup d'État.

Nous devons étudier selon quelles règles et par quels procédés s'exécute le Coup d'État. Or celui-ci, nous l'avons déjà vu, présente des aspects très variés. Pour préciser la question, nous pouvons dresser le tableau suivant des différentes sortes possibles de « putschs. »

COUPS D'ÉTAT	DIRIGÉS PAR :	DIRIGÉS CONTRE :
Offensif.	Tout adversaire : Soit un élément privé ; Soit un élément public (Gouvernement, Par- lement, etc...).	Une autorité constituée seu- lement : Gouvernement, Parlement, corps élec- toral.
Défensif.	Une autorité constituée seulement : Gouverne- ment, Parlement, corps électoral.	Contre tout adversaire : Public (Gouvernement, Parlement, etc...) ; Ou privé.

En principe donc, nous devrions étudier la technique selon laquelle s'exécute chacun de ces différents Coups d'État. En fait, nous constatons que *seuls certains d'entre eux ont été réellement appliqués*. Ce sont les suivants : Coup d'État offensif d'un élément privé contre le Gouvernement, Coup d'État offensif d'un élément privé contre le Parlement, Coup d'État (offensif ou défensif) du Gouvernement contre le Parlement, Coup d'État défensif du Gouvernement et du Parlement contre le corps électoral. Soucieux de baser notre étude sur la seule observation des faits, nous n'examinerons donc successivement que ces quatre variétés de Coups d'État.

§ 1. — COUP D'ÉTAT OFFENSIF D'UN ÉLÉMENT PRIVÉ
CONTRE LE GOUVERNEMENT

Cette étude doit porter sur trois points : la direction du Coup d'État — ou conspiration, — sa préparation et son exécution proprement dite.

1^o *La direction du Coup d'État.*

Le Coup d'État, sous la forme où nous l'étudions, comporte toujours une direction. Cet élément que Trotsky appelle la « conspiration¹ » est absolument indispensable : le Coup d'État n'est pas en effet un phénomène spontané et irraisonné, mais un *mouvement* exécuté contre *un objectif précis pour une fin déterminée* ; il suppose donc un plan d'action. Comment celui-ci pourrait-il exister s'il n'y avait pas un organe pour la préparer, le dresser et le faire exécuter ? Il faut donc une Direction. Dans les temps actuels, celle-ci se compose de deux éléments : le chef et un parti qui le soutient *ouvertement*. Autrefois, seul le premier élément existait : Sylla, Catilina, César, Vespasien et même, en 1851, le Prince-Président Louis-Napoléon, le dernier du genre du reste pour les États vraiment modernes. Aujourd'hui cette *forme individualiste extrême de la direction* disparaît peu à peu : elle n'est plus, en effet, acceptée dans les pays d'un développement politique assez poussé. Le sentiment, très vif aujourd'hui, que l'intérêt des gouvernés est le but principal et immédiat des gouvernants, entraîne comme conséquence la participation plus ou moins directe de tout ou partie du peuple à toutes les manifestations de la vie politique. Les esprits seraient choqués de

1. L. Trotsky. *Histoire de la Révolution russe* (Rieder), t. IV, p. 230 à 274.

voir un homme isolé prétendre modifier à lui seul l'organisation publique : les bruits de tyrannie, esclavage des citoyens, arbitraire gouvernemental, se répandraient vite dans les rues et le mouvement projeté n'aurait aucune chance de trouver un nombre convenable de partisans. Tout putschiste aujourd'hui doit donc se montrer assisté d'un groupe *déclaré* de conseillers, d'amis, de seconds, afin d'écarter dans la mesure du possible les accusations de personnalisme que ne manqueraient pas de diriger ses adversaires et qui choqueraient profondément l'opinion publique si prépondérante actuellement. La Direction ainsi constituée se présente sous un aspect plus pondéré que si elle était aux mains d'un seul.

Cependant, il faut déclarer tout de suite que le rôle du chef (Duce, Führer, Libérateur, Réformateur, Protecteur) est malgré tout prépondérant. Le Coup d'État est ordinairement une action violente, toujours rapide; il demande chez ceux qui l'exécutent du courage, de l'énergie et du sang-froid. Or les hommes ne possèdent pleinement ces qualités que s'ils ont de l'entrain. Leur programme, leur idéal peuvent sans doute leur servir de stimulants, mais il faut aussi et surtout autre chose : l'exemple du Maître. Un simple comité, si parfait soit-il, ne peut le leur donner : un groupe d'hommes ne présente pas de traits saillants de caractère, car il est impersonnel. Au contraire, un chef s'impose s'il a un tempérament marquant, s'il est franc, courageux, d'esprit clair, généreux. En un mot, la part du chef peut arriver à compter pour 50 p. 100 dans le succès d'un Coup d'État lorsqu'il a réussi à se donner une puissance d'attraction et d'entrain considérable. Lénine, Mussolini et Hitler en sont des exemples convaincants.

Quant au comité qui assiste le chef, nous avons vu plus

haut sa raison d'être et son utilité. Il remplira d'autant mieux son rôle par ailleurs, s'il présente lui aussi certaines caractéristiques qui peuvent se résumer ainsi : apparaît comme un organisme homogène dans sa composition, logique dans sa politique et hardi dans ses décisions. Ainsi son unité et sa simplicité frapperont l'opinion publique qui aime les positions nettes et se laisse volontiers attirer vers elles, même lorsqu'elles lui semblent un peu hasardeuses et osées. Trotsky, dont la compétence en matière de putsch est remarquable, reproduit dans son *Histoire de la Révolution Russe* cette parole de P. Strouvé : « Il n'y eut, dans la Révolution, de logique, de fidèle à son essence que le bolchevisme et c'est pourquoi, dans la révolution, il a vaincu ¹. » Et il ajoute plus loin : « un parti fortement organisé a par là-même une force d'attraction considérable ². » *La force d'attraction*, telle est en résumé la principale qualité, non seulement du parti, mais aussi du chef.

2° Préparation du Coup d'État.

Cette préparation comporte en fait quatre points : le programme et la propagande, le groupement des forces, leur entraînement en vue de la lutte, l'attitude à observer vis-à-vis du pouvoir pendant la préparation du Coup d'État.

A. LE PROGRAMME ET LA PROPAGANDE. — Ce sont deux choses nécessaires quand on veut faire un Coup d'État. En effet, elles permettent notamment de recruter des partisans qui, organisés et entraînés, formeront les instruments actifs de la manœuvre.

1. Trotsky. *Histoire de la Révolution russe*, III, p. 15.

2. *Id.*, IV, pp. 235 et suiv.

LE CONTENU DU PROGRAMME est variable : nous n'avons pas à l'examiner ici en détail, car il a trait plus au régime politique issu du Coup d'État qu'au Coup d'État lui-même. Toutefois une question particulière peut à son sujet nous intéresser, car elle a des conséquences importantes pour la réussite du mouvement : le recrutement des partisans sera-t-il meilleur avec un programme surtout positif ou avec un programme surtout négatif ?

Logiquement, il semble que le programme de la conspiration doive être surtout positif : il ne suffit pas en effet de détruire ; il faut encore construire sur l'emplacement laissé vide.

Mais la politique n'a que faire de cette considération trop sensée. Dans le cas qui nous occupe, il faut se gagner des adhérents, organiser un parti avec le plus de cohésion possible et par suite éviter toutes les questions épineuses qui peuvent donner lieu à des discussions et entraîner des divisions. Aussi les chefs de Coups d'État ont-ils grand soin de ne pas énoncer un programme positif détaillé, car ce serait donner à l'esprit critique une occasion de s'exercer. Leurs proportions sont ordinairement négatives : elles ont trait à des faits réels sur lesquels il est aisé de réaliser l'accord solide d'un grand nombre de personnes. Il est très facile en somme de s'entendre sur ce que l'on ne veut pas, mais il l'est beaucoup moins de le faire sur ce que l'on veut. Des exemples précis vont nous permettre d'éclairer cette idée.

Nous avons d'abord celui de Bonaparte, lors du 18 Brumaire. Son acte avec ceux que l'on a coutume d'appeler les « Brumairiens civils, » c'est-à-dire principalement Sieyès, Roger-Ducos et Lucien Bonaparte, fut plein de réticences et de sous-entendus. « On s'accorda sur le but immédiat, on réserva le but final¹ »

1. A. Vandal. L'avènement de Bonaparte, I, p. 253 et suiv.

Le même procédé a été employé par Mussolini entre 1919 et 1922. Ce dernier, à l'époque de la création du parti fasciste, avait d'abord, dans l'enthousiasme de l'élan, élaboré un programme nettement constructif. Il vaut la peine d'être rappelé, car il permet de bien saisir l'évolution fondamentale et si rapide du Duce, en quatre ans seulement.

PROGRAMME DU MOUVEMENT FASCISTE A SA CRÉATION (1919)

1^o Une Constituante nationale, section italienne de la Constituante internationale des peuples, qui procédera à une transformation radicale des bases politiques et économiques de la vie collective.

2^o Proclamation de la République italienne. Décentralisation du pouvoir exécutif; administration autonome des régions et communes par leurs propres corps législatifs. Souveraineté du peuple exercée par voie du suffrage universel, égal et direct, par tous les citoyens des deux sexes, le peuple se réservant le droit d'initiative pour le référendum et le veto.

3^o Abolition du Sénat. Suppression de la police politique. Élections des magistrats indépendamment du pouvoir exécutif.

4^o Suppression de tous les titres de noblesse et des ordres chevaleresques.

5^o Suppression du service militaire obligatoire.

6^o Liberté d'opinion et de conscience, de religion, d'association et de presse.

7^o Un système d'enseignement, général et professionnel, accessible à tous.

8^o Un maximum de mesures d'hygiène publique.

1. Reproduit dans : Sforza. « Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre ». (Gallimard).

9° Suppression des sociétés anonymes et des sociétés par action. Suppression de toutes formes de spéculations ; suppression des banques et des bourses.

10° Recensement et taxation des fortunes privées. Confiscation des revenus improductifs.

11° Défense du travail des enfants en dessous de seize ans. Journée de huit heures.

12° Réorganisation de la production d'après le principe coopératif et participation directe des ouvriers aux bénéfices.

13° Abolition de la diplomatie secrète.

14° Politique internationale s'inspirant de la solidarité des peuples et de leur indépendance dans une Confédération des États.

« Ce document n'est plus l'amulette d'un jeune rouge, comme on en écrit tant : il est, il veut être l'expression de la pensée réfléchie d'un homme qui venait de fonder un parti, et devint ministre d'un grand pays moins de deux ans après un témoignage d'originalité politique et économique où l'innocente « suppression des titres de noblesse » a la pré-séance « sur la suppression des banques et des bourses¹. »

Ce programme était, on le voit, nettement constructif et, qui plus est, dans la note internationale et socialiste. Des articles dans le *Popolo d'Italia* le complétaient : Mussolini soutenait les grèves d'après-guerre et les premières occupations des usines par les ouvriers (Dalmine, province de Bergame, 20 mars 1919), approuvait les pillages et les réquisitions (*Popolo d'Italia*, 21 août 1920) ; en outre, il critiquait avec violence les interventions de l'État, et notamment l'introduction de l'heure légale (*Popolo*

1. Sforza *Id.*

d'Italia, 6 avril 1920) : « L'État était supportable pour l'individu, tant qu'il se contentait d'être soldat ou policier. Mais aujourd'hui l'État est tout à la fois. Il est banquier, usurier, croupier, navigateur, assureur, souteneur, postier, entrepreneur de tabac et autres choses encore... Aujourd'hui l'État, Moloch aux faces épouvantables, voit tout, fait tout, contrôle tout et fait tout de travers : toute fonction de l'État est un désastre ? Désastreux l'art d'État, désastreuses les écoles d'État, les postes d'État, la navigation d'État, les fournitures d'État¹. » Ce programme n'eut d'abord pas beaucoup de succès : le fascisme vivotait, recrutant difficilement des adhérents et manquant d'argent. Mussolini alors changea d'orientation. Délaissant, désormais les questions de politique extérieure, principalement celle de Fiume, à la grande fureur de d'Annunzio il décida de se jeter à corps perdu dans les luttes intérieures. L'assassinat du nationaliste Giordani par les socialistes, le 21 novembre 1920, à Bologne, lui en fournit l'occasion. Il prit alors nettement position contre les partis de gauche qui créaient du désordre et contre le Gouvernement qui les laissait faire ; il s'attacha à grouper en vue d'une action commune toutes les forces nationales, notamment les anciens combattants. C'est alors que « le fascisme vit venir à lui ses premières troupes importantes. De squelettiques qu'elles étaient, ses phalanges devinrent imposantes ; et de timides, particulièrement résolues. Giordani fut considéré par les fascistes comme leur premier martyr². » Les nouvelles directives du parti étaient simplement la négation absolue du premier programme de 1919. Aucun programme

1. Les Bibliothèques publiques italiennes ont défense de donner en lecture les numéros du *Popolo d'Italia* parus au cours des premiers mois du fascisme.

2. Lombard. *Ce qu'il faut connaître du fascisme* (Boivin), p. 41.

positif, car il aurait soulevé des controverses, et seule l'action est féconde. Mussolini lui-même s'en est vanté. Le 16 novembre 1922, en présentant son premier ministère devant les Chambres, il déclarait en effet : « De tous côtés, avant notre arrivée au pouvoir, il nous était demandé un programme. Ce ne sont pas les programmes, hélas ! qui manquent à l'Italie, mais bien les hommes ayant la force et la volonté de les appliquer. Tous les problèmes de la vie italienne — je dis tous — sont déjà résolus sur le papier ; ce qui a manqué, c'est la volonté de les résoudre en fait. Le Gouvernement actuel représente cette volonté... Vous serez informés par des communications ultérieures du programme fasciste dans tout son détail et pour tous les départements. » Et dans l'exposé de la doctrine fasciste, tel que Mussolini l'a rédigé pour l'Encyclopédie Italienne, on peut lire : « en ce lointain mois de mars 1919... aucun plan doctrinal spécifique n'existait dans mon esprit (erreur sur ce point ; voir le programme ci-dessus)... Le fascisme ne fut pas le fruit d'une doctrine déjà élaborée en chambre : il naquit d'un besoin d'action et fut action ; ce ne fut pas un parti, mais, pendant deux années, un anti-parti et un mouvement... Les années qui précédèrent la Marche sur Rome furent des années pendant lesquelles les nécessités de l'action ne permettaient ni recherches, ni élaborations doctrinales complètes... La lutte contre les doctrines libérales, démocratiques, socialistes, maçonniques, et celles du parti catholique populaire, furent menées en même temps que les expéditions punitives¹. » Ainsi donc, à partir de 1920, le rudiment de programme du parti fasciste fut purement négatif. Le mouvement put ainsi gagner de nombreux

1. Mussolini, *Le Fascisme. Doctrine et institutions* (Denoël et Steele, 1933), pp. 27 et suiv.

adhérents, *tous des mécontents* : anciens combattants, petits rentiers, ouvriers, dégoûtés du socialisme, jeunes gens, capitalistes, industriels, commerçants et propriétaires agricoles, etc... « Aussi le fascisme revêt-il mille formes. Dans les territoires frontières, il se fait nationaliste ; il enrôle les fils de commerçants, partout où l'action du prolétariat a pris une forme vigoureusement coopérative. Ici il est catholique, là franc-maçon, ailleurs républicain. Toute l'Italie se regarde dans le miroir que lui tend le fascisme et où chacun croit reconnaître le visage de ses opinions ¹. » Ainsi devait être assuré le triomphe de Mussolini.

Le même procédé du programme négatif a été employé, à peu de chose près, par le parti bolcheviste en Russie, au cours des mois de septembre et d'octobre 1917. « La révolution masquait pour ainsi dire ses actes offensifs d'une enveloppe défensive pour attirer plus facilement dans son orbite les éléments indécis, chancelants ². »

Enfin, pour terminer sur un exemple français, il a paru récemment dans un journal de gauche un article dirigé contre les ligues de droite et dont voici quelques phrases significatives qui correspondent parfaitement à notre idée. « Toute l'agitation réactionnaire menée en France depuis le 6 février n'est... qu'une agitation négative et, qui mieux est, volontairement et soigneusement négative... Et c'est cela qui est d'une grande habileté. On a toujours le beau rôle à critiquer, à condamner... A la condition, naturellement, de ne rien préciser, de ne rien dire de substantiel, de ne pas faire d'affirmations ou de négations compromettantes ³. »

1. Lombard, *Op. cit.*, p. 54.

2. Staline. « La Révolution d'octobre » (*Éditions Sociales Internationales*), p. 83.

3. *L'Ère Nouvelle*, numéro du 11 mars 1935, p. 3, article intitulé « L'opposition dans le vide » et signé Demos.

Ainsi donc l'observation des faits nous montre que le programme négatif est celui qu'utilisent les « catilinaires » ou prétendus « catilinaires », de droite comme de gauche. Nombre de gens, du reste, sont facilement disposés à s'en contenter. Volontiers, ils diraient avec Voltaire :

« Je suis pour Turgot fermement.
Je ne sais pas ce qu'il veut faire
Mais je sais que c'est le contraire
De ce qu'on fit jusqu'à présent. »

Si adapté que soit le programme au but poursuivi, il ne vaut absolument rien par lui-même lorsqu'il n'est pas soutenu par une propagande appropriée qui le fasse connaître. L'importance de celle-ci ne doit pas être méconnue : il ne faut rien négliger pour la rendre aussi parfaite que possible. Cette propagande se réalise sous une forme directe ou indirecte. Elle est directe lorsqu'elle s'adresse ouvertement au public : elle se fait par conférences, réunions diverses, journaux, causeries radiophoniques, disques, affiches et tracts. Ces deux derniers modes revêtent un type classique : phrases peu nombreuses, hachées, saisissantes, frappant fortement l'esprit et facilement compréhensibles, le tout accompagné de desseins suggestifs en couleurs voyantes¹. Notons également deux aspects de la propagande dans lesquels les Français — nés malins — excellent particulièrement : les caricatures et les chansons, encore que ces dernières ne s'adressent plus aujourd'hui qu'à un public choisi. La propagande est faussée indirecte lorsqu'elle résulte de l'attitude de la conspiration qui laisse dans l'esprit des gens une impression favorable. Un parti discipliné,

1. Dans ce genre, nous pouvons citer comme exemples typiques : en Allemagne, les affiches électorales ; en France, le tract intitulé « L'Animateur des temps nouveaux » et les placards du « Centre de propagande des républicains nationaux ».

composé d'hommes solides, instruits, et corrects (casier judiciaire vierge, sobriété, maîtrise de soi-même), qui se montre de plus intransigeant vis-à-vis de l'adversaire, ennemi du désordre et logique dans son action, acquiert, ainsi que nous l'avons vu plus haut, une puissance d'attraction considérable et se gagne par là de nombreux adhérents. Dans les périodes de confusion générale, les gens sont instinctivement attirés par l'élément qui s'avère uni et solide : il leur apparaît comme la seule planche de salut.

B. LE GROUPEMENT DES FORCES. — Les forces d'un Coup d'État sont généralement de deux sortes : les unes sont *actives* et se chargent de l'exécution matérielle du putsch, les autres sont *passives* et contribuent simplement à la réussite du mouvement par leur neutralité bienveillante qui va parfois du reste jusqu'à un concours très discret. Comment la conspiration groupe-t-elle ces éléments ?

Grâce au programme et à la propagande, le chef et son conseil réunissent autour d'eux un nombre assez grand de partisans qui parfois se chiffre par centaines de mille. Vont-ils faire de toutes ces troupes l'instrument actif de leur tentative ? Non, car un Coup d'État moderne s'oppose aux mouvements de foules : il demande de l'ordre, du calme, de la précision, autant de conditions auxquelles elles sont étrangères et même totalement opposées. La Direction va simplement choisir parmi ses adhérents une élite d'hommes qu'elle groupera en deux formations : des *formations techniques* composées de spécialistes (ingénieurs, électriciens, cheminots, etc...) et divisées en petites équipes très mobiles de trois à dix éléments ; des *formations armées* comprenant des hommes armés militairement. Ces troupes sont destinées à former l'*élément essentiel et actif* du mouvement pour la conquête de l'État.

Trotsky s'est vanté d'avoir eu le premier l'idée de cette organisation perfectionnée. Il nous semble, au contraire, que la primeur de ce système revient aux royalistes français de l'An V. Après l'émeute manquée de Vendémiaire, les « Blancs » avaient momentanément renoncé à la tactique insurrectionnelle. Ils s'étaient placés sur le terrain légal et, à l'aide d'« Instituts Philanthropiques, » organisés sur tout le territoire, ils travaillaient avec ardeur l'opinion publique et s'efforçaient d'arriver au pouvoir en obtenant la majorité aux Conseils grâce à des élections favorables. Mais, en secret, ces Instituts recrutaient des bandes d'hommes : ils les groupaient en des organisations rigides et disciplinées et les entraînaient soigneusement avec régularité. Ces troupes, constituées sur le mode militaire, étaient divisées en équipes, sections, corps, répartis dans les communes rurales et les villes. Elles obéissaient à une direction centrale. Leur but était de faire pression sur l'opinion grâce à la menace, au chantage, et de faciliter l'emprise prochaine du pouvoir par le parti royaliste. Le Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V vint interrompre leur action.

Le système devait être repris par Trotsky en 1917. Voici comment ce dernier décrit son organisation. D'abord, les *formations armées* : « La formation de base est une décurie ; quatre décuries constituent un piquet ; trois piquets forment une compagnie ; trois compagnies, un bataillon. Avec le commandement et les contingents spéciaux, le bataillon compte plus de 500 hommes. Le bataillon de rayon constitue un détachement. Dans les grandes usines comme celles de Poutilov, l'on crée des détachements autonomes. » Puis les *formations techniques* : « Les équipes spéciales de techniciens-sapeurs, automobilistes, télé-

graphistes, mitrailleurs, artilleurs, sont enrôlés dans les entreprises respectives et adjointes aux détachements d'infanterie, ou bien elles opèrent indépendamment suivant le caractère de la tâche posée... Les ouvrières doivent créer des détachements ambulanciers¹. »

Mussolini suivit cet exemple de 1920 à 1922. Ses formations techniques ressemblaient à celles de Trotsky. Ses formations militaires étaient un peu différentes : « L'Italie était divisée en douze zones. Le commandement suprême était aux mains d'un état-major général, composé de trois chefs et d'un secrétaire militaire. Les militaires étaient divisés en *principi* ou combattants de première ligne et en *triarii* ou réserves. C'était la reproduction militaire de la Rome Antique. L'unité de l'armée était l'*escouade*, composée de quinze ou vingt hommes : trois escouades formaient un *manipule* sous un *décurion* ; trois manipules, une *centurie* sous un *centurion* ; trois centuries, une *cohorte* sous un *senior* ; de trois à six cohortes, une *légion* sous un *consul* ; de trois à six légions, un *groupe* sous un *commandant de groupe*. Toutes les légions dans une même zone dépendaient d'un *inspecteur de zone*². »

Il en est actuellement de même pour les partis nationaux-socialistes allemand et autrichien. En somme, les putschistes modernes n'écartent de leur mouvement l'armée que pour constituer des troupes civiles et privées, organisées sur le mode militaire. Il ne peut, en effet, y avoir qu'une seule façon d'obtenir une discipline absolue.

À côté de ces forces actives destinées à l'exécution matérielle du Coup d'État, la conspiration se préoccupe aussi souvent d'avoir pour elle la neutralité bienveillante et

1. Trotsky. *Histoire de la Révolution russe*, IV, pp. 259-260.

2. Domenico Russo. *Mussolini et le Fascisme* (Plon, 1923), pp. 97-98.

même parfois le concours discret de certains éléments afin de créer une ambiance favorable au Coup d'État. Ces « adhésions passives » sont ordinairement les suivantes :

1^o La conspiration cherche d'abord à être assurée de la neutralité favorable de l'armée et de la police. Nous avons vu que dans les temps actuels, les putschistes ne désirent pas l'aide active et directe de ces forces. Ils leur demandent seulement — tout au moins à l'armée — de ne pas prendre ouvertement parti dans l'affaire, ni pour eux, ni pour le gouvernement. Ce fut, par exemple, la principale préoccupation de Mussolini qui, peu de jours avant la marche sur Rome, lançait de Pérouse un manifeste où il précisait, pour mettre hors de jeu à la fois l'armée et la police, que la mobilisation fasciste ne tendait qu'à une seule et unique chose : chasser du pouvoir « une classe politique de faibles et de déficients qui, pendant quatre longues années, n'ont pas su donner un gouvernement à la Nation. » Cependant, il arrive encore aujourd'hui que cette préoccupation ne soit pas aussi déterminante pour la police que pour l'armée : si, à la seconde on demande une attitude de stricte et passive neutralité, par contre, en ce qui concerne la première, on est assez porté à rechercher son concours discret. A la suite du putsch nazi manqué à Vienne, le 24 juillet 1934, le journal autrichien, la *Reichspost*, publiait, le 14 août l'éditorial suivant : « Après les révélations troublantes de ce procès, le silence et la réserve concertée des inculpés étaient plus éloquents que leurs discours, et l'on comprend, maintenant, pourquoi le pauvre chancelier (Dollfuss) a dû mourir. Si un avertissement téléphonique trois fois renouvelé n'a produit aucun effet, si ceux qui téléphonaient ont été faits prisonniers par les conjurés, si dans l'intervalle rien n'a été entrepris pour mettre en état

de défense la chancellerie fédérale, si l'on n'a même pas fermé ses portes, si, comme un défenseur l'a souligné, il n'a même pas été tiré un seul coup de revolver contre les agresseurs, par ceux dont c'était la mission de défendre le gouvernement et son centre, on commence à comprendre comment a été sacrifiée la vie la plus précieuse que la patrie devait à tout prix défendre. Après les révélations de ce triste procès, la population commence à comprendre également comment les auteurs d'attentats par pétards et par bombes étaient si rarement découverts, pourquoi les perquisitions se montraient si souvent vaines, pourquoi les révélations du public prenaient si souvent le chemin de la corbeille à papiers, si même elles ne valaient pas de désagréments aux dénonciateurs. C'est un événement grave quand des conspirateurs, au lieu d'être surveillés, sont protégés par des complices. Cet état de choses explique que le chancelier ait pu être assassiné en plein jour, sur le coup de midi, au centre de la capitale. Du moins la répression est intervenue et la révélation de la gravité du mal amènera enfin le remède susceptible de rendre à la police viennoise son ancienne réputation ternie par ces tristes événements. »

2^o La conspiration se préoccupe aussi d'avoir dans la capitale politique et dans les principales villes, sinon une majorité de sympathisants, tout au moins une forte minorité. Sa position est excellente lorsque, à côté de ces adhérents déclarés, mais passifs, elle réussit à se gagner la neutralité bienveillante d'une partie de la populace.

3^o Les gros capitalistes, les industriels et banquiers importants, les grands propriétaires voient aussi leurs faveurs recherchées par les putschistes. Leur rôle est important car c'est à eux que l'on s'adresse pour régler les

frais de propagande, les dépenses d'équipement, d'armement et d'entraînement des troupes d'assaut. Mussolini ne s'est jamais caché d'être ainsi soutenu et il est probable — bien que les documents fassent défaut — qu'il en fut de même pour Bonaparte : les gros financiers étaient las des impôts excessifs, des vexations fiscales, et craignaient de plus qu'il ne leur fut retiré les délégations consenties pour la rentrée de certains impôts ; durant la journée du 18 Brumaire, la Bourse adhéra, la rente monta ¹. Ajoutons que le concours discret de la religion n'est pas dédaigné par les « putschistes » et qu'il peut être, en effet, très utile pour créer cette « ambiance favorable. »

4^o Enfin, dans un Coup d'État se rencontrent toujours des compromissions politiques et administratives. Elles sont, en effet, indispensables aux « putschistes » pour les guider dans la vie publique qu'ils connaissent peut-être mal (Bonaparte), pour leur servir d'indicateurs et d'organes de renseignements, pour faire agir le gouvernement dans la direction voulue par la conspiration et enfin pour garnir les cadres du futur régime auquel doit donner lieu le Coup d'État.

C. PRÉPARATION DES FORCES ACTIVES A LA LUTTE. — Lorsqu'elle a réussi à grouper des forces et à les organiser, la conspiration doit ensuite préparer le plan d'exécution du Coup d'État et se préoccuper de l'instruction et de l'entraînement de ses troupes de choc.

Établir le projet détaillé de la conquête de l'État n'est pas un travail facile : cela demande l'attention et de la patience ; aucune part ne doit être laissée au hasard. La Direction doit d'abord réunir dans ce but tous les rensei-

1. A. Vandal, *L'Avènement de Bonaparte*, I, pp. 282-284.

gnements relatifs à l'objectif à conquérir : plans de la ville et des différents immeubles publics, notes sur l'organisation des services publics et sur leur fonctionnement (relations téléphoniques et télégraphiques, garde, heures d'entrée et de sortie des ouvriers, employés, etc...). Lorsque la direction connaît ainsi à fond le terrain sur lequel elle doit opérer, il lui appartient de déterminer à l'avance quelle devra être l'action de ses troupes : rassemblement et mouvements des équipes techniques et des formations armées, point de concentration des camions automobiles, stockage des armes et des outils, installation des lignes téléphoniques... Une fois ce travail effectué, la direction se trouvera ainsi pourvue d'un plan précis.

Une seconde tâche lui incombe alors : celle d'instruire et d'entraîner ses troupes en vue de l'application de ce plan. Cette préparation comporte d'abord *une partie générale*, communes aux formations techniques et armées : elle consiste dans le perfectionnement du caractère des hommes (esprit de discipline, d'ordre, de précision, de volonté) et dans leur éducation physique qui a principalement pour fin de les rendre agiles et musclés. Cette préparation comporte, en outre, les *parties spéciales* aux formations techniques et armées. Pour les formations armées, il s'agit simplement d'une instruction militaire : habituer les troupes à se tenir prêtes au premier signal, leur apprendre à manœuvrer et à se servir parfaitement de leurs armes, les entraîner au tir et à l'assaut. Pour les formations techniques, elles suivent des cours théoriques, accompagnés de travaux pratiques en atelier. De plus, elles s'entraînent à l'air libre selon certains procédés dont Trotsky paraît bien être l'inventeur et qu'il appelle des « manœuvres invisibles. » Un auteur, M. Malaparte, a admirablement

décrit ces opérations telles qu'elles se sont déroulées en Russie : « La troupe d'assaut de Trotsky se compose d'un millier d'ouvriers, de soldats et de matelots. L'élite de ce corps a été recrutée parmi les ouvriers des usines Poutiloff et Wiborg, les matelots de la flotte de la Baltique et les soldats des régiments lettons. Pendant dix jours, sous le commandement d'Antonoff Ovsienko, ces hommes, les gardes rouges, se livrèrent à toute une série de « manœuvres invisibles, » dans le centre même de la ville. Parmi la foule de déserteurs qui encombre les rues, au milieu du désordre qui règne dans les palais du gouvernement, dans les ministères, dans les bureaux de l'État-Major Général, dans les Postes, dans les centraux téléphoniques et télégraphiques, dans les gares, dans les casernes, dans la direction des services techniques de la capitale, ils s'entraînent, en plein jour, sans armes, à la tactique insurrectionnelle, et leurs groupes peu nombreux (trois ou quatre hommes) passent inaperçus... La police et les autorités militaires sont tellement obsédées par l'idée d'un brusque soulèvement des masses prolétariennes, tellement occupées à faire face au danger, qu'elles ne remarquent pas les équipes d'Antonoff Ovsienko. Dans ce désordre énorme, qui prend garde à ces petits groupes d'ouvriers sans armes, de soldats, de matelots qui se faufilent dans les corridors des centraux téléphoniques et télégraphiques, de l'hôtel des Postes, des ministères, de l'État-Major Général, pour observer la distribution des bureaux, l'installation de la lumière électrique et du téléphone, garder dans les yeux et dans la mémoire le plan des édifices, étudier la manière de s'y introduire par surprise au moment donné, calculer les chances, mesurer les obstacles, chercher dans l'organisation défensive de la machine technique, bureaucratique et

militaire de l'État, les lieux de moindre résistance, les côtés faibles, les points vulnérables ? Qui pourrait noter, dans la confusion générale, ces trois ou quatre matelots, ce couple de soldats, cet ouvrier égaré, qui rôdent autour des bâtiments, pénètrent dans les couloirs, montent les escaliers et qui, lorsqu'ils se croisent, ne se regardent pas ? Nul ne peut soupçonner que ces individus obéissent à des ordres précis et détaillés, qu'ils exécutent un plan et s'entraînent à des exercices ayant pour objectif les points stratégiques de la défense de l'État. Les gardes rouges agiront à coup sûr, car ils ont manœuvré, invisibles, sur le terrain même de la lutte imminente. Trotsky est parvenu à se procurer le plan des services techniques de la ville. Les matelots de Dybenko, aidés de deux ingénieurs et d'ouvriers spécialisés, étudient sur place la disposition des conduites souterraines d'eau et de gaz, des câbles d'énergie électrique, de téléphone et de télégraphe. Deux d'entre eux ont exploré les égoûts qui passent sous la résidence de l'État-Major Général. Il faut être en mesure d'isoler un quartier ou même un simple groupe de maisons en quelques minutes ; Trotsky partage donc la ville en secteurs, fixe les points stratégiques, distribue les tâches, secteur par secteur, à des équipes formées de soldats et d'ouvriers spécialisés. Il faut des techniciens à côté des soldats : la conquête de la gare de Moscou est confiée à deux escouades composées de vingt-cinq soldats lettons, de deux matelots et de dix cheminots. Trois équipes de matelots, d'ouvriers et d'employés de chemin de fer, en tout soixante hommes, sont chargés d'occuper la gare de Varsovie. Pour les autres gares, Dybenko dispose d'escouades qui sont de vingt hommes chacune. Pour contrôler le mouvement sur les lignes de chemin de fer, à chaque

escouade est adjoint un télégraphiste. Le 21 octobre, sous les ordres directs d'Antonoff Ovsienko, qui suit les manœuvres de près, toutes les équipes s'entraînent à la prise de possession des gares, et cette répétition générale se fait avec une précision et une régularité parfaites¹. »

D. ATTITUDE A ADOPTER VIS-A-VIS DU POUVOIR PENDANT LA PRÉPARATION DU COUP D'ÉTAT. — La préparation d'un Coup d'État moderne met en œuvre trop d'éléments, pour qu'elle ne passe pas inaperçue. Si le pouvoir ignore, peut-être le but immédiat de la conspiration, du moins, se rend-il parfaitement compte qu'un parti s'organise fortement, crée une certaine agitation; il lui est impossible de ne pas attacher d'importance à des symptômes dont le sens profond peut très bien lui échapper pendant longtemps encore. Quelle va être alors l'attitude de la Direction vis-à-vis de l'autorité publique pendant la préparation du Coup d'État ? Deux hypothèses peuvent être envisagées.

Dans certains cas, le Gouvernement est encore assez solidement installé au pouvoir. Il tient bien en main la force armée et la police; une action énergique, de sa part peut très bien se montrer efficace et être acceptée facilement par la plus grande partie de l'opinion publique dans le pays. C'est un adversaire dangereux de la conspiration; celle-ci a par suite intérêt à ne pas le heurter de front. Son premier souci est alors de conserver le plus grand secret possible sur ses machinations, car la moindre « fuite » un peu compromettante fournirait tout de suite à l'adversaire un prétexte pour opérer une répression policière décisive. Par ailleurs, la conspiration, pour calmer les inquiétudes gouvernementales, s'efforce parfois de donner à ses actes

1. Malaparte. *Technique*, pp. 34 et 45 à 49.

un caractère purement négatif et défensif, bien qu'ils soient en réalité nettement offensifs. Ce fut le cas en Russie, au cours du mois de septembre 1917, du comité révolutionnaire militaire, formation bolcheviste : l'État-Major ayant décidé d'envoyer une partie de la garnison de Pétrograd sur le front, ce comité, sous prétexte de prendre la défense et la protection des soldats, interdit toute réquisition sans son autorisation, ce qui revenait en somme à s'emparer du commandement militaire des troupes. — La conspiration, pour cacher son jeu, va même parfois jusqu'à paraître disposée à exercer son activité sur le terrain légal : ainsi fit encore le parti bolcheviste, en septembre 1917, à l'égard de Kerensky et du Pré-Parlement. Mais ici cette politique devient dangereuse pour la conspiration : la « parlementarisation » de Mussolini, en 1922, faillit arrêter son élan et provoquer une scission parmi ses troupes. Enfin, la conspiration s'attache généralement à ruiner la position du gouvernement par une politique sournoise : elle s'efforce de le déconsidérer ou de l'ébranler en provoquant contre lui des situations délicates, en exigeant des explications nettes sur tel ou tel point dans le but de diviser sa majorité parlementaire, en faisant courir de faux bruits à la Bourse ou dans les couloirs des Chambres, en exploitant certains mécontentements, en interprétant d'une façon tendancieuse et par voie de tracts ou d'affiches des phrases ou des discours de l'autorité au pouvoir. En somme, pendant la préparation d'un Coup d'État, la conspiration, devant un adversaire fort, s'attache d'un côté à endormir sa méfiance, tandis que de l'autre côté elle sape hypocritement sa position.

Sa politique est toute différente lorsque le Gouvernement est faible, sans appui solide dans le pays, et qu'il vit

péniblement à coup d'injections que lui administre un Parlement désarmé sous la forme de « votes de confiance ». Il arrive dans cette hypothèse que la conspiration poursuive ouvertement et même avec une certaine publicité — le perfectionnement de son organisation et la préparation de son Coup d'État. Comment expliquer cette attitude ? Elle peut être, en effet, considérée comme une bonne tactique : ainsi que nous l'avons vu plus haut, la puissance d'une organisation, au milieu de la confusion générale, est toute en faveur de cette dernière ; le pays s'accroche à elle comme à une planche de salut. Pourquoi un parti se gênerait-il en face d'un adversaire plus faible — si légitime soit-il — qui ne peut l'attaquer ? Sa position nette et son attitude résolue lui attirent au contraire des adhérents nombreux. Il est même possible de dire que, dans certains cas, cette façon d'agir est non seulement habile et utile, mais encore rendue nécessaire par les circonstances. En effet, le Gouvernement n'est pas le seul adversaire dangereux que puisse rencontrer la conspiration. Celle-ci trouve parfois sur sa route d'autres forces privées, beaucoup plus menaçantes, telles que les masses de gauche groupées en syndicats si elle est de droite, ou des forces de droite organisées en ligues si elle est de gauche. Dans ce cas, la logique veut d'abord que la conspiration s'attaque d'abord à l'ennemi le plus fort, c'est-à-dire soit aux syndicats, soit aux ligues, en délaissant momentanément le Gouvernement. C'est alors la guerre civile qui apparaît : il est par suite impossible à la conspiration d'organiser et d'entraîner secrètement ses troupes ; toute l'action se passe au grand jour. Lorsqu'elle a réussi à détruire l'obstacle, elle peut alors se considérer maîtresse du pouvoir. La conquête de l'État ne devient plus qu'une vulgaire formalité, le Gouver-

nement étant de son côté inoffensif : elle est simplement une passation des pouvoirs un peu vive.

Telle est du reste l'histoire du mouvement fasciste de 1920 à 1922. L'obstacle principal à l'action de Mussolini était représenté par les forces socialistes : syndicats, Bourses du travail, coopératives, cercles et autres organisations diverses. Ce dernier s'attacha d'abord à les détruire méthodiquement : grâce à des « expéditions punitives » et à des occupations rapidement exécutées de certaines régions par ses troupes, il réussit à diminuer l'ardeur révolutionnaire de ses adversaires, puis finalement à les démonter et à les rendre totalement inoffensifs. Il se tourna alors contre les groupements libéraux, républicains, populaires-catholiques, qu'il réduisit rapidement à l'impuissance. Son triomphe devait être complet au mois d'août 1922 : « La grève générale éclata... sur l'ordre d'une espèce de comité de salut public groupant les partis démocrate, socialiste, républicain, et la Confédération Générale du Travail. C'était ce qu'on appelait la « grève légale », dernières batailles que les défenseurs de la liberté, de la démocratie, de la légalité et de l'État livraient à l'armée des chemises noires. Mussolini allait enfin pouvoir briser l'adversaire le plus dangereux, le seul redoutable du Coup d'État fasciste, cette grève générale qui depuis trois ans menaçait, à chaque instant, de casser les reins à la Révolution, cette grève contre-révolutionnaire qu'il combattait depuis trois ans, en luttant systématiquement contre les organisations syndicales du prolétariat. En déclenchant contre le fascisme la contre-révolution des travailleurs, le gouvernement et la bourgeoisie libérale et réactionnaire comptaient bien briser l'élan insurrectionnel des chemises noires, éloigner ainsi de l'État, pour quelque temps encore,

le danger de la mainmise révolutionnaire. Mais en même temps que les équipes fascistes de techniciens et d'ouvriers spécialisés remplaçaient les grévistes dans les services publics, la terrible violence des chemises noires écrasait, en vingt-quatre heures, l'armée des défenseurs de l'État, rassemblés sous le drapeau rouge de la Confédération Générale du Travail. Ce n'est pas en octobre, c'est au mois d'août que le fascisme a remporté la victoire décisive pour la conquête de l'État. Après la faillite de la « grève légale-taire », Facta, homme faible, honnête et loyal. ne gardait plus son poste que pour couvrir le Roi¹. »

3^o Exécution du Coup d'État.

Le problème de l'*exécution* du Coup d'État est dominé par celui de la *fixation du moment* auquel elle doit se faire, Nombre de putschistes, qui se croyaient sûrs d'avoir sous la main des troupes de choc bien au point, ont vu avec étonnement leur tentative s'effondrer lamentablement dès le début : le mouvement national-socialiste est à ce point de vue un grand collectionneur de défaites avec ses entreprises malheureuses de Munich en novembre 1923, et de Vienne en juillet 1934. Au contraire d'autres expériences du même genre ont admirablement réussi dès le début, s'accomplissant sans heurts graves, avec une facilité incroyable : tels sont les cas du parti bolcheviste russe en octobre 1917 et de Mussolini, cinq ans plus tard, en octobre 1922. En examinant attentivement les faits, nous pouvons constater que la cause de ces échecs ou de ces succès surprenants réside dans une mauvaise ou dans une bonne fixation du *moment* auquel s'est déclenché le Coup

1. Malaparte. Pp. 256-257. Voir aussi pp. 236 à 262.

d'État. Avant d'examiner comment s'exécute cette action, il nous faut donc déterminer d'abord, en basant toujours nos observations sur la pratique insurrectionnelle, quelle est l'heure H qui permet à la conspiration de lancer, avec le plus de chances possible de réussite, ses troupes de choc à la conquête de l'État.

A. MOMENT AUQUEL SE FAIT LE COUP D'ÉTAT. — Nous avons vu plus haut que l'activité de la Direction était orientée dans deux sens : la préparation de ses partisans à la lutte et l'affaiblissement de la position gouvernementale. *L'organisation et l'instruction des formations techniques et armées suivent d'abord une courbe ascendante* : de jour en jour et de mois en mois, celles-ci deviennent plus énergiques, plus fanatiques, plus perfectionnées. Mais il arrive un moment où cette ardeur de la foi insurrectionnelle et ce perfectionnement des qualités combatives atteignent leur point culminant. Passé ce stade, les troupes commencent à s'aigrir et à s'énervier dans l'inaction ; leur entraînement militaire et technique languit, puis décroît. *Par ailleurs, la position du Gouvernement suit une courbe inverse* : elle s'affaiblit d'abord graduellement sous l'action sournoise de la conspiration, puis atteint finalement son point le plus bas. Mais alors, par la force des choses, elle tend à se relever peu à peu, comme par une sorte de réaction instinctive ; lentement mais sûrement, l'autorité au pouvoir, mise en présence de l'abîme, se renforce et se redresse.

Nous voici donc en face de *deux évolutions qui se déroulent simultanément en sens inverse*. En les examinant avec attention, nous pouvons alors facilement découvrir le moment idéal auquel le Coup d'État, s'il est tenté, a le plus de chances de réussir : cette heure H est celle où, d'un côté,

la situation d'un gouvernement est la plus faible, et de l'autre côté, où l'état combattif des troupes insurrectionnelles est le plus poussé. Toute la question consiste alors à ce que ces deux points coïncident dans le temps. La conspiration ne peut confier au hasard le soin de produire une pareille situation : elle doit elle-même se charger de la créer volontairement. Elle y arrive en assurant une coordination parfaite entre sa politique vis-à-vis du Gouvernement et ses efforts à l'égard de ses troupes de choc : un plan d'action est généralement dressé qui indique même à l'avance le moment où devra se faire le passage critique et qui se base sur ce terme pour organiser méthodiquement le Coup d'État. Cette période décisive n'est pas du reste déterminée d'une façon absolument nette : elle peut porter sur quelques heures comme sur quelques jours ; il est peu vraisemblable qu'elle atteigne un mois.

Pour montrer à quels résultats peut aboutir un Coup d'État insuffisamment préparé et réglé, qu'il nous soit permis de rappeler l'aventure malheureuse du futur chancelier Hitler en novembre 1923, à Munich. A l'automne de cette année-là, la position de ce dernier s'était considérablement renforcée : les diverses associations nationalistes allemandes, dites associations de combat, s'étaient groupées avec les sections d'assaut nationales-socialistes en une ligue puissante qui avait pris le titre de « Deutscher Kampfbund », ou Ligue de combat allemande, dont le centre d'action était Munich. Ces éléments affichaient un nationalisme exacerbé et se montraient des partisans endurcis de l'unité et de la centralisation politique et administrative du Reich : le Président de la République Ebert et le chancelier Streseman se voyaient journellement accusés par eux de mollesse, d'incapacité, de pleutrerie devant

l'étranger. Le 24 septembre 1923, les principaux dirigeants de cette coalition élurent pour chef suprême Hitler. Celui-ci éprouvait alors peu d'attrait pour la conquête du pouvoir par un Coup d'État : le premier mai précédent, il avait été sérieusement « échaudé » en tentant un vague coup de force dans la région de Munich et, depuis lors, il avait juré aux chefs de la Reichswehr de ne pas recommencer une pareille expérience. Cependant, au fur et à mesure que le temps s'écoulait dans l'inaction, Hitler se voyait de plus en plus acculé à un nouveau putsch s'il voulait conserver intacts sa puissance et son prestige : ses troupes, qui avaient toujours espéré la conquête de l'État par la force, s'agitaient et s'énervaient en se voyant réduites au rôle mesquin de forces de parades ; en outre, l'argent commençait à manquer car la Reichswehr payait mal (elle tenait ainsi les S. A. dans sa main par des subsides) et les dons généreux de quelques personnalités entichées d'Hitler, telles que Göring, Haufstaengl, les Bechstein et M^{me} de Seidlitz, ne suffisaient plus. Au spectre de la consommation du Kampfbund, qui hantait l'esprit du Führer, vint s'ajouter soudain une menace encore plus terrifiante : la direction du parti séparatiste bavarois, constituée par le Commissaire d'État Kahr, le commandant de la section bavaroise de la Reichswehr Lossow et le chef de la police bavaroise Seisser, décida le 6 novembre, à la suite de certaines difficultés avec le pouvoir central, de tenter un mouvement insurrectionnel pour proclamer l'indépendance de la Bavière et peut-être même pour rétablir le trône des Wittelsbach. Des « fuites » se produisirent et la nouvelle en vint aux oreilles d'Hitler. Celui-ci en fut atterré : on allait lui voler son Coup d'État ! et pour des fins séparatistes encore ! Sa décision fut immédiatement arrêtée : il devait devancer

le triumvirat Kahr-Lossow-Seisser, s'il ne voulait pas voir le Kampfbund s'écrouler avec lui. Deux jours après, il exécutait un putsch hâtivement commandé.

Le 8 novembre, au soir, Hitler investit, au moyen de 800 S. A., la brasserie Bürgerbaü à Munich, où von Khar tient au milieu de chopes de bière une réunion publique en compagnie de Lossow et de Seisser ; il fait irruption dans la salle en hurlant et, monté sur une chaise, crible le plafond de coups de revolver. Puis, au cours d'une scène mélodramatique, il oblige ces trois hommes à accepter, le premier la régence de la Bavière, le second le poste de chef de la Reichswehr d'empire, le troisième celui de ministre de la police du Reich. Il nomme ministre de la Guerre Ludendorff qu'on est allé tirer de son lit et qui, à moitié somnolent, accepte devant le fait accompli. Hitler, lui, sera le chancelier. Pendant que se déroulent ces tractations à la tabagie de la Bürgerbaü, les forces du Kampfbund se mobilisent silencieusement dans la nuit, et, par groupes serrés, garnissent sans bruit les rues et les places de Munich. Un lieutenant d'Hitler, Roehm, s'empare de l'immeuble du commandement militaire. A l'aube du 9 novembre, un cortège plus ou moins hétéroclite de conjurés s'organise, et, conduit par Ludendorff et le Führer, marche sous les acclamations de la population vers la Résidence et le Feldernhalle pour les occuper. Mais le triumvirat séparatiste, une fois libre, s'était resaisi pendant la nuit, et, sous la pression des généraux munichois hostiles au putsch, avait rapidement organisé la résistance. Aussi, au matin du 9 novembre, le cortège se heurte-t-il devant l'objectif à un barrage de police mobile. Celle-ci sans hésitation tire sur les manifestants ; Ludendorff est fait prisonnier ; Hitler disparaît comme par enchantement. Le reste de la journée voit

l'effondrement décisif et total de la tentative : l'armée et la police maintiennent le calme dans les rues, occupent les points stratégiques cependant que Roehm, abandonné par ses amis et cerné dans l'immeuble du commandement militaire, se rend.

La cause fondamentale de cet échec réside dans la précipitation avec laquelle ce Coup d'État fut effectué. Commandé subitement, imposé par les circonstances et non pas décidé longtemps à l'avance par les organisateurs, ce putsch fut exécuté alors que la conspiration n'avait pas eu le soin au préalable d'affaiblir la position de l'adversaire ; la hâte avec laquelle on le déclencha ne permit pas d'opérer une mobilisation complète des forces du Kampfbund et d'effectuer l'occupation immédiate des immeubles publics et des centres techniques, exception faite de l'action de Roehm. Une simple salve de mousquetons suffit à volatiliser les forces insurrectionnelles.

Le contraste est frappant avec le mouvement fasciste. Celui-ci détruit d'abord les organisations privées adverses sur lesquelles le Gouvernement comptait pour se maintenir au pouvoir : syndicats socialistes, groupements républicains, démocrates et populaires-catholiques. Ce travail de déblaiement du terrain est consacré par l'échec de la grève générale en août 1922. A ce moment les troupes fascistes sont au point : elles ressentent l'ivresse du triomphe et sont entraînées à merveille par la guerre civile ; elles attendent impatiemment l'ordre de marcher sur Rome. En face, se trouve un pouvoir exécutif dont la seule force est basée sur un Parlement en décomposition et sur un Roi qui l'abandonne en refusant de déclarer l'état de siège et en engageant des tractations avec l'insurrection. Mussolini donne alors l'ordre de marcher sur Rome et de réaliser

l'occupation technique dans le pays; du jour au lendemain, sans heurts, il devient maître de l'Italie et sa nomination à la Présidence du Conseil vient consacrer ce triomphe. Le Coup d'État avait été exécuté au moment propice.

B. EXÉCUTION PROPREMENT DITE DU COUP D'ÉTAT. —

Si la préparation du Coup d'État a été bien conduite, le moment du Coup d'État judicieusement choisi, et si le plan est correctement appliqué, l'action se déroule avec ordre et méthode sans causer de perturbations graves, sans qu'il y ait peut-être même de sang versé; elle fait instinctivement penser à un changement de vitesse en automobile opéré sans grincement par un chauffeur habile à l'aide de ses pédales et de son levier de commande. Nombreux sont les étrangers qui se trouvaient en Italie, en octobre 1922, et qui se sont étonnés alors du calme et de facilité avec lesquels les fascistes prirent le pouvoir dans certaines grandes villes. Un journaliste français, Serge de Chessin, a pu constater que les opérations techniques des troupes bolchevistes russes en octobre 1917 furent effectuées à Pétrograd sans que l'aspect journalier de son quartier en fut modifié.

Une préoccupation domine la pensée de nos putschistes modernes dans l'exécution de leur Coup d'État : éviter le contact avec l'armée régulière. Après l'insurrection manquée à Vienne, le 24 juillet 1934, la police autrichienne réussit à mettre la main sur un document de la conspiration où l'on trouvait notamment l'indication suivante : « Il faudra éviter aussi longtemps que possible la rencontre armée avec la police et la gendarmerie et, lorsqu'elle sera devenue inévitable, il y aura lieu d'engager la lutte avec la plus grande énergie et la plus grande violence. Éviter autant

que possible la lutte avec l'armée fédérale¹. » Il est en effet certain que des forces régulières sont toujours mieux entraînées, mieux équipées et plus disciplinées que des formations privées. En outre, il est bon de les ménager sur le moment pour être assuré dans l'avenir de leur fidélité au régime qui sortira du Coup d'État.

Comment les troupes insurrectionnelles doivent-elles manœuvrer ? Trotsky nous donne la recette suivante : « Le plan de l'insurrection ne se bâtit pas sur une direction centralisée des troupes de la révolution, mais au contraire sur la plus grande initiative de chaque détachement auquel on aura assigné d'avance avec le maximum de précision la tâche qui lui incombe. L'insurgé combat, en général, en observant les méthodes de la « petite guerre », c'est-à-dire au moyen de partisans ou de demi partisans cimentés beaucoup plus par la discipline politique et par la claire conscience de l'unité de but à atteindre que par n'importe quelle discipline hiérarchique². » Cette tactique a trait surtout aux mouvements des formations techniques qui portent sur des points dispersés et restreints. Pour les formations armées agissant seules, le système du *Rollkommando* est de préférence pratiqué : il consiste dans une action rapide et soudaine menée par des hommes armés transportés en camions³ (Cf. « expéditions punitives » fascistes et attaque insurrectionnelle du Ballplatz, en juillet 1934, à Vienne.)

L'exécution du Coup d'État comporte deux séries d'opérations : tout d'abord des *opérations techniques*, consistant dans l'occupation par des équipes techniques des principaux centres techniques de la ville ; puis, une fois

1. V. *Le Temps*, 2 août 1934.

2. L. Trotsky. *Les Problèmes de la guerre civile* (Librairie du Travail), p. 13.

3. Lavoro Fascista (Rome). Reproduit dans *Lu*, n° du 3 août 1934, p. 3.

que la vie matérielle de la cité dépend ainsi entièrement de la conjuration et que les autorités sont réduites à l'impuissance totale, des *opérations politiques* à l'aide des formations armées dont le but est, suivant l'expression de Trotsky, « de porter un coup de massue à un paralytique, » c'est-à-dire d'occuper les ministères et édifices publics et de s'emparer des autorités politiques. Il n'est pas nécessaire d'insister plus longuement sur ces manœuvres : elles doivent être l'application aussi parfaite que possible du plan d'action dressé à l'avance.

Notons en terminant que le gros obstacle à l'exécution heureuse d'un Coup d'État réside dans la GRÈVE GÉNÉRALE qui menace de « couper les jambes » à la conspiration. Nous reverrons cette question à propos de l'OPPOSITION AU COUP D'ÉTAT, mais nous pouvons signaler que cette trappe peut être évitée si les équipes techniques révolutionnaires s'emparent des services publics et continuent à en assurer le fonctionnement. C'est ainsi qu'en août 1922 Mussolini a triomphé définitivement de l'opposition suprême des forces libérales et révolutionnaires ¹.

Appendice.

Nous venons d'étudier le Coup d'État dirigé par un élément privé contre le Gouvernement et nous l'avons examiné sous sa forme véritablement moderne, mi-politique, mi-technique. Mais il peut revêtir une autre forme et être purement politique ² : il est alors beaucoup plus simple et consiste uniquement dans l'occupation des principaux bâtiments publics et dans la capture des membres du gouvernement. La stratégie et la tactique en sont considé-

1. V. plus haut, p. 120.

2. V. 1^{re} partie, chap. II, § 5.

ablement facilitées : en principe, elles sont identiques à celles que nous venons de voir tout à l'heure avec cette seule différence — importante, il est vrai — que toute la partie strictement technique de la préparation et de l'exécution n'y rentre pas. Il suffit à la conspiration de recruter et d'armer une bande de partisans résolus et de les lancer sur les ministères, les administrations et les casernes comme à l'assaut d'un bastion. Un pareil putsch ne peut être utilisé avec des chances de succès que contre un État de fonctionnement encore peu perfectionné et dans un pays où l'organisation et l'ardeur combattive des masses prolétariennes sont encore quasi-inexistantes. Il faut encore noter que moins l'opinion, le sens civique et le système démocratique sont développés dans un pays, moins il est nécessaire d'attacher de l'importance au programme et à la propagande, à l'organisation d'un parti et à la politique à suivre vis-à-vis du gouvernement pendant la période de préparation.

Nous devons donc conclure que dans un État moderne, d'aspect libéral et de fonctionnement « scientifique », où de plus les forces du Travail sont groupées et organisées fortement, un Coup d'État purement politique contre le Pouvoir exécutif a peu de chances de réussir : la multiplicité des organes et des procédés techniques offre toujours des moyens de sauvetage au Gouvernement et la grève générale est d'une efficacité foudroyante pour casser les reins à la conspiration. C'est elle qui, en Allemagne, au cours de l'année 1920, a tenu en échec la puissance de Kapp et du général Von Lutwitz et a obligé ces novices du Coup d'État à abandonner la partie.

§ 2. — COUP D'ÉTAT DU GOUVERNEMENT CONTRE
LE POUVOIR LÉGISLATIF

Cette étude, comme la précédente, va porter sur trois points : la direction, la préparation et l'exécution.

1^o *La Direction du Coup d'État.*

Dans le Coup d'État du Gouvernement contre le Pouvoir législatif, la question de la Direction ne se présente pas du tout sous le même aspect que lorsqu'il s'agit du Coup d'État d'un élément privé contre le Gouvernement. Pour ce dernier l'observation des faits nous montre que deux facteurs important à ce sujet : les vertus de caractère du chef et l'existence à ses côtés d'un conseil ou comité central d'un parti ; l'un et l'autre doivent exercer une grande puissance d'attraction pour réussir. Mais il n'en est pas de même pour la Direction d'un Coup d'État exécuté par le Pouvoir exécutif contre le Pouvoir législatif.

Tout d'abord, le maître ici, c'est le Chef du Gouvernement. Comme la tête de toute conjuration, il possède une grande autorité. Mais il ne lui est pas nécessaire pour acquérir celle-ci de s'appesantir sur lui-même et de cultiver les vertus de courage, d'énergie, de franchise et de générosité qui s'imposent aux autres hommes et donnent à celui qui les acquiert une grande puissance d'attraction. Point n'est besoin pour lui d'une pareille formation intérieure, puisque cette autorité, dont l'existence lui est nécessaire pour exécuter une action dangereuse avec des chances de réussite, lui est attribuée du dehors en vertu de la Constitution même. Le seul fait qu'il détienne le pouvoir donne au Chef du Gouvernement un ascendant, plus ou moins con-

sidérable, mais certain, sur l'esprit des citoyens dont l'esprit candide est toujours porté à croire instinctivement que le titre est le signe du mérite. Ainsi donc, alors que l'instigateur privé d'un Coup d'État, dénué de tout lustre officiel, doit, par suite, trouver au plus profond de lui-même les éléments de son autorité, le chef du Pouvoir exécutif, par contre, n'a pas ce souci, mais il profite largement de l'importance extérieure que lui confère son titre. Toutefois, il convient de ne pas pousser trop loin les conséquences de cette idée : il faut, en effet, reconnaître que le Premier Ministre ne doit pas trop se fier à l'efficacité des honneurs publics et qu'il lui faut au surplus éviter de mériter par une politique terne ou maladroite l'indifférence ou l'hostilité de ses concitoyens.

Outre cette question de caractère qui sépare en fait le Coup d'État d'un élément privé contre le Gouvernement et le Coup d'État du Gouvernement contre le Parlement, une autre différence intervient : elle a trait au parti. Il apparaît à l'observation que le chef du Coup d'État, sous l'aspect où nous étudions celui-ci en ce moment, n'est pas la plupart du temps assisté *ouvertement*, comme sous la première forme de putsch envisagée, d'un comité privé, organe central d'un parti politique, qui le soutienne, le conseille et parfois le critique. Ce phénomène peut s'expliquer par deux considérations. *En premier lieu, cet organe consultatif n'est pas indispensable* : le Chef du Gouvernement possède en vertu de ses fonctions une puissance considérable, il a l'armée et la police ; il ne lui est donc pas nécessaire de voir sa situation renforcée *officiellement* par un vulgaire comité privé. Par ailleurs cet organe consultatif peut paraître gênant. Il a naturellement tendance à vouloir contrôler et lier l'activité du Pouvoir exécutif qui,

de son côté, est toujours peu enclin à partager sa puissance avec d'autres. *En outre, il se peut qu'il ne s'accorde pas avec la nature du mouvement envisagé.* En effet, le Coup d'État du Gouvernement contre le Parlement est toujours une opération assez délicate. L'Assemblée — ou les Assemblées — sont élues en général par le peuple et celui-ci les considère naturellement comme une émanation de lui-même. Qu'il soit porté contre elles une atteinte à leur dignité ou à leur indépendance et aussitôt la masse des citoyens, très susceptible, ou bien devient méfiante, ou bien se révolte. Toutefois elle reste indifférente et même parfois applaudit si cette violation des prérogatives du Parlement lui est « officiellement » présentée, *non pas comme une manifestation de la lutte des partis, mais comme une mesure de salubrité nationale* pour débarrasser le pays de personnes bavardes, incapables et gaspilleuses des deniers publics. Telle est du reste la politique constante de tous les Gouvernements qui, par un coup de force, réduisent à l'impuissance le Pouvoir législatif. Mais, précisément, pour que la nature généreuse et patriotique de cette manifestation soit bien mise en valeur, il importe d'écarter de la conspiration tout élément *déclaré* qui donnerait à l'opération le caractère d'une lutte de partisans. Voilà sans doute la raison pour laquelle un Gouvernement, exécutant un Coup d'État contre le Pouvoir législatif, préfère ordinairement agir seul avec la seule aide de la force publique, plutôt que de se faire assister *ouvertement* par un comité privé à caractère plus ou moins « politique ».

Telle est du moins l'attitude « officielle » du chef du Pouvoir exécutif vis-à-vis d'un comité politique privé. L'attitude « officieuse » en est souvent le contraire. Le Premier Ministre, préparant un coup de force contre le Parlement,

s'entend toujours avec un ou plusieurs partis politiques pour que ceux-ci, par une habile propagande, préparent une « atmosphère favorable » au Coup d'État et, une fois celui-ci exécuté, s'efforcent de lui créer une opinion publique consentante.

2º Préparation du Coup d'État.

La préparation du Coup d'État dirigé par le Pouvoir exécutif contre le Pouvoir législatif comporte trois points : le programme et la propagande, la coordination des forces actives et des sympathies passives, la politique préliminaire en face de l'adversaire.

A. PROGRAMME ET PROPAGANDE. — Pour exécuter un Coup d'État contre l'Assemblée législative, le Gouvernement a toujours des motifs, c'est-à-dire un programme. Celui-ci revêt ordinairement trois caractères : 1º Il est *officiel*, c'est-à-dire qu'il invoque des raisons qui correspondent rarement à la réalité des choses. Nous avons déjà examiné ce point plus haut. 2º Il est *surtout négatif et critique*. A ce sujet, il ressemble au programme d'un Coup d'État exécuté par un élément privé contre le Gouvernement : la même explication vaut pour l'un comme pour l'autre. 3º Enfin, il revêt un *caractère national* pour endormir la susceptibilité des citoyens, toujours prête à se réveiller lorsqu'une de leurs institutions les plus chères est menacée. Nous avons relevé notamment les principaux motifs suivants : le bon fonctionnement des services publics, l'ordre et la paix générale, la nécessité de l'union et le danger de la lutte des partis devant la situation extérieure et le péril financier intérieur, la stérilité du Parlement et la gabegie budgétaire dont il est la cause.

Ce programme officiel, critique et national où les considérations de bon sens abondent, est soutenu par une propagande qui présente des caractéristiques particulières, Celle-ci s'exerce d'une *façon indirecte en général* dont voici, croyons-nous, la meilleure explication : le Pouvoir exécutif ne tient pas à dauber ouvertement sur le Pouvoir législatif, à le heurter de front, car ce dernier, soit se sentant visé par un coup de force, soit simplement vexé de la campagne menée contre lui, mettrait en minorité le Gouvernement ou rendrait sa position intenable, bref l'obligerait à démissionner, et le Coup d'État projeté serait impossible. Le Pouvoir exécutif fait donc une propagande indirecte. Pour cela, il se fait aider secrètement par des ligues politiques : celles-ci, par le journal, la revue, le tract, l'affiche, le livre, le phono, la T. S. F., le théâtre, le cinéma, commentent et développent abondamment certains discours que le chef du Gouvernement aura prononcés — en y mettant les formes — devant les Chambres, des commissions, des congrès, des banquets, à l'occasion de lancements de navires, d'inaugurations de statues, de comices agricoles ou de mise en service d'édifices publics nouvellement construits. En outre, ces ligues politiques, toujours avec l'approbation tacite et l'aide pécuniaire du Ministère, critiquent directement, narguent et couvrent de ridicule l'Assemblée, en relatent les commérages... Le Gouvernement soutient l'action de ces organisations, d'abord en les rémunérant (fonds secrets), puis en leur fournissant des indications et renseignements qu'il obtient notamment par sa police secrète. Cette propagande enfin, après s'être exercée sur le Parlement en le couvrant de critiques plus ou moins justes ou injustes, évoque d'un autre côté le mérite du Gouvernement, la bonne volonté de ses membres et de ses fonction-

naires, son impuissance à faire tout le bien qu'il voudrait par la faute des Assemblées. En résumé : propagande indirecte du Pouvoir exécutif à caractère officiel, critique et national.

B. GROUPEMENT ET COORDINATION DES FORCES ACTIVES ET DES SYMPATHIES PASSIVÉS DU COUP D'ÉTAT. — L'exécution d'un Coup d'État du Gouvernement contre le Parlement est d'ordinaire confiée à l'armée et à la police, c'est-à-dire à des forces régulières. Ce phénomène s'explique par les mêmes considérations qui font écarter de la direction du mouvement la présence d'un élément politique et privé : la puissance suffisante du Pouvoir exécutif et l'inutilité de forces particulières, le souci de ne pas donner au mouvement le caractère de lutte partisane mais celui au contraire de lui attribuer officiellement la nature d'une mesure de police et de salubrité nationale.

La garnison militaire de la capitale politique est la première force active du Coup d'État. Le Gouvernement cherche d'abord à se concilier les hommes en se faisant connaître d'eux par des revues et des inspections répétées, en les flattant et en les gratifiant de nombreux avantages matériels, toujours des petits riens du reste mais fréquemment renouvelés : ainsi le Prince-Président distribuait des petites sommes, le général Boulanger améliorait l'ordinaire, et l'on peut dire qu'actuellement, en France, une décision ministérielle qui aurait pour effet désormais de faire ressembler l'uniforme des adjudants-chefs à ceux des sous-lieutenants, gagnerait immédiatement au Gouvernement toutes les sympathies de ces braves sous-officiers. Le Pouvoir exécutif se préoccupe ordinairement aussi de renforcer la garnison de la capitale en y introduisant le plus possible

de troupes : cette opération se fait de temps en temps et par petits groupes d'hommes pour ne pas éveiller l'attention du Parlement ; c'est dire que ces mouvements devront être entrepris longtemps avant le Coup d'État pour aboutir à un résultat intéressant. Enfin, le Gouvernement a pour lui les principaux chefs militaires dont le plus important est le général commandant la garnison de la capitale : Augereau pour le 18 Fructidor de l'An V, Bonaparte pour le 18 Brumaire de l'An VIII. S'il ne peut gagner à sa cause cet élément important, il s'attache alors à en affaiblir la position, par exemple en lui attachant des commissions et des conseils pour gêner son activité, ou en divisant ses pouvoirs comme le fit le Prince-Président à l'égard de Changarnier en 1851.

L'autre force du Coup d'État est la police dont le concours est également indispensable au pouvoir exécutif et qu'il lui est assez facile d'avoir. Celui-ci gagne à sa cause le préfet de police de la capitale, ses principaux subordonnés, la majorité au moins des commissaires de quartier ; il cherche à se créer une opinion favorable, parmi les agents. Ajoutons à tous ces éléments la Garde de l'Assemblée quand celle-ci constitue une formation autonome, et le tableau est complet.

Il suffit au Gouvernement de gagner l'adhésion de principe de ces forces ; il n'a pas ensuite le souci de les instruire puisqu'elles sont déjà pourvues d'une éducation militaire généralement solide.

A côté de ces forces actives, le Gouvernement cherche aussi à réunir certains concours discrets. Tout d'abord il attire à lui des membres mêmes du Pouvoir législatif contre lequel il prépare le Coup d'État : les Présidents des Chambres lui sont ainsi d'un grand secours, car ils peuvent

provoquer la réunion des Chambres — et tous les parlementaires se trouvent réunis dans les filets de l'adversaire (18 Brumaire), — faire appel à la garde de l'Assemblée sous prétexte de mettre de l'ordre dans la salle — en réalité pour opérer l'arrestation des députés (18 Brumaire), — etc... Les membres des Bureaux des Chambres ne sont pas non plus souvent dédaignés. De simples représentants, adhérents à la conjuration, servent parfois d'agents provocateurs pour faire obstruction dans la salle des séances, retarder ou faire dévier les débats de l'Assemblée ou des commissions.

Le Gouvernement recherche aussi le concours discret des capitalistes, des boursiers, des fonctionnaires, des préfets, des procureurs et des juges d'instruction. Bonaparte, pour le 18 Brumaire avait même su se concilier les élites intellectuelles qui devaient ensuite lui être d'un grand secours pour l'établissement du régime impérial; son neveu au 2 décembre oubliera de faire de même et en ressentira une gêne par la suite.

C. ATTITUDE DU GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DU PARLEMENT PENDANT LA PRÉPARATION DU COUP D'ÉTAT. — Le Gouvernement, nous l'avons vu plus haut, évite de se compromettre devant le Parlement, avant l'exécution de son Coup d'État; il ne le heurte pas de front, mais il s'attache à le déconsidérer par une venimeuse propagande, à le diviser et à l'affaiblir en provoquant de sa part des décisions impopulaires, en le mettant dans des situations délicates, en soulevant des problèmes qui divisent les partis, en excitant les hommes politiques les uns contre les autres, et divers autres procédés. Le meilleur exemple qui puisse être donné de cette politique est celui du Prince-Président

Louis Napoléon. « Dans les rapports de l'Élysée et du Palais-Bourbon, on avait pu jusqu'ici¹ distinguer deux périodes. Dans la première période, qui avait duré jusqu'à la chute du ministère Odilon Barrot, le Prince avait gouverné avec l'aide d'un ministère parlementaire, et s'était subordonné au Parlement. Dans la seconde période, qui durait depuis le 31 octobre, Louis Napoléon avait choisi un ministère personnel ; mais tout en distinguant sa cause de celle de l'Assemblée, il avait maintenu l'accord avec elle, au moins dans les grandes lignes de sa politique. Une troisième période s'ouvre maintenant, c'est la période des conflits. Nous allons voir le Président développer ses vrais desseins : d'abord par des voyages d'apparat et des revues tapageuses, il se fera connaître au peuple et à l'armée ; puis il désarmera le Parlement en lui enlevant le général de son choix. Ce premier résultat atteint, il s'appliquera à diviser par d'artificieuses propositions le faisceau de la majorité ; pour mieux assurer son œuvre, discréditera la représentation nationale en évoquant contre elle cette même loi du 31 mai qu'il vient de promulguer ; l'Assemblée elle-même, pour tout dire, ne se prêtera que trop bien par ses fautes à son propre asservissement. Enfin, toutes choses étant préparées, il ne restera plus au prince qu'à abattre par un coup de force le pouvoir rival, et il le fera aux yeux d'un peuple trompé ou stupéfait, approbateur ou indifférent² ».

3^o Exécution du Coup d'État.

Nous retrouvons ici le problème du *moment de l'insurrection* tel qu'il s'est posé à propos du Coup d'État dirigé par

1. Jusqu'à la loi du 31 mai 1850, restreignant le suffrage universel.

2. De La Gorce. *Histoire de la Deuxième République*, II, p. 343.

un élément privé contre le Gouvernement. Les principes de la solution sont les mêmes : seuls les détails d'application varient. Il est bon toutefois de noter les caractéristiques suivantes : un Coup d'État gouvernemental contre le Parlement est le plus souvent perpétré au moment des sessions, alors que tous les représentants sont réunis ; il l'est, en outre, à l'occasion d'une décision prise par celui-ci ou surtout d'une situation dans laquelle il s'est mis, décision et situation peut-être provoquées sournoisement par la conspiration, mais en tout cas qui peuvent être présentées officiellement comme des motifs suffisants pour opérer un Coup d'État et sont susceptibles de donner dans une certaine mesure à celui-ci la nature d'une mesure de salubrité nationale. C'est ainsi que le Coup d'État du 18 Fructidor de l'An V fut décidé à la suite de l'attitude menaçante des Conseils vis-à-vis du Directoire, attitude qui put être interprétée par le Gouvernement comme un commencement de complot ; c'est ainsi encore que le Coup d'État du 18 Brumaire — forme militaire — fut déclenché à la suite de l'altercation un peu rude entre Bonaparte et les Cinq-Cents jacobins, d'où la fable des « poignards » devait sortir ; c'est ainsi enfin que le refus par l'Assemblée Législative de modifier la loi du 31 mai 1850 sur le suffrage et d'opérer la révision constitutionnelle, accrut l'impopularité de celle-ci, situation voulue par le Prince-Président et dont il devait tirer prétexte pour opérer [son mouvement.

L'exécution proprement dite du Coup d'État gouvernemental contre le Pouvoir législatif comprend d'ordinaire quatre sortes d'opérations : mainmise sur les parlementaires, dissolution de l'Assemblée annoncée par voie d'affiches, occupation assurée de tous les bâtiments publics,

services publics et centres techniques, répression, s'il y a lieu, de toute résistance populaire.

a) *Mainmise sur les parlementaires.* — Le principal souci du Pouvoir exécutif consiste la plupart du temps à réduire d'abord à l'impuissance ses adversaires en s'emparant de leurs personnes. Dans ce but, il emploie alternativement deux procédés : tantôt il envoie auprès de chaque parlementaire un groupe de policiers pour l'arrêter, mais ce procédé demande beaucoup d'hommes, prend beaucoup de temps et il est moins sûr, les agents agissant par petits groupes, facilement vulnérables ; tantôt, il fait plus « rondement » les choses en investissant le palais de l'Assemblée alors que celle-ci siège, en allant même parfois, comme Gustave III de Suède en 1772, jusqu'à enfermer sous clef les représentants, afin d'avoir les mains plus libres pour opérer ailleurs. Remarquons en passant la situation infortunée d'un parlementaire menacé d'un Coup d'État : seul, il ne peut prendre aucune décision pour résister, et, du reste, il est, en général, très vaguement renseigné sur les événements de l'extérieur ; il éprouve alors le besoin d'aller siéger dans son lieu de réunion pour se sentir mieux protégé, pour se donner plus de force en se joignant à ses collègues, surtout pour discuter les mesures à prendre. Mais le Gouvernement n'a à ce moment qu'à les laisser entrer librement dans leur salle, quitte à les empêcher ensuite d'en sortir (18 Fructidor An V) et le tour est joué : le pauvre député n'est pas plus avancé.

Il peut arriver que le Coup d'État contre le Parlement, si facile au fond qu'il soit, risque d'avorter. Cela se produit d'abord lorsque le Gouvernement commet la faute de s'adresser au Parlement lui-même pour consacrer par une

décision l'illégalité dont celui-ci sera la première victime : ce Coup d'État, dit parlementaire, ne plaît guère, cela se conçoit, aux Assemblées qui généralement hésitent à opérer ce suicide quand elles ne se regimbent pas spontanément. L'aventure risque alors de mal tourner pour le pouvoir exécutif qui l'a tentée. C'est ainsi que le 18 Brumaire faillit sombrer malgré un concours de circonstances comme on en trouve rarement. Ce même Coup d'État peut avorter lorsque le plan de la conspiration répartit son exécution sur une période assez longue, deux jours par exemple pour le 18 Brumaire : c'est là une faute car, par sa nature, une pareille opération doit être rapide, foudroyante et ne pas laisser à l'adversaire le temps de se ressaisir. Enfin un Coup d'État contre le Parlement peut échouer lorsque le Gouvernement se contente de chasser les députés de la salle des séances et de casser leur mandat, mais en les laissant libres au dehors ; ces derniers se réunissent alors ailleurs pour organiser la résistance et créent une agitation dangereuse ; c'est ainsi que les députés laissés libres, lors du Coup d'État du 2 décembre 1851, faillirent faire échouer l'entreprise du Président par leur réunion à la mairie du X^e arrondissement et le soulèvement qu'ils organisèrent dans Paris.

b) *Dissolution de l'Assemblée annoncée par voie d'affiches.*

— Le Gouvernement se débarrasse définitivement de l'Assemblée en la déclarant dissoute. Cette mesure est rendue publique par voie d'affiches où sont ordinairement invoqués les motifs de la décision. En voici le type classique :

— Le Pouvoir exécutif annonce la découverte d'un complot au sein du Parlement.

— Ou bien il assure le peuple de sa fidélité inéluctable

aux principes démocratiques et libéraux et lui certifie l'immense peine qu'il ressent à dissoudre le Parlement ; mais il s'y croit obligé pour mettre fin aux excès funestes du parlementarisme. Il a dû se faire violence à lui-même pour prendre une pareille décision.

— Le Gouvernement annonce ensuite des nouvelles élections auxquelles succéderont des réformes sages et vraiment démocratiques qui seront du plus heureux effet pour le pays.

— En terminant et avant de signer, le Chef du Gouvernement ajoute que toute personne, qui manifestera quelque résistance au mouvement de redressement national, sera considérée comme rebelle et immédiatement exécutée.

A quelques détails près, tel est le schéma d'affiches classiques comme en publièrent par exemple le Prince-Président Louis Napoléon et le Roi Alexandre de Yougoslavie. Tantôt elles ne sont qu'une façade ; tantôt leurs déclarations sont vraiment sincères. Il est malheureusement impossible de contrôler ce point sur le moment même.

L'impression de ces affiches constitue souvent une grosse difficulté car elle est faite en général tout au début de l'exécution du Coup d'État et si des « fuites » se produisent, au cours du travail, l'éveil peut alors être rapidement donné aux adversaires du Gouvernement qui se trouve ainsi surpris en plein labeur. Comment parer à ce danger ? Voici comment le Prince-Président s'y était pris en 1851 : « Vers minuit, le colonel de Béville, aide de camp du prince, fut chargé de porter à l'Imprimerie Nationale les proclamations et décrets rédigés à l'Élysée. Le directeur de cet établissement était M. de Saint-Georges sur qui l'on pou-

vait compter. Un certain nombre d'ouvriers avait été consignés en vue d'une besogne urgente, et, comme tous ces travaux supplémentaires étaient assez fréquents, cette circonstance n'avait excité aucun soupçon. Au moment où le colonel de Bévillie franchissait le seuil de l'Imprimerie Nationale, une compagnie de gendarmes mobiles y arrivait. Parmi les gendarmes, les uns prirent possession des postes extérieurs, les autres pénétrèrent à l'intérieur et occupèrent toutes les fenêtres et portes afin d'empêcher toute communication avec le dehors. Ces précautions prises, la copie fut confiée aux ouvriers : par surcroît de prudence, elle ne leur fut distribuée que par fragments, afin qu'ils ignorassent à quel ministère ils se prêtaient. Ainsi surveillés, ils commencèrent la composition... Les placards imprimés furent portés à la préfecture de police : dès le lever du jour, ils furent apposés à profusion sur les murs par des bandes d'afficheurs que les sergents de veille protégeaient et exhortaient¹. »

c) *Occupation de tous les bâtiments publics, services publics, centres techniques.* — Le palais de l'Assemblée est généralement le premier investi. Le Gouvernement s'assure toujours qu'il conserve la pleine et entière maîtrise sur tous les points de la capitale.

d) Si une certaine résistance populaire commence à se dessiner, le Gouvernement en général n'hésite pas à crever l'abcès au plus vite : il déploie toute la force armée pour intimider la population et, si cela ne suffit pas, il donne carrément l'ordre de tirer. Cependant, lors du Coup d'État du 2 décembre 1851, la conspiration préféra attendre pendant deux jours que l'opposition soit tout entière des-

1. La Gorce. *Op. cit.*, II.

cendue dans la rue pour la réduire d'un seul coup. Le « nettoyage » fut peut-être, en effet, plus net, mais il fut plus difficile (guerres de rues, attaques maison par maison) et surtout, pendant ces deux jours de flottement, la population eut l'impression toujours dangereuse que le Coup d'État était manqué.

§ 3. — AUTRES FORMES DU COUP D'ÉTAT

Le Coup d'État se présente parfois sous d'autres aspects qui du reste sont extrêmement rares et peu intéressants à étudier. Examinons-les rapidement.

Nous rencontrons tout d'abord le Coup d'État dirigé contre le Parlement par un élément autre que le Gouvernement. Cette opération est peu commune ; nous en avons vu plus haut la raison¹... Il nous suffit d'ajouter que sa technique ne diffère presque pas de celle adoptée pour l'exécution d'un putsch dirigé contre le Gouvernement : la seule différence est que la conspiration, au lieu de diriger ses efforts surtout vers les ministères, lance principalement ses forces contre le lieu où siège l'Assemblée pour cerner les députés, ainsi que le fait le Pouvoir exécutif lors d'un coup de force dirigé contre le Pouvoir législatif. Ainsi donc, le Coup d'État dirigé contre les Chambres par un élément autre que le Gouvernement tient ses caractéristiques à la fois des deux précédentes formes de gouvernement que nous avons déjà examinées précédemment. L'exemple le meilleur est celui de la journée du 2 juin 1793, pour la France, où l'administration communale de Paris — signe très original — cerna par la force armée la Convention pour obtenir la mise en accusation des principaux Giron-

1. V. 1^{re} partie. Chap. II, p. 18.

dins. Ajoutons qu'un pareil mouvement ne peut s'exécuter *que grâce au concours discret ou à la neutralité bienveillante du Gouvernement* ; si ce dernier s'y montre hostile, le Coup d'État se fait alors contre lui en premier lieu.

Enfin nous rencontrons une dernière forme de Coup d'État assez curieuse : elle consiste dans une atteinte illégale aux prérogatives du Pouvoir électoral portée par le Parlement. Le seul exemple intéressant est celui du 22 Floral de l'An VI que nous avons déjà examiné à un autre point de vue ¹. Mais si l'aspect extérieur de ce Coup d'État est assez original, sa technique est, par contre, totalement insignifiante : elle consiste dans une simple décision prise par le Pouvoir Législatif et violant le droit des électeurs, à un moment où l'opinion publique, endormie ou peu intéressée, n'a plus la force ou le goût de réagir.

SECTION II. — Technique de la réduction du Coup d'État.

Il n'existe pas seulement une technique de l'exécution au Coup d'État, mais on peut dégager aussi de l'observation des faits une technique de l'opposition au Coup d'État. L'examen de l'Histoire montre, en effet, que certains putschs ont échoué parce que ceux contre lesquels ils étaient dirigés ont su se défendre tantôt avec énergie, tantôt avec adresse, et finalement triompher de l'adversaire grâce à certains procédés. Cette technique de l'opposition à un Coup d'État comporte pratiquement deux points : résistance du Gouvernement et résistance du Parlement.

1. V. 1^{re} partie, chap. II, § 2.

§ 1. — OPPOSITION DU GOUVERNEMENT A UN COUP D'ÉTAT
DIRIGÉ CONTRE LUI

Lorsque le Gouvernement se sent menacé d'un Coup d'État — lequel, pratiquement, est toujours dirigé contre lui par un élément privé, — il prend alors différentes mesures défensives qui peuvent être groupées en deux catégories : les unes ont pour objet *d'arrêter la préparation du mouvement*, les autres sont employées pour *le faire échouer au cours de son exécution*.

1^o *Mesures défensives gouvernementales ayant pour objet d'arrêter la préparation du mouvement.*

Considérons d'abord l'hypothèse dans laquelle la conspiration n'en est encore qu'à élaborer sa tentative séditeuse. Si le Gouvernement est solidement établi et s'il a en mains des preuves déterminantes qui ne lui permettent plus d'avoir quelques doutes sur les intentions de ses adversaires, il n'hésite pas alors à agir énergiquement ; il fait d'abord voter par le Parlement des lois ou prend lui-même des décisions diverses qui ont pour premier résultat d'entraver, sinon d'empêcher, les menées louches des factieux : interdiction ou contrôle des ligues politiques, dissolution d'associations, réglementation sévère de la fabrication et du port des armes, renforcement de ses pouvoirs de police. D'autre part, il fait entrer en scène la force publique : celle-ci joue alors un rôle tantôt répressif en résistant aux manifestations diverses des conjurés, tantôt un rôle préventif en opérant des arrestations individuelles ou des rafles collectives. Dans tous ces cas, l'oppo-

sition du Gouvernement est *ouverte et énergique*. Mais il se peut, dans d'autres cas, que celui-ci ne se sente pas suffisamment soutenu par le Parlement, l'armée, la police, et même aussi par l'opinion publique, ou qu'il ne possède pas encore en mains des preuves déterminantes du complot ourdi contre lui ; il lui est alors difficile de lutter de front contre ses adversaires. Aussi, pour se défendre, il emploie divers moyens détournés. Un premier procédé consiste à transiger avec l'adversaire et à « parlementariser » son activité : ce dernier est alors peu à peu enfermé dans un cadre, un moule, dont, au bout d'un certain temps, il ne peut plus se dégager ; son élan est brisé. Le « Premier » italien, Giolitti, essaya ce système contre Mussolini en 1921 : « Lors des élections de 1920 le fascisme accepta de faire partie de cette sorte de Bloc National imaginé par Giolitti pour compromettre et pour corrompre, à l'aide du suffrage universel, l'armée des chemises noires. Ce n'était pas sans grandes difficultés que ce Bloc National avait été formé. Les partis constitutionnels n'acceptaient pas d'être mis sur le même pied qu'une organisation armée, qui ne dissimulait par son programme républicain. Mais ce qui préoccupait Giolitti, ce n'était pas le programme plus ou moins républicain et démocratique de 1919, c'était le but de la tactique fasciste. La conquête de l'État, voilà quel était le but de Mussolini. Il fallait accepter son programme sur le terrain électoral si l'on voulait détourner le fascisme du but de sa tactique révolutionnaire ¹ ». Mussolini faillit se laisser entraîner dans l'engrenage ; mais la fougue et le fanatisme de ses troupes le forcèrent à s'en retirer à temps et lui désillèrent les yeux. Un second procédé détourné peut aussi être utilisé par le Gouvernement pour arrêter la préparation d'un Coup

1. Malaparte, pp. 249-250.

d'État : il consiste à opposer à la conspiration d'autres forces privées, soit les syndicats ouvriers, soit les ligues réactionnaires, et à favoriser entre ces deux clans des luttes qui parfois, tournant à la guerre civile, les épuisent tous les deux ; le Pouvoir exécutif qui s'est bien gardé de prendre parti dans cette compétition, reste alors le seul maître du terrain. C'est encore cette carte qu'a jouée Giolitti contre Mussolini de 1920 à 1922 : milices fascistes et organisations ouvrières socialistes s'entrechoquaient presque journellement, laissant derrière de nombreux morts et des ruines fumantes, cependant qu'à la première échauffourée soldats et policiers s'enfermaient dans leurs casernes et laissaient la rue tout entière aux combattants. Ce moyen ne réussit pas encore à Giolitti, car, pour qu'il fut ainsi, il fallait que les deux adversaires soient de forces à peu près égales : or, si les fascistes italiens étaient fortement organisés sous la poigne de fer de Mussolini, les socialistes par contre étaient mous, inactifs et sans directives. Leur défaite finale, qui devait être écrasante, fut en même temps celle du Gouvernement. Un dernier procédé peut enfin être utilisé par le Pouvoir exécutif pour résister à la préparation d'un Coup d'État : ce dernier introduit dans la conspiration des agents provocateurs qui sèment la division et le désordre. Mais ce procédé est moins efficace : il ne peut être qu'un accessoire destiné à compléter l'action d'autres procédés. La campagne sournoise menée par Staline contre Trotsky en 1926-1927 affaiblit sans doute considérablement la position de ce dernier, mais elle ne l'empêcha pas de tenter sa chance¹.

1. Malaparte, pp. 67 à 105.

2^o Mesures défensives gouvernementales ayant pour objet de faire échouer l'exécution du mouvement.

Envisageons maintenant la seconde hypothèse : le Gouvernement, n'ayant pas réussi à empêcher la préparation du Coup d'État, ne peut en dernière analyse que faire échouer son exécution; c'est la deuxième et ultime manche qu'il joue ; il lui importe de ne pas la perdre.

Le procédé classique que les gouvernements avaient jusqu'aux temps récents employé contre l'exécution d'un Coup d'État était celui de la résistance militaire et policière. L'état de siège était immédiatement décrété : l'armée, la gendarmerie, la police se préoccupaient de défendre le chef de l'État et les ministres, d'occuper les principaux bâtiments publics et les casernes, de surveiller les grandes artères et les carrefours, d'arrêter les principales têtes de la conjuration et de disperser les factieux, au besoin par l'emploi des armes, fusils et canons. A vrai dire ce mode de défense correspondait à un Coup d'État perpétré sous une forme politique et il lui suffisait. Mais par la suite les gouvernements durent se préoccuper de compléter cette tactique lorsque les putschs comprirent, en sus de leur partie politique d'exécution, *une partie technique* ; il fallut alors trouver en regard un système adéquat d'opposition. La solution — circonstance curieuse — fut trouvée par Staline lorsqu'il fut attaqué par Trostky en 1927 : le premier n'avait pas oublié la tactique du second en 1917 que ce dernier rééditait alors ; ils sut en tirer la leçon qu'elle comportait, non pas pour la conquête de l'État, mais au contraire pour sa défense.

« Aidé de Menjinski, le nouveau chef du Guépéou,

Staline organise un corps spécial pour la défense de l'État. La direction de ce corps spécial s'installe au palais de la Loubianka, siège du Guépéou. Menjinski surveille personnellement le choix des communistes destinés à en faire partie, et qui sont recrutés parmi les ouvriers des services techniques de l'État, cheminots, mécaniciens, électriciens, télégraphistes. Leur armement personnel ne consiste qu'en grenades et en revolvers, pour qu'ils ne soient pas gênés dans leurs mouvements. Ce corps spécial est formé de cent équipes de dix hommes, appuyées par vingt autos blindés. Chaque escouade dispose d'une section de mitrailleuses légères. Des motocyclistes assurent la liaison des différentes équipes avec la Loubianka. Menjinski qui a pris le commandement direct de la nouvelle organisation, partage Moscou en dix secteurs : un réseau de lignes téléphoniques secrètes aboutissant à la Loubianka, relie un secteur à l'autre. En dehors de Menjinski, il n'y a que les ouvriers ayant travaillé à l'établissement des lignes téléphoniques, qui en connaissent l'existence et les parcours. C'est ainsi que tous les centres vitaux de l'organisation technique de Moscou sont reliés téléphoniquement à la Loubianka. De nombreuses cellules sont réparties dans les maisons situées aux points stratégiques de chaque secteur : elles constituent des noyaux d'observation, de contrôle et de résistance ; elles sont les anneaux de la chaîne qui forme le système nerveux de l'organisation. »

« ... Menjinski a pris ses mesures. Sa tactique défensive ne consiste pas à défendre de l'extérieur, par un grand déploiement de forces, les édifices menacés, mais à les défendre de l'intérieur avec une poignée d'hommes. A l'attaque invisible de Trotsky, il oppose une défense invisible. Il ne tombe pas dans l'erreur de disperser ses forces pour pro-

téger le Kremlin, les Commissariats du peuple, les sièges des trusts industriels et commerciaux, des syndicats et des administrations publiques. Pendant que les détachements de police du Guépéou pourvoient à la sécurité de l'organisation politique et administrative de l'État, il concentre les forces du corps spécial sur la défense de l'organisation technique. Trotsky n'avait pas prévu la tactique de Menjinski : il ne s'aperçoit que trop tard que ses adversaires ont su mettre à profit la leçon d'octobre 1917. Quand on lui annonce que ses coups de main contre les centraux téléphoniques et télégraphiques et les gares de chemins de fer ont échoué, et que les événements se déroulent d'une manière inattendue, inexplicable, Trotsky s'aperçoit tout de suite que l'action insurrectionnelle s'est heurtée à une organisation défensive qui ne saurait être ce que l'on appelle une organisation de police ¹ ... »

Les procédés que nous venons d'étudier constituent ce que l'on pourrait appeler une *défense active*. Mais le gouvernement est parfois trop faible devant un adversaire trop fort pour lui résister ainsi de front. Dans ce cas, il a souvent recours à un *procédé indirect* de défense : autrefois il provoquait une émeute contre le Coup d'État, aujourd'hui il lance contre la conspiration la *grève générale*, véritable défense passive. Voici comment les choses se passent. Le pouvoir exécutif s'abouche secrètement avec les forces prolétariennes. Puis au moment où le putsch s'exécute, il n'oppose aucune résistance militaire ou policière ; il abandonne rapidement la capitale aux insurgés et va s'établir à l'abri dans une ville de province ; la conspiration s'empare sans aucune difficulté de la cité. Mais alors, sur l'ordre secret du gouvernement, la grève générale est déclanchée.

1. Malaparte, pp. 88 à 105.

Dans la capitale aux mains des insurgés, la vie cesse subitement : dans les usines désertes, les machines, les chaudières, les fours, les dynamos sont sans vie ; un rideau de fer ferme obstinément les devantures des grands magasins et des petites boutiques ; les autobus, les trains, les tramways, les rames du Métropolitain encombrant les remises et les voies de garage ; les services d'eau, de gaz, d'électricité, le téléphone, le télégraphe ne fonctionnent plus. Le jour, à peine quelques passants osent s'aventurer dans les rues désertes, et, la nuit, la ville sans lumières se confond dans l'ombre avec le ciel. Qu'arrive-t-il alors ? La conspiration installée au pouvoir fonctionne à vide : elle n'est bonne qu'à donner des ordres qui ne sont pas et ne peuvent pas être exécutés.

Au bout de quelques jours, impuissante, elle laisse la place : la grève générale l'a vaincue. Telle est l'histoire du Coup d'État de Kapp et de Von Lutwitz qui, dans la nuit du 12 au 13 mars 1920, conquièrent à Berlin l'État, et, le 17 mars suivant, l'abandonnèrent sous prétexte que « la situation extrêmement grave dans laquelle se trouvait l'Allemagne, imposait l'union de tous les partis et de tous les citoyens pour faire front au danger d'une révolution communiste. » Cependant, le procédé de la grève générale comme moyen de protection contre le Coup d'État peut ne donner aucun résultat si, dès le début de l'opération, la conspiration a la possibilité, non seulement d'arrêter, mais aussi de faire fonctionner les services publics dans son propre intérêt à l'aide des équipes techniques. C'est ainsi que Mussolini put triompher de la grève générale en août et octobre 1922 ¹.

1. Malaparte, pp. 73, 80 et 143 à 159.

§ 2. — OPPOSITION DU POUVOIR LÉGISLATIF
A UN COUP D'ÉTAT DIRIGÉ CONTRE LUI

S'il est souvent arrivé que le Pouvoir exécutif réussisse à faire échouer un Coup d'État dirigé contre lui, il semble bien par contre que très peu d'entreprises de ce genre aient avorté lorsqu'elles étaient tentées contre le Pouvoir législatif. Celui-ci, en effet, n'est pas doué pour résister efficacement *par lui-même* à un coup de force : contre l'action rapide, violente et soutenue, il ne peut opposer que la discussion lente. Il est évident que pareil système de défense ne donne pas de bons résultats dans un moment où, seule, compte la force brutale. Aussi nous constatons qu'en règle générale un Coup d'État bien mené contre le Parlement réussit presque toujours.

Cependant, si nous examinons avec attention les faits, nous remarquons que, parfois, les Assemblées adoptent, pour se défendre contre l'adversaire, une certaine tactique dont les effets apparaissent d'abord heureux et renforcent leur cause. Le malheur veut qu'en se comportant ainsi, elles agissent toujours instinctivement, sans se rendre compte de l'opportunité de leur attitude ; elles en changent alors inconsidérément et, perdant tout le bénéfice qu'elles en avaient jusque là retiré, elles font le jeu de la conspiration.

Notre tâche ici va précisément consister à réunir et à coordonner toutes les indications susceptibles de servir la cause d'un Parlement menacé d'un Coup d'État. Une idée fondamentale domine ces notions : le terrain d'action naturel des Chambres étant la discussion et la procédure, toute leur technique d'opposition à un putsch dirigé contre

elles doit consister à attirer l'adversaire sur ce domaine ; elles sont alors les plus fortes et peuvent dans ce cas — si elles s'y maintiennent étroitement — sortir victorieuses de la lutte. Mais cela demande du calme, de la patience et du tact, c'est-à-dire trois qualités qui sont souvent étrangères à une assemblée politique. Aussi nous ne sommes pas éloignés de penser que, malgré tout, un Parlement est *par lui-même* inapte à se défendre contre un Coup d'État.

Nous n'allons envisager qu'une seule hypothèse, la plus courante : celle de l'opposition du Pouvoir législatif à un coup de force dirigé contre lui par le Pouvoir exécutif, opposition soit au cours de la préparation, soit au cours de l'exécution de ce mouvement séditieux.

Première phase. — Le Gouvernement prépare son Coup d'État contre l'Assemblée.

Le Parlement doit faire face à la situation suivante : il est averti par des renseignements indirects, ou même simplement il pressent, que le Gouvernement prépare pour une échéance plus ou moins lointaine un Coup d'État contre lui. Cette situation est ordinairement caractérisée par une hostilité sourde et permanente qui envenime continuellement les rapports mutuels entre les deux pouvoirs et qui se manifeste jusque dans les moindres petites questions. Quel est, dans cet état de choses, l'ordre de mesures que doit prendre l'Assemblée pour assurer sa protection ?

Il lui faut d'abord se composer immédiatement une attitude. Puisque le Gouvernement n'est pas encore entré dans le domaine de l'action, l'Assemblée doit *profiter de cette circonstance pour s'efforcer tout de suite de l'entraîner sur le terrain de la discussion lente* et de l'embourber dans le marais de la procédure parlementaire dont il ne devra

sortir qu'épuisé, désorienté, ayant perdu tout son élan initial. Dans ce but, si elle dispose de renseignements qui sans être particulièrement probants, lui paraissent néanmoins assez sérieux, il lui faut organiser immédiatement une controverse avec le Pouvoir exécutif auquel elle doit demander des explications. Il est préférable que ces débats ne se déroulent pas entièrement en séance publique : il n'y a rien de tel en effet que cette réunion générale pour étouffer en peu de temps une affaire, après une intervention rapide et toujours hypocrite du Gouvernement. Ce procédé est beaucoup trop simpliste ; il est recommandé, au contraire, d'utiliser le système de la commission d'enquête, plus compliqué et plus long, avec tout son attirail de rigueur : nominations des commissaires, du bureau, des sous-commissions et des sections ; envoi de délégations auprès du Gouvernement ; débats dont les compte-rendus sont sténographiés et livrés à une large publicité ; comparution de ministres, témoins particuliers, fonctionnaires, policiers, militaires ; rapports particuliers et rapport général des commissaires nommés à cet effet ; expertises et contre-expertises ; communications et renvois des dossiers, etc... Bref, rien n'est à négliger : les parlementaires doivent multiplier à plaisir les tracasseries pour le Gouvernement et l'amener à se perdre au milieu d'une mise en scène procédurière abondante. Il leur est recommandé, en outre, d'écarter au sein de la commission les dissensions politiques car, devant un adversaire dangereux, prêt à profiter de leur moindre faute, ils doivent rester unis. De même, il est bon d'éviter le vote d'ordres du jour bénins et édulcorés qui liquident définitivement une question litigieuse à la suite d'explications rassurantes et toujours fausses du Gouvernement : les commissaires ne doivent jamais

limiter pour l'avenir mais, dans leurs moindres décisions, ils ont à se ménager des échappées possibles.

A quel résultat le Parlement peut-il aboutir en utilisant ce procédé ? Deux solutions sont possibles : ou bien la preuve est nettement établie que le Gouvernement préparait un Coup d'État contre l'Assemblée et celle-ci le renverse alors avant qu'il ait pu mettre ses projets à exécution ; ou bien la question reste sans solutions précises, mais le Pouvoir législatif en sait toutefois suffisamment pour que le Pouvoir exécutif interrompe ses menées, tout au moins momentanément. Dans ce dernier cas, le danger n'est que *reporté* et l'Assemblée doit alors se préoccuper par des mesures plus profondes de renforcer sa situation et d'organiser, pour une échéance lointaine, la résistance.

Les dispositions qu'elle peut prendre à cet effet sont de nature très variable. Souvent son premier souci est de se créer une contre-police pour surveiller le Gouvernement : l'idéal consiste alors à gagner à sa cause un membre du Ministère qui ne lui cèle rien. Le concours du préfet de police, du gouverneur militaire de la capitale, des principaux chefs de l'État-Major général, des fonctionnaires et des magistrats haut placés, lui est également d'une grande utilité ; malheureusement elle se heurte sur ce terrain à la concurrence du Gouvernement, d'autant plus redoutable que celui-ci nomme à tous les emplois civils et militaires. L'Assemblée doit aussi s'assurer que son bureau et sa garde sont absolument dévoués à sa cause. Il lui faut enfin — et surtout — s'entendre au dehors avec des groupements, organisations, ligues politiques et sociales, qui puissent, au moment où le Gouvernement exécute son Coup d'État, organiser une résistance massive et tech-

nique : émeutes dans la rue, assauts contre les bâtiments publics, sabotage technique et grève générale.

Deuxième phase. — Le Gouvernement exécute son Coup d'État

Le Gouvernement a pu mettre au point la préparation de son Coup d'État contre le Parlement sans être inquiété par celui-ci ; il décide alors de passer à l'exécution. Quelle va être dans ce cas l'attitude de l'Assemblée ? Sur ce point, il est possible, croyons-nous de poser la règle suivante : si l'assaillant se place sur le terrain parlementaire, elle doit l'y suivre pas à pas et l'y pousser toujours plus avant jusqu'à l'y perdre ; mais s'il se lance dans l'action immédiate, il ne reste plus à la Chambre qu'à renoncer à se défendre par elle-même et à laisser à d'autres le soin de la protéger.

Le Gouvernement peut, dans l'exécution de son Coup d'État, adopter une tactique qui, pour lui, constitue une très lourde faute, mais qui inversement pour l'Assemblée est une chance inespérée de salut. Soit par esprit libéral, soit par crainte d'une opposition violente de la Chambre ou de l'opinion publique, le Gouvernement se préoccupe parfois de sauver dans la mesure du possible les apparences de la légalité au cours même de son action. Pour cela, il se place ordinairement sur le terrain parlementaire et, par une véritable « séduction », il s'applique à faire du Pouvoir législatif l'instrument inconscient de son illégalité : en l'abusant par des explications mensongères et des manœuvres retorses, il s'efforce d'obtenir une décision qui consacre son triomphe ou lui permette de l'achever, aux dépens mêmes du Parlement. C'est un véritable guet-apens tendu à ce dernier. Celui-ci, s'il se rend un compte

exact de la situation, doit alors profiter de l'occasion. Puisque l'adversaire s'engage dans le maquis de la discussion parlementaire, l'Assemblée doit bien se garder de l'en détourner, car cette tactique est toute à son avantage : en jouant cette carte, elle devient maîtresse du jeu. Sur quel terrain manœuvre, en effet, le Gouvernement ? Sur le terrain de la procédure. Quelle est la force du Parlement ? La procédure. Quelle est la force de la procédure ? La lenteur. L'Assemblée doit donc éviter tout éclat : devant la rouerie maladroite de la conspiration, il lui faut contenir ses dispositions naturelles à la susceptibilité ombrageuse et à l'irritabilité fanatique ; sinon, elle heurte de front les conjurés qui, en désespoir de cause, recourent alors à la force. Elle fera preuve au contraire d'habileté en paraissant momentanément favoriser les vues du Pouvoir exécutif : elle acceptera la discussion, multipliera les séances publiques, les réunions des commissions ; bref, par toutes les ressources procédurières du règlement, elle fera traîner les choses en longueur pour illusionner et endormir le Gouvernement. Peu à peu ainsi, l'épée de Damoclès suspendue sur sa tête s'écartera : l'élan initial de la conspiration sera perdu ; les agents secrets de l'Assemblée en profiteront pour désorganiser tout le mécanisme du Coup d'État. Et quand le péril sera écarté, la Chambre pourra alors jeter bas le masque et renverser le Gouvernement : celui-ci sera totalement impuissant.

Mais la situation change du tout au tout si la conspiration entre de plain-pied dans le domaine de l'action brusque et violente. Dans ce cas, le rôle du Parlement est terminé : il lui est inutile — et qui plus est dangereux — de vouloir résister par lui-même, car, en dehors de la discussion et de la procédure, il n'est absolument bon à rien. Il lui faut alors

renoncer à lui-même et trouver au dehors les moyens de salut : les ligues politiques, les organisations sociales sont là pour le remplacer dans la lutte contre le Pouvoir exécutif. Aucune considération de légalité ne doit plus intervenir : contre le Coup d'État gouvernemental, le Parlement ne doit pas hésiter pour sauver sa situation à lancer l'émeute, la grève générale, la guerre civile ou même un autre Coup d'État dirigé par un élément privé ; seule alors la force fait pencher la balance.

Toutes les indications que nous venons de donner ne sont pas des élaborations fantaisistes de l'esprit : elles sont le résultat d'une observation attentive des faits. Un examen rapide de différents Coups d'État va nous permettre de montrer comment la résistance parlementaire s'est effectivement réalisée dans certaines circonstances de l'histoire.

Au mois de mai de l'année 1793, en France, les luttes politiques avaient atteint un degré d'acuité extrême. La majorité de la Convention, composée de Girondins, c'est-à-dire de républicains modérés, se trouvait en butte aux attaques violentes de révolutionnaires plus avancés auxquels était donné le nom de Montagnards. Ces derniers ne constituaient, sans doute, qu'une minorité dans l'Assemblée, mais, par ailleurs, ils avaient pour eux le peuple de la capitale et ce soutien représentait alors une force plus réelle, plus positive, que la collection des bulletins de votes favorables sur lesquels leurs adversaires fondaient uniquement leur puissance. Les Montagnards avaient réussi du reste à se rendre maîtres de la municipalité parisienne et, grâce à cet organisme, ils exerçaient dans la ville une véritable dictature absolue, sans souci des décrets législatifs qui pouvaient réglementer ou limiter leur autorité. Il arriva alors un moment où les Girondins de la Con-

vention prirent ombrage de cette force nouvelle qui, se riant de leurs décisions, constituait un véritable État dans l'État. Ils instituèrent une Commission de douze membres pour censurer tous les actes illégaux de la Commune. A cette mesure, les Montagnards décidèrent d'opposer une résistance violente et de liquider définitivement le conflit en exécutant contre la Convention un coup de force dans le but d'obtenir la suppression de la Commission des Douze et la mise en accusation des principaux Girondins. La municipalité parisienne prépara fiévreusement la lutte et le peuple, par des orateurs, par des journaux, par des affiches, fut soigneusement excité contre l'Assemblée. Lorsque tous les préparatifs furent achevés, la conspiration de l'Hôtel de Ville décida d'engager la bataille. Dans l'après-midi du 31 mai 1793, un groupe d'émeutiers se présenta à la barre de la Convention, porteur de plusieurs pétitions, régidées sous l'inspiration de l'administration communale et départementale de Paris, alliée à un comité politique de 21 membres. Ces pétitions réclamaient principalement la suppression de la Commission des Douze et la prescription des Girondins. Pendant que les pétitionnaires se présentaient ainsi devant l'Assemblée, les sections parisiennes en armes investissaient la salle des séances et en gardaient toutes les issues. Devant cette marée d'émeutiers hostiles, qui vociféraient contre eux des injures et des menaces de mort, les députés se gardèrent bien, avec habileté, d'opposer une résistance hautaine et cassante qui eût tout envenimé. Ils entourèrent de prévenances et d'égards les pétitionnaires, leur multiplièrent avec affectation le terme égalitaire et auréolé de « citoyen » et les firent asseoir au premier rang des banquettes. Puis ils engagèrent avec eux des discussions sereines et mesurées. Pendant que ces

tractations se déroulaient dans le calme et la dignité, le temps passait : le soleil baissait sur l'horizon et une brise légère commençait peu à peu à refroidir l'ardeur des sectionnaires qui, restés à l'extérieur, attendaient dans une lassitude croissante le résultat de l'entrevue. La Maison Commune donnait au loin des ordres de moins en moins belliqueux. Et, à la tombée de la nuit, alors que la fièvre révolutionnaire du peuple avait complètement disparu, la Convention, d'accord avec les pétitionnaires, décidait la suppression de la Commission des Douze. De la prescription des Girondins, il n'était pas question. Un membre de l'Assemblée proposa, pour fêter dignement cet accord du peuple et de ses représentants, d'organiser « une promenade civique autour des Tuileries. » Cette proposition fut votée dans l'enthousiasme. A dix heures du soir, au clair de lune, les représentants sortirent de la salle des séances : bras dessus, bras dessous avec les commères, les sans-culottes et les gamins, ils déambulèrent paisiblement sous les ombrages, parmi les pelouses, cependant que des chansons, qui n'avaient rien de patriotique, s'élevaient dans la nuit, accompagnées du grincement des violons. Le Coup d'État montagnard contre les Girondins avait échoué.

La grande habileté des Girondins de la Convention avait été, le 31 mai 1793, de ne pas heurter de front des conjurés qui se plaçaient sur le terrain « parlementaire » pour exécuter leur Coup d'État, mais au contraire de les faire enfoncer davantage dans le marais de la discussion et de la procédure. L'élan insurrectionnel en avait été complètement brisé. Cette leçon de tactique contre-révolutionnaire ne devait pas être comprise par les jacobins du Conseil des Cinq-Cents, lors du Coup d'État de Bonaparte, le 19 Brumaire de l'an VIII. Ceux-ci, en face d'un général qui commet la

faute de vouloir autant que possible respecter la légalité dans l'exécution de son illégalité, loin de composer paisiblement avec lui et de faire traîner les choses en longueur, se regimbent aussitôt et se dressent avec violence contre le « hors la loi ». « Les Anciens et les Cinq-Cents n'ont pas compris que le secret de leur force, vis-à-vis de Bonaparte, c'est de faire traîner les choses en longueur, de ne pas relever les provocations, de se fier aux lenteurs de la procédure... L'erreur des Conseils a mis Bonaparte au pied du mur : la fuite ou la violence. Les « avocats » du Corps législatif lui ont donné, sans le vouloir, une leçon de tactique révolutionnaire¹. »

La *tactique procédurière* comme moyen de défense parlementaire contre un Coup d'État gouvernemental ne peut être utilisée que dans l'hypothèse où la conspiration se place elle-même sur le terrain de la discussion. Si par contre elle s'engage résolument dans l'action, l'Assemblée ne doit plus seulement compter sur elle-même ; elle doit alors rechercher au dehors les éléments de sa défense pour opposer la force et la violence matérielles au Coup d'État. C'est en lançant l'armée contre le roi Adolphe-Frédéric que la Diète suédoise réussit en 1756 à défendre sa position. Sous le régime français du Directoire, en l'an III, la Commission des Inspecteurs du Conseil des Cinq-Cents apprit un jour que le Pouvoir exécutif préparait contre les Assemblées un Coup d'État. Un de ses membres, de la Rue, proposa alors les mesures suivantes : la cassation de l'État-Major de la 17^e division, la police de Paris donnée aux Conseils, la proclamation de la patrie en danger, le rétablissement par un décret en deux ligues proclamé au son du tambour

1. Malaparte, p. 188.

et du tocsin, de la garde nationale de Vendémiaire, l'arrestation des députés jacobins, le remplacement des Triumvirs, la mise hors de la loi du Directoire, l'occupation du Luxembourg par 1200 conjurés, députés et généraux en tête. C'était opposer au Coup d'État gouvernemental un autre Coup d'État, exécuté avec l'aide principale de forces privées. La tactique était excellente ; c'eut été pour le Directoire un véritable coup de massue. Mais ce coup ne fut pas porté. Et les Conseils, le 18 fructidor de l'an V, se trouvèrent sans défense contre le Gouvernement qui put ainsi impunément les réduire à l'impuissance.

CHAPITRE VI

CONSÉQUENCES POLITIQUES DES COUPS D'ÉTAT

Les Coups d'État, lorsqu'ils sont réussis, entraînent des conséquences politiques nombreuses et variées. Celles-ci peuvent être classées en deux catégories : les unes sont *individuelles*, car elles résultent de chaque Coup d'État envisagé en particulier ; les autres sont *collectives*, c'est-à-dire qu'elles sont la suite, non pas d'une seule action illégale exécutée pour la conquête du pouvoir politique, mais d'une série de plusieurs opérations de cette nature accomplies dans un pays à intervalles rapprochés. Nous allons étudier successivement ces deux points.

SECTION I. — Conséquences individuelles d'un Coup d'État.

Les conséquences individuelles d'un Coup d'État revêtent deux aspects : un *aspect négatif*, ayant trait à la mise à l'impuissance de l'adversaire vaincu, et un *aspect positif*, se rapportant à l'établissement ou au renforcement de la puissance du vainqueur.

§ 1. — ASPECT NÉGATIF DES CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES D'UN COUP D'ÉTAT

Après la réussite d'un Coup d'État, la première préoccupation des vainqueurs est d'assurer solidement leur

triomphe en éliminant autour d'eux tous les éléments hostiles ou dangereux qui seraient susceptibles de leur porter atteinte. Cette mise à l'impuissance des vaincus, opérée dans l'intérêt du nouveau régime, se réalise selon divers procédés : emprisonnements, déportations, mises à mort, réléghations, exils, surveillance étroite de la police, suppression des droits civils et politiques, etc... — Cette campagne conduit fatalement à la disparition de ce que l'on appelle la lutte des partis : désormais, une seule doctrine politique a cours officiel, aucune autre n'est tolérée ; elle est considérée comme rentrant dans le corps des lois du pays et c'est au parti victorieux, pourvu d'une puissance absolue, qu'il appartient d'assurer son application. L'autorité recherche ainsi la cohésion et l'uniformité ; par là même, elle est amenée à considérer les citoyens, non pas comme tels, mais comme de la matière malléable, comme des unités purement physiques qu'elle déplace ou dont elle dispose à son gré¹. Bien qu'elle prétende souvent dans ce cas à spiritualiser le peuple, à lui donner un idéal et une foi, et qu'elle y réussisse en apparence, il est certain qu'un pareil gouvernement limite étroitement les qualités et les fonctions intellectuelles de l'homme dont il enserme l'activité dans un cadre imposé et étroit. Nombre de gens sont cependant favorables à ce système : l'ordre et le calme qu'il établit sont des biens que certains jugent grandement préférables aux agitations souvent désordonnées et aux divisions mesquines qu'entraîne parfois la liberté complète de penser et d'agir.

Ainsi donc, la mise à l'impuissance des adversaires, aussi complète que possible, est la première préoccupation de

1. V. Paul Valéry. Préface à l'ouvrage d'A. Ferro. *Salazar. Le Portugal et son chef* (Grasset. 1934).

conjurés, installés fortement au pouvoir à l'aide d'un Coup d'État. Ce résultat recherché peut être à première vue entièrement atteint ; il semble alors que le nouveau régime n'ait plus personne à redouter. Mais cette politique, suite normale d'une action séditeuse pour la conquête de l'État, est toujours grosse de conséquences funestes pour l'avenir du nouveau gouvernement, même si celui-ci s'en trouve apparemment renforcé ; les inconvénients lointains l'emportent souvent sur les avantages immédiats.

Supposons tout d'abord que l'autorité ait réussi à se débarrasser complètement de ses adversaires, que sa répression ait été radicale à la suite de son Coup d'État heureux : l'opposition décimée, épuisée, découragée, ne peut même plus s'efforcer de regrouper un peu de ses anciennes forces tant la surveillance de la police est étroite et sévère. Cette situation fait nécessairement supposer que la lutte destructive a été menée d'une façon impitoyable, avec la dernière énergie. Le Gouvernement peut alors triompher et se féliciter de l'ascendant qu'il exerce extérieurement sur les citoyens. Mais il ne peut voir ce qui se passe dans l'intérieur des consciences et il est certain que celles-ci, tout au moins pour une forte minorité, ne sont pas aussi intimement soumises que les esprits le paraissent extérieurement. Deux ordres de considérations peuvent en effet les préoccuper. Il y a tout d'abord une réprobation plus ou moins sentie et qui atteint parfois la déconsidération et le mépris envers un régime qui, pour arriver à une suprématie aussi accentuée, a eu fatalement recours à des mesures d'une violence et d'une audace poussées à leur extrêmes limites. Un pareil souvenir reste toujours profondément inscrit dans les mémoires, même celles des partisans de l'autorité, et il contribue à miner lentement mais profondément par sa con-

tinuité les bases du nouveau régime : tout discours ou tout acte du Gouvernement qui, dans la rue, soulève les acclamations de milliers de personnes déchaînées, est ensuite au calme, dans le for intérieur de chaque citoyen, confronté avec le rappel cuisant des persécutions et des tracasseries d'antan, jugé, déformé et critiqué. Par ailleurs, les ennemis du régime qui recherchent sa perte se souviennent de l'exemple donné jadis par l'autorité, au moment de son arrivée au pouvoir, alors qu'elle n'était encore qu'une vulgaire conspiration, dénommée officiellement par les États étrangers « gouvernement de fait » : ils en tirent cette conclusion que, logiquement, rien ne les empêcherait de faire un jour de même et d'agir à leur tour contre le pouvoir avec une violence d'autant plus décisive que, devant un adversaire aussi énergique, la moindre hésitation dans l'action constituerait une faute dont ce dernier profiterait pour se défendre avec succès. Nous pouvons donc conclure qu'une répression violente et radicale des adversaires du Coup d'État peut, *sur le moment même*, consolider apparemment le nouveau régime, mais qu'elle devient rapidement par la suite une cause de désaffection ou même de haine des citoyens à l'égard du Gouvernement. Considérons par exemple l'opération du 18 Fructidor de l'an V : elle rétablit une véritable terreur, elle brisa littéralement et réduisit à une impuissance, qui devait durer jusqu'en 1815, le parti royaliste dont toute l'organisation fut détruite et dont les principaux dirigeants furent déportés à la Guyanne; mais elle détacha plus que jamais du régime les citoyens et aviva les espérances et l'audace des jacobins de gauche. Rappelons-nous également le cri de fureur de Napoléon à la découverte de la conspiration de Malet : « Un homme est-il donc tout ici ? Les institutions, les serments, rien. »

Et, de son côté, Malet répondait au président du Conseil de guerre qui lui demandait s'il avait des complices : « La France entière et vous, Monsieur le Président, si j'avais réussi. »

Nous venons de voir qu'un Coup d'État ne réussit pas à assurer d'une façon certaine la stabilité du régime qui en résulte, même s'il a pour conséquence immédiate *la mise à l'impuissance totale* des adversaires de la conspiration. A plus forte raison en est-il de même si la nouvelle autorité *ne parvient pas à opérer un nettoyage complet* de l'emplacement où elle s'établit et s'il subsiste encore des germes actifs de l'ancienne opposition. Dans ce cas, le Gouvernement est profondément miné à sa base.

Les raisons pour lesquelles un Coup d'État ne parvient pas toujours à réduire *entièrement* les adversaires de la conjuration, sont simples. Dans certains cas, *en raison de sa nature même*, il est impuissant, bien qu'ayant atteint son objectif immédiat, à dompter complètement son ennemi. Il demande, en effet, pour réussir parfaitement, un antagoniste physique, déterminé dans le temps et dans l'espace. Aussi est-il incapable d'arrêter un mouvement de l'opinion publique : en France, l'opération du 22 floréal de l'An VI n'a pas empêché cette dernière de continuer à se prononcer contre le Gouvernement et de se refuser à le soutenir le jour du 18 brumaire de l'An VIII ; en Allemagne, en Autriche et en Italie, au cours des années 1849 et 1850, les dissolutions par les monarques des Assemblées ou Congrès élus, n'a pu arrêter le mouvement libéral qui finalement devait triompher. Dans d'autres cas, *par sa forme même*, le Coup d'État est inapte à détruire totalement une certaine opposition. Nous avons déjà vu — à propos du 18 brumaire ou du 2 juin 1793, par exemple — qu'il est impossible de

réduire tout à fait le Parlement par le procédé du coup de force « parlementaire » : on ne demande pas à une personne, dont on désire la perte, de se suicider ; on la tue. Nous avons également maintes fois remarqué que dans les États modernes, si perfectionnés scientifiquement, seul un Coup d'État « technique » pouvait donner le pouvoir d'une façon durable ; c'est pour avoir pratiqué le Coup d'État « politique » et militaire que Kapp et Von Lutwitz en 1920 ont du, au bout de cinq jours, lâcher le pouvoir, n'ayant pu résister à la grève générale, comme devait le faire au contraire Mussolini plus perspicace en octobre 1922. Enfin, par la *malfaçon apportée dans son exécution*, le Coup d'État peut laisser échapper des adversaires ou même se créer des ennemis qui, maintenus libres, constituent par la suite une opposition constante pour le nouveau gouvernement. Tel est par exemple le vice fondamental de l'opération du 2 décembre 1851, en France, par ailleurs bien exécutée : le Prince-Président commit la faute par son action trop rude de s'aliéner les modérés, les élites intellectuelles et les sommités administratives ; ceux-ci refusèrent alors de donner leur concours au nouveau régime qui devait beaucoup en souffrir par la suite.

De tout ce qui précède, nous pouvons donc tirer une conclusion certaine : un Coup d'État ne peut jamais avoir pour effet de supprimer toute résistance, proche ou lointaine, au régime qu'il établit ; au contraire, il avive et il crée pour le nouveau gouvernement des haines profondes et tenaces qui, il faut le reconnaître, ont presque toujours jusqu'ici contribué à renverser finalement ceux qui avaient mis en lui toute leur confiance. C'est ce qui faisait dire à Benjamin Constant : « Tout gouvernement modéré, qui s'appuie sur la règle et sur la justice, se perd par toute inter-

ruption de la justice, par toute déviation de la régularité. Comme il est dans la nature de s'adoucir tôt ou tard, ses ennemis attendent cette époque pour se prévaloir des souvenirs armés contre lui. La violence a paru le sauver un instant, mais elle a rendu sa chute plus inévitable; car en le délivrant de quelques adversaires, elle a généralisé la haine que ses adversaires lui portaient. »

§ 2. — ASPECT POSITIF DES CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES
DU COUP D'ÉTAT

La conspiration qui réussit un Coup d'État n'a pas seulement le souci de réduire ses adversaires à une impuissance aussi complète que possible; elle a encore un programme constructif à remplir et celui-ci consiste à édifier sur des bases solides le nouveau gouvernement. Après l'asservissement du vaincu, la suprématie du vainqueur reste à consacrer. Nous allons donc étudier maintenant *les suites positives immédiates du Coup d'État* et nous nous demanderons, en outre, si *le fait du Coup d'État* n'exerce pas une *influence plus profonde et plus lointaine* sur la situation politique à venir.

1^o *Suites positives immédiates du Coup d'État.*

En raison de sa nature, un Coup d'État donne le plus souvent naissance à un régime autoritaire et fort. Il est, en effet, l'affirmation intransigeante et intolérante de la supériorité de certains principes ou de certains intérêts que l'on veut voir triompher et pour la suprématie desquels on lutte, peut-être au péril de sa vie. Un homme qui ne craint pas de porter par ce procédé une atteinte violente et réfléchie aux règles les plus importantes de la vie publique,

de mettre en jeu toute l'essence même du régime et les bases politiques de la nation, et, pour cela, de combattre ses adversaires dans toute la mesure qu'exige son succès, est la plupart du temps par sa nature anti-libéral, intran-sigeant et intolérant. Aussi cet homme qui n'a pas hésité à employer le Coup d'État pour faire triompher ses principes — et qui réussit — n'hésitera pas non plus à employer les moyens les plus radicaux pour assurer la mise en pratique de sa doctrine. C'est dans la logique des choses : une idée pour le triomphe de laquelle on s'est battu, vaut bien que l'on se batte encore pour la faire respecter. *Un régime autoritaire et fort est donc la suite normale d'un Coup d'État.*

Le premier soin des vainqueurs est alors d'établir et d'exercer une véritable suprématie politique. Les chefs du Coup d'État s'imposent, non seulement à leurs adversaires, mais encore aux éléments qui leur avaient témoigné avant leur opération une neutralité bienveillante, ou même leur avait fourni un concours discret, politique ou pécuniaire. Ainsi, en France, les membres du Pouvoir législatif qui avaient aidé ou laissé faire les manœuvres des 18 fructidor an V, 22 floréal an VI et 18 brumaire an VIII, se virent sans doute maintenus en place mais leur rôle et leur influence, loin de s'accroître, diminuèrent au contraire complètement sous la coupe du gouvernement, il aurait été permis d'appeler leur réunion un « Parlement croupion, » comme celui de Cromwel. La même mésaventure advint aux représentants suédois, après l'action du roi Gustave III en 1772. Aussi pouvons-nous conclure en passant qu'un Parlement, incapable de tenter par lui-même un Coup d'État, doit toujours s'attendre à en souffrir, s'il s'en fait un, soit de la part d'un élément privé, soit de la part du Gouvernement. La haine instinctive des Assemblées pour

tout ce qui constitue une action énergique dans n'importe quel domaine, a peut-être pour cause le dépit de ne savoir rien faire autre chose que discuter.

Mais il n'y a pas que la Direction de la conjuration qui accroisse sa puissance : les instruments actifs du Coup d'État également se donnent peu à peu un rôle très important dans la vie politique qui suit la conquête totale du pouvoir, et cela souvent contre le gré de leurs dirigeants : A Rome sous l'Empire, en France sous le Directoire, dans certains États de l'Amérique du Sud aujourd'hui, l'armée qui se sent l'organisme le plus fortement constitué dans le pays et qui fait et défait les gouvernements, entend bien que rien d'important ne se décide sans elle et que tout soit subordonné à son intérêt. La même situation se retrouve lorsque la conspiration est arrivée au pouvoir à l'aide d'un parti homogène et solidement organisé : celui-ci continue, après le Coup d'État, à exercer une influence prépondérante et même tyrannique sur le gouvernement du pays, à tel point que très souvent les chefs sont débordés et obligés, sous peine de perdre leur place, de satisfaire ces appétits. C'est le cas des partis jacobin, communiste, fasciste et hitlérien ; ils finissent par constituer eux-mêmes *l'armature centrale du pays* ; ils sont à la fois l'organe d'observation, de discussion, de décision et d'exécution pour toute la nation.

Cette suprématie des vainqueurs — chefs et troupes — est défendue généralement par une police générale à laquelle le Gouvernement consacre une très grande partie de ses soins. Cette police est fortement organisée et centralisée ; excessivement développée, elle étend à travers le pays une infinité de ramifications, des plus grosses jusqu'aux plus ténues, qui contrôlent sans arrêt la vie de chaque citoyen

dans ses moindres détails : la moitié de la nation passe ainsi son temps à observer l'autre. Ce système — signe très net de la peur morbide que ressent l'autorité de voir se renouveler contre elle le coup qu'elle a fait à d'autres — a été ou est pratiqué en France sous les régimes directorial et impérial, en U. R. S. S. bolcheviste, en Allemagne hitlérienne, en Italie fasciste et en Yougoslavie de 1929 à 1934.

*2° Répercussions positives lointaines du Coup d'État
sur le régime politique.*

Le Coup d'État paraît donc à première vue entraîner des conséquences positives heureuses pour le nouveau régime politique auquel il donne naissance : par l'autorité et la puissance qu'il confère aux conjurés vainqueurs, il leur permet d'instituer un gouvernement fort, appelé à se développer et à durer de nombreuses années. Telle est la perspective immédiate qui apparaît au premier examen des faits. Toutefois, en approfondissant les choses, il est possible de s'apercevoir *que le fait du Coup d'État exerce une influence sournoise et dangereuse sur le système politique qui en résulte* : celui-ci garde toujours la trace de ses origines comme un mal incurable ronge peu à peu les os d'un homme. En effet, le Coup d'État présente d'abord des caractéristiques intrinsèques qui ne sont guère conciliables avec *le principe même d'un gouvernement* ; de plus, étant donné la nature de certains de ses facteurs ou de ses éléments, le Coup d'État ne peut pas impunément donner naissance à *n'importe quelle forme de régime politique*, mais n'est utilisable que pour un type déterminé de gouvernement : si cette condition n'est pas observée, il devient alors un ferment de décomposition pour l'autorité établie.

Il faut tout d'abord remarquer que les qualités requises chez un homme pour faire un bon chef de conjuration ne sont pas du tout les mêmes que celles nécessaires pour faire un bon chef de gouvernement. Pour préparer un Coup d'État, il s'agit avant tout de gagner et d'organiser des partisans : dans ce but, on doit savoir parler aux foules et aux groupes populaires un langage qu'ils comprennent, c'est-à-dire un langage où tout raisonnement est autant que possible banni, un langage qui fasse appel au sentiment et à l'imagination des auditeurs, un langage qui déchaîne les acclamations d'une populace délirante et hypnotisée, en un mot un langage de prophète inspiré. Pour exécuter un Coup d'État, il faut savoir se décider rapidement, diriger les manœuvres en ne se préoccupant que du but à atteindre, sans s'embarrasser de considérations accessoires, sur les moyens par exemple. En résumé, un putschiste modèle doit être un démagogue sans scrupules. Tout autres sont les qualités indispensables pour faire un bon chef de gouvernement : il ne s'agit plus de se gagner l'approbation fanatique d'une foule déterminée, mais il faut se concilier l'opinion publique, somme des opinions individuelles, basé sur la discussion et comportant un jugement de valeur plus ou moins raisonné ; il ne s'agit plus de conduire, en chef intransigeant et fougueux, l'attaque contre l'adversaire pour réduire entièrement ce dernier, mais il importe d'agir avec pondération, parfois même avec lenteur, et de rechercher, non pas l'écrasement d'une force par une autre, mais au contraire l'accord aussi parfait que possible de tous les éléments de la nation entre eux sur la base de la composition et de la tolérance. Ainsi donc, il existe une opposition complète entre le chef d'un Coup d'État et le chef de gouvernement. Or, précisément le mal-

heur veut souvent que le premier soit appelé à être le second. Dans ce cas, deux éventualités peuvent se produire : ou cette personne garde, une fois arrivée au pouvoir, son tempérament de révolutionnaire, ou bien elle « change de peau », pour employer une expression un peu vulgaire mais juste, et adopte une attitude réservée et calme de « gouvernemental nanti ». Dans la première hypothèse, les forces du Coup d'État sont satisfaites, mais inversement les citoyens mécontents se soulèvent contre la tyrannie désordonnée et renversent le pouvoir. Dans la seconde hypothèse, l'inverse apparaît : le chef peu à peu se « stabilise » à la satisfaction croissante des gouvernés, mais à la fureur de ses anciens partisans qui l'accusent aussitôt de devenir « modéré » : la guerre civile peut en résulter. Au début de tout régime issu d'un Coup d'État, il y a ainsi un moment particulièrement dur à passer, un cap à franchir, qui décide de l'orientation politique future : le sort du gouvernement nouvellement établi en dépend. Lénine, Mussolini, Hitler ont connu cette période critique. Si le Pouvoir exécutif réussit cependant à la passer sans trop d'encombres, il n'est pas dit toutefois que son autorité soit désormais à l'abri de tout danger, car *le fait du Coup d'État* peut, par ailleurs, avoir une influence funeste sur l'ordre établi pour d'autres raisons que nous allons maintenant examiner.

Nous avons vu plus haut *qu'en raison de sa nature* un Coup d'État ne donne pas lieu pratiquement à n'importe quel régime : seul, un système politique autoritaire et fort en est la suite normale. S'il arrive cependant que ce soit un gouvernement libéral qui s'établisse, il y a dans ce cas désaccord intime entre une origine violente et des suites pacifiques : cette situation est toujours dangereuse pour l'autorité au pouvoir qui se contredit ainsi publiquement ;

les adversaires acharnés qu'elle s'est créés en exécutant son Coup d'État, profitent alors de la liberté qui leur est laissée pour mener contre elle une campagne violente, et ébranler dangereusement sa position dans le pays. Pour sortir de cette ornière, l'autorité au pouvoir n'a qu'une ressource : se conformer à la logique politique en instaurant rapidement un régime dictatorial et en jugulant toute indépendance. Si elle se refuse à adopter cette solution, elle court inévitablement à sa perte. L'histoire du mouvement fasciste en est un exemple convaincant.

Après sa conquête du pouvoir par un Coup d'État, que le roi Victor-Emmanuel avait au dernier moment « légalisé », pour ainsi dire, Mussolini ne s'orienta pas immédiatement vers un régime absolutiste, mais il s'efforça d'abord de suivre une politique modérée. Le 30 octobre 1922, il présenta un ministère où se remarquaient seulement quatre fascistes, en dehors du Président du Conseil : De Stéphani aux Finances, Giurati aux Terres libérées, Oviglio à la Justice et De Capitani à l'Agriculture ; le général Diaz à la Guerre et l'amiral Thaon di Revel à la Marine, apportaient dans le Cabinet un élément d'impartialité et de modération. Le lendemain, Mussolini télégraphiait à ses lieutenants : « Nous devons garder la discipline et le respect envers les autres. En aucun cas nous ne devons enfreindre les libertés personnelles ¹ ». Mais il lui fut impossible de poursuivre cette politique modérée. D'une part, en effet, ses troupes n'observèrent pas les consignes données et exercèrent sur le pays une véritable tyrannie ; d'autre part, l'opinion publique se lassa des excès fascistes et l'opposition libérale et démocratique regagna des forces. L'assassinat du député Matteoti, le 10 juin 1924, fut la goutte

1. Sforza. *Dictateurs et Dictatures*, p. 41.

d'eau qui fit déborder le vase. Forcé de prendre parti pour ses troupes ou pour l'opinion publique, Mussolini se prononça pour les premières et se laissa entraîner par elles. Peu à peu un régime dictatorial s'établit qui devait avoir son plein épanouissement en 1926. Le 9 novembre de cette année-là, une série de mesures nouvelles fut promulguée : 1^o Retrait et révision de tous les passeports; ordre de tirer sur quiconque essaiera de franchir clandestinement la frontière; 2^o Suppression de toutes les publications anti-fascistes; 3^o Dissolution de tous les groupements anti-fascistes; 4^o Déportation de tous les anti-fascistes; 5^o Création d'une police spéciale et d'un tribunal spécial pour la défense de l'État. — Après une période intermédiaire de quatre années, faite de tâtonnements et d'hésitations, et marquée par une évolution dont le rythme s'accélère au cours des derniers mois, c'était l'ère du pouvoir absolu qui commençait et devait constituer la forme définitive du régime fasciste.

D'autre part, *en raison de la forme sous laquelle il a été exécuté*, un Coup d'État ne peut pas conférer les qualités de stabilité et de durée à n'importe quel système politique dont il serait la source. En d'autres termes, à une forme donnée de Coup d'État correspond un régime déterminé; un mode de gouvernement qui ne serait pas en rapport avec la manière selon laquelle aurait été effectué le mouvement insurrectionnel dont il serait issu, n'est pas assuré d'avoir une autorité efficace et une puissance durable. Ainsi le gouvernement dont l'action a pour résultat de léser les intérêts de ceux qui ont contribué précisément à lui faire réussir son Coup d'État, est certainement appelé à engager dans son pays, et même au sein de son propre parti, une lutte pénible, longue et peut-être violente, contre

les éléments qu'il renie sans vergogne. Un des exemples les plus frappants de cette idée nous est fourni par la Russie. En octobre 1917, le Coup d'État bolcheviste réussit à donner le pouvoir aux Soviets, non seulement grâce à l'action prolétarienne, mais aussi à *l'aide des paysans* : l'union du prolétariat et de la masse paysanne était l'une des « Thèses » marquantes de Lénine. Mais lorsque, par la suite, le nouveau régime voulut mettre en pratique le principe communiste, il se heurta aux opinions, aux mœurs et aux intérêts des moujicks eux-mêmes : ces derniers s'étaient bien emparés des terres des grands seigneurs, comme le leur avait recommandé Lénine, mais ils se les étaient ensuite distribuées entre eux sous forme de petites propriétés individuelles auxquelles ils demeuraient dès lors profondément attachés. Aussi le bolchevisme, en voulant appliquer les principes communistes aux paysans, heurtait-il nettement les intérêts de ceux qui avaient au début rendu de si grands services à sa cause. De fortes résistances se manifestèrent aussitôt ; des troubles graves en résultèrent. Aujourd'hui encore, après dix huit ans de gouvernement, le bolchevisme n'a pas réussi à supprimer complètement la petite propriété paysanne ; un malaise général plane dans les campagnes.

Au mois de février 1935, le Gouvernement brésilien, issu d'un Coup d'État, a déposé un projet de loi visant à assurer la stabilité politique et à empêcher les révolutions si fréquentes. D'après ce texte, les pouvoirs donnés à l'autorité exécutive seraient fort larges : il aurait la faculté de suspendre en tout temps les journaux pour six mois et le contrôle absolu sur tout genre de propagande ; les fonctionnaires et les officiers ne pourraient adhérer à des organisations jugées subversives, et un tableau spécial serait

prévu pour ceux d'entre eux qui seraient considérés comme suspects. Le résultat de cette attitude gouvernementale ne s'est pas fait attendre. Une opposition violente s'est aussitôt dressée contre le projet ; les adversaires du pouvoir ont *accusé celui-ci de condamner les méthodes et les hommes qui lui avaient permis de conquérir l'État par la force*. De nombreuses grèves de protestation ont eu lieu un peu partout, notamment à Rio-de-Janeiro et à São-Paulo. La position du gouvernement s'en est trouvée beaucoup affaiblie et très délicate.

Dans un autre genre d'idées, sous le Bas-Empire romain, des empereurs furent assassinés par leurs soldats pour avoir voulu limiter la puissance de l'armée alors que c'était elle précisément qui leur avait permis au début de conquérir le pouvoir par la force.

Enfin, en raison *de la façon dont il a été exécuté*, un Coup d'État peut être une cause de faiblesse et de désagrégation pour le régime politique auquel il donne naissance. Un historien, M. de la Gorce, a pu ainsi affirmer que la manière selon laquelle avait été exécuté le Coup d'État du 2 décembre, avait contribué à écarter du nouveau régime impérial un nombre considérable d'élites intellectuelles, de compétences administratives et financières dont Napoléon III pouvait avoir besoin. Sollicitées par la suite de donner leurs services, ces personnalités s'y refusèrent ou ne le firent que contraintes et forcées, ce furent des serviteurs très tièdes. Ces forces manquèrent profondément au pays dans les années qui devaient suivre ¹.

1. De la Gorce. *Histoire de la Deuxième République*, II.

SECTION II. — Conséquences collectives
des Coups d'État.

Nous avons déjà vu que parfois, dans un pays, les Coups d'État se manifestent à l'état endémique : ils sont très fréquents et sont occasionnés par des rivalités de personnes ou de clans. Tel fut le cas autrefois du Bas-Empire romain et de la France à l'époque du Directoire ; aujourd'hui cette situation est celle de nombreuses Républiques de l'Amérique Latine. Dans les pays ainsi contaminés, le Coup d'État finit par *ne plus entraîner de conséquences individuelles importantes* : il ne s'opère plus en effet pour des questions de doctrines et de systèmes politiques et sociaux, mais il devient seulement *un mode presque normal de changement ou de maintien du personnel politique*.

Mais, dans ce cas, si chaque Coup d'État, considéré en lui-même, ne produit pas de conséquences individuelles importantes, du moins *l'ensemble de ces actions séditeuses*, dont souffre périodiquement un pays, finit par entraîner *des suites collectives*, très sensibles et très funestes. La nation tombe alors dans une véritable ruine, matérielle et morale. Ruine matérielle : la vie économique est désorganisée, les villes ou les campagnes sont mutilées ou saccagées, les échanges ne se font plus sur le pied de la sécurité, l'étranger refuse ou n'accorde que très difficilement ses crédits. Ruine morale : le peuple perd le goût et le sens de la politique, le civisme et le Droit n'ont plus aucune valeur, les traditions nationales disparaissent ; la civilisation, dédaignant les occupations de l'esprit, s'oriente vers les satisfactions matérielles. Un pays ainsi désorganisé devient une proie facile pour les cupidités étrangères : les États

voisins, profitant du désordre général, accaparent une portion plus ou moins grande de l'économie nationale sur laquelle ils établissent un contrôle permanent et tyrannique, et cette surveillance se transforme peu à peu en une « protection » politique qui, dans la réalité des faits, équivaut pratiquement à la suppression de l'indépendance de l'État sur lequel elle s'exerce.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT EN DROIT

PRÉLIMINAIRES

Dans cette seconde partie nous allons nous consacrer à une étude juridique du Coup d'État, c'est-à-dire à un examen du Fait, non plus en lui-même comme précédemment, mais dans ses rapports avec le Droit Interne et le Droit International.

1^o LE COUP D'ÉTAT ET LE DROIT INTERNE

Dans les sociétés organisées, la législation nationale régit toutes les relations matérielles et extérieures qui se nouent entre les différentes personnes — physiques et morales. Le Coup d'État rentre dans cette catégorie : il consiste dans une action matérielle et extérieure exécutée par certaines personnes contre d'autres pour la possession de l'autorité gouvernementale. Il intéresse donc *directement* le Droit Interne.

Mais comment celui-ci va-t-il le considérer ? Il faut, pour répondre à cette question, se rappeler que le Droit Interne classe en deux catégories, les rapports matériels et extérieurs des personnes entre elles : 1^o *Il admet* l'existence des uns et se contente d'en soumettre la manifestation à certaines règles de détail ; 2^o *Il interdit* les autres et

prend des mesures destinées, soit à les empêcher de se produire, soit à en punir les auteurs si malgré tout ils s'accomplissent. Or le Coup d'État est un procédé de conquête ou de défense de l'autorité gouvernementale que la législation interdit : il constitue une violation du Droit, une expression brutale de la force pure et simple. Les règles juridiques qui devront s'appliquer à lui auront donc pour objet, soit de le prévenir, soit de le réprimer et de sévir contre ceux qui l'auront tenté ou exécuté.

Cependant le Droit Interne ne s'appliquera pas, ne s'imposera pas toujours au Coup d'État. Il faut se souvenir en effet que celui-ci consiste dans une action conduite pour acquérir ou conserver la puissance publique ; or cette dernière est la source de toute législation. Si les auteurs de l'acte séditieux réussissent à s'emparer de cette puissance ou à la maintenir en mains, il est évident qu'ils se garderont bien de se punir eux-mêmes en appliquant les dispositions pénales antérieures. Ainsi le Droit Interne ne pourra pas imposer ses règles à ceux qui l'auront violé. Bien mieux, il leur sera au contraire *totalelement subordonné* : les nouvelles autorités, jouissant de leur pouvoir absolu, s'empresseront évidemment de faire la loi sur tout : elles édicteront librement les mesures qui leur paraîtront bonnes et annuleront celles qui les gêneront. Il y a donc lieu d'étudier par ailleurs les conséquences d'un Coup d'État heureux sur le Droit Interne, les modifications juridiques qu'il entraîne et l'efficacité qu'il confère aux nouvelles règles.

2^o LE COUP D'ÉTAT ET LE DROIT INTERNATIONAL

A première vue, il semble que le Coup d'État ne puisse pas avoir de rapports avec le Droit International. Il est, en

effet, un phénomène purement interne, puisqu'il a pour unique objectif la conquête ou la défense de l'autorité gouvernementale au sein même de l'État.

Cependant le Coup d'État exerce de grosses répercussions sur le Droit International. Celui-ci régit, en effet, les rapports entre États considérés comme sujets de droit et jouissant des prérogatives de personnalité et de souveraineté. Mais ces États ne sont que des personnes morales, incapables, par conséquent, d'exercer par eux-mêmes leurs droits : pour l'usage de ceux-ci ils sont alors représentés par des personnes physiques réunies en un corps qui porte précisément le nom de Gouvernement. Le Droit International règle donc les relations entre les différents États représentés par des Gouvernements. Il est possible alors de saisir le rôle international de ces Gouvernements et de comprendre que toutes les questions qui s'y rapportent — notamment le Coup d'État — intéressent par là-même *indirectement* le Droit International.

Il y a donc lieu à une étude juridique du Coup d'État, portant sur les rapports qui existent entre ce fait et le Droit Interne et International.

CHAPITRE PREMIER

LE COUP D'ÉTAT ET LE DROIT INTERNE

Le Coup d'État est essentiellement et avant tout une violation du Droit Interne : il constitue une atteinte brusque et réfléchie aux règles juridiques qui ont pour objet l'organisation et le fonctionnement des autorités constituées dans un pays, la police des libertés publiques et le maintien de l'ordre sur le territoire.

Devant ce fait brutal qui le heurte de front, comment le Droit Interne réagit-il ? Existe-t-il des dispositions qu'il a prises à l'avance et qui devront s'appliquer précisément dans la circonstance ? Sera-t-il influencé et modifié par cet acte illégal, et dans quelle mesure ?

En observant attentivement le droit positif, il apparaît qu'à l'égard du Coup d'État, le Droit Interne peut adopter trois attitudes :

1^o Il peut d'abord paraître *conciliant*, c'est-à-dire admettre le fait accompli et le légaliser.

2^o Il peut aussi, au contraire, présenter un caractère *hostile*, édictant des mesures propres à prévenir ou à réprimer le Coup d'État.

3^o Enfin, dans certains cas, lorsque l'entreprise séditieuse a réussi, il *se subordonne* totalement à elle : le nouveau gouvernement, arrivé par la force au pouvoir, est le maître absolu et il modifie, comme il l'entend, le droit

antérieur. Il est intéressant alors de se demander *quelle est la valeur juridique des dispositions prises par la nouvelle autorité et dans quelle mesure celles-ci s'imposent à des Gouvernements qui, par la suite, pourraient remplacer au pouvoir celui qui s'y était installé à l'aide d'un Coup d'État.*

Nous allons successivement examiner chacun de ces trois points qui constituent l'étude juridique du Coup d'État en Droit Interne.

SECTION I. — Attitude conciliante du Droit Interne vis-à-vis du Coup d'État.

Lorsqu'un Coup d'État se produit à l'intérieur d'un pays, le Droit Interne peut adopter à son égard une attitude qu'il serait possible d'appeler *conciliante* : il légalise l'entreprise, il reconnaît à ses auteurs le droit qu'ils avaient de la tenter. Ceci n'est pas une pure hypothèse : nombreux sont, en effet, les États où des règles formelles sont intervenues pour légitimer dans certains cas le mouvement de fait contre le pouvoir établi. A vrai dire, ces textes reconnaissent le droit à l'« insurrection » et ne paraissent pas envisager particulièrement le Coup d'État. Mais le terme d'insurrection est vague : il signifie soulèvement, c'est-à-dire qu'il peut s'appliquer aussi bien au phénomène dont nous nous occupons, qu'à une émeute, une révolution ou une guerre civile. En outre, pour fonder ce droit à l'insurrection, on invoque la tyrannie qu'exerce parfois le pouvoir sur les citoyens, et l'on en tire cette conclusion que ces derniers ont contre elle un droit de résistance matérielle. Or, cette résistance peut parfaitement se manifester sous diverses formes, notamment sous l'aspect du Coup d'État. Ainsi donc, il est permis d'étudier ici les textes positifs

qui reconnaissent formellement le droit à l'insurrection.

Ces dispositions de Droit Interne, qu'il est possible d'utiliser pour la légitimation juridique du Coup d'État, ont été insérées dans les législations de nombreux pays, à des époques très diverses. Toutes sont fondées sur l'idée de *défense des citoyens contre l'oppression du pouvoir établi*.

Si nous considérons d'abord la France, nous trouvons le droit à l'insurrection proclamé solennellement dans la Déclaration des Droits de la Constitution montagnarde, en date du 24 juin 1793. Le comité qui présenta cette œuvre, comprenait des jacobins de la meilleure teinte : Cambon, Barrère, Danton, Ramel, Hérault de Séchelles, Couthon, Saint-Just, Mathieu. Au cours de la séance publique de la Convention où fut adoptée la Constitution, Robespierre lui-même vota avec enthousiasme la Déclaration et intervint personnellement dans les débats pour s'opposer à ce que l'on fasse une « Déclaration des Droits et des Devoirs ¹. » Les textes adoptés furent les suivants. Déclaration des Droits. — Article 33 : « La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme. » Article 34 : « Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. » Article 35 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

En Angleterre, la Grande Charte de 1215 reconnut solennellement le droit de recourir à la force pour assurer le respect des libertés du peuple anglais. L'article 61 instituait une sorte de comité de surveillance de 25 barons, élus par le « Commun Conseil » ou Parlement, dont quatre

1. V. Duguît et Monnier. *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*, pp. 32 à 39 et 69.

étaient chargés de contrôler l'action du roi et de ses subordonnés, et de lui présenter, le cas échéant, les réclamations des personnes lésées en violation de la Charte. Si le roi se refusait par un véritable déni de justice, les seigneurs pouvaient l'*obliger par la force* à juger l'affaire ; tous les sujets étaient alors tenus d'aider les barons dans l'accomplissement de leurs devoirs.

En Hongrie, la « Bulle d'or » promulguée en 1222 et 1235 et qui constitue encore aujourd'hui la base du droit public hongrois, accordait aux nobles, comme suprême garantie constitutionnelle, le droit de résistance à l'oppression royale.

Il en fut de même en Castille où les sujets furent autorisés et même tenus à s'opposer par la force aux décisions du roi si celui-ci gouvernait au préjudice de son État.

L'Aragon a connu la célèbre prérogative populaire de l'*Union* qui autorisait l'opposition armée du peuple aux empiètements du pouvoir royal. Elle fut reconnue formellement par la loi, entre 1288 et 1348. Cette *Union*, qui symbolisait la cohésion de la nation tout entière était un groupement régulier régi par la constitution : elle avait le droit de guerroyer contre le monarque sans exposer ses adhérents aux peines de la rébellion ou de la trahison.

En 1776, l'État de Virginie se donna une Déclaration des droits où l'on trouve un article 3 qui constitue une légitimation juridique de l'insurrection. D'après ces textes, toutes les fois qu'un gouvernement s'avère incapable de procurer aux citoyens le bonheur et la sûreté auxquels ils ont droit, ou qu'il y est contraire, « la pluralité de la nation a le droit indubitable, inaliénable, inaltérable de l'abolir, de le changer ou de la réformer de la manière qu'elle jugera le plus propre à procurer le bien public. »

La même faculté est reconnue également par la Déclaration de l'Indépendance des États-Unis au Congrès de Philadelphie, le 4 juillet 1776. On y trouve, en effet, le passage suivant : « ... S'il résulte des abus commis que le propos délibéré de réduire le peuple à une servitude absolue soit manifeste, c'est son devoir, c'est son droit de rejeter un semblable gouvernement et d'établir de nouvelles protections... »

De nos jours, nombreuses sont les constitutions et les Déclarations des Droits qui proclament, dans une forme quelconque, le droit à la résistance, à l'oppression. Article 37 de la Constitution de la République Portugaise du 19 juin 1911 : « Il est permis à tout citoyen de résister à tout ordre qui viole les garanties individuelles si elles ne sont pas légalement suspendues. » Article 39 de la Constitution Mexicaine du 31 janvier 1917 : « Le peuple conserve en tout temps le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la forme de son gouvernement. » Article 1^{er} de la Déclaration des Droits de la République ottomane : « La souveraineté appartient à la nation sans réserve et sans condition. Le régime d'administration repose dans le principe suivant : *le peuple décide de son sort directement et de fait.* »

Toutes les dispositions que nous venons d'étudier ont pour fondement l'idée d'*oppression sociale* : un gouvernement oppresseur est celui qui maintient sous sa fêrule les citoyens dans une discipline implacable au détriment de leur propre bien-être. Dans ce cas, les sujets opprimés ont le droit de se soulever, violemment s'il le faut, contre l'autorité établie qui méconnaît son rôle, pour la renverser par la force et rétablir à sa place un gouvernement juste, soucieux du bien-être de tous ses nationaux. Ce principe du droit à l'insurrection, que de nombreux textes positifs

consacrent, sous forme notamment de Déclaration des Droits, est sans doute incontestable. Mais on peut douter que son expression juridique ait quelque utilité pratique. En effet, si un soulèvement contre le pouvoir se produit et réussit, les vainqueurs ne perdront pas leur temps à examiner la légitimité de leur action : pour eux, elle sera toujours justifiée *a priori* ; du reste peu leur importe puisqu'ils sont au pouvoir. Inversement, si l'insurrection échoue, il n'y aura pas un tribunal pour oser prononcer l'acquiescement des insurgés parce que le Gouvernement était oppresseur et que l'intention de le renverser était légitime.

Ainsi, la reconnaissance juridique du droit à l'insurrection, expression d'un principe incontestable en théorie, est dépourvue dans la pratique de tout intérêt et de toute efficacité devant la loi positive. Sur le terrain du Droit Interne, une seule circonstance peut légitimer le soulèvement contre l'autorité établie : le succès. Aussi doit-on seulement considérer cette *attitude conciliante* de Droit Interne comme une chimère de théoriciens et une monstruosité politique.

SECTION II. = **Attitude hostile du Droit Interne à l'égard du Coup d'État.**

Le principe qui prévaut aujourd'hui dans la législation des différents pays est celui de l'illégalité du Coup d'État. Cette règle se conçoit parfaitement : si une notion organisée en État se donne un régime politique déterminé, elle exclut implicitement par là-même tout autre mode de gouvernement et il est normal qu'elle introduise dans son Droit Interne certaines dispositions pour faire respecter sa volonté et empêcher dans la mesure du possible qu'une atteinte

irrégulière soit portée à son œuvre. Ces règles, *protectrices du régime politique établi*, sont susceptibles d'être groupées en deux catégories : les unes, *préventives*, ont pour effet d'*écarter* autant que possible les occasions ou prétextes à Coup d'État et d'en *empêcher* la préparation, la tentative ou l'exécution ; les autres *répressives* ont pour objet de punir ceux qui ont *effectivement* opéré ou tenté d'opérer, ou même simplement préparé un Coup d'État.

§ 1^o RÈGLES DU DROIT PUBLIC INTERNE
DONT L'EFFET EST DE PRÉVENIR
OU D'EMPÊCHER LE COUP D'ÉTAT :

Certaines dispositions du Droit Interne, *sans viser directement et spécialement le Coup d'État*, constituent cependant une protection certaine contre lui, soit parce qu'elles ont pour effet d'en réduire les occasions, soit parce qu'elles permettent d'en arrêter la préparation, la tentative ou l'exécution.

1^o *Dispositions de Droit Interne ayant pour effet de réduire les occasions ou prétextes à Coup d'État.*

L'organisation politique d'une société peut fournir des occasions ou donner des prétextes à un Coup d'État. Celui-ci, en effet, est essentiellement un conflit violent entre divers éléments de la nation au sujet de la possession du pouvoir. Il ne peut, par suite, se déclancher que dans l'hypothèse où chacun de ces éléments se croit appelé à participer avec les autres à l'exercice de la puissance publique, ou si la collaboration mutuelle de ces éléments au gouvernement n'est pas complétée par un système juridique destiné à régler pacifiquement les conflits que l'exercice

simultané de leurs prérogatives ne manque certainement pas de soulever entre eux.

Pendant longtemps, il fut presque universellement admis que dans la société politique, la puissance publique devait être détenue par un seul organe : le roi, dont la dignité était le privilège héréditaire d'une famille. Ce régime écartait toute occasion de Coup d'État : personne ne concevait qu'un autre élément de la nation put prétendre au pouvoir suprême.

Mais la Révolution Française survint, elle devait bouleverser toutes ces notions et faire triompher des principes entièrement nouveaux. Elle établit tout d'abord le dogme de la souveraineté populaire en vertu duquel la puissance publique a sa source dans le peuple : tout citoyen individuellement a le droit de participer à la vie publique du pays; toute autorité doit être exercée dans l'intérêt exclusif des gouvernés. La Révolution institue par ailleurs le régime représentatif assaisonné du système de la séparation des pouvoirs : si le peuple a la jouissance exclusive de la souveraineté, il ne peut toutefois matériellement l'exercer par lui-même, et il doit nommer des délégués qui seront chargés de le représenter dans l'exercice de ses droits. Ces représentants ne constitueront pas un seul organe, car il serait à craindre que la concentration des pouvoirs en une seule autorité n'engendre la tyrannie, mais ils seront répartis en différents corps entre lesquels ce droit d'exercer la souveraineté sera partagé. En résumé : souveraineté populaire, régime représentatif et séparation des pouvoirs, telles sont les bases du droit public que la Révolution française avait créé et qui jusqu'à la fin de la guerre de 1914-18, était le système politique normal des États civilisés.

Mais ce régime en lui-même est très délicat, parce que

très perfectionné : il favorise éminemment les luttes politiques, les révolutions et les coups d'État. Un groupe d'individus peut, par exemple, se soulever contre l'autorité au pouvoir, sous le prétexte qu'elle méconnaît les droits fondamentaux des citoyens : la Constitution du 24 juin 1793 avait tiré du principe de la souveraineté populaire une conséquence très dangereuse mais très logique, celle du droit de résistance à l'oppression. Par ailleurs, entre les différents pouvoirs qui se partagent l'exercice de la souveraineté nationale, des dissensions peuvent apparaître : n'y a-t-il pas des chances pour qu'elles aboutissent à des conflits violents et qu'elles ne se résolvent par des Coups d'État.

Pour supprimer dans la mesure du possible les occasions ou prétextes à luttes civiles, par exemple, à Coups d'État, que pouvait faire naître le système politique instauré par la Révolution, deux autres institutions sont venues le compléter : le suffrage universel et le régime parlementaire. Le suffrage universel est l'institution grâce à laquelle tout citoyen, à partir d'un certain âge, a le droit de participer à l'élection des représentants de la nation, sans distinction de naissance ou de fortune. Ainsi chacun est appelé à exprimer son avis sur les questions politiques qui intéressent son pays et, par ce procédé, la Nation participe assez efficacement à la vie publique et contrôle l'exercice de son droit de souveraineté d'une façon telle, que les risques d'oppression ou de violation des intérêts du peuple, c'est-à-dire autant de prétextes à Coup d'État, sont très réduits. Le suffrage universel et direct existe aujourd'hui à peu près partout : en France, son principe a été proclamé par le décret du 5 mars 1848 ; en Angleterre, il a été définitivement établi par la loi du 6 février 1918 qui reconnaît aux femmes le droit d'électorat ; il triomphe éga-

lement en Allemagne, en Espagne, aux États-Unis, dans les pays du Nord, etc... Quant au régime parlementaire, son but est d'assurer de la meilleure façon possible une solution pacifique des conflits qui peuvent naître entre les différents pouvoirs politiques au sujet de l'exercice de puissance publique. Son principe est que le Gouvernement doit agir en parfait accord avec le Parlement. Si des dissensions se produisent entre eux, l'un d'eux doit se retirer, soit le gouvernement en démissionnant sur un vote hostile des Chambres, soit celles-ci en étant dissoutes par le Pouvoir exécutif pour provoquer une nouvelle consultation électorale. Pour éviter toutefois ces solutions extrêmes, d'autres moyens de pacification sont prévus : droit pour le Gouvernement d'ajourner les Chambres, de leur demander une seconde délibération sur certains sujets, etc...

Le régime parlementaire dans les temps actuels a tendance à disparaître et à faire place au régime dictatorial où tous les pouvoirs sont aux mains d'un seul organe (Italie, Autriche, Allemagne). Dans les pays où il subsiste encore (Angleterre, France, Belgique, Espagne), il est moins prévu par des textes écrits que constitué par un ensemble de coutumes. Il est certain que l'absence de règles pour résoudre pacifiquement les conflits possibles entre le Gouvernement et le Parlement est une source d'occasions ou de prétextes à Coup d'État : elle est la cause des 18 fructidor An V, 18 Brumaire An VIII, 2 décembre 1851, et de nombreuses actions séditeuses dans certaines Républiques de l'Amérique Latine.

§ 2. — DISPOSITIONS DE DROIT INTERNE
AYANT POUR EFFET D'EMPÊCHER
LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DE COUPS D'ÉTAT

A côté de ces règles très générales de droit public interne, — écrites ou coutumières — dont l'effet est de réduire dans une certaine mesure les occasions ou prétextes à Coup d'État, nous trouvons de nombreuses dispositions d'application plus limitée qui, à l'occasion, permettent de s'opposer avec quelques chances de succès à la préparation ou à l'exécution d'une action séditieuse. Ces mesures se rapportent à quatre ordres différents de questions publiques :

1^o Les unes ont trait au maintien et à la défense de la Constitution ;

2^o D'autres se rapportent à l'indépendance d'action des pouvoirs publics ;

3^o Certaines encore concernent les candidatures à des élections publiques dangereuses pour l'ordre établi ;

4^o Enfin un grand nombre se rattachent à la police du territoire.

1^o Règles du Droit Interne ayant trait au maintien et à la défense de la Constitution.

Certaines règles interdisent de la part des Chambres législatives toute proposition tendant à modifier la forme du gouvernement. En France, la loi du 14 août 1884, modifiant l'article 8 § 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, contient un article 2 qui déclare : « La forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision, » ce qui semble faire obstacle à une

tentative de Coup d'État parlementaire. La même disposition se retrouve dans les constitutions de l'Albanie (1925 art. 141), de la Finlande (1919, art. 95), de la Norvège (1804, art. 82) et de Saint-Domingue (1929, art. 196).

L'article 125 de la Constitution grecque de 1927 stipule :
« Seules des dispositions non fondamentales de la Constitution pourront être révisées au bout de cinq ans. »

D'autres règles vont même jusqu'à interdire la suspension de la Constitution. L'article 130 de la Constitution Belge de 1830 prohibe cette suspension, en tout ou en partie. Il en est de même pour la Constitution roumaine de 1923, article 128.

Enfin, en France, existe une loi assez curieuse, toujours en vigueur, qui organise une sorte de résistance légale dans l'hypothèse d'un Coup d'État contre le Parlement. C'est la loi, dite loi Tréveneuc, en date du 15 février 1872. Ses dispositions valent la peine d'être citées.

« ARTICLE PREMIER. — Si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef-lieu de chaque département. Ils peuvent s'assembler partout ailleurs dans le département, si le lien habituel de leurs séances ne leur paraît pas offrir de garanties suffisantes pour la liberté de leurs délibérations. Les conseils ne sont valablement constitués que par la présence de la majorité de leurs membres.

ART. 2. — Jusqu'au jour où l'Assemblée dont il sera parlé à l'article 3, aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le Conseil pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal.

ART. 3. — Une Assemblée composée de deux délégués élus par chaque Conseil général, en comité secret, se réunit dans le lieu où se seront rendus les membres du Gouvernement légal et les députés qui auront pu se soustraire à la violence. L'Assemblée des délégués n'est valablement constituée qu'autant que la moitié des départements, au moins, s'y trouve représentée.

ART. 4. — Cette Assemblée est chargée de prendre, pour toute la France, les mesures urgentes que nécessite le maintien de l'ordre et spé-

cialement celles qui ont pour objet de rendre à l'Assemblée nationale la plénitude de son indépendance et l'exercice de ses droits. Elle pourvoit provisoirement à l'administration générale du pays.

ART. 5. — Elle doit se dissoudre aussitôt que l'Assemblée nationale se sera reconstituée par la réunion de la majorité de ses membres sur un point quelconque du territoire. Si cette reconstitution ne peut se réaliser dans le mois qui suit les événements, l'Assemblée des délégués doit décréter un appel à la nation pour des élections générales. Ses pouvoirs cessent le jour où la nouvelle Assemblée nationale est constituée.

ART. 6. — Les décisions de l'Assemblée des délégués doivent être exécutées, à peine de forfaiture, par tous les fonctionnaires, agents de l'autorité et commandants de la force publique. »

Inutile de dire que cette loi est totalement inapplicable c'est une fantaisie de parlementaire utopiste qui a voulu jouer au juriste.

2^o Règles de Droit Interne ayant trait à l'indépendance des pouvoirs publics.

En réalité, ces règles ne concernent que le Parlement qui, sans doute et à juste titre, paraît beaucoup plus susceptible d'être atteint dans sa liberté d'action que le Gouvernement. Les uns donnent au Président de l'Assemblée des pouvoirs assez étendus pour faire appel à la force armée, afin de défendre les parlementaires menacés : les dispositions de ce genre se retrouvent dans tous les pays. En France, la loi du 22 juillet 1879 décide dans son article 5 : « Les présidents du Sénat et de la Chambre des Députés sont chargés de veiller à la sûreté intérieure de l'Assemblée qu'ils président. A cet effet, ils ont le droit de requérir la force armée et toutes les autorités dont ils jugent le concours nécessaire. Les réquisitions peuvent être adressées *directement* à tous officiers, commandants ou fonctionnaires, qui sont tenus d'y obtempérer immédiatement, sous les peines portés par les lois. » Le terme « directement » semble bien signifier que, dans la circonstance, l'ordre n'a pas

besoin d'être approuvé par le Gouvernement. Aussi a-t-on soutenu que cette mesure est inconstitutionnelle en violant la loi du 25 février 1875, art. 3, qui attribue au Président de la République la disposition de la force armée. L'objection est grave et paraît bien fondée. D'ailleurs, il est douteux que ce droit de réquisition soit efficace contre un Coup d'État de l'Exécutif qui dispose lui aussi de la force armée. Il est plus propre à créer des difficultés : que deviendrait la discipline militaire entre l'ordre du Gouvernement et la réquisition des présidents, tous les deux obligatoires ? D'autres règles ont, au contraire, pour préoccupation d'éviter tout contact entre le Parlement et l'armée active. La Constitution des Pays-Bas de 1887 déclare dans son article 97 : « Les militaires en activité de service, qui acceptent d'être membres d'une des deux Chambres, sont de droit en non activité pendant la durée de leur mandat. Lorsque celui-ci est expiré, ils rentrent dans le service actif. » Et la Constitution roumaine de 1923, article 60, va même jusqu'à préciser : « Aucune force armée ne peut s'installer aux entrées et aux abords de l'une ou de l'autre Chambre sans son consentement. » V. également sur ce point : Constitution des Serbes, Croates et Slovènes de 1921, art. 89. Cette dernière stipule, en outre, qu'un organe de l'État ne peut effectuer dans l'Assemblée Nationale un acte d'autorité publique (même article).

Enfin, l'on trouve en grand nombre des Constitutions qui instituent certaines immunités parlementaires dont le type classique est fourni par l'article 14 de la loi constitutionnelle française du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics : « Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle

qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert. » Toutes les constitutions libérales d'Europe et de l'Amérique Latine édictent les mêmes principes avec plus ou moins de précision.

3^o Règles de Droit Interne ayant pour but de fermer l'accession aux principaux postes politiques des éléments dangereux pour le régime.

a) De nombreuses constitutions déclarent inéligibles aux postes de représentants de la nation les militaires en activité. D'après l'article 2 de la loi organique française du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés : « Les militaires et assimilés de tous grades et toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. » Le même principe se retrouve dans la Constitution Polonaise de 1921, article 12, et dans la Constitution des Serbes, Croates et Slovènes de 1921, article 70.

La loi hongroise du 25 août 1925 (loi n° 26) déclare dans son article 10, ali. : 6 « N'est pas éligible à la Diète... celui qui a été membre (commissaire du peuple) ou membre suppléant du conseil du Gouvernement révolutionnaire de la soi-disant République des Soviets, président, membre ou accusateur public du Tribunal révolutionnaire ou représentant politique. » Et la loi Française du 16 juin 1885 déclare inéligibles à la Chambre des Députés les membres des familles qui ont régné sur la France (art. 4).

b) Certaines Constitutions déclarent, en outre, inéligibles au poste de Chef de l'État certains personnages dont le passé politique paraît en opposition complète avec le nouveau régime. La loi constitutionnelle française du 14 août 1884 contient dans son article 2 l'interdiction suivante : « Les membres des familles ayant régné sur la France sont inéligibles à la Présidence de la République. » Dans un autre genre de faits, la Constitution du Guatemala de 1879, modifiée à diverses reprises, stipule dans son article 64 : « Sont inéligibles à la Présidence : les chefs d'un Coup d'État, d'une révolution ou d'un mouvement armé, leurs parents au 4^e degré, leurs alliés, pour la période pendant laquelle le régime constitutionnel a été interrompu et la suivante, celui qui a été secrétaire d'État ou a exercé un haut commandement militaire dans le gouvernement de fait qui a modifié le régime constitutionnel.

La loi française du 17 juillet 1889 crée un cas, non pas d'inéligibilité, mais d'incompatibilité : elle déclare que « nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription. » Cette règle a été posée pour empêcher qu'un seul personnage, en représentant plusieurs circonscriptions, n'acquière dans le pays, par une sorte de plébiscite, une prépondérance dangereuse pour la stabilité du régime. Elle fut une réaction législative contre le mouvement boulangiste qui faillit mettre en péril le système politique de 1875.

4^o *Enfin, toutes les législations internes règlent avec soin l'exercice des libertés publiques diverses (liberté individuelle, liberté d'association, de réunion, de presse, etc...)*

Elles s'arrangent pour que celles-ci restent dans une juste limite d'action et ne portent pas atteinte à l'ordre

public de l'État et aux bases fondamentales du régime politique. La surveillance de ces libertés publiques est assurée normalement par la police administrative, mais, dans certains cas, lorsque de graves troubles intérieurs éclatent, l'exercice de ces prérogatives peut être suspendu par l'autorité publique et les citoyens sont alors placés sous le contrôle étroit des autorités et des juridictions militaires. C'est ce que l'on appelle l'*état de siège*. Il est prévu et organisé par toutes les législations des différents pays. En France, il est réglé par les lois des 9 août 1849 et 3 avril 1878 de la façon suivante :

L'état de siège ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent résultant d'une insurrection à main armée. En principe, il doit être décrété par une loi qui désigne le territoire et fixe la durée. Si la session du Parlement est close, un décret en conseil des ministres suffit ; mais les Chambres se réunissent de plein droit deux jours après. En cas de dissolution de la Chambre des Députés, et jusqu'à l'accomplissement entier des opérations électorales, l'état de siège ne pourra, même provisoirement, être déclaré par le Président de la République. » (Loi 3 avril 1878 art. 3.) Les électeurs et la Chambre doivent être réunis dans le plus bref délai. Dès leur réunion, les Chambres statuent sur la levée ou le maintien de l'état de siège ; si elles ne sont pas d'accord, la levée est de droit.

Les effets de la déclaration d'état de siège sont simples : 1^o « Les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent tout entiers à l'autorité militaire. L'autorité civile continue néanmoins à exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'aura pas dessaisie. (Loi du 9 août 1849, art. 7.) 2^o « L'autorité militaire a le droit : 1^o de faire des perquisitions

de jour et de nuit dans le domicile des citoyens ;
2^o d'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège ;
3^o d'ordonner la remise des armes et munitions, et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ; 4^o d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre. (L. 1849, art. 9.) »
3^o « Les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de la République, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices. (L. 1849, art. 8.) »

Toutefois, « les citoyens continuent, nonobstant l'état de siège, à exercer tous ceux des droits garantis par la Constitution dont la jouissance n'est pas suspendue en vertu des articles précédents. (L. 1849, art. 2.) »

Il résulte de ces textes que le régime de l'état de siège n'est pas une dictature et *reste un régime de légalité*. Par conséquent, le pouvoir législatif garde sa compétence, et le pouvoir exécutif ne peut faire ni abroger la loi. Les actes des autorités gouvernementales et administratives restent sous le contrôle de légalité des tribunaux judiciaires et du Conseil d'État.

§ 2. — RÈGLES DU DROIT INTERNE QUI CONSTITUENT UNE RÉPRESSION JURIDIQUE DU COUP D'ÉTAT

Lorsque le Droit Interne prohibe sans restrictions le Coup d'État, il ne se préoccupe pas seulement, pour faire respecter son interdiction, de prendre les mesures propres à prévenir ou arrêter l'exécution de l'*acte* qu'il réprime, mais il organise, en outre, tout un système de répression

juridique pour *punir après coup* ceux qui accompliraient ou prépareraient un semblable mouvement. Le Coup d'État constitue alors une infraction qui expose ses *auteurs* aux rigueurs de la loi pénale. Nous allons maintenant examiner à ce point de vue les tendances générales des diverses législations.

L'organisation de la répression pénale du Coup d'État dans les divers pays comporte trois points : 1^o la détermination de l'infraction ; 2^o l'institution d'une peine ; 3^o la création d'organismes chargés d'appliquer la peine aux auteurs de l'infraction.

1^o *L'infraction.*

Le Coup d'État constitue une *infraction politique*, par opposition à ce qu'il est convenu d'appeler l'infraction *ordinaire* ou *de droit commun*. Entre les deux sortes de délit, il existe de nombreuses différences.

a) Au point de vue des éléments constitutifs, l'infraction ordinaire résulte de l'exécution ou de la tentative d'exécution des intentions illégales du délinquant. Au contraire, l'infraction politique est beaucoup plus compréhensive : elle existe, en effet, non seulement lorsqu'il y a exécution ou tentative d'exécution, mais encore s'il se produit une proposition d'infraction simplement *agréée* (complot) ou même une proposition *non agréée* de commettre la faute. Certains pays, telle l'ancienne Russie, vont même jusqu'à punir la simple intention subjective : il semble que, vraiment, il y ait là une exagération. Cette première caractéristique particulière de l'infraction politique s'explique parfaitement : l'infraction politique, tel le Coup d'État, a un objectif très vaste puisqu'elle ne consiste en rien moins que

de bouleverser de fond en comble le système gouvernemental du pays. Il est donc possible de penser que, si l'on attendait pour la punir qu'il y eut exécution ou tentative d'exécution, la répression serait très difficile, sinon impossible, devant l'ampleur du mouvement et les troubles qu'il produirait. Il est donc compréhensible que la loi pénale, remontant beaucoup plus haut dans le temps, frappe la conjuration à un moment, où, d'une part, il n'est pas possible d'hésiter sur ses intentions et où, d'autre part, il est encore assez facile de lui appliquer une répression pénale.

b) Au point de vue de la nature du droit violé, l'infraction de droit commun n'atteint que de simples particuliers ; elle ne lèse que des intérêts individuels. Le Coup d'État, au contraire, — comme toute infraction politique — s'attaque à l'ordre politique interne de l'État (forme du gouvernement, organisation et fonctionnement des pouvoirs publics et des droits politiques des citoyens).

c) Au point de vue des mobiles auxquels obéit l'agent et du but qu'il poursuit, de grandes différences séparent encore l'infraction de droit commun et le Coup d'État. La première est nettement immorale : elle est perpétrée avec l'intention très nette de nuire à son prochain pour la seule satisfaction de son intérêt personnel. Le second, au contraire, se présente d'une façon beaucoup plus complexe : l'auteur du mouvement sédition agit très souvent pour renverser un ennemi qu'il juge néfaste et contraire à l'intérêt du pays ; il l'attaque en vue de rétablir un système politique dont il attend les meilleurs résultats pour le bien-être général de tous les citoyens. Le Coup d'État peut donc parfaitement apparaître, dans certaines circonstances, comme une action noble et désintéressée. Cette question du mobile et du but du délinquant politique a

paru à certains si caractéristique qu'ils ont voulu faire d'elle le criterium de la distinction entre les infractions politiques et les infractions de droit commun : serait une infraction politique tout délit causé par des raisons et pour des fins politiques ; serait une infraction de droit commun tout autre délit. Ainsi, un vol, un pillage, un meurtre perpétrés à l'occasion d'un Coup d'État seraient des infractions politiques ; inversement, une attaque contre l'autorité publique exécutée sans qu'il y ait de dégâts commis ou de sang versé, mais pour des motifs ignobles et antisociaux, devrait être considérée comme une infraction de droit commun.

Telles sont les particularités qui caractérisent d'une façon générale le Coup d'État envisagé comme infraction politique.

Toutefois, à ces principes, il faut apporter des tempéraments. La nature politique de l'infraction est aujourd'hui refusée aux délits perpétrés contre les fondements mêmes de la société et contre *l'humanité*, c'est-à-dire dirigés, non pas contre le système politique d'un État déterminé ou contre telle forme de gouvernement, mais contre les bases de toute organisation sociale, conspirations *anarchistes*, *nihilistes*, *communistes* (v. France, lois du 18 décembre 1893 et 28 juillet 1894 ¹).

1. En principe, la législation pénale ne considère comme des infractions que certains actes commis *sur le territoire de l'État national*. Cependant la loi italienne du 25 novembre 1926, article 5, déclare : « Les citoyens, résidant *hors le territoire de l'État*, qui communiquent, sous quelque forme que ce soit, des propos ou des avis faux, excessifs ou tendancieux sur la situation intérieure de l'État, pour amoindrir le crédit ou le prestige de l'État à l'extérieur, ou qui développent de quelque façon que ce soit, une activité susceptible de préjudicier aux intérêts nationaux, seront punis de réclusion durant cinq années et d'exclusion perpétuelle des emplois publics .. » (Loi n° 2008, Daresté, II, p. 97).

2° *La peine.*

La nature et l'importance de la peine appliquée à l'infraction politique ont beaucoup varié selon les époques, mais ces transformations se sont presque toujours faites simultanément dans les divers pays.

Pendant longtemps, l'infraction politique fut jugée plus redoutable et plus reprehensible que l'infraction ordinaire : à première vue, en effet, elle apparaissait comme une atteinte violente à l'ordre politique et social du pays, susceptible de causer un bouleversement général et dangereux, alors que l'infraction ordinaire ne lésait que des simples particuliers, ne compromettait que des intérêts individuels. Cette manière de voir était en outre étayée par le fait que depuis longtemps le régime monarchique et la personne du Prince étaient identifiés avec la notion même de l'État : attaquer le mode de gouvernement, c'était mettre en cause la société tout entière. Aussi les infractions politiques étaient-elles frappées, sous le nom de *crimen majestatis* (crimes de lèse-majesté) de peines d'une gravité exceptionnelle qui se répercutaient sur les parents et les descendants du délinquant. Comme il y avait, en outre, entre les diverses maisons régnantes d'Europe une certaine solidarité pour la défense des institutions royales dans chaque pays, union d'autant plus forte que ces familles au pouvoir étaient toutes plus ou moins parentes entre elles, il fut établi un système d'assistance mutuelle, connu sous le nom d'*extradition* : à l'origine, cette mesure ne devait précisément s'appliquer qu'aux crimes de lèse-majesté. Telle fut la première manière selon laquelle les crimes politiques, notamment le Coup d'État, furent d'abord punis.

Mais la Révolution française devait modifier totalement cette conception en dissociant la notion d'État et celle de gouvernement : désormais, l'État, sujet de droit international et jouissant des prérogatives de personnalité et de souveraineté, apparut de plus en plus distinct de son régime politique, ensemble d'organes destinés à le représenter dans l'exercice de ses droits. L'infraction politique perdit par suite cette réputation ignominieuse dont elle avait été jusque-là recouverte : elle fut considérée, non plus comme une atteinte portée à l'ordre politique et social dans son ensemble, mais comme une attaque dirigée simplement contre l'autorité installée au pouvoir pour représenter l'État, ce qui non seulement était infiniment moins grave, mais encore pouvait dans certaines circonstances passer pour une action courageuse et méritoire. Par le fait même, fut rompue la solidarité qui existait entre les divers gouvernements européens, en ce qui concerne la recherche et la répression des infractions politiques. Cette conception de la criminalité politique se manifeste clairement à la fin du premier tiers du XIX^e siècle. Après 1830, le gouvernement de Louis-Philippe, en France, séparant nettement les crimes politiques des crimes de droit commun, établit pour les premiers une échelle de peines spéciales *plus douces* dans leur régime que les peines ordinaires (loi du 28 avril 1832 portant révision du Code Pénal et déférant au jury le jugement des délits correctionnels politiques ; Constitution du 14 août 1830, art. 69, § 1 ; loi du 8 octobre 1830, art. 7) et posa, dans les traités internationaux, le principe de la non-extradition et de droit d'asile en matière politique, qui est devenu aujourd'hui une règle générale dans les relations internationales des États civilisés. Puis la Deuxième République abolit en 1848 la peine

de mort en matière politique, disposition qui devait être également adoptée par d'autres États.

C'est donc la tendance libérale qui, dissociant la notion de Gouvernement de celle d'État, devait amener les législateurs des différents pays à établir pour les infractions politiques un régime pénal moins sévère que celui applicable aux infractions de droit commun.

Par ailleurs, la fréquence des mouvements insurrectionnels au XIX^e siècle et les nombreux changements de régime, particulièrement en France, devaient montrer que les mobiles et le but qui préoccupent le délinquant politique, ont une nature très particulière et, à vrai dire, souvent séduisante.

Dans l'infraction ordinaire, en effet, l'intention du délinquant est nettement immorale, son acte ne peut s'expliquer que par la volonté bien arrêtée de causer du tort à son prochain dans le but de satisfaire son seul intérêt personnel. Au contraire, dans l'infraction politique, la question apparaît beaucoup plus délicate : l'auteur du Coup d'État, par exemple, agit très souvent pour des raisons désintéressées et même parfois assez élevées (souci de délivrer ses concitoyens de la tyrannie du gouvernement, crainte de voir celui-ci livrer son pays à l'étranger) et son opération a fréquemment pour but l'établissement d'un régime meilleur, mieux adapté aux besoins matériels, intellectuels et moraux des citoyens. Ce qui peut paraître reprehensible, c'est uniquement le procédé employé par le « putschiste » pour faire triompher sa cause. Encore cette « immoralité » n'est-elle que *relative*, dépendant des temps, des lieux, des circonstances, des institutions du pays; elle peut être également *passagère* ; l'auteur du Coup d'État, délinquant politique, est plutôt un *vaincu* qu'un *criminel* et il peut

devenir, à la suite d'une révolution favorable à ses idées, le *vainqueur* du lendemain appelé à la direction régulière de l'État et à l'administration publique de son pays. Cette question du mobile et du but, envisagée ainsi, devait donc amener les différents législateurs à se montrer modérés dans la détermination des peines applicables aux infractions politiques.

Cette tendance libérale est celle qui, actuellement, prévaut dans la plupart des États. Elle contribue à donner à la répression pénale des délits politiques et — notamment du Coup d'État — un double caractère : 1^o Cette répression est une œuvre, non pas de *protection sociale*, mais de *défense de caste et de parti politique*. L'État même, en effet, n'est pas mis en cause, les conditions immanentes de l'existence humaine ne sont pas menacées, mais c'est simplement un régime politique historiquement transitoire qui est menacé. 2^o Cette répression est *plus douce* que celle qui s'applique aux infractions de droit commun puisque, nous l'avons vu, les intentions de l'agent ne présentent pas un caractère immoral certain et absolu.

Toutefois des exceptions doivent être apportées à ces principes. Tout d'abord l'attentat contre la personne du Chef de l'État, bien qu'il puisse être considéré comme une infraction politique si les mobiles et les fins sont politiques, est puni des peines de droit commun : la peine de mort peut lui être applicable et, dans le domaine du droit international, l'extradition est admise ; il existe même de très nombreuses conventions entre États pour la répression du terrorisme politique¹.

Par ailleurs, à l'heure actuelle, la tendance libérale perd du terrain. Dans certains pays, ceux notamment où sont

1. V. chap. II de la 2^e partie. Appendice.

établis des gouvernements de dictature, on peut remarquer un retour à la conception ancienne de la criminalité politique : l'État s'identifie avec le régime et l'infraction politique est soumise à une répression beaucoup plus sévère que celle des infractions ordinaires. Aucune considération de justice et d'équité n'intervient plus, mais seule l'idée de défense des gouvernements entre en ligne de compte. Ces États ont rétabli la peine de mort en matière politique et veulent, dans le domaine international, faire admettre à nouveau le principe de l'extradition en matière politique. Tel est le cas de la Russie soviétique (Code Pénal de 1930), de l'Allemagne hitlérienne (nombreuses lois et ordonnances en 1933) ¹.

3° *L'application de la peine au délinquant.*

La peine prévue par la loi est appliquée au délinquant politique par une juridiction. La nature de celle-ci a varié selon les époques : ici encore, nous retrouvons l'évolution d'un régime de rigueur vers un régime libéral.

Sous la période ancienne d'absolutisme monarchique, le caractère rigoureux de la répression juridique des délits politiques se manifestait, non seulement dans la qualification de l'infraction ou dans la détermination de la peine, mais encore dans la nature de la juridiction chargée de statuer sur le sort des délinquants. Le droit ne prévoyait pas à l'avance la composition, le fonctionnement et les attributions d'un Tribunal compétent pour juger les atteintes à la sûreté intérieure de l'État. Pour chaque affaire de ce genre, l'autorité instituait librement une commission spéciale munie de pouvoirs discrétionnaires qui se

1. V. *Revue de Droit pénal et de Criminalogie*, Bruxelles, 1933, p. 1.100.

prononçait sur la question, d'ordinaire avec une très grande rapidité, toujours à huis-clos. C'était le règne complet de l'arbitraire monarchique.

Le système changea au cours du XIX^e siècle en même temps que s'affirmait toujours davantage la tendance libérale dans la répression juridique des infractions politiques. Une plus grande stabilité fut donnée aux juridictions compétentes; les droits de la défense furent mieux respectés et garantis. Aujourd'hui, dans la très grande généralité des États, un régime transactionnel est en vigueur, ménageant d'une part le délinquant et assurant d'autre part la sûreté pleine et entière de l'ordre politique.

Actuellement, les Tribunaux chargés de juger les infractions politiques sont de deux sortes : Tribunaux de droit commun et Tribunaux d'exception. Tous sont prévus à l'avance par la loi qui règle leur fonctionnement.

1^o *Les Tribunaux de droit commun.* — Ce sont ceux qui connaissent normalement des infractions de droit commun. Leur compétence de principe pour se prononcer également sur les infractions politiques est une conséquence directe du régime particulièrement libéral auquel ces dernières sont soumises en règle générale. Ici, la tendance modérée en faveur du délinquant prédomine.

2^o *Les Tribunaux d'exception.* — Leur institution correspond, au contraire, aux nécessités du maintien de l'ordre public sur le territoire. A certaines époques anormales, l'ébranlement politique est tel qu'il est indispensable de restreindre les prérogatives des citoyens pour conserver autant que possible la stabilité du régime et la paix intérieure. Aussi, dans ces moments là, la connaissance des infractions politiques est, par dérogation aux règles nor-

males, enlevée aux tribunaux ordinaires et remise à d'autres juridictions mieux placées et mieux organisées pour les examiner et les juger. Ces tribunaux sont en général au nombre de deux : a) *Les conseils de guerre* lorsque l'état de siège est déclaré. Cette mesure suspend les *libertés publiques* et confie à l'autorité militaire le soin d'exercer la police sur le territoire et de se prononcer sur les infractions à ses mesures. Le régime est très rigoureux. b) *La Haute-Cour Politique*. Elle est constituée par la Chambre Haute et entre en fonctions sur le renvoi par la Chambre Basse de personne accusée de crime contre la sûreté intérieure de l'État. Sa compétence n'est exclusive, en général, qu'à l'égard du Chef de l'État ; elle est seulement facultative pour le cas des ministres et pour celui des attentats contre la sûreté de l'État commis par les particuliers. La Haute-Cour de justice, sous une forme ou sous une autre, a toujours existé dans les gouvernements libres ; actuellement elle fait partie du droit commun constitutionnel. Elle répond à un besoin, en ce sens qu'une juridiction politique est seule assez puissante pour se dresser contre des crimes politiques ; elle correspond à l'état de siège, car elle intervient dans les *hypothèses de légitime défense de l'État* et, par ses pouvoirs exorbitants du droit commun, suspend la garantie constitutionnelle des pénalités préétablies.

Il faut signaler en terminant que les régimes actuels de dictature ont, là encore, tendance à revenir à l'ancienne conception absolutiste : les juridictions occasionnelles et omnipotentes réapparaissent pour juger les infractions politiques.

SECTION III. — Influence d'un Coup d'État réussi
sur le Droit Interne.

PRÉLIMINAIRES

Nous allons maintenant envisager l'hypothèse d'un Coup d'État arrivé à son but, malgré les obstacles apportés par la loi à sa préparation et à son exécution. Il a d'ordinaire pour résultat, dans ce cas, de conserver au pouvoir ou d'y installer un gouvernement muni d'une autorité générale sur le pays.

Ce Gouvernement ne peut pas être considéré comme un gouvernement de droit (*de jure*), même s'il s'agit d'une autorité *déjà établie*, qui par ce procédé défend ou renforce sa position. Un gouvernement *de jure*, en effet, est celui qui est arrivé au pouvoir et qui s'y maintient, conformément aux règles — écrites ou coutumières — de droit public en vigueur dans le pays ¹. Or, un Coup d'État est une violation flagrante de ces règles ; il n'est que l'expression de la force pure. Par suite, un gouvernement qui *tire son origine* d'un acte pareil, n'est pas un gouvernement *de jure* ; de même aussi un gouvernement, *régulièrement investi tout d'abord de la puissance publique, mais qui la conserve ensuite par des procédés contraires au Droit Interne*, perd sa qualité de gouvernement *de jure*, et, sortant du domaine légal, tombe alors dans le domaine du fait pur et simple, Il faut donc conclure que le Coup d'État confère la nature de gouvernement de fait général à l'autorité publique, qui, par lui, arrive ou se maintient au pouvoir².

1. Fauchille. *Traité de Droit International public*, 1922, T. I, n° 205.

2. Un Coup d'État ne peut donner lieu qu'à un gouvernement de fait général. Il se fait toujours au sujet du pouvoir central et, s'il réussit — c'est le seul cas

Une question se pose alors : si le Gouvernement issu du Coup d'État ne constitue plus un organe régulier, légal, quelle valeur juridique va-t-il pouvoir alors conférer aux mesures qu'il prend ? Pour résoudre ce problème deux hypothèses doivent être distinguées : le Gouvernement de fait général est-il toujours au pouvoir ? le Gouvernement de fait général est-il au contraire remplacé au pouvoir par un Gouvernement *de jure*¹ ?

§ 1 . — LE GOUVERNEMENT DE FAIT GÉNÉRAL,
ISSU DU COUP D'ÉTAT, EST AU POUVOIR

Dans ce cas aucune difficulté ne surgit. Le Gouvernement de fait général issu du Coup d'État possède la plénitude de la puissance publique : les administrations, les services publics, les tribunaux sont à ses ordres. Les mesures qu'il prend sont donc entièrement appliquées. Tel est, par exemple, le cas du Gouvernement bolcheviste en octobre et novembre 1917. Dès son arrivée au pouvoir, il fit table rase de tout droit antérieur : lois, décrets, administrations, traités, contrats, dettes, juridictions, disparurent comme par enchantement. Ainsi les paysans reçurent le droit d'occuper immédiatement les terres des propriétaires, en vertu du célèbre « décret sur la terre », l'un des premiers de Lénine. Ainsi encore, le 24 novembre 1917, le Conseil des Commissaires du Peuple édicta un décret « sur les Tribunaux », qui supprimait tous les tribunaux ordinaires exis-

que nous envisageons ici —, il s'en empare entièrement et fait disparaître l'ancien gouvernement *de jure*. Il crée donc un gouvernement de fait général. Si le Coup d'État est de fait local : celui-ci apparaît lorsque le C. E. manqué se transforme en guerre civile, laquelle engendre à son tour parfois le gouvernement de fait local (cf. la domination de Venizelos sur la Crète, en mars 1935, à la suite d'une tentative avortée de conquête de pouvoir à Athènes).

1. V. Noël-Henry. Les gouvernements de fait devant le juge. *Thèse Paris*, 1927 ; p. 5 et suiv.

tants. On substituait aux juges de paix des tribunaux locaux composés d'ouvriers. Il était interdit à ces nouveaux tribunaux d'appliquer « les lois des gouvernements renversés », qui étaient supprimées par la révolution ou étaient contraires à la « conscience juridique révolutionnaire » ; devaient être considérées comme « supprimées », les lois contraires « aux programmes minimum des partis des social-démocrates et des socialistes révolutionnaires russes¹ ». Toutes ces mesures reçurent une application immédiate.

§ 2. — LE GOUVERNEMENT DE FAIT GÉNÉRAL, ISSU DU COUP D'ÉTAT, EST REMPLACÉ AU POUVOIR PAR UN GOUVERNEMENT DE JURE.

Ici la question devient beaucoup plus délicate. Un Gouvernement de fait général est resté au pouvoir pendant un certain temps. Puis il est remplacé par un Gouvernement *de jure*. Dans quelle mesure les décisions prises par le premier vont-elles s'imposer au second ?

1^o *Principes de la solution.*

Il paraît impossible tout d'abord de faire dépendre l'applicabilité au gouvernement régulier des mesures prises par le gouvernement de fait *de la reconnaissance de jure de celui-ci par celui-là*. Un gouvernement légitime, en effet, n'opère jamais la reconnaissance *de jure* du gouvernement de fait issu d'un Coup d'État qui l'a précédé. C'est ainsi que Louis XVIII, faisant fi de tout le Premier Empire, datait de la 18^e année de son règne la Charte qu'il octroyait en 1815. Adopter un pareil criterium équivaldrait donc en pratique à frapper de caducité toutes les mesures prises

1. V. Boris Nolde. *L'ancien Régime et la Révolution Russe* (Colin), 1928, p. 179.

par le gouvernement de fait général. Or, une pareille solution est inadmissible : des décisions — souvent très justes — adoptées par l'autorité irrégulière, ont alors produit des effets sur lesquels il est ensuite difficile, sinon impossible, de revenir. Il faut donc trouver une autre solution qui n'aboutisse pas comme celle-ci à une impasse.

Cette solution doit être recherchée dans le *principe de l'identité et de la continuité de l'État*.

Qu'est-ce que l'État ?

L'État est l'institution chargée de représenter, dans son identité, la nation organisée en société, et d'en assurer la continuité de l'évolution d'ensemble, lente et uniforme. Dans ce but, l'État constitue une personne morale et jouit de deux prérogatives qui lui permettent de remplir sa fonction : la prérogative de souveraineté et la prérogative de personnalité. En vertu de la première, l'État a le droit d'édicter des lois pour régler les rapports mutuels des différents éléments de la Nation, d'organiser et de faire marcher des tribunaux pour trancher les contestations entre ceux-ci, d'exercer la police pour maintenir l'ordre et la paix publique sur le territoire, et de lever des impôts pour subvenir aux dépenses entraînées par sa fonction. En vertu de la seconde prérogative, il a notamment le droit de conclure des traités et des contrats, d'agir lui-même en justice, de contracter ou de régler des dettes ; de toucher des créances, etc... Mais l'État, étant une personne morale, n'a *que la jouissance* de ces prérogatives qui lui sont nécessaires pour remplir sa fonction ; il est inapte à les *exercer* par lui-même et, pour cela, il doit être représenté par un élément concret. Cet organe de représentation de l'État pour la mise en pratique de ses facultés n'est autre que le Gouvernement, corps de personnes physiques. Ce gouver-

nement est, en principe, un gouvernement de droit, c'est-à-dire qu'il est installé à son poste et qu'il s'y maintient selon certaines règles de droit écrites ou coutumières.

Mais il peut arriver qu'il disparaisse complètement à la suite d'un coup de force, un Coup d'État par exemple, et qu'il soit remplacé irrégulièrement par un autre organe, appelé *gouvernement de fait*. Ce dernier, bien qu'arrivé au pouvoir contrairement aux règles juridiques, va-t-il être apte cependant à représenter à son tour l'État dans l'exercice de ses prérogatives ? Il faut répondre oui. Le Coup d'État, en effet, ne met en cause que la question du gouvernement, non celle de l'État, malgré son nom. L'État demeure tel qu'il a toujours été, représentant la société nationale qui, de son côté, continue à vivre et à se développer ; il doit toujours faire face à de nombreux et pressants problèmes : police, justice, observation des traités passés avec l'étranger, paiement des dettes. Sa représentation pour l'exercice de ses prérogatives ne doit pas être interrompue. Si le gouvernement de droit disparaît, c'est alors au gouvernement de fait qui le remplace, qu'incombe par la force des choses le soin d'assurer l'identité et la continuité de l'État. Les mesures qu'il adoptera à cet effet seront donc, en principe, pleinement valables par elles-mêmes et leur efficacité subsistera *à priori*, malgré la substitution postérieure d'un nouveau gouvernement *de jure* au gouvernement de fait qui les a prises, à moins que, par une *décision spéciale et expresse*, ce gouvernement *de jure* déclare ne pas vouloir les reconnaître comme régulières.

Cette idée est exprimée par Duguit dans les termes suivants : « Les Gouvernements qui se constituent dans des circonstances exceptionnelles, après que le gouvernement légal a été renversé, détiennent de fait tous les pouvoirs :

il faut bien leur reconnaître le pouvoir de légiférer en toute matière et si leurs décrets ne portent atteinte à aucun des principes généraux, du droit supérieur, ils s'imposent forcément à l'obéissance et entrent dans la législation du pays. C'est là un fait que peut certainement invoquer en se faveur la doctrine... d'après laquelle ce qui, en réalité, légitime un gouvernement, ce n'est point son origine, mais seulement la conformité de ses actes au droit supérieur, *quelque fondement qu'on donne d'ailleurs à ce droit supérieur*¹. »

Et Hauriou de son côté déclare : « En principe, le droit créé par les gouvernements de fait, qui ne sont ni antisociaux, ni abusifs, ni tyranniques, est maintenu par la jurisprudence, alors même qu'il n'a pas été ratifié après coup par une disposition constitutionnelle. Il est maintenu pour des raisons juridiques qui sont de pure forme, mais au fond pour cette raison essentielle que les gouvernements de fait valent mieux que l'absence totale de gouvernement, que l'ordre social ne peut être maintenu que par un gouvernement, quel qu'il soit²... »

Toutefois, ces idées ne valent que dans l'hypothèse d'un véritable gouvernement de fait général : « Les actes juridiques accomplis par le ou les gouvernants de fait sont valables à la condition qu'il y ait vraiment gouvernants de fait et non pas usurpateurs ; à la condition, par conséquent, que l'investiture, quoique irrégulière, soit devenue plausible par suite de l'acceptation générale du fait accompli, et de l'exercice public et paisible de la fonction³. »

En résumé, le principe de la question est donc le suivant :

1. Duguit. *Traité de Droit constitutionnel*, t, IV, 1924. p. 745.

2. Hauriou. *Traité de Droit constitutionnel* (1923), p. 32.

3. Gaston Jèze. *Revue de Droit Public*, 1927, p. 620.

les décisions prises par un gouvernement de fait conservent leur efficacité après la disparition de l'autorité qui les a édictées, dans la mesure où le gouvernement *de jure* qui remplace celle-ci ne les déclare pas expressément sans valeur. Ce sont des actes simplement *annulables* pour lesquels le silence des pouvoirs publics vaut confirmation. L'application de ce principe ne soulève alors aucune difficulté.

2^o Applications.

Il faut distinguer deux situations possibles : ou bien le gouvernement *de jure* s'est formellement prononcé sur la valeur des actes du gouvernement de fait général antérieur ; ou bien il ne s'est pas prononcé.

1^o *Le gouvernement de jure s'est formellement prononcé sur la valeur des actes du gouvernement de fait général antérieur.* — Dans ce cas la situation est très nette ; selon que le gouvernement *de jure* confirme ou annule expressément les mesures de l'autorité irrégulière précédente, ces actes gardent ou perdent toute efficacité. C'est ainsi que Louis XVIII confirma, dans la charte *octroyée* du 4 juin 1814, les situations des personnes et des biens, acquises sous le Premier Empire, régime qu'il considérait pourtant comme un gouvernement de fait. Il est intéressant à ce sujet d'en reproduire quelques articles. Article 9 : « Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle *nationales*, la loi ne mettant aucune différence entre elles ¹. » Article 69 : « Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et soldats pensionnés conserveront leur grade,

1. V. Duguit et Monnier. *Constitutions et principales lois politiques de la France* p. 183 et sqq. Cf. aussi LL. 5 déc. 1814, 27 avril 1825 (milliard des émigrés).

honneur et pension. » Article 70 : « La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable. » Article 71 : « La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. » De même, au Brésil, le gouvernement provisoire a confirmé expressément, en novembre 1930, les actes du gouvernement précédent : « Demeurent entièrement en vigueur, conformément aux lois, les obligations et les droits découlant des concessions, contrats, ou d'autres octrois, avec l'union des États, les communes, le district fédéral, et le territoire de l'Acre, *exception faite de ceux qui, soumis à une révision seraient contraires à l'intérêt public et à la moralité administrative* ¹. »

Par contre, il est arrivé inversement que certains gouvernements revenus au pouvoir après avoir été pendant un certain temps remplacés par une autorité issue d'une révolution ou d'un Coup d'État, déclare nulles des mesures prises par cette dernière. Ainsi, après la révolution de 1848, le gouvernement d'Este, du duché de Modène, refuse de reconnaître comme valable la dette du gouvernement provisoire auquel une commune avait fourni des vivres ². De même Ferdinand VII d'Espagne déclare nuls, en juin 1817, les paiements faits au gouvernement du roi Joseph pour des biens ecclésiastiques vendus sous le règne de Charles IV, à moins que les acquéreurs ne prouvassent qu'ils avaient été forcés de payer ³. Et Phillimore nous dit que lorsque les puissances alliées renversèrent Napoléon et restituèrent aux pays qu'il avait subjugués leurs sou-

1. Décret n° 16.358 du Gouvernement provisoire, en date du 11 novembre 1930, art. 7, 6, 10 et 11 v. Dareste. *Constitutions modernes*, t. IV, pp. 50 et 51.

2. *British Year Book of International Law*. 1924, p. 175.

3. Klüber. *Droit des gens modernes de l'Europe*, 1874, p. 374, note b.

verains légitimes, il n'y eut que deux ou trois États (électeur de Hesse, Duc de Brunswick) qui tentèrent de dépouiller le propriétaire des domaines acquis par eux sous l'autorité de leur gouvernement *de facto*. L'Autriche, la Prusse, la Russie, les souverains Bourbons de France et d'Italie, et la Sardaigne, respectèrent les aliénations¹.

2° *Le gouvernement de jure ne s'est pas prononcé sur la validité des actes du gouvernement de fait antérieur.* — Dans ce cas, d'après le principe de l'identité et de la continuité de l'État que nous avons posé plus haut, les actes du gouvernement de fait conservent leur pleine valeur sous le nouveau régime du gouvernement *de jure*. Ce dernier, par son silence, est *censé les confirmer tacitement*. C'est ce qu'explique très clairement un arrêt de la Cour Suprême Fédérale des États-Unis, prononcé en 1877, qui déclare : « Un gouvernement de fait général est traité comme possédant sous de nombreux rapports une autorité légale ; ses contrats et traités sont ordinairement appliqués, ses acquisitions sont maintenues ; sa législation est reconnue ; et les droits acquis en vertu de cette législation sont, sauf quelques exceptions, respectés après le rétablissement des autorités qui avaient été chassées². »

De nombreux exemples de cette confirmation tacite peuvent être donnés. Ainsi les Stuarts observèrent les conventions signées par Cromwell, et Louis XVIII respecta les engagements internationaux pris par la France Révolutionnaire et Impériale. Ainsi, encore le gouvernement portugais de la Reine Dona Maria s'estima lié par les deux emprunts contractés en 1828 et 1831 par l'usurpa-

1. Phillimore. *Droit International*, 1885, III, p. 851.

2. Affaire William c. Bruffy. Cour. Sup. Fédérale, 1877, USR, t. XXXVI, p. 176.

teur don Miguel alors que son autorité s'étendait sur l'ensemble du Portugal. Mais l'un des exemples les plus frappants de cette efficacité des mesures prises par un gouvernement de fait général est peut-être celui des décrets lois en France.

LA QUESTION DES DÉCRETS-LOIS EN FRANCE

A certaines époques, en France, un gouvernement issu d'un Coup d'État ou d'une révolution a pris d'autorité des décrets réglementaires sur des matières qui, normalement, rentraient dans la compétence de l'autorité législative. Ces décisions anormales, au premier chef, n'ayant pas été annulées expressément par la suite, ont conservé la validité qu'elles avaient en fait sous le règne du gouvernement qui les avait prises. En raison de l'objet sur lequel elles portaient, elles ont acquis la même valeur que celle des lois votées par le pouvoir législatif; pour cette raison, on les appelle des décrets-lois. Ainsi, ceux-ci ne peuvent-ils être modifiés ou abrogés que par une nouvelle loi et tout recours juridictionnel est impossible contre eux, conformément au système français.

Ces décrets-lois sont les suivants :

1^o Les décrets impériaux du Premier empire, édictés sur des matières législatives et qui n'ont pas été annulés par le Sénat; ce sont notamment : le décret du 6 juillet 1810 sur l'organisation judiciaire, celui du 18 juin 1811 sur les frais en matière criminelle, celui du 16 décembre 1811 sur les routes impériales, etc... Ces décrets, n'ayant jamais été annulés, avaient force de loi. La Cour de Cassation, en de très nombreux arrêts, s'est toujours montrée très affirmative sur ce point. « Les actes de l'ancien gouvernement,

promulgués et exécutés comme lois sans opposition de la puissance législative et dont les dispositions ne sont pas contraire au texte de la Charte constitutionnelle, doivent conserver, jusqu'à ce qu'ils aient été révoqués, la plénitude de leur exécution¹. »

2° Les décrets du gouvernement provisoire de 1848, pris du 2 février 1848 au 4 mai (et même au-delà). Ce sont par exemple : le décret du 2 mars 1848 sur la durée de la journée du travail et celui du 24 avril sur l'abolition de l'esclavage dans les colonies. On a fait observer que certains d'entre eux avaient été *modifiés* par des lois régulières postérieures. Cette modification partielle, estime-t-on, a implicitement consolidé les dispositions qui n'ont pas été corrigées ou abrogées².

3° Les décrets-lois pris par le Prince-Président Louis Napoléon, après son Coup d'État, entre le 2 décembre 1851 et le 25 mars 1852. Mais ceux-ci ne nous intéressent pas, car ils ont fait l'objet d'une *ratification formelle* dans l'article 58 de la Constitution du 14 janvier 1852, qui a validé en bloc tous les décrets dictatoriaux rendus par le chef de l'État Français dans l'intervalle compris entre le Coup d'État du 2 décembre 1851 et la promulgation de ladite Constitution³.

4° Certains décrets pris par le gouvernement de la Dé-

1. Cassation, 27 mai 1819, Section Crim. V° Lecalec et autres (S. VI. 1.79) v. aussi.

Cass. Crim. 3 fév. 1820. Contributions indirectes C. Potella (S.VI.1.181); Cass. Crim. 14 juin 1821. Devaux (S. VI.1.454); Cass. Crim. 1 sept. 1831 (S. 1831.1.353); Cass. Crim., 7 juin 1833 (S. 1833.1.512); Cass. Crim., 12 déc. 1823; Cass. Crim., 6 juil. 1827. Pelicat (S.VIII.1.633); Cass. Crim., 4 août 1827. V° Bry et autres (S.VIII.1.661); Cass. Crim., 26 avril 1828. Cheminel (S. IX, 1.89).

2. V. Barthélémy et Duez. *Traité de Droit Constitutionnel*, 1933 p. 779. V. Colin et Capitant. *Cours élémentaire de Droit civil*, t. I, p. 26. V. Beudant, t. I, n° 36. V. *Trib. civ. de Mascara*, 6 fév. 1895 (D. 95.5.331 et la note).

3. V. Cassat. 27 janv. 1855, Turrel (S. 55.1.465), (P. 55.2.593).

fense Nationale de 1870 et 1871. Tels sont, par exemple, celui du 5 novembre 1870 sur l'abrogation des lois, celui du 15 septembre 1870 supprimant la garantie des fonctionnaires établie par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII. L'Assemblée nationale ayant manifesté son intention de désigner ceux des actes dictatoriaux de ce gouvernement qui seraient l'objet d'une annulation, et aucune désignation n'ayant suivi, on a pu voir dans ce silence une ratification tacite des décrets en question ¹.

Nota. — Tous les décrets émis durant ces périodes ne sont pas forcément des décrets-lois. Il faut faire une ventilation entre ceux qui portaient sur les matières législatives et que seule une loi peut modifier, et ceux qui avaient un caractère réglementaire et qu'un simple règlement peut modifier. Ces derniers ne sont pas des décrets-lois ¹.

3° *Exceptions.* — Dans certains États de l'Amérique Latine, les principes sont complètement différents. Ce qui, d'après ce que nous avons vu, constitue ordinairement la règle, devient chez eux l'exception, et *vice versa*. Par conséquent, les actes d'un gouvernement de fait général sont *a priori sans valeur pour le gouvernement de jure qui le remplace, à moins que ce dernier ne les ratifie expressément*.

C'est ainsi que l'article 13 de la Constitution du Pérou déclare : « Sont nuls les actes de ceux qui usurpent des fonctions publiques et les emplois conférés en dehors des conditions établies par cette constitution et par les lois ». »

1. V. Colin et Capitant. *Op. cit.* Beudant. *Id.* Cassation 8 juin 1871. Delvallère (S. 71.1.109), (P. 71.260) (D. 71.1.80).

2. Beudant 1 n° 38. Cass. Civ. 13 fév. 1907. Douanes c. Caradec (S. VII, 1.526). Cons. Et. 30 juillet 1880. Brousse et autres (S. 82.3.8.).

Sénat. *Débats Parlementaires*, 1885, p. 611 et s. — Chambre : *Débats Parlementaires*. 1885, p. 23 et s.

3. Dareste, t. IV, 1932, p. 287.

Et la Constitution du Paraguay, après avoir décrété dans son article 13 que « la dictature est nulle et ne saurait être admise, » conclut dans son article 29 « toute loi ou décret contraire aux dispositions de cette constitution est sans effet et dépourvu de toute valeur¹. » Le même principe se retrouve dans les constitutions de San Salvador (art. 69), Honduras (art. 99) et Venezuela (art. 104). C'est ainsi qu'au Vénézuëla un décret du Général Guzmán Blanco, en date du 17 avril 1870, a annulé les lois et décrets pris depuis 1868. Dans Costa-Rica, les contrats et certaines lois du gouvernement de Pinoco ont été annulées le 22 août 1922. La situation politique particulière de l'Amérique Latine explique seule ces dispositions complètement opposées aux solutions européennes et nord-américaines.

1. Dareste, t. IV, 1932, p. 273.

CHAPITRE II

LE COUP D'ÉTAT ET LE DROIT INTERNATIONAL

PRÉLIMINAIRES

L'établissement dans un pays d'un gouvernement de fait général, remplaçant l'ancien gouvernement de droit à la suite d'un Coup d'État heureux, exerce de grandes répercussions sur le Droit International. A première vue, cela peut paraître surprenant, puisque le Coup d'État est au premier chef un phénomène purement interne. Et cependant, si l'on examine attentivement les choses, il est facile de constater l'influence certaine et même importante de cette action illégale sur les rapports juridiques entre États.

Le Droit International a pour objet, en effet, de régir les relations entre les différents États, considérés comme sujets de droit, et cette compétence porte sur deux ordres de questions. Tout d'abord, *il s'occupe des États en eux-mêmes*. Ceux-ci, en tant que sujets de Droit International, ont la jouissance de deux sortes de prérogatives : prérogative de souveraineté et prérogative de personnalité. Le Droit International règle d'abord la reconnaissance et le respect de ces droits dans les rapports entre les différents pays. Mais — nous l'avons vu plus haut — un État n'étant qu'une entité juridique, une personne morale, ne peut par lui-même exercer ses droits ; sur ce point, il est représenté par un Gouvernement. Le Droit International va donc se

préoccuper, en outre, de déterminer *dans quelle mesure un Gouvernement sera apte à représenter un État auprès des autres États* pour contracter valablement des créances ou des dettes, signer des traités qui puissent l'engager ou agir pour son compte en justice devant les tribunaux étrangers. État et Gouvernement, tels sont les deux principaux objets du Droit International.

Quelle va être alors l'influence du Coup d'État sur ces deux notions de Droit International ? Dans quelle mesure va-t-il, à leur sujet, exercer des répercussions sur les rapports juridiques entre États ?

SECTION I. — Influence d'un Coup d'État sur la question internationale de l'État.

Le Coup d'État ne met en jeu que *la question du Gouvernement chargé de représenter l'État, non celle de l'État lui-même* qui conserve sa personnalité juridique malgré les changements fondamentaux survenus dans sa constitution interne. Le Coup d'État n'exerce donc aucune influence sur la question internationale de l'État. De cette idée découlent des conséquences importantes à divers points de vue qu'on peut résumer en disant que les gouvernements transmettent les engagements internationaux qu'ils ont pris aux gouvernements qui leur succèdent et que ceux-ci doivent les observer.

Voici quelques effets et applications pratiques de cette règle :

1^o Le changement de dynastie, de monarque ou de forme de gouvernement à la suite d'un Coup d'État, ne fait pas disparaître les traités conclus dans l'intérêt des États eux-mêmes. La nouvelle autorité exécutive doit les respecter

car le véritable contractant, l'État, subsiste toujours. « C'est un principe d'ordre supérieur que les traités ne perdent pas leur puissance quels que soient les changements qui interviennent dans l'organisation intérieure des peuples » : telle est la déclaration que l'on trouve dans le protocole 19 de la Conférence de Londres du 19 février 1931. C'est ainsi qu'à l'époque des révolutions d'Angleterre de 1649 à 1688, ni Cromwel, ni Guillaume d'Orange ne répudièrent les engagements résultant des traités conclus par les Stuarts, et ceux-ci, restaurés en la personne de Charles II, reconnurent la validité des traités conclus par Cromwell. Napoléon III reconnut également d'une façon expresse tous les traités passés par les gouvernements précédents. Il faut toutefois signaler une exception importante. A la fin de l'année 1917, le gouvernement bolcheviste nouveau déclara ne vouloir tenir aucun compte de tous les traités et conventions conclus par l'ancien régime impérial et que le Gouvernement provisoire de février-mars 1917 avait cependant reconnus.

Toutefois certains traités peuvent disparaître à la suite d'un changement de régime dans un pays par Coup d'État. Mais s'il en est ainsi, c'est parce que précisément ces traités exceptionnels ont pour sujet principal et déterminant *le Gouvernement* et non plus l'État, ou parce qu'ils sont établis en rapport avec une *forme déterminée de gouvernement*. Tel est le cas *des concordats* passés par le Saint-Siège et celui des *traités personnels* qui ont été conclus en faveur d'une autorité déterminée d'un pays (traité entre Napoléon III et Maximilien d'Autriche).

2° Le changement de régime résultant d'un Coup d'État n'entraîne aucune modification du système *des dettes extérieures*. Cependant le gouvernement bolcheviste russe pré-

tendit, par un décret du 8 février 1918, annuler tous les emprunts conclus par l'ancien régime impérial. Mais les États étrangers — et notamment la France et la Grande-Bretagne — à la date du 28 mars 1918, s'élevèrent contre de semblables prétentions ; dans une résolution prise à Cannes, le 6 janvier 1922, les principales puissances alliées, réunies en conférences, posèrent également le principe de la reconnaissance de toutes les dettes et obligations publiques : « Aucun principe n'est mieux établi que celui d'après lequel une nation est responsable des actes de son gouvernement, sans qu'un changement d'autorité affecte les obligations encourues : ces engagements ne peuvent être répudiés par aucune autorité, quelle qu'elle soit, sans quoi la base même du Droit International se trouverait ébranlée ¹. »

3^o Les opérations faites par un gouvernement relativement au domaine public ou aux propriétés ne sont pas mises en cause par un changement de gouvernement résultant d'un Coup d'État. Là encore la Russie bolcheviste a fait exception : un traité conclu entre le pouvoir soviétique et la Perse a annulé toutes les concessions précédemment accordées en Perse à des sujets russes.

4^o Un gouvernement nouveau continue à être responsable des torts et dommages que des gouvernements antérieurs ont causés à des puissances étrangères par des actes de violence et d'injustice. C'est ainsi que les traités de Paris et de Vienne de 1815 obligèrent le Gouvernement de Louis XVIII, et que la convention de Paris du 5 juillet 1831 obligea celui de Louis-Philippe à indemniser des ressortissants étrangers des pertes que leur avait causées le Gouvernement de Napoléon I^{er}.

1. J. I. P., t. XLV, pp. 861, 880 et 987.

Ainsi donc, en vertu du principe de l'identité et de la continuité de l'État, le Coup d'État ne peut exercer aucune influence sur la question internationale de l'État et sur les problèmes qui s'y rattachent directement; il ne modifie, comme nous allons le voir, que la question gouvernementale.

SECTION II. — Influence d'un Coup d'État sur la question internationale du Gouvernement.

Le changement de régime politique opéré dans un pays à la suite d'un Coup d'État heureux exerce de grandes répercussions sur la question internationale du Gouvernement. Les autorités publiques étrangères qui entretenaient des relations suivies avec l'ancien Gouvernement *de jure* renversé parce qu'elles avaient reconnu celui-ci, comme le représentant qualifié de son État, voient cette situation changée du tout au tout : elles se trouvent désormais en présence d'un gouvernement qualifié de fait, arrivé irrégulièrement au pouvoir, et dont on peut se demander si les rapports établis avec lui présenteront un caractère suffisant de stabilité et de sûreté. Quelle va être alors l'attitude des États étrangers vis-à-vis du gouvernement de fait général issu du Coup d'État ? Deux solutions peuvent être adoptées : l'intervention ou la non-intervention.

§ 1. — L'INTERVENTION

A. — *En quoi consiste l'intervention ?*

Lorsque dans un pays un Coup d'État renverse le gouvernement *de jure* existant et installe à sa place au pouvoir un gouvernement de fait général, les États étrangers s'immiscent parfois d'autorité dans ces luttes politiques inté-

rieures afin de leur donner une certaine orientation pour des raisons et pour des fins diverses. C'est ce qu'on appelle, Droit International, *l'Intervention*. L'intervention, dans le cas qui nous intéresse, consiste dans une ingérence exercée d'autorité et au moyen de la violence ou de la ruse par un État dans les affaires intérieures d'un autre État qui n'est pas placé sous sa dépendance politique et qui n'a pas consenti à cette immixtion.

B. — *Pour quelles raisons et dans quels cas cette intervention se produit-elle ?*

L'intervention d'un État étranger dans la vie politique intérieure d'un autre État où un gouvernement de fait vient de s'établir à la suite d'un Coup d'État, peut être dictée par des mobiles intéressés ou, au contraire, par des raisons désintéressées.

1^o MOBILES INTÉRESSÉS DE L'INTERVENTION. — C'est presque toujours pour des mobiles intéressés qu'il se produit une intervention marquée d'un État dans les luttes politiques d'un autre État. Il est rare, en effet, qu'un État s'immisce dans des questions aussi délicates, au risque de graves complications diplomatiques ou de conflits armés, alors que ni ses intérêts essentiels, ni ceux de ses nationaux ne sont en cause.

Ces intérêts étrangers, auxquels peut porter atteinte l'établissement d'un gouvernement de fait général dans un pays à la suite d'un Coup d'État, sont de deux sortes : les uns sont des *intérêts gouvernementaux purs et simples* ; les autres sont de *véritables droits essentiels de l'État ou de ses nationaux*.

a) Intérêts gouvernementaux étrangers auxquels porte

atteinte l'établissement d'un gouvernement de fait dans un pays par un Coup d'État.

Tous les gouvernements sont basés sur certains principes, variables selon les uns et les autres : principe monarchique, principe républicain, principe absolutiste, principe libéral, etc... — Or, il peut arriver que les fondements mêmes, communs à certains gouvernements, se trouvent indirectement mis en cause par l'influence croissante de principes contraires qui se manifestent ou se réalisent dans d'autres États, et qui menacent de gagner, par une contagion naturelle, les pays où ils ne triomphent pas encore complètement. Quand le danger paraît ainsi très grand pour un groupe de gouvernements à bases similaires, ceux-ci se coalisent pour mettre fin au mal voisin qui menace de les miner. Cette défense s'opère par l'intervention — sous diverses formes — des gouvernements ébranlés dans les États où prospèrent les idées jugées par eux séditionnelles. Cette intervention est donc une sorte d'*assurance mutuelle*, qui joue pour la défense d'intérêts *proprement gouvernementaux*. C'est à ces intérêts que peut ainsi porter atteinte l'établissement d'un gouvernement de fait dans un pays par Coup d'État. Deux exemples vont nous permettre de clarifier ces notions un peu arides : la Sainte-Alliance et l'application de la doctrine de Tobar en Amérique Latine.

La Sainte-Alliance.

Elle représente une forme *positive* d'intervention de certains États dans les affaires intérieures d'un autre État pour maintenir dans celui-ci le gouvernement légal et résister aux révolutions et aux Coups d'État qui pourraient le renverser.

Au début du XIX^e siècle, les idées d'indépendance, proclamées par la Révolution, avaient poussé presque partout en Europe de profondes racines. Au Congrès de Vienne de 1815, les grandes puissances refusèrent d'en tenir compte dans leur œuvre de restauration territoriale et politique. Certains souverains s'efforcèrent, dès leur avènement, de restaurer dans leurs États le gouvernement qui existait avant la tourmente révolutionnaire.

Le retour plus ou moins accusé aux principes de la monarchie traditionnelle a été le trait caractéristique de la période qui va de 1815 à 1830. Il n'y eut pas de grands changements politiques dans la parlementaire Angleterre, dans la Russie autocratique, au Danemark et dans les États Scandinaves. Mais il n'en fut pas de même en Espagne avec Ferdinand VII, dans les Deux-Siciles avec Ferdinand I^{er} de Bourbon, en Prusse avec Frédéric-Guillaume III, dans la plupart des États de la Confédération Germanique et en Autriche avec l'empereur François I^{er}.

Un homme incarne en Europe et en Autriche cette politique : le prince de Metternich. Ce très vaniteux « chevalier d'ancien régime » se définissait « la seule force morale contre-révolutionnaire, l'homme de ce qui était. » Ennemi juré de la Révolution qu'il considérait comme un « accident » il abhorrait le régime parlementaire, « le régime des culbutes, » disait-il. « La base de la politique, ajoutait-il, est et doit être le repos, la sécurité dans la possession, le maintien de ce qui existe, rien de plus, rien de moins. » Aussi, dès le Congrès de Vienne, *n'y eut-il plus, pour lui, en Europe, d'État isolé » mais des « sociétés d'États » rattachés les uns aux autres par des intérêts généraux.* En Autriche et en Hongrie, Metternich combattit résolument tout esprit d'innovation, toute tentative de vie nationale.

Moins absolues étaient les idées politiques du tsar Alexandre I^{er}. Respectant les traditions des pays qu'il avait récemment annexés, il érigea la Finlande en un grand duché autonome et donna une constitution au royaume de Pologne. On le vit, d'autre part, soutenir en France les partisans de la Charte et défendre contre Metternich, au Congrès de Vienne de 1920, les rois de Bavière et de Wurtemberg qui avaient octroyé à leurs sujets des libertés politiques. Esprit élevé, de mœurs simples et aimables, affable sans familiarité, mais « âme de couleur changeante » et d'enthousiasme facile, il passait volontiers d'un parti au parti contraire. Lorsque parut close l'ère des grandes luttes européennes, Alexandre, ainsi que Metternich, regarda les traités de 1815 comme le gage de la paix générale. Mais il conçut autrement que le chancelier d'Autriche le « repos » de l'Europe : les principes moraux du christianisme, pensait-il, devaient inspirer les relations internationales, unir les rois, prévaloir dans leur gouvernement, rapprocher, sinon réconcilier les peuples et bannir à jamais, peut-être, les guerres et les révolutions.

Le tsar traduisit lui-même cette politique dans le *traité de la Sainte-Alliance*. En fait, le traité du 26 septembre que signèrent à Paris les souverains d'Autriche, de Prusse et de Russie, était à la fois une déclaration mystique et un acte *d'union et de défense réciproques*. Il répondait, y était-il dit, « aux grands événements qui avaient signalé en Europe le cours des trois dernières années. » Dans ce document, les trois souverains déclaraient « au nom de la très sainte et indivisible Trinité, asseoir la marche à adopter par les puissances dans leurs rapports mutuels, sur les vérités sublimes que nous enseigne la religion du Dieu sauveur..., prendre pour règle de leur conduite les préceptes de cette

religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix..., demeurer unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, se considérer comme délégués par la Providence pour gouverner les trois branches d'une même famille : l'Autriche, la Prusse et la Russie... ; se prêter en tout temps et en tout lieu assistance, aide et secours pour protéger la religion, la paix et la justice. »

Le prince de Metternich ne voulut voir qu'une « rêverie » dans le traité de la Sainte-Alliance. « Ce n'était, a-t-il écrit, qu'un monument vide et sonore, une aspiration philanthropique déguisée sous le manteau de la religion. » Avec lui et par lui, le traité fut postérieurement transformé en une réalité d'une portée nettement pratique, et de ses formules vagues sortit tout un système de gouvernement que le tsar n'avait ni prévu, ni voulu. A son instigation, en effet, les « Quatre » convinrent, le 20 novembre 1815, de tenir régulièrement des Congrès. On y étudierait « les grands intérêts communs et les mesures qui seraient les plus salutaires pour le repos et la prospérité des peuples et le maintien de la paix en Europe. Metternich ramenait ainsi la politique à la diplomatie : comme si un Congrès suffisait à résoudre toutes les difficultés politiques !

Cinq ans plus tard, en mai 1820, le Congrès de Vienne, réuni par les soins du chancelier autrichien, proclama *le droit d'intervention armée*. Par là, pensait Metternich, prévaudraient les idées « d'ordre et de stabilité » dans les États où les seules forces locales ne pourraient réprimer les insurrections. Dès lors, se trouva défini dans ses traits essentiels le système de Metternich, cette « ligue des rois contre les peuples, » au dire des libéraux. Dans le détail, il comportait : le maintien de l'œuvre de restauration territoriale accomplie par les traités de 1815, la défense des

principes de la monarchie traditionnelle contre les manifestations révolutionnaires, la tenue régulière de Congrès, le droit d'intervention armée. Quel que soit le jugement que l'on porte sur elle, la Sainte-Alliance, ainsi entendue, renfermait des germes d'avenir et les fondements d'un nouveau droit public. Contre la Sainte-Alliance, les constitutionnels et les patriotes formèrent des sociétés secrètes, retournèrent contre les souverains celles qui existaient déjà, tramèrent des complots, terrorisèrent les populations par des attentats et provoquèrent des insurrections militaires dans les États dotés d'armées nationales.

L'application de la Sainte-Alliance se développa au fur et à mesure que se produisirent des révolutions nationales et libérales sous la poussée des sociétés secrètes. Elle détermina ainsi, de 1818 à 1822, la tenue de cinq Congrès. Au Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), les souverains, après avoir réglé l'évacuation du territoire français, se préoccupèrent des mouvements révolutionnaires qui s'étaient produits en Allemagne, en Italie et en Espagne. Les Congrès de Carlsbad (1819) et de Vienne (1820) réagirent contre le double mouvement unitaire et libéral des Universités allemandes. Le Congrès de Troppau, transféré à Laybach (1820-1821), confia à l'Autriche le mandat d'intervenir à Naples et contre le Piémont. Enfin le Congrès de Vérone (1822) autorisa le gouvernement de Louis XVIII à réprimer l'insurrection d'Espagne et à rétablir Ferdinand VII dans toute son autorité. La tenue de ces Congrès marque dans l'histoire ce que l'on a appelé « le règne diplomatique de Metternich. »

*La doctrine de Tobar et son application
en Amérique Latine.*

Depuis leur origine, les différents États de l'Amérique Latine ont toujours été en proie au désordre politique : Coups d'État et révolutions se manifestent chez eux à l'état endémique. A la faveur de ces troubles, les immixtions étrangères, venant soit d'Europe, soit des États-Unis, s'étaient montrées sans doute par trop excessives, puisqu'en 1907 apparut une doctrine politique dont le but était, en ramenant la paix publique dans ces différents États par une assistance indirecte de ces républiques entre elles, de redresser leur prestige et de leur assurer une plus grande indépendance. Le 15 mars 1907, le docteur Tobar, ministre des Affaires étrangères de l'Équateur, écrivait au consul de Bolivie à Bruxelles : « Les Républiques américaines, pour leur bon renom et leur crédit, sinon pour d'autres considérations humanitaires et « altruistes », doivent intervenir de façon indirecte dans les dissensions intestines des républiques du continent. Cette intervention pourrait consister au moins dans le refus de reconnaître les gouvernements de fait, issus de révolutions contre la Constitution ¹. » Ainsi donc cette doctrine, qu'on désigne généralement sous le nom de doctrine de Tobar, se propose d'instituer entre les différentes républiques de l'Amérique Latine le système de l'intervention réciproque et indirecte dans les affaires de chacune d'elles, pour empêcher les luttes insurrectionnelles dirigées contre les gouvernements. Cette théorie a reçu sa consécration officielle d'abord dans la Convention additionnelle au Traité Général de Paix et

1. R. G. D. I. P., t. XXI, p. 482.

Amitié, signée à Washington le 20 décembre 1907 et ratifiée en février-mars 1908 par le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador ¹. Elle a été affirmée de nouveau dans le Traité général de paix et amitié, conclu en 1923 au cours de la Conférence de l'Amérique Centrale. D'après l'article 2 de ce Traité, chaque État a le droit de contrôler si les élections chez son voisin ont été faites *régulièrement*, si le pays a été *constitutionnellement* réorganisé, et même, *en dépit de la volonté formelle du peuple*, chaque État a le devoir de ne pas reconnaître l'accession au pouvoir de certaines personnes déterminées. « Désireuses d'assurer dans les Républiques de l'Amérique Centrale les avantages qui proviennent du maintien des institutions de liberté et de contribuer en même temps au raffermissement de leur stabilité et au développement du prestige dont elles doivent être entourées, les républiques déclarent que tout acte, toute disposition ou toute mesure, qui modifieraient l'organisation constitutionnelle de l'une d'entre elles, seront considérées comme une menace contre la paix des dites républiques, soit que ces actes soient l'œuvre d'une autorité publique quelconque, soit qu'ils proviennent de citoyens. En conséquence, les gouvernements des parties contractantes ne reconnaîtront pas, dans aucune des cinq républiques, un gouvernement qui prendrait le pouvoir au moyen d'un Coup d'État ou d'une révolution contre un gouvernement reconnu, avant que les représentants du peuple, librement élus, aient constitutionnellement réorganisé le pays. Dans cette éventualité même, ils s'engagent à ne pas admettre cette reconnaissance si une des personnes élues

1. Descamps et Renault. *Recueil international des traités du XX^e siècle*, t. VII, p. 466.

comme président, vice-président ou chef de l'État, se trouvait dans une situation correspondant à l'un des cas suivants : 1^o Si cette personne est le chef ou l'un des chefs du Coup d'État ou de la révolution, ou si elle est alliée à ce chef ou à l'un de ces chefs par les liens du sang ou du mariage ; si elle est un ascendant, un descendant ou un frère de ces chefs ; 2^o Si elle a été secrétaire d'État ou si elle a rempli un commandement militaire supérieur militaire au moment du Coup d'État, au cours de la révolution, pendant la période des élections, ou si elle a rempli ces fonctions pendant les six mois précédant le Coup d'État, la révolution ou les élections. En outre, un gouvernement qui ferait accéder au pouvoir un citoyen auquel la constitution de son pays interdirait nettement, et d'une façon indiscutable, l'accès au pouvoir à la suite d'élections comme président, vice-président ou chef de l'État, ne pourra en aucun cas être reconnu ¹. »

Les États-Unis ont voulu s'adapter la doctrine de Tobar en l'utilisant pour justifier leur intervention : les États-Unis doivent intervenir en certaines circonstances, afin d'empêcher qu'en ces circonstances les États de l'Europe n'interviennent eux-mêmes en Amérique. En 1913, le Président Wilson, nouvellement élu, posa le principe, jusque là inconnu aux États-Unis, que tout gouvernement latino-américain ayant des origines inconstitutionnelles ou révolutionnaires ne saurait avoir les sympathies du gouvernement de Washington et ne serait pas secouru par lui : c'était proclamer officiellement l'ingérence des États-Unis dans les affaires des États indépendants et souverains de l'Amérique Latine ; c'était reconnaître leur intervention permanente et continuelle pour vérifier la constitution-

1. Le Fur et Chklaver. *Textes de Droit International* (1934), p. 730.

nalité des gouvernements établis. Le Président Wilson s'appropriait ainsi la doctrine de Tobar. Il devait par la suite l'appliquer dans certaines circonstances. Dès 1913, il notifia aux révolutionnaires d'Haïti « qu'il ne reconnaîtrait pas le gouvernement des rebelles, même dans les cas où ceux-ci réussiraient à renverser le gouvernement légitime. » Au mois de juillet 1919, le Président du Pérou, M. Pardo, fut déposé et remplacé par M. Laguia à la suite d'un coup de force organisé par celui-ci : le président Wilson ne voulut pas reconnaître officiellement, au nom du gouvernement américain, le nouveau président. Quelque temps auparavant, il avait refusé de reconnaître dans un cas à peu près semblable le président de la République de Costa-Rica.

Bien mieux, les États-Unis vont même parfois jusqu'à intervenir activement et directement dans certaines républiques de l'Amérique Latine, sous le prétexte d'y maintenir l'ordre ou d'y renforcer le gouvernement. C'est ainsi qu'ils ont soutenu, en 1930, le président Calles au Mexique et qu'ils ont occupé Haïti jusqu'en 1928. Cette intervention est souvent prévue à l'avance par un traité passé entre les États-Unis et l'État intéressé. La Constitution de Panama de 1904, révisée en 1918 et 1928, contient un article 136, du titre XIII, qui déclare : « Le gouvernement des États-Unis d'Amérique pourra intervenir en n'importe quels points de la République de Panama, pour rétablir la paix publique et l'ordre constitutionnel s'ils sont troublés, au cas où, en vertu d'un traité public, cette nation a assumé ou assumera l'obligation de garantir l'indépendance ou la souveraineté de cette république¹. »

1. Dareste, IV, p. 260.

Dans les temps actuels, la plupart des gouvernements ont pris pour règle générale de ne pas s'immiscer dans les affaires politiques intérieures d'un pays où un Coup d'État réussit à établir au pouvoir une nouvelle autorité. Cependant, l'intervention est encore exceptionnellement pratiquée lorsque l'installation du gouvernement de fait récent porte une atteinte grave à certains droits essentiels des États étrangers. C'est le point que nous allons maintenant examiner.

b) Droits essentiels étrangers auxquels porte atteinte l'établissement d'un gouvernement de fait dans un pays par Coup d'État.

Dans le domaine du Droit International, les États, sujets de droit, jouissent de certaines prérogatives essentielles dont l'existence n'est pas douteuse. Ce sont : le droit de conservation, le droit à l'égalité et au respect, le droit au commerce, le droit d'autonomie et le droit de souveraineté extérieure. Si l'établissement d'un gouvernement de fait général dans un pays à la suite d'un Coup d'État porte atteinte à l'un de ces attributs fondamentaux, l'État lésé peut alors intervenir pour défendre ses intérêts résultant de ses droits.

1^o *Droit de conservation.* — L'intervention doit être autorisée, lorsque l'apparition d'un gouvernement de fait insurrectionnel dans un pays fait courir à un autre État un danger sérieux et imminent pour sa propre sécurité, notamment lorsqu'il dépasse les limites du territoire national.

2^o *Droit au respect et droit d'égalité.* — Un État doit avoir le droit d'intervenir si le gouvernement de fait, installé dans un autre État, prive ses nationaux de la protection

commandée par la justice et les lois du pays où ils se trouvent, quand ceux-ci sont l'objet de mesures vexatoires d'exception, quand ils sont victimes d'une agression, d'un déni de justice ou d'une parodie de la justice. De même toute attaque dirigée contre les ambassades et légations d'un État, donne à celui-ci le pouvoir d'intervenir dans les affaires de l'État qui l'a offensé, pour faire cesser cet état de choses et réclamer une réparation. Une insurrection contre les juridictions consulaires dans les pays soumis au régime des capitulations, un trouble perturbateur apporté au fonctionnement d'une commission de contrôle dans un pays à finances avariées, justifieraient de même une intervention. Un État peut également intervenir si le gouvernement de fait d'un autre État portait atteinte à l'égalité entre eux deux.

3° *Droit au commerce.* — Actuellement le droit international reconnaît aux États le droit au commerce mutuel. Il peut en résulter qu'un gouvernement peut, pour la légitime défense de ce droit s'opposer à ce qu'un gouvernement de fait étranger s'isole des autres pays, et le forcer, au moyen d'une intervention, à s'ouvrir au commerce.

4° *Droit d'autonomie.* — L'État dont l'autonomie en matière d'organisation politique interne, en matière de législation et d'administration, a été l'objet d'atteinte de la part d'un gouvernement de fait étranger, a le pouvoir d'intervenir auprès de ce gouvernement pour faire cesser les atteintes portées à son droit.

5° *Droit de souveraineté extérieure.* — Un État est en droit d'intervenir auprès d'un autre État, où règne un gouvernement de fait, si celui-ci veut limiter la souveraineté

extérieure de l'État sans avoir pourtant à lui reprocher une atteinte à sa sûreté.

B) MOBILES DÉSINTÉRESSÉS DE L'INTERVENTION. — Une intervention étrangère peut se produire dans un pays où règne un gouvernement de fait, si celui-ci méconnaît une règle universellement reconnue du droit international (respect des traités) ou les principes élémentaires d'humanité. Ordinairement, dans ce cas, l'intervention étrangère est l'œuvre, non pas d'un État, mais de plusieurs États. Elle en paraît ainsi d'autant plus désintéressée et s'impose davantage.

C) SOUS QUELLES FORMES L'INTERVENTION SE PRODUIT-ELLE ? — L'intervention étrangère dans un pays, causée par l'établissement d'un gouvernement de fait général issu d'un Coup d'État, peut se manifester sous des aspects très variés.

1^o Elle peut être *non-armée*, c'est-à-dire *diplomatique*, en s'exerçant par des représentations orales ou écrites, officieuses ou officielles. Elle se réalise parfois sous la forme d'un arrangement, aboutissant à la réunion d'une Conférence générale ou d'un Congrès. Elle peut par ailleurs être *armée*, sans consister forcément dans une guerre déclarée : elle s'opère par exemple au moyen d'un envoi de bâtiments de guerre dans un des ports de l'État où se déroulent des luttes politiques¹ ou d'une occupation partielle de son territoire².

1. Au cours du mois de mars 1935, alors que M. Venizelos venait de manquer un Coup d'État contre le gouvernement régulier d'Athènes mais que la situation de ce dernier était encore très incertaine, certains États, intéressés à protéger leur nationaux établis en Grèce, envoyèrent quelques navires de guerre mouiller à Phalère et au Pirée : la France dépêcha le contre-torpilleur *Verdun* et les croiseurs *Tourville* et *Foch*; l'Angleterre donna l'ordre au cuirassé *Royal-Sovereign* de rallier la côte grecque et l'Italie fit de même pour le croiseur *Presto*, le contre-torpilleur *Trento* et les navires *Da Mosto* et *Pijafetta* (V. *Temps* des 7, 8, 9 et 12 mars 1935).

2. Cf. États-Unis et Haïti. V. Constitution de Haïti de 1918, révisée en 1928.

2° Cette intervention peut être *directe* ou *déguisée*, *positive* ou *négative*. Directe ou positive, l'intervention suppose une ingérence effective dans les affaires d'autrui. Déguisée ou négative, elle consiste dans le fait d'empêcher d'autres puissances d'intervenir.

3° L'intervention peut être *individuelle*, c'est à-dire être le fait d'un État isolé, ou *collective*, c'est-à-dire le fait d'une pluralité d'États. L'intervention collective a une portée plus efficace et est de nature à garantir davantage contre les abus et les ambitions. Elle permet enfin d'agir contre les forts et contre les faibles indifféremment. C'est sous cette dernière forme que l'intervention est aujourd'hui le plus fréquemment utilisée. Afin d'éviter les lenteurs inhérentes à une intervention collective, les puissances délèguent souvent à l'une d'entre elles le droit d'intervenir.

4° On peut distinguer encore à l'époque moderne une intervention *ouverte* et une intervention *dissimulée* ou *occulte*. La première a lieu par l'emploi de la force armée ou par la remise de notes diplomatiques verbales ou écrites. La seconde, plus dangereuse parce qu'elle est sournoise et se cache, se fait au moyen d'agents qu'on envoie à l'étranger ou qu'on y recrute en les achetant, de journaux qu'on y crée ou qu'on y stipendie, de tracts ou de brochures qu'on y expédie ou qu'on répand après les avoir établis sur place dans des imprimeries spéciales.

§ 2. — LA NON-INTERVENTION

A) *Le Principe de la Non-Intervention.*

Dans l'état actuel du Droit International, les différents États sont considérés comme des sujets de droit égaux

qui ratifie dans son titre VII tous les actes des autorités américaines pendant l'occupation (Dareste, IV, p. 190).

entre eux : ils jouissent des mêmes prérogatives et leurs rapports mutuels doivent s'établir sur le pied du respect réciproque et de l'équilibre. Or l'un de leurs attributs essentiels est le droit de souveraineté : souveraineté externe dans ce sens que chacun est libre dans le choix et dans la nature de ses relations extérieures, souveraineté interne dans ce sens que chacun est également libre de se donner le mode de gouvernement qui lui plaît. Aussi admet-on universellement aujourd'hui qu'un État n'a pas à se préoccuper en principe des luttes politiques intérieures qui peuvent se dérouler à l'intérieur d'un autre État. — Si un Coup d'État notamment se produit dans un pays et réussit à renverser le gouvernement régulier et à établir à sa place un gouvernement de fait général, les autorités étrangères n'ont pas à se préoccuper de ces événements et à prendre parti pour l'un ou pour l'autre clan. C'est ce que l'on appelle le principe de non-intervention qui est basé sur un autre principe : celui de l'indépendance mutuelle des différents États entre eux. La non-intervention est la règle généralement admise aujourd'hui. « Tout État étant libre de se donner le gouvernement qu'il veut, les États, pour entrer en relations avec un autre État, n'ont pas à s'occuper ni de la forme ni de l'origine du pouvoir qui exerce l'autorité chez celui-ci : s'ils pouvaient examiner la question de légalité constitutionnelle de ce pouvoir, ils commettraient un acte injustifiable d'intervention ¹. Le 20 janvier 1921, un président du Conseil en France, M. Briand, fixait ainsi l'attitude de son pays à l'égard du nouveau régime russe, issu du Coup d'État d'octobre 1917 : « Le bolchévisme est affaire russe tant qu'il reste confiné dans ses frontières, et nous n'avons pas à

1. Fauchille, I, 1^{re} partie, n° 205, 2, p. 321.

intervenir dans les affaires intérieures de la Russie ¹ ».

Actuellement donc, en vertu du principe généralement reconnu de non-intervention, les États n'ont pas à prendre parti dans la question d'un gouvernement de fait qui remplace par un Coup d'État le gouvernement de droit dans un pays. Quelles sont les conséquences de cette idée ?

B) Conséquences du principe de non-intervention.

Ces conséquences sont de deux sortes : 1^o Les États étrangers ne doivent pas, directement ou indirectement, prendre parti dans les luttes politiques qui se déroulent à l'intérieur d'un autre État ; 2^o Inversement, en vertu de leur droit de souveraineté externe (autonomie et indépendance), ils ont la faculté de ne pas se laisser imposer comme représentant de l'État où se sont déroulées les luttes politiques et avec lequel ils entretiennent des relations, le gouvernement de fait qui s'y est installé à la suite d'un Coup d'État. Ils doivent se déterminer par eux-mêmes et conserver le droit de subordonner la reconnaissance de ce gouvernement de fait, comme représentant régulier de son pays à l'examen de sa force et de son efficacité, afin d'être sûrs de pouvoir entretenir avec lui des relations normales et stables.

Première conséquence du principe de non-intervention.

Les États étrangers ne doivent pas intervenir dans les luttes politiques intérieures qui se déroulent à l'intérieur d'un autre pays, et qui aboutissent à l'établissement d'un gouvernement de fait général à la place de l'ancien gouvernement *de jure*, par le moyen d'un Coup d'État.

1. V. *Le Temps*, 21 janvier 1921, p. 4.

Cette non-intervention se manifeste de différentes façons.

1^o Chaque État ne doit pas laisser se préparer sur son territoire des complots politiques ou des attentats terroristes contre le gouvernement d'un autre État ; il doit éviter que des transports d'armes et de munitions se fassent par sa frontière pour soutenir un mouvement insurrectionnel dans un autre pays ; à plus forte raison doit-il s'abstenir d'en faire lui-même. Ces points ne sont actuellement discutés par personne. Ils ont été, par exemple, consacrés dans les articles 16 et 17 du Traité général de paix et amitié, conclu le 20 décembre à la Conférence de paix centro-américaine ¹, et reproduits de nouveau dans le Traité général de la Conférence centro-américaine de 1923 ². A la VI^e Conférence panaméricaine de la Havane, tenue en février 1928, a été votée une convention n^o VIII dont l'article I déclare : « Les États contractants s'engagent à observer, relativement à la guerre civile dans l'un d'entre eux les règles suivantes : 1^o Employer tous les moyens en leur pouvoir pour éviter que les habitants de leur territoire, nationaux ou étrangers, prennent part à une guerre civile, en réunissent les éléments, passent la frontière ou s'embarquent sur leur territoire pour entreprendre ou fomenter une guerre civile ;... 4^o Éviter que dans leur juridiction soit équipée, armée ou adaptée à un service de guerre, toute embarcation destinée à opérer dans l'intérêt de la rébellion ³. »

1. Descamps et Renault. *Recueil des Traités du XX^e siècle*, t. VII, pp. 464-465.

2. Le Fur et Chklaver. *Textes de Droit International Public* (1934), p. 730, art. 4 et 14.

3. *Id.*, p. 972. V. également : Institut de Droit International, 1900. Résolution sur les « Devoirs et Droits des puissances étrangères et de leurs ressortissants, en cas de mouvement insurrectionnel, envers les gouvernements établis et reconnus qui sont aux prises avec l'insurrection. »

2° Chaque État est tenu en principe de recevoir sur son territoire sans distinctions les étrangers qui, à l'occasion d'un Coup d'État exécuté dans leur pays, sont obligés des s'expatrier, soit parce que le Coup d'État était leur œuvre et qu'il a échoué, soit parce qu'il était dirigé contre eux et qu'il a réussi. C'est ce que l'on appelle *le droit d'asile*. Il ne peut être refusé que si les réfugiés politiques constituent un danger pour la sécurité intérieure ou extérieure de l'État sur le territoire duquel ils veulent entrer. L'État, qui reçoit ainsi des réfugiés politiques, doit veiller à ce qu'ils cessent de constituer chez lui une menace pour leur pays d'origine ; s'ils passent la frontière avec fusils et munitions, par exemple, ils doivent être désarmés. Telle fut l'attitude de la Yougoslavie à l'égard des nazis autrichiens à la suite de leur putsch manqué à Vienne en juillet 1934, et de la Bulgarie pour les militaires rebelles après l'échec du Coup d'État et de la guerre civile, inspirés par M. Venizelos en Grèce, au début du mois de mars 1935.

3° L'État, chez lequel sont hébergés des réfugiés politiques, ne doit pas accorder leur extradition à leur pays d'origine qui en fait la demande en raison d'infractions politiques, car ce serait de sa part prendre parti dans les luttes intestines de ce pays. Toutefois l'extradition est accordée lorsqu'il s'agit d'attentats terroristes, anarchistes, nihilistes ou communistes, car ces infractions sont des atteintes, non pas à la forme de gouvernement, mais aux fondements mêmes de la société humaine. (Cf. assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie en France, en octobre 1934.)

En résumé, un État doit s'abstenir de participer, directement ou indirectement, aux luttes politiques qui se déroulent à l'intérieur d'un autre pays, sous forme notamment de Coups d'État.

Deuxième conséquence du principe de non-intervention

En vertu du principe de non-intervention et d'indépendance réciproque des États entre eux, un État doit se déterminer par lui-même à considérer ou à ne pas considérer comme représentant valable d'un autre État un gouvernement de fait issu dans ce pays d'un Coup d'État.

Lorsque, dans un pays, un Coup d'État renverse le gouvernement de droit et installe à sa place un gouvernement de fait général, les relations régulières qu'un État étranger entretenait — avec l'ancien gouvernement *de jure*, pris comme représentant capable de son État, — ne se continuent pas de plein droit avec le nouveau gouvernement de fait général. Elles sont interrompues, car il est toujours possible de se demander si cette nouvelle autorité est suffisamment bien établie au pouvoir et si les rapports avec elle présenteront un caractère rassurant de stabilité et de confiance. Si, par le seul fait qu'il aurait réussi à s'emparer de la puissance publique au moyen d'un Coup d'État, le gouvernement de fait pouvait obliger l'État étranger à le considérer comme représentant valable de son pays et à nouer sur cette base des rapports diplomatiques, il porterait alors atteinte au droit de souveraineté externe de cet État étranger, car il lui imposerait en somme des relations extérieures. Ce serait une véritable intervention. Or le principe de non-intervention doit être réciproque : l'État étranger doit rester libre de juger par lui-même si le gouvernement de fait général, issu d'un coup de force, représente efficacement son État. Pourquoi, quand et comment se décidera-t-il à se prononcer sur ce Point ? Tel est le problème que l'on appelle : LA RECONNAISSANCE DE GOUVERNEMENT.

LA RECONNAISSANCE DE GOUVERNEMENT

A) NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA RECONNAISSANCE DE GOUVERNEMENT. — La reconnaissance de gouvernement ne doit pas être confondue avec la reconnaissance d'État.

La reconnaissance d'État est l'acte par lequel un État déclare expressément considérer désormais comme son semblable un groupement humain organisé sur un territoire déterminé, c'est à dire qu'il compte le traiter comme une entité juridique, sujet de Droit International, dont il respectera dorénavant deux prérogatives essentielles : la prérogative de personnalité et la prérogative de souveraineté.

La reconnaissance de Gouvernement est l'acte par lequel un État déclare admettre qu'un ensemble d'organes est qualifié pour représenter dans les relations internationales un État donné et assurer l'exercice de ses prérogatives.

La reconnaissance de Gouvernement ne présente aucune difficulté lorsqu'il s'agit d'une autorité régulièrement arrivée au pouvoir, conformément aux règles ou coutumes de droit public en vigueur dans le pays. Il n'est pas douteux alors que celle-ci représente valablement et avec autorité son État.

Mais des questions délicates surgissent quand le problème de la reconnaissance de Gouvernement se pose au sujet d'un gouvernement de fait général, installé irrégulièrement au pouvoir à l'aide d'un Coup d'État. Il est toujours possible alors de se demander si cette nouvelle autorité représente bien son État, si son pouvoir est fortement établi, si des relations internationales peuvent être entretenues avec

elle d'une façon sûre et durable. L'examen des conditions auxquelles sera subordonnée cette reconnaissance constitue alors un problème très difficile. Toutefois, s'il s'agit d'une autorité *d'abord arrivée régulièrement au pouvoir*, mais qui *s'y maintient ensuite par un Coup d'État* et qui se transforme ainsi en gouvernement de fait, la question de la reconnaissance ne se pose pas : la reconnaissance dont jouissait cette autorité lors de son accession légale au gouvernement, lui est tacitement maintenue par les autres États étrangers. Par contre, les difficultés s'avèrent nombreuses et importantes lorsqu'il s'agit d'un gouvernement de fait arrivé *irrégulièrement au pouvoir*. Tel est le point de vue que nous envisagerons particulièrement.

La reconnaissance d'un Gouvernement de fait général issu d'un Coup d'État est susceptible de deux modalités : elle peut être faite *de jure* ou elle peut être faite *de facto*.

La reconnaissance *de jure* est l'opération normale. C'est l'acte formel par lequel un gouvernement déclare que désormais il reconnaîtra la valeur de la pleine et entière représentation d'un autre État par le gouvernement de fait qui s'y trouve déjà. Cette reconnaissance *de jure* rétablit sur le mode normal et officiel toutes les relations entre les deux pays ; elle est *définitive et irrévocable*.

Par contre, la reconnaissance *de facto* est *provisoire et révocable*. Sa notion est très vague : elle est, en somme, accordée toutes les fois qu'un État craint, pour des raisons très diverses, d'entretenir avec un gouvernement de fait des rapports susceptibles d'entraîner des conséquences compromettantes. Elle crée une sorte de situation empirique, imposée par des nécessités inéluctables.

Cette reconnaissance *de facto* est, par exemple, intervenue, il y a quelques années, pour le gouvernement des Soviets en Russie. Dès 1920, ce régime paraissait fortement établi dans le pays et capable de constituer un système définitif. Sa valeur interne était indubitable : son autorité s'étendait sur tout l'ensemble du territoire sans résistance sérieuse ; ses mesures étaient observées presque partout. Devant cet état de choses, les autres puissances comprirent que la rupture de leurs relations avec le gouvernement soviétique aboutissait à une impasse et ne pouvait subsister. Mais, pour des raisons diverses, elles répugnaient à accorder à ce régime une reconnaissance *de jure*. Toutefois, devant la nécessité pratique de renouer des rapports avec le régime bolcheviste, le gouvernement britannique fit les premiers pas avec une grande prudence : il estima que, si la reconnaissance devait être accordée, cela ne pouvait se faire que pas à pas, avec ménagements. Il la fit d'abord porter sur le domaine économique. Le 16 mars 1921, le gouvernement britannique concluait un accord commercial avec le gouvernement soviétique, toutes affaires politiques demeurant exclues. Le 22 mars 1921, à la Chambre des Communes, M. Lloyd Georges commentait ainsi cette situation : « Il s'agit ici d'un simple accord commercial qui reconnaît le gouvernement des Soviets comme le gouvernement *de facto* de la Russie, comme il l'est incontestablement. Je ne pense pas qu'aucun de ceux qui ont suivi les événements des deux ou trois dernières années puissent mettre en doute cette assertion. Les Soviets exercent sur le vaste territoire en question une autorité aussi complète que pourrait en avoir n'importe quel autre gouvernement dans les conditions actuelles ; on est donc obligé de reconnaître qu'ils consti-

tuent le gouvernement *de facto* de cet empire. Ce n'est pas un traité de paix ¹. »

En somme, une reconnaissance *de facto* est une reconnaissance réticente. « Les motifs qui... ont conduit les gouvernements à introduire dans la pratique internationale les notions de reconnaissance de fait et de reconnaissance de droit, sont de natures très diverses : ce sont tantôt des considérations de légalité, tantôt des considérations de stabilité, tantôt même d'autres considérations. On peut dire que chaque application constitue une catégorie spéciale. Le seul point commun, c'est que la reconnaissance *de facto* est, en théorie tout au moins, provisoire et révocable, tandis que la reconnaissance *de jure* est définitive ². »

B) A QUELLES CONDITIONS CETTE RECONNAISSANCE EST-ELLE ACCORDÉE ? — Il est admis, généralement, d'après le principe de non-intervention consacré actuellement en Europe, qu'un État, pour reconnaître un gouvernement de fait général établi dans un pays étranger à la suite d'un Coup d'État, ne doit pas se déterminer d'après les origines de l'autorité ni d'après ses méthodes de gouvernement. Entreprendre un pareil contrôle serait s'immiscer dans les affaires intérieures de l'autre État. Tout au plus ces questions peuvent-elles inspirer des préférences ou des méfiances politiques, mais non des décisions juridiques. Les seules considérations qui doivent intervenir pour faire prononcer la reconnaissance ou la non-reconnaissance, ce sont des considérations de *valeur* : le gouvernement de fait général issu du Coup d'État est-il assez solidement établi dans son pays pour qu'il puisse être considéré comme le

1. Lagarde. La reconnaissance du Gouvernement des Soviets (1924). Cité par Noël-Henry, p. 61.

2. Noël-Henry, p. 62.

représentant réel de son État et, d'autre part, se présente-t-il dans le domaine international avec des qualités qui permettent d'entretenir avec lui des relations normales et sûres ? « Nous reconnaissons à toutes les nations, a dit, en 1848, le secrétaire d'État américain Buchanan, à propos de la reconnaissance de la République française, le droit de créer et de réformer leurs institutions politiques selon leur propre volonté. Il nous suffit de savoir qu'il existe un gouvernement capable de se maintenir, et alors la reconnaissance de notre part est inévitable. »

La reconnaissance d'un gouvernement de fait issu d'un Coup d'État n'est donc pas, à la différence de la reconnaissance d'État, une opération arbitraire : elle est subordonnée à l'examen de certaines considérations relatives, soit à la valeur interne du nouveau régime, soit à sa valeur internationale.

La valeur interne d'un gouvernement de fait général est déterminée par son effectivité et sa généralité. Un gouvernement de fait est effectif : quand les hostilités sont terminées, quand la nouvelle autorité tient en mains les attributs principaux du pouvoir, et quand elle contient en elle-même des facteurs de longévité. Un gouvernement de fait est général quand sa puissance s'étend sans résistance sur la plus grande et la plus intéressante partie du territoire.

La valeur externe d'un gouvernement de fait général, issu d'un Coup d'État, est caractérisée par la mesure dans laquelle ce pouvoir a l'intention et la possibilité de remplir ses obligations de Droit International. Il est en effet naturel que les États étrangers ne reconnaissent un gouvernement que si les relations avec lui doivent présenter un caractère suffisant de stabilité et de sûreté. Cette considération a

trouvé son écho après la guerre dans deux circonstances. Tout d'abord, le Pacte de la Société des Nations déclare, dans son article 1, § 2 : « Tout État, Dominion ou Colonie, qui se gouverne librement... peut devenir membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals, et aériens. » Par ailleurs, le 6 janvier 1922, les représentants des principales puissances, réunis à Cannes dans une conférence économique internationale, adoptèrent une déclaration qui, tout en reconnaissant à chaque pays le droit de déterminer par lui-même son régime politique intérieur, subordonnait la reconnaissance du Gouvernement bolcheviste russe à certaines considérations de Droit International. »

« ... Les puissances alliées considèrent que les conditions fondamentales indispensables à la réalisation d'un accord efficace, peuvent être définies dans leurs grandes lignes comme suit :

1° Les nations ne peuvent pas revendiquer le droit de se dicter mutuellement les principes suivant lesquels elles entendent organiser à l'intérieur leur régime de propriété, leur économie et leur gouvernement. Il appartient à chaque pays de choisir pour lui-même le système qu'il préfère à cet égard.

2° Toutefois, il n'est possible de disposer de capitaux étrangers pour venir en aide à un pays que si les étrangers qui fournissent les fonds ont la certitude que leurs biens et leurs droits seront respectés et que les bénéfices de leurs entreprises leur seront assurés ;

3° Ce sentiment de sécurité ne peut être rétabli que si les nations (ou les gouvernements des nations), désirant obtenir des crédits étrangers, s'engagent librement :

a) A reconnaître toutes les dettes et obligations publiques qui ont été ou qui seront contractées ou garanties par l'État, les municipalités ou les autres organismes publics, et à reconnaître également l'obligation de restituer, de restaurer ou, à défaut, d'indemniser pour les pertes et les dommages qui leur ont été causés, du fait de la confiscation ou de la séquestration de la propriété.

b) A établir un système légal et juridique sanctionnant et assurant l'exécution impartiale de tous les contrats commerciaux ou autres.

4° Les nations devront disposer de moyens d'échange convenables. D'une manière générale, des conditions financières et monétaires doivent exister, qui offrent au commerce des garanties suffisantes ;

5° Toutes les nations doivent s'engager à s'abstenir de toute propagande subversive de l'ordre et du système politique établis dans d'autres pays.

6° Tous les pays doivent prendre en commun l'engagement de s'abstenir de toute agression à l'égard de leurs voisins.

Si, en vue d'assurer les conditions nécessaires pour le développement du commerce en Russie, le gouvernement russe réclamait sa reconnaissance officielle, les puissances alliées ne pourraient accorder cette reconnaissance que si le gouvernement russe acceptait les stipulations qui précèdent¹. »

Lorsqu'un gouvernement de fait, établi dans un pays à la suite d'un Coup d'État, présente une valeur interne et

1. V. Fauchille. *Traité de Droit International public*, t. I, 1^{re} partie, p. 436 (note).

externe indiscutable, il *doit* être reconnu par les autres États. La reconnaissance *de jure* d'un gouvernement de fait général est, en effet, un acte *déclaratif et obligatoire* si les conditions précédemment exposées sont remplies : le refus de l'opérer, pour d'autres raisons, constituerait de la part de l'État qui l'opposerait un acte indirect d'immixtion dans les affaires politiques intérieures de l'autre État. Par contre, la reconnaissance *de facto* n'est jamais qu'un acte facultatif et attributif.

C) QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA RECONNAISSANCE OU DE LA NON-RECONNAISSANCE ? — Ces conséquences peuvent être envisagées à trois points de vue : 1^o Au point de vue de l'application d'une loi d'un État étranger ou d'un contrat entre particuliers qui peut dépendre de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance du gouvernement de fait général issu d'un Coup d'État ; 2^o Au point de vue de la capacité internationale de ce gouvernement ; 3^o Au point de vue de sa responsabilité envers les États étrangers pour les actes commis sur son territoire en violation des droits de ces États.

1^o Conséquences au point de vue de l'application d'une loi d'un État étranger ou d'un contrat entre particuliers.

a) Pour qu'une loi d'un État étranger puisse s'appliquer au gouvernement de fait établi par un Coup d'État dans un autre pays, il faut absolument que ce gouvernement ait été reconnu par l'État étranger. Ce principe a été nettement consacré par le juge anglais Hill dans l'affaire du *Lomonosoff*. « C'est un principe du droit anglais qui figure d'ailleurs dans un grand nombre de législations, que les auteurs du sauvetage d'un navire ont droit de la part du propriétaire de ce dernier à une indemnité. Il va naturel-

lement de soi qu'aucune rémunération n'est due à ceux qui, au mépris des lois d'un gouvernement établi, soustrairaient un navire au contrôle légitime de ce gouvernement : la courtoisie internationale s'y oppose. Mais encore faut-il qu'on se trouve en présence d'un organisme ayant droit à cette courtoisie ; aussi l'exception au principe de l'indemnité ne saurait-elle jouer lorsqu'il s'agit d'un gouvernement non reconnu. C'est ce qu'a très justement décidé le juge Hill dans l'affaire du *Lomonosoff*. Un groupe de militaires britanniques et belges était parvenu à empêcher un navire de tomber entre les mains des forces bolchevistes, qui s'étaient emparées de Murmansk ; il le conduisit en Norvège, où il le remit à son propriétaire. Les faits s'étant produits en février 1920, à une époque où le gouvernement bolcheviste n'avait bénéficié d'aucune reconnaissance de la part du gouvernement britannique, le juge estima que les sauveteurs avaient droit à une indemnité¹. »

b) Par contre, lorsqu'il s'agit d'un contrat entre particuliers dont l'application suppose un acte commis par un gouvernement étranger, issu d'un Coup d'État, la reconnaissance de ce gouvernement n'est pas indispensable. Elle ne doit être exigée pour l'exécution de ce contrat que s'il résulte de la volonté expresse ou tacite des parties qu'elle est nécessaire.

« Invité à rechercher si la clause d'une police d'assurance protégeant les « assurés contre les pertes ou dommages causés par... des personnes prenant part à des commotions civiles » s'appliquait à une saisie de biens par des personnes agissant pour le compte du gouvernement soviétique, alors

1. Noël-Henry. Les gouvernements de fait devant le juge. *Thèse Paris*, 1927, p. 113-114. V. Haute-Cour de Justice, Division de l'Amirauté, 1920. *Law Reports*, 1921, Probate, p. 97.

non reconnu, le juge Roche (affaire A. Gagnière and Co L T D c/ The Eastern Company of Warehouses Insurance and Drausport of Goods with advances L T D) n'hésite pas a déclarer que la perte n'était pas due « à des personnes prenant part à des commotions civiles. » Quelqu'irréguliers qu'aient été les procédés des émissaires du gouvernement bolcheviste, et quelqu'étrangers qu'ils soient à nos idées de justice, le juge estime qu'il s'agissait d'actes autorisés par le gouvernement, qui était en fait en possession du pouvoir à l'époque; que ce n'était pas des actes de commotion civile, mais les actes d'un gouvernement ... Le juge applique par suite la clause de la police concernant les saisies opérées par un gouvernement étranger ¹. »

2^o Conséquences au point de vue de la capacité du gouvernement de fait étranger.

a) Le gouvernement de fait général, issu d'un Coup d'État, n'est pas reconnu par un autre État.

— Il ne peut par suite représenter son État dans l'exercice de sa prérogative de personnalité vis-à-vis de l'État qui ne le reconnaît pas. Il s'ensuit pour lui les principales conséquences suivantes : impossibilité d'agir en justice comme demandeur devant les tribunaux de l'État étranger, nullité pour ceux-ci des contrats conclus par les nationaux de cet État avec le gouvernement non-reconnu.

— En outre, le gouvernement de fait général, issu du Coup d'État, ne peut représenter son État dans l'exercice de sa prérogative de souveraineté vis-à-vis de l'État étranger qui refuse de le reconnaître. Par suite, il ne peut invoquer devant cet État les diverses immunités de juridiction accordées aux gouvernements étrangers pour eux-

1. Noël-Henry. *Op. cit.*, p. 122. V. Haute-Cour de Justice, 1921, analyse dans le *Times* du 30 avril 1921.

mêmes, pour leurs biens et pour leurs actes, il n'a pas droit, en outre, à ce que ces mesures soient appliquées par le juge étranger, lorsque cette application s'impose, notamment, d'après les principes généraux du droit. Ainsi : les tribunaux étrangers doivent lui refuser l'immunité de juridiction et sont compétents pour statuer sur les demandes dirigées contre lui ; ils doivent également se refuser à prononcer l'insaisissabilité de ses biens ; fils n'ont à tenir aucun compte de ses actes de souveraineté générale (lois, règlements) ni de ses actes de souveraineté d'application individuelle (passeports, visas, création de corporations, confiscations de biens terrestres et maritimes, décisions judiciaires).

L'avènement du gouvernement bolchevik en octobre 1917 en Russie a soulevé dans tout le monde des questions délicates de cette nature. Elles ont été résolues conformément aux principes précédents. Ainsi les juridictions françaises se sont-elles refusées à tenir compte des décrets du gouvernement soviétique non reconnu, qui dénationalisaient les Russes émigrés. Aussi ceux-ci ne purent-ils être considérés comme *heimatles* aussi longtemps que la reconnaissance française n'intervint pas. Les tribunaux se sont prononcés également pour la survie des sociétés russes, bien que nationalisées par le gouvernement bolcheviste tant que celui-ci ne fut pas reconnu¹.

b) Le Gouvernement de fait général issu du Coup d'État est reconnu par un État étranger.

Dans ce cas, le gouvernement reconnu représente vala-

1. Trib. Com. Seine, 26 avril 1922. *Vlasto c. Banque russo-asiatique*. J. D. I., 1923, p. 933 (solution implicite).

Fred. S. James and Co Second Russlan Insurance Co. Cours Suprême de l'Etat de New-York, 1924 : New-York supplement t. CCIII, p. 232. Division d'Appel de la Cours suprême, 1934. *Id.*, t. CCV, p. 472; Cours des Appels, 1925 ; *Ibid.*, t. 233, p. 248.

blement au regard de l'État étranger son État, dans l'exercice de ses prérogatives de personnalité et de souveraineté. C'est alors tout l'inverse des solutions précédentes qui s'applique.

C'est ainsi qu'à la suite de la reconnaissance du gouvernement des soviets par l'État français, les Russes émigrés en France sont devenus *heimatles* par l'effet des décrets russes de dénationalisation. Des problèmes de solution très difficile en sont résultés. De même, la jurisprudence française s'est aussi prononcée pour la négation de la personnalité juridique des sociétés russes, désormais nationalisées. Toutefois cette mesure n'a pas eu d'effets rétroactifs ; les opérations passées de la société sont restées valables ; la personnalité de ces sociétés a continué dans la mesure nécessaire à leur liquidation ¹.

Il faut toutefois apporter à cette idée deux tempéraments : 1^o Cette reconnaissance peut être accompagnée de réserves ; elle ne produit alors ses effets normaux que dans la mesure où ils ne sont pas en opposition avec les réserves formulées ; 2^o La législation du gouvernement reconnu s'applique sur le territoire de l'État qui le reconnaît seulement dans la mesure où elle ne heurte pas l'ordre public territorial ; celui-ci comprend le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit pénal, le droit fiscal. Ne sont pas applicables, par conséquent, sur le territoire de l'État qui a reconnu les règles émises par le gouvernement reconnu et contraire à ces dispositions de droit public. Doivent être également écartées les règles de droit privé

1. Aix. 23 déc. 1925. *État russe contre Compagnie Russe de navigation à vapeur et de commerce ou Repit*. J. D. I., 1925, p. 391 et 1926, p. 667. Trib. civ. Seine. 5 mai 1925. *Compagnie d'Assurances Nord de Moscou contre l'Union et le Phénix espagnol*, J. D. I., 1926, p. 126.

Trib. Com. Seine. 15 mai 1925. *Rabinouitch c. Banque Russe pour le commerce étranger*. R. I. P., 1926, p. 27.

qui établissent des discriminations entre citoyens et celles qui pénalisent certaines catégories d'individus.

Lorsqu'un État n'opère qu'une *reconnaissance de facto* d'un gouvernement de fait général issu d'un Coup d'État, la jurisprudence des divers pays a admis que cette reconnaissance produisait, en principe, des effets semblables à ceux de la reconnaissance *de jure*, à moins que l'État ne se soit formellement prononcé d'une autre façon. Aux États-Unis, un jugement intervenu peu après la reconnaissance du gouvernement Larranza comme gouvernement de *facto* du Mexique, a reconnu à ce gouvernement pleine capacité pour agir devant les tribunaux américains¹.

3^o Conséquences au point de vue de la responsabilité du gouvernement de fait général pour les actes portant atteinte aux droits des États étrangers ou des nationaux de ceux-ci.

a) La reconnaissance a été accordée.

Dans ce cas, le gouvernement reconnu entraîne la pleine responsabilité de l'État pour les atteintes au droit des gens portées par cette autorité aux dépens des autres États. Cette responsabilité est également encourue pour les actes arbitraires commis par des représentants du gouvernement reconnu, au préjudice des ressortissants des États qui l'ont reconnu.

b) La reconnaissance a été refusée.

Le refus de reconnaissance constitue-t-il une fin de non recevoir aux réclamations dirigées contre un gouvernement non reconnu par l'État qui s'est refusé à le reconnaître, à l'occasion d'atteinte portée par le premier aux droits du second ?

Ce problème s'est posé dans un arbitrage rendu le

1. *State of Yucatau c. Argumedo*. Cour suprême de New-York, 1915 : New-York supplement, t. 157, p. 219.

18 octobre 1923 à Washington à propos de l'affaire des *réclamations britanniques contre Costa-Rica*. L'Angleterre avait refusé de reconnaître le gouvernement de Tinoco qui, de janvier 1917 à août 1919, avait exercé une autorité générale et indiscutée dans la République de Costa-Rica. Cependant elle soutenait que les actes de celui-ci avaient engagé l'État et elle formait contre celui-ci des réclamations pécuniaires en raison de certains dommages. La République de Costa-Rica invoqua une fin de non-recevoir, basée sur le fait de la non-reconnaissance par l'Angleterre du gouvernement de Tinoco. « La Grande-Bretagne, déclarait-il, est forclosée par le fait qu'elle n'a pas reconnu le gouvernement de Tinoco; elle ne pouvait, en conséquence, prétendre pour le compte de ses sujets que le gouvernement Tinoco était un gouvernement pouvant conférer des droits, obligatoires pour ses successeurs. » Cette exception ne fut pas admise par l'arbitre qui déclara l'État de Costa-Rica responsable envers l'Angleterre des actes du gouvernement de Tinoco ¹.

1. Noël-Henry, p. 223-234, la sentence et la critique.

APPENDICE

LE COUP D'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'institution de la Société des Nations ne semble pas avoir apporté des solutions nouvelles dans le problème des rapports entre le Coup d'État et le Droit International. L'article 10 du Pacte se contente de consacrer formellement le principe de la non-intervention des États dans les questions politiques intérieures de chacun d'eux. Il déclare en effet : « Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure *l'intégrité territoriale et l'indépendance politique* présente de tous les Membres de la Société... »

Cette question s'est posée avec une acuité particulièrement grave devant le Conseil, au mois de décembre 1934. La Yougoslavie venait de déposer une plainte contre la Hongrie, accusant cette dernière d'avoir favorisé sur son territoire la préparation de menées terroristes qui devaient finalement aboutir à l'assassinat du roi Alexandre. Au cours de l'examen de cette affaire, le Ministre français des Affaires étrangères, M. Laval, fit la déclaration suivante, le 8 décembre : « Pour cette œuvre de justice et de paix qui lui incombe, le Conseil trouvera dans le pacte lui-même le principe qui doit le diriger. Ce principe est inscrit dans l'article 10 qui a fait à tous les membres de la Société un devoir de respecter et de maintenir l'intégrité territoriale et l'in-

dépendance politique de tous les autres membres. Cet article commande par là-même aux gouvernements de s'abstenir de toute action susceptible de compromettre cette intégrité territoriale et cette indépendance; de même il comporte l'interdiction pour ces gouvernements d'encourager ou de tolérer sur leur territoire toute activité tendant aux mêmes buts. De ce principe inscrit dans notre pacte, la Société des Nations doit tirer toutes les conséquences; il ne s'agit pas de limiter l'asile que l'on peut juger à propos d'accorder à des réfugiés politiques, sous réserve des obligations que lui impose le Droit International; il ne peut s'agir davantage de porter atteinte aux libertés publiques, dans la mesure où ces libertés sont reconnues par chaque État. Mais le droit d'asile et les libertés qu'il comporte ne peuvent se concevoir sans obligations, obligations pour les personnes qui en bénéficient, obligations pour les États qui s'en réclament. C'est toute une réglementation internationale nouvelle qui doit intervenir. Il faut que, sur le plan national, soit assurée une répression efficace des crimes politiques... La Société des Nations doit s'engager résolument dans cette voie¹. » Et le Conseil, dans la résolution adoptée qui clotura ce litige, déclara : « Le Conseil déclare que tout État a le devoir de n'encourager, ni de tolérer sur son territoire aucune activité terroriste dans un but politique ; que tout État doit ne rien négliger pour prévenir et réprimer les actes de ce genre et pour prêter son concours aux mêmes fins au gouvernement qui le lui demande, constate que ces devoirs s'imposent particulièrement aux membres de la Société des Nations, en raison des obligations du pacte, en relation avec l'engagement qu'ils ont pris de respecter l'intégrité territoriale

1. *Le Temps*, 9 décembre 1934.

et l'indépendance politique présente des autres membres¹. » Par ailleurs, le gouvernement français déposa un projet de répression internationale du terrorisme².

1. *Ibid.*, 12 décembre 1934.

2. *Bases pour la conclusion d'un accord international en vue de la répression de crimes commis dans un but de terrorisme politique.* — La convention à conclure aura pour but exclusif de faciliter la répression des actes criminels dirigés contre les personnes ou les biens et constituant une action terroriste dans un but politique.

A. — *Les faits visés sont les suivants :*

a) L'attentat à la vie ou à la liberté, soit des chefs d'État, soit des membres du gouvernement, des assemblées politiques ou administratives ou des cours judiciaires, soit de fonctionnaires, soit de personnes privées à raison de l'attitude politique de celles-ci ;

b) L'attentat contre des bâtiments publics, chemins de fer, navires, aéronefs et autres moyens de communication ;

c) L'association en vue de commettre les mêmes faits ;

d) La détention d'armes, munitions, explosifs ou engins incendiaires en vue de commettre les mêmes faits ;

e) La provocation à commettre les faits ci-dessus spécifiés ou l'apologie de ceux-ci.

Il y aurait lieu de rechercher, en tenant compte de l'état des différentes législations, si d'autres faits devraient être ajoutés à cette liste.

L'engagement serait pris par les puissances contractantes de réprimer les faits de cet ordre, la tentative de les commettre et la complicité même, lorsque ces faits sont dirigés contre un autre État contractant, ses autorités ou ses ressortissants.

L'engagement serait pris d'exécuter les commissions rogatoires émises par les autorités d'un État contractant à l'occasion de poursuites pour les faits spécifiés ci-dessus.

Pour les détails, il y aurait lieu de s'inspirer de la convention du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage.

B. — *La répression des faits ci-dessus visés restera confiée aux tribunaux de chaque État.* Toutefois il serait institué une Cour pénale internationale composée de cinq membres, constituée de façon permanente, bien que n'ayant à se réunir que lorsqu'une poursuite relevant de sa compétence serait intentée.

La Cour pénale internationale aurait à juger les individus accusés de l'un des faits ci-dessus prévus dans les cas suivants :

a) L'accusé s'étant réfugié dans un pays autre que celui qui veut le poursuivre, le pays de refuge préfère, plutôt que d'accorder l'extradition à l'État requérant, déférer l'accusé pour jugement à la Cour pénale internationale ;

b) L'État sur le territoire duquel le fait a été commis croit devoir renoncer, dans le cas particulier, à poursuivre devant ses propres tribunaux.

L'institution d'une semblable Cour pénale internationale répond à la double préoccupation d'assurer une justice impartiale dans des cas particulièrement délicats et de mettre à couvert la responsabilité de l'État dont les tribunaux auraient à juger des crimes de cet ordre.

Il y aurait lieu de déterminer la loi pénale que cette Cour internationale aurait à appliquer.

A l'occasion de chaque sentence, la Cour déterminait l'État contractant à qui incomberait le soin d'assurer l'exécution de la peine.

Le droit de grâce, en ce qui concerne les condamnations prononcées par la Cour pénale internationale, serait exercé par le conseil de la Société des Nations

sur proposition, soit de l'État où la peine est exécutée, soit de l'État contre lequel les actes étaient dirigés, soit de l'État national du condamné.

C. — *La convention devrait prévoir des dispositions propres à assurer la sincérité des passeports et pièces d'identité.*

L'engagement devrait être pris de réprimer la fabrication de fausses pièces d'identité, la falsification des pièces d'identité et l'usage des pièces fausses ou falsifiées, même si la falsification concerne les cachets ou signatures d'une autorité étrangère.

D. — *Il y aurait lieu de prévoir et d'organiser :*

a) La communication de tous renseignements, au sujet de la préparation dans un pays d'actes criminels rentrant dans les prévisions de la convention, lorsque ces actes apparaîtraient comme susceptibles d'être accomplis dans un autre pays contractant ;

b) La communication de renseignements au sujet de la falsification de pièces d'identité ainsi que de l'usage de celles-ci.

En dehors de la convention envisagée, il y aurait lieu d'adresser aux membres de la Société des Nations une recommandation en vue de l'insertion dans leurs traités d'extradition d'une clause excluant, si ce n'est déjà fait, *l'assassinat de la catégorie des faits politiques ne donnant pas lieu à extradition.*

(*Le Temps*, 11 décembre 1934).

CONCLUSION

Nous nous sommes promis, au début, de cette étude, d'étudier objectivement les faits tels qu'ils se présentaient, et de ne pas nous livrer à des discussions politiques oiseuses, plus particulièrement à laisser de côté la question de la légitimité du Coup d'État. Nous ne nous écarterons pas de cette ligne de conduite. Cependant, il nous faut ici présenter deux observations.

A ceux qui condamnent le Coup d'État, nous ferons remarquer que ni le régime personnel et autoritaire, ni le régime démocratique et libéral, ni les mesures législatives les plus étudiées, ni les traités internationaux les plus subtils, n'ont pu jusqu'ici, et ne pourront certainement pas dans l'avenir, empêcher les Coups d'État de se produire — et même de réussir. Il y a là un premier fait à méditer.

A ceux qui, par contre, seraient tentés d'admettre dans certaines circonstances le procédé du Coup d'État, qu'il nous soit permis de rappeler les conséquences funestes — individuelles ou collectives — que ce mouvement entraîne la plupart du temps : puissance fictive du nouveau régime, luttes violentes entre les citoyens, abaissement de la dignité individuelle, ruine économique et décadence morale, perte du prestige national dans la société des autres États. Un si grand nombre de méfaits devrait être de nature à faire réfléchir les plus chaleureux partisans du Coup d'État. Saint-Thomas pose trois conditions pour que la révolte contre le pouvoir établi soit légitime : 1° Il faut tout d'abord que le gouvernement soit véritablement injuste et tyrannique; 2° Il faut ensuite que tous les procédés réguliers aient été utilisés sans succès pour remédier à cet état de

choses ; 3° Enfin, les avantages résultant de l'insurrection doivent être supérieurs aux inconvénients qu'elle entraîne. Si ces conditions avaient toujours été observées, combien de Coups d'État et de malheurs auraient été évités à des pays !

Le Coup d'État ne sera-t-il pas appelé, un jour, à s'exécuter sur le terrain international ? Au moment où l'Allemagne venait de rejeter unilatéralement les clauses militaires du Traité de Versailles et de se constituer une armée nouvelle puissamment organisée, on a beaucoup qualifié cet événement de « Coup d'État international. » Faut-il y voir un phénomène destiné à se développer et à se perfectionner dans un avenir plus ou moins lointain ? Cela paraît très problématique. Il est difficile de concevoir une véritable « Société des États » où les différents pays, abdiquant leur indépendance et leur souveraineté, se soumettraient entièrement à un pouvoir central international. Par suite, la possibilité d'une action séditeuse contre ce dernier demeure une fantaisie d'utopiste. Contentons-nous de dire, en élargissant beaucoup les notions, qu'on peut, en effet, traiter à la rigueur de « Coup d'État international » la violation brutale et unilatérale par un pays d'un accord fondamental, intervenu entre ce pays et différents États.

VU ET APPROUVÉ :

Le Président de Thèse,

GILBERT GIDEL

VU

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	Pages. 1
------------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT EN FAIT

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales sur le Coup d'État. .	3
<i>Section I.</i> — Définition du Coup d'État.	3
§ 1. Définition inexactes du Coup d'État	4
§ 2. Définition du Coup d'État.	7
<i>Section II.</i> — Nature du Coup d'État.	7
<i>Section III.</i> — Caractéristiques du Coup d'État.	11
§ 1. Coup d'État et mouvement insurrectionnel populaire. .	11
§ 2. Coup d'État et la guerre civile.	13
CHAPITRE II. — Aspects du Coup d'État	16
§ 1. Variétés du Coup d'État au point de vue des mobiles qui le font exécuter.	16
§ 2. Variétés du Coup d'État au point de vue de son but. .	19
§ 3. Variétés du Coup d'État au point de vue de la direction. .	29
§ 4. Variétés du Coup d'État au point de vue de ses élé- ments	36
§ 5. Variétés du Coup d'État au point de vue de la technique. .	39
CHAPITRE III. — Causes et But du Coup d'État.	39
<i>Section I.</i> — Causes du Coup d'État.	39
§ 1. Cause officielle du Coup d'État	43
§ 2. Causes réelles du Coup d'État	47
<i>Section II.</i> — But du Coup d'État.	
CHAPITRE IV. — Conditions de milieu politiques et sociales dans lesquelles se manifestent particulièrement les Coups d'État	48
<i>Section I.</i> — La Race.	49
§ 1. L'équilibre ethnique de la race	49
§ 2. La tournure générale d'esprit de la race.	57

<i>Section II.</i> — La formation du peuple.	61
§ 1. Influence de la formation intellectuelle	61
§ 2. Influence de la formation politique.	64
§ 3. Influence de la formation religieuse	66
<i>Section III.</i> — L'équilibre des classes sociales	68
<i>Section IV.</i> — L'organisation politique	70
CHAPITRE V. — Technique de l'exécution et de la réduction du Coup d'État.	74
<i>Section I.</i> — Technique de l'exécution du Coup d'État	79
§ 1. Coup d'État offensif d'un élément privé contre le Gouvernement	80
1. La direction du Coup d'État	80
2. Préparation du Coup d'État	82
3. Exécution du Coup d'État.	103
Appendice. Le Coup d'État politique	111
§ 2. Coup d'État du Gouvernement contre le Pouvoir législatif.	113
1. La direction du Coup d'État.	113
2. La préparation du Coup d'État.	116
3. Exécution du Coup d'État.	121
§ 3. Autres formes de Coups d'État	127
<i>Section II.</i> — Technique de la réduction du Coup d'État . . .	128
§ 1. Opposition du Gouvernement	129
§ 2. Opposition du Pouvoir Législatif.	136
CHAPITRE VI. — Conséquences politiques des Coups d'État . .	147
<i>Section I.</i> — Conséquences individuelles du Coup d'État . . .	147
§ 1. Aspect négatif des conséquences individuelles	447
§ 2. Aspect positif des conséquences individuelles.	153
<i>Section II.</i> — Conséquences collectives des Coups d'État. . .	163

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DU COUP D'ÉTAT EN DROIT

PRÉLIMINAIRES	165
CHAPITRE I. — Le Coup d'État et le Droit Interne.	168
<i>Section I.</i> — Attitude conciliante du Droit Interne vis-à-vis du Coup d'État	169
<i>Section II.</i> — Attitude hostile du Droit Interne, vis-à-vis du Coup d'État	173
§ 1. Règles de droit public interne dont l'effet est de prévenir ou d'empêcher le Coup d'État.	174
§ 2. Règles du droit interne qui constituent une répression juridique du Coup d'État	185

<i>Section III.</i> — Influence d'un Coup d'État réussi sur le Droit Interne.	196
PRÉLIMINAIRES.	196
§ 1. Le gouvernement de fait général, issu du Coup d'État est au pouvoir	197
§ 2. Le gouvernement de fait général, issu du Coup d'État, n'est plus au pouvoir.	198
CHAPITRE II. — Le Coup d'État et le Droit International. . .	209
PRÉLIMINAIRES.	209
<i>Section I.</i> — Influence d'un Coup d'État sur la question internationale de l'État	210
<i>Section II.</i> — Influence d'un Coup d'État sur la question internationale du Gouvernement.	213
§ 1. L'Intervention	213
§ 2. La Non-Intervention	227
APPENDICE. Le Coup d'État et la Société des Nations.	247
CONCLUSION.	251
